

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2015

SÉCURITÉS



NOTE EXPLICATIVE

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2015 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission, de leur évolution et des principales réformes sur la période 2015-2017.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2015 et afin de permettre une analyse des écarts avec la loi de finances pour 2014, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2014 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2015.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

■ La présentation des crédits et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2015 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome 2 de l'annexe « Voies et moyens »).

■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des crédits complets pour chaque action et programme de politique publique et de leur méthode de calcul.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. À titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

TABLE DES MATIÈRES

Mission

SÉCURITÉS 7

Présentation de la programmation pluriannuelle 8

Récapitulation des crédits 15

Programme 176

POLICE NATIONALE 17

Présentation stratégique du projet annuel de performances 18

Objectifs et indicateurs de performance 22

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 33

Justification au premier euro 37

Opérateurs 63

Analyse des coûts du programme et des actions 71

Programme 152

GENDARMERIE NATIONALE 75

Présentation stratégique du projet annuel de performances 76

Objectifs et indicateurs de performance 80

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 96

Justification au premier euro 100

Analyse des coûts du programme et des actions 120

Programme 207

SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRES 123

Présentation stratégique du projet annuel de performances 124

Objectifs et indicateurs de performance 126

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 130

Justification au premier euro 133

Analyse des coûts du programme et des actions 143

Programme 161

SÉCURITÉ CIVILE 147

Présentation stratégique du projet annuel de performances 148

Objectifs et indicateurs de performance 151

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 158

Justification au premier euro 162

Analyse des coûts du programme et des actions 184

MISSION

SÉCURITÉS

Présentation de la programmation pluriannuelle	8
Récapitulation des crédits	15

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

■ PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

Assurer la sécurité des Français, sur l'ensemble du territoire, signifie organiser la protection et le secours de tous, en tout temps, au quotidien comme en cas de crise, dans le respect de chacun. C'est pourquoi, la mission « Sécurités » réunit, depuis 2014, les programmes 152 « Gendarmerie nationale », 161 « Sécurité civile », 176 « Police nationale » et 207 « Sécurité et éducation routières ».

La recherche d'une proximité renforcée avec la population en adéquation avec la réalité des territoires sera, en 2015 comme en 2014, l'approche du gouvernement en matière de sécurité.

Donner la priorité à la lutte contre les cambriolages, les violences aux personnes et les vols liés à l'automobile

La priorité donnée depuis un an à la lutte contre les cambriolages, les vols à main armée et les violences aux personnes sera maintenue en 2015. Pour mieux lutter contre les vols liés à l'automobile qui alimentent des trafics internationaux organisés, un plan est mis en œuvre dans une perspective nationale et européenne.

Parallèlement, des efforts importants continueront d'être déployés pour répondre aux enjeux majeurs que sont la lutte contre la grande criminalité, les trafics de stupéfiants, les filières de passeurs qui encouragent l'immigration illégale et la traite des êtres humains, le terrorisme (en particulier le terrorisme djihadiste) sans oublier les nouvelles formes de délinquance commises dans le cyberspace.

L'action menée, avec succès, dans les 80 zones de sécurité prioritaires (ZSP) a donné des résultats positifs : les faits de délinquance les plus combattus y sont en baisse, notamment grâce à une concentration des moyens sur la prévention de proximité. En 2015, cette démarche partenariale de lutte contre l'insécurité et d'amélioration du recueil des attentes de la population et du dialogue avec les partenaires de la sécurité sera également poursuivie.

Contre les cambriolages et les vols à main armée, l'activité des référents sûreté pour conseiller les populations les plus exposées sera encouragée. La participation des forces mobiles aux actions de prévention de proximité, par un pilotage centralisé des forces, sera maintenue.

Enfin, l'efficacité de la captation des avoirs criminels sera accrue afin de rendre effectives les confiscations prononcées par la justice dans le cadre de la lutte contre les réseaux criminels.

Intensifier la lutte contre l'insécurité routière pour sauver plus de vies

La lutte contre l'insécurité routière et la réduction du nombre de personnes tuées ou blessées sur les routes de France est une priorité nationale qui répond à des enjeux humains, sociétaux et économiques. Elle s'appuie sur les orientations du comité interministériel de la sécurité routière (CISR) qui visent trois déterminants fondamentaux de l'insécurité routière : le conducteur, la route et le véhicule. Elle sera intensifiée en 2015 pour parvenir à moins de 2 000 morts sur les routes à la fin de la décennie.

La réalisation de cet objectif imposera la poursuite de la répression des comportements dangereux (excès de vitesse, alcoolémie, consommation de stupéfiants, utilisation du téléphone portable, non port de la ceinture de sécurité) et des interventions particulièrement ciblées sur la prévention et la sécurité routières.

La politique de prévention éducative et de formation, notamment auprès des jeunes, sera accentuée en 2015 dans le cadre de la réforme du permis de conduire, élément essentiel pour l'insertion sociale et professionnelle, et par des actions de sensibilisation menées en liaison avec les partenaires institutionnels et associatifs. Les campagnes de communication et d'information à destination du grand public seront pérennisées.

En vue de réduire les délais d'obtention du permis de conduire et donc son coût pour les candidats, les examens théoriques et les examens du groupe lourd seront confiés, dans un premier temps à des réservistes de la gendarmerie et de la police nationales, puis à des partenaires agréés, afin de permettre aux inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière de se recentrer sur les examens de conduite.

Optimiser la protection des populations et les capacités de gestion de crise

Les moyens nationaux de la sécurité civile rassemblent les moyens d'intervention opérationnels que l'État met en œuvre dans sa mission de protection des populations, quotidiennement ou en cas de catastrophes majeures, naturelles ou technologiques. Pour renforcer leur efficience, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) développera notamment l'efficacité de ses moyens de soutien et de gestion suite au regroupement de l'ensemble de ses fonctions support et de gestion. La recherche de synergies entre les moyens nationaux ainsi que de partenariats nationaux et internationaux sera également reconduite en 2015. Les capacités de planification et de gestion des crises seront renforcées.

La DGSCGC accompagnera également les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) dans la déclinaison territoriale de la rénovation du cadre juridique des sapeurs-pompiers volontaires afin de pérenniser et développer le modèle français de secours. Enfin, la mise en cohérence du statut des officiers supérieurs de sapeurs-pompiers avec les besoins d'un management moderne renforcera la composante du commandement opérationnel.

Accroître l'efficacité des processus organisationnels dans un contexte budgétaire contraint

La réforme du renseignement sera pleinement effective en 2015 après la création de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et du service central du renseignement territorial (SCRT) en mai 2014. Le développement de l'échange d'informations opérationnelles entre les structures nationales de renseignement sera accru.

Le plan ministériel de modernisation technologique de la police, de la gendarmerie et de la sécurité civile (108 M€ sur trois ans) débutera en 2015 avec le déploiement d'actions essentielles pour la modernisation des systèmes d'information et de communication des forces du ministère. Les laboratoires de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie (IRCGN) achèveront leur regroupement sur un nouveau site, après une réorganisation qui permettra à la gendarmerie de disposer, au sein de son pôle judiciaire (PJGN), d'une entité de criminalistique moderne et d'un organisme recentré sur le renseignement criminel. La police nationale poursuivra la rénovation et le resserrement, de ses plateformes de police technique et scientifique (PTS).

S'inscrivant dans l'esprit de la modernisation de l'action publique, la rénovation des processus de travail et la suppression progressive de charges indues permettront aux forces de sécurité de se concentrer sur leur cœur de métier. En outre, les procédures seront facilitées pour les citoyens tout en renforçant la qualité du service rendu. Les moyens mis en œuvre en termes de sécurité civile, de gestion de crise et de sécurité routière seront également rationalisés et optimisés.

L'année 2015 sera marquée par la reprise du transfert à l'administration pénitentiaire des extractions judiciaires, qui doit s'achever en 2019.

Les nouveaux modes de relations numériques seront développés pour mieux associer la population aux actions de sécurité et rapprocher l'utilisateur des forces de l'ordre.

Rénover le cadre statistique pour une information plus transparente au citoyen

En vue d'une appréhension plus fiable et plus transparente de l'activité contre la délinquance, le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) a été créé le 1^{er} septembre 2014. Reconnu par l'autorité de la statistique publique (ASP), il permettra de mettre en cohérence des données chiffrées qui constitueront des bases d'évaluation et de travail sincères et judicieuses. La rénovation des statistiques relatives à la sécurité et à la délinquance bénéficiera également du déploiement national du logiciel de rédaction des procédures de la police nationale (LRP PN) et de son nouvel outil de suivi des statistiques (STAT).

Poursuivre les mutualisations ministérielles et la recherche de toute source d'efficience

En vue de dégager des marges de manœuvre au profit de la présence sur le terrain et de l'investissement, la mutualisation des fonctions de soutien et opérationnelles, la refondation des organisations et le recentrage sur le cœur de métier seront poursuivis en 2015 pour générer des économies substantielles, en termes de moyens, et des gains d'efficience pour les services territoriaux concernés.

Le service de l'achat, de l'équipement et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI) regroupe désormais les services et les moyens de logistique de la police et de la gendarmerie nationales et de la sécurité civile. Ce service a vocation à poursuivre la mutualisation des fonctions support tant au plan central qu'au plan territorial. La maîtrise des coûts d'exploitation des hélicoptères EC 145 de la gendarmerie et de la sécurité civile en métropole s'effectuera par le biais d'une mutualisation engagée depuis 2011 de leur maintenance, en cohérence avec les initiatives interministérielles, et de marchés de soutien commun aux deux flottes.

Après la création du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)²) et du SAELSI, l'année 2015 sera la première année de fonctionnement des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) créés le 1^{er} mai 2014. La création des SGAMI s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation et de simplification du ministère et dans la continuité du Livre blanc pour la défense et la sécurité nationale. Elle doit renforcer la cohérence des missions du ministère de l'intérieur au niveau zonal et poursuivre un objectif d'efficience à travers la mutualisation de fonctions support de la police, de la gendarmerie, de la sécurité civile et des préfetures. Les SGAMI, dont les moyens budgétaires sont regroupés sur le programme 176 « Police nationale », sont placés sous la responsabilité des préfets de zone de défense et de sécurité.

■ ÉVOLUTION DES CRÉDITS POUR 2015-2017

(en millions d'euros)

	LFI 2014 au format 2015 (1) CP	PLF 2015 CP	2016 CP	2017 CP
Plafond de la mission (hors contribution directe de l'État au CAS Pensions) (2)	12 147	12 174	12 207	12 208

(1) La LFI 2014 est présentée au format de la maquette budgétaire retenue pour la programmation 2015-2017 ; elle est par ailleurs retraitée des modifications de périmètre et de transferts impactant la mission en PLF 2015.

(2) Conformément au projet de loi de programmation des finances publiques, les plafonds des missions du budget général sont présentés hors contribution directe de l'État au CAS Pensions.

OBJECTIFS ET INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

OBJECTIF MSB.1 Évaluer objectivement la prévention de la délinquance (P176.1) :

Indicateur P176.1.1 : Évolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone police

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre des violences physiques crapuleuses	Nombre	116 759	118 266	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre des violences physiques crapuleuses	%	1,45	1,29	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	Nombre	199 487	201 714	suivi	suivi	suivi	suivi
Évolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	%	-1,13	1,12	suivi	suivi	suivi	suivi

Indicateur P176.1.2 : Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone police

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	nombre	1 537 831	1 579 346	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	%	-0,39	2,70	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de cambriolages	nombre	206 739	221 296	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre de cambriolages	%	2	7	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

OBJECTIF MSB.2 Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance (P176.2) :

Indicateur P176.2.1 : Taux d'élucidation ciblés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'élucidation des vols avec violence	%	22,03	20,13	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux d'élucidation des cambriolages	%	10,25	10,32	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux d'élucidation des homicides	%	82,59	81,56	en hausse	en hausse	82	en hausse

Sécurités

Mission PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

OBJECTIF MSB.3 Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
(P176.4) :Indicateur P176.4.1 : **Nombre de tués en zone police**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de tués en zone police	nombre	1 045	976	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

OBJECTIF MSB.4 Evaluer objectivement la prévention de la délinquance
(P152.1) :Indicateur P152.1.1 : **Evolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone gendarmerie**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre des violences physiques crapuleuses	Nombre	12 739	13 151	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre des violences physiques crapuleuses	%	+17,3	+3,2	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	Nombre	92 542	101 580	suivi	suivi	suivi	suivi
Evolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	%	-9,2	+9,8	suivi	suivi	suivi	suivi

Indicateur P152.1.2 : **Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone gendarmerie**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	Nombre	693 631	720 342	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	%	+4	+3,9	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de cambriolages	Nombre	160 698	168 256	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre de cambriolages	%	+11	+4,7	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

OBJECTIF MSB.5 Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance
(P152.2) :Indicateur P152.2.1 : **Taux d'élucidation ciblés**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'élucidation des vols avec violence	%	25,6	25,2	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 28
Taux d'élucidation des cambriolages	%	13,5	14,3	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 16,5
Taux d'élucidation des homicides	%	78,2	78,5	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 85

OBJECTIF MSB.6 Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
(P152.4) :

Indicateur P152.4.1 : **Nombre de tués en zone Gendarmerie**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de tués	Nombre	2 785	2 442	en baisse	en baisse	≤ 2 319	≤ 2 000

OBJECTIF MSB.7 Assurer l'efficacité et l'efficience des opérations de secours aux personnes en hélicoptère en milieux difficiles
(P161.2) :

Indicateur P161.2.1 : **Taux de disponibilité des hélicoptères par flotte en base**
(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de disponibilité des hélicoptères EC145 de la sécurité civile en base.	%	nd	nd		95	95	95

OBJECTIF MSB.8 Assurer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de lutte contre les feux de forêt
(P161.1) :

Indicateur P161.1.1 : **Efficacité du dispositif de protection des forêts pendant la campagne "saison feux"**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Pourcentage des incendies ne dépassant pas 5 hectares	%	94	96	94	96	96	96

OBJECTIF MSB.9 Faire évoluer la cartographie des centres de déminage pour éliminer les munitions historiques et faire face à la menace terroriste
(P161.3) :

Indicateur P161.3.1 : **Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD)**
(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD)	%	- 28,8	27	-5,0	-10,0	- 10,0	- 10,0

Sécurités

Mission

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

OBJECTIF MSB.10 Assurer la solidarité nationale à travers la mise en oeuvre de la réserve nationale par les
(P161.4) : préfectures et les SDIS

Indicateur P161.4.1 :
 (du point de vue de l'utilisateur)

Taux d'utilisation de la réserve nationale par les préfectures et les SDIS

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'utilisation de la réserve nationale par les préfectures et les SDIS	%	nd	nd	so	nd	50	50

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
176	Police nationale	9 592 170 606	9 662 872 049	25 295 000	9 646 442 248	9 696 892 335	25 295 000
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 139 287 101	1 145 223 427		1 139 287 101	1 145 223 427	
02	Sécurité et paix publiques	3 078 707 468	3 091 869 032		3 078 707 468	3 091 869 032	
03	Sécurité routière	531 602 597	501 076 183		531 602 597	501 076 183	
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	657 374 361	649 691 980		657 374 361	649 691 980	
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 436 865 823	2 463 062 869		2 436 865 823	2 463 062 869	
06	Commandement, ressources humaines et logistique	1 748 333 256	1 811 948 558	25 295 000	1 802 604 898	1 845 968 844	25 295 000
152	Gendarmerie nationale	7 950 859 764	8 077 700 767	37 585 637	8 025 905 355	8 061 553 367	37 585 637
01	Ordre et sécurité publics	3 349 792 690	3 191 535 501		3 349 792 690	3 191 535 501	
02	Sécurité routière	810 924 377	767 433 128		810 924 377	767 433 128	
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 797 195 338	1 779 199 594		1 797 195 338	1 779 199 594	
04	Commandement, ressources humaines et logistique	1 818 220 037	2 182 892 133	37 585 637	1 893 265 628	2 166 744 733	37 585 637
05	Exercice des missions militaires	174 727 322	156 640 411		174 727 322	156 640 411	
207	Sécurité et éducation routières (LFI 2014 retraitée)	47 706 213	44 844 000	100 000	47 706 213	44 844 000	100 000
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	4 113 713	3 304 000		4 113 713	3 304 000	
02	Démarches interministérielles et communication	19 900 000	19 968 000	100 000	19 900 000	19 968 000	100 000
03	Éducation routière	23 692 500	21 572 000		23 692 500	21 572 000	
161	Sécurité civile	588 536 744	401 028 670	13 150 000	436 894 060	439 550 666	13 150 000
11	Prévention et gestion de crises	23 530 860	28 537 136		30 643 116	33 687 891	
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	427 495 711	238 213 649	250 000	259 831 508	258 234 745	250 000
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	131 320 208	131 004 068	12 900 000	140 229 471	144 354 213	12 900 000
14	Fonctionnement, soutien et logistique	6 189 965	3 273 817		6 189 965	3 273 817	

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
176 / Police nationale	9 592 170 606	9 662 872 049	25 295 000	9 646 442 248	9 696 892 335	25 295 000
Titre 2. Dépenses de personnel	8 708 632 049	8 718 418 488		8 708 632 049	8 718 418 488	
Autres dépenses :	883 538 557	944 453 561	25 295 000	937 810 199	978 473 847	25 295 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	681 640 389	720 124 382	18 075 000	703 403 831	699 716 944	18 075 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	160 350 000	182 781 011	7 220 000	192 858 200	237 208 735	7 220 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	41 548 168	41 548 168		41 548 168	41 548 168	
152 / Gendarmerie nationale	7 950 859 764	8 077 700 767	37 585 637	8 025 905 355	8 061 553 367	37 585 637
Titre 2. Dépenses de personnel	6 816 550 374	6 848 898 820		6 816 550 374	6 848 898 820	
Autres dépenses :	1 134 309 390	1 228 801 947	37 585 637	1 209 354 981	1 212 654 547	37 585 637
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 074 387 974	1 093 183 535	35 107 637	1 078 129 318	1 115 919 213	35 107 637
Titre 5. Dépenses d'investissement	53 921 416	129 618 412	2 478 000	117 662 166	87 551 357	2 478 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	6 000 000	6 000 000		13 563 497	9 183 977	
207 / Sécurité et éducation routières (LFI 2014 retraitée)	47 706 213	44 844 000	100 000	47 706 213	44 844 000	100 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	31 250 713	30 636 000		31 250 713	30 636 000	
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 800 000	3 300 000		3 800 000	3 300 000	
Titre 6. Dépenses d'intervention	12 655 500	10 908 000	100 000	12 655 500	10 908 000	100 000
161 / Sécurité civile	588 536 744	401 028 670	13 150 000	436 894 060	439 550 666	13 150 000
Titre 2. Dépenses de personnel	162 759 801	166 611 496		162 759 801	166 611 496	
Autres dépenses :	425 776 943	234 417 174	13 150 000	274 134 259	272 939 170	13 150 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	293 416 148	93 638 593	13 150 000	126 416 148	121 534 035	13 150 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	25 151 967	35 647 198		37 659 283	42 473 752	
Titre 6. Dépenses d'intervention	103 418 828	101 417 830		106 268 828	105 217 830	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	3 790 000	3 713 553		3 790 000	3 713 553	
Total pour la mission	18 179 273 327	18 186 445 486	76 130 637	18 156 947 876	18 242 840 368	76 130 637
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	15 687 942 224	15 733 928 804		15 687 942 224	15 733 928 804	
Autres dépenses :	2 491 331 103	2 452 516 682	76 130 637	2 469 005 652	2 508 911 564	76 130 637
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	2 080 695 224	1 937 582 510	66 332 637	1 939 200 010	1 967 806 192	66 332 637
Titre 5. Dépenses d'investissement	243 223 383	351 346 621	9 698 000	351 979 649	370 533 844	9 698 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	163 622 496	159 873 998	100 000	174 035 993	166 857 975	100 000
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	3 790 000	3 713 553		3 790 000	3 713 553	

PROGRAMME 176

POLICE NATIONALE

MINISTRE CONCERNÉ : BERNARD CAZENEUVE, MINISTRE DE L'INTERIEUR

Présentation stratégique du projet annuel de performances	18
Objectifs et indicateurs de performance	22
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	33
Justification au premier euro	37
Opérateurs	63
Analyse des coûts du programme et des actions	71

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Marc FALCONE

Directeur général de la police nationale

Responsable du programme n° 176 : Police nationale

En 2015, la police nationale poursuivra l'effort engagé, depuis 2012, de mise en œuvre d'une politique de sécurité renouvée, appuyée sur l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens, le recueil des attentes de la population, le dialogue avec les partenaires de la sécurité. Parallèlement, des efforts importants continueront à être déployés pour répondre aux enjeux majeurs que sont la lutte contre la grande criminalité, les trafics de stupéfiants, le trafic de migrants, la cybercriminalité et le terrorisme. La police nationale poursuivra son effort de recherche d'une plus grande efficacité afin de se redonner, dans le cadre de la modernisation de l'action publique (MAP), des marges de manœuvre, en emplois et en crédits, vers son cœur de métier opérationnel et les investissements immobiliers et technologiques.

Une priorité opérationnelle donnée à la lutte contre les cambriolages, les violences crapuleuses et les vols de véhicules

En matière de sécurité publique, la priorité opérationnelle sera donnée à la lutte contre les cambriolages et les vols à main armée, notamment ceux réalisés au préjudice des résidences principales et secondaires. La police nationale aura pour objectif de faire diminuer les violences crapuleuses et de contribuer à la révélation, ainsi qu'à une meilleure appréhension, des violences non crapuleuses. Le plan d'action relatif à la lutte contre les vols par effraction et les vols à main armée sera reconduit et un plan d'action relatif aux vols de véhicules et deux roues motorisés sera mis en œuvre.

En matière d'activité des services, outre le suivi renforcé des taux d'élucidations appliqués aux faits précités, et le développement de la police technique et scientifique (taux de couverture des scènes de cambriolages), l'accent sera mis sur la lutte contre les trafics de stupéfiants et le démantèlement des filières d'immigration illégales (un nouvel indicateur est introduit au PAP afin de suivre cette activité). La police nationale poursuivra également le développement du volet patrimonial de son activité en recherchant la progression de la saisie des avoirs criminels.

Les zones de sécurité prioritaires (ZSP) : la recherche d'une pleine implication de l'ensemble des acteurs

Les 80 **ZSP** illustrent, avec succès, la démarche partenariale de lutte contre l'insécurité. En 2015, la police nationale poursuivra, au sein des **69 ZSP de sa compétence** (dont 7 mixtes police-gendarmerie nationales), le travail d'accentuation de la présence de voie publique, de concentration de l'action sur les objectifs opérationnels, d'amélioration des taux d'élucidation, de recueil et d'exploitation du renseignement opérationnel (via le SCRT – service central du renseignement territorial et la DCPJ), de participation aux actions de prévention et de rapprochement de la police et de la population.

Pour mener à bien cette action, la DGPN reconduira le renforcement des ZSP en effectifs (forces mobiles dédiées en sécurisation) mais également en réservistes de la police nationale (59 référents polices / population). Une implication renforcée des directions actives autres que la sécurité publique (notamment DCPJ/ DCPAF) sera mise en œuvre.

L'évaluation du travail réalisé dans chaque ZSP sera renforcée, notamment en lien avec le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance (SGCIPD). Enfin, des **caméras piétons** seront déployées, à compter de 2015, dans l'ensemble des ZSP afin de renforcer la sécurité en intervention des policiers nationaux. Ces outils sont également le gage d'une police respectueuse de la population.

La rénovation du cadre statistique : une meilleure information du citoyen

Depuis mai 2013, la communication relative à la lutte contre la délinquance a été refondue. Il s'agissait d'abandonner la politique du « chiffre unique » au profit d'une appréhension plus fine et plus transparente de l'activité des forces. Dans la suite des deux rapports de l'inspection générale de l'administration (IGA) consacrés au sujet, deux réformes majeures produiront leurs effets en 2015 :

- le déploiement du nouveau **logiciel de rédaction des procédures de la police nationale** (LRP PN) qui sera achevé pour l'ensemble du territoire national. Un nouvel outil statistique (STAT) sera parallèlement déployé au plan local et au plan central ;
- le **service statistique ministériel de sécurité intérieure** (SSMSI), autorité ministérielle en matière de statistique de sécurité, rattaché à la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), mais œuvrant pour l'ensemble des forces de sécurité du ministère de l'intérieur, sera créé au 1^{er} septembre 2014. Composé de statisticiens de l'INSEE et de personnels de la police et de la gendarmerie nationales, il aura pour mission de mieux renseigner nos concitoyens sur l'état de la délinquance et l'activité des forces. La montée en puissance de ce service sera le gage d'une transparence renforcée comme de la qualité et de la fiabilité des informations publiées. Le SSMSI, par ses études, contribuera à une orientation plus fine de l'activité des policiers nationaux.

La réforme du renseignement : montée en puissance et coordination renforcée contre le terrorisme

Le ministre de l'intérieur a annoncé, le 17 juin 2013, le lancement de **la réforme du renseignement**. Celle-ci comporte deux volets, la création de la **direction générale de la sécurité intérieure (DGSI)** et la création du **service central du renseignement territorial (SCRT)** :

- la DGSI, créée le 12 mai 2014, poursuivra sa montée en puissance en 2015, en termes de créations d'emplois, dans l'enveloppe ministérielle, et d'investissements technologiques comme le propose le Livre blanc pour la défense et la sécurité nationale (LBDSN) ;
- le SCRT, créé le 10 mai 2014, verra son dimensionnement s'achever avec l'ouverture de trois sections zonales de recherche et d'appui (SZRA) en plus des trois créées en 2014. Au total, 203 effectifs supplémentaires auront été affectés dans ce service dépendant de la direction centrale de la sécurité publique (DCSP).

L'échange d'informations opérationnelles entre les structures nationales de renseignement sera encore développé. Outre la création de bureaux de liaisons entre la DGSI et le SCRT (au plan central et au plan territorial), **le renforcement de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT)**, par la création d'un département de lutte contre la radicalisation assurant notamment le secrétariat général de l'état-major national compétent dans ce domaine, contribuera à fluidifier l'échange d'informations et la détection des signaux faibles. La DGPN poursuivra l'appui à la lutte contre le djihadisme apporté par le biais du **centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR)** rattaché à cette même UCLAT.

La concrétisation du plan de modernisation technologique, la création d'une sous-direction de la cybercriminalité et les moyens conférés à la police technique et scientifique

La DGPN contribuera, avec la direction générale de la gendarmerie nationale et la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, au déploiement du **plan de modernisation technologique** issu des travaux du groupe de travail sur les technologies de sécurité intérieure (GTTSI). Ce plan ambitieux verra le déploiement d'actions essentielles pour la modernisation des forces : proximité numérique, rénovation des réseaux radios, portabilité des outils, modernisation et mutualisation des salles de réception des appels, développement des capacités d'anticipation et de conduite opérationnelles.

Les efforts déployés depuis de nombreuses années par la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) en matière de cybercriminalité prendront corps avec la création d'une nouvelle sous-direction en charge de la lutte contre la cybercriminalité. Dotée de trente effectifs supplémentaires et installée dans de nouveaux locaux, ce service aura pour mission de prendre en compte les nouvelles formes de délinquance commises sur l'Internet.

Enfin, la police nationale poursuivra la rénovation et le resserrement de ses plate-formes de police technique et scientifique (PTS) afin de les mettre en conformité avec les règles d'hygiène et de sécurité et les présenter à l'accréditation rendue obligatoire par une décision cadre de l'Union européenne.

De nouvelles avancées en matière de modernisation et de mutualisation des structures

La direction générale de la police nationale, acteur majeur du plan ministériel de modernisation et de simplification (PMMS), poursuivra le développement des actions inscrites dans le cadre de la MAP. L'enjeu, par la mutualisation des fonctions de soutien et opérationnelles, la refondation des organisations, le recentrage sur le cœur de métier et le progrès technologique, est de dégager des marges de manœuvre au profit de la présence de terrain et de l'investissement.

L'année 2015 sera la première année de fonctionnement concomitant de la nouvelle chaîne de soutien constituée de trois types de structures mutualisées :

- en centrale, **le service de l'achat, de l'équipement et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI)**, créé le 1er janvier 2014), d'une part, et le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)² créé en 2010), d'autre part ;
- au plan zonal, des **secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI)**, ont été créés le 1er mai 2014).

L'enjeu de cette nouvelle chaîne est d'intégrer et d'optimiser les soutiens de la police, de la gendarmerie, de la sécurité civile et, pour partie, des préfetures, notamment en s'appuyant au niveau zonal sur des structures mutualisées : ateliers mécaniques communs, gestion des moyens territoriaux, notamment la logistique, les achats et les opérations immobilières.

Comme pour les secrétariats généraux pour l'administration de la police (SGAP), le programme 176 sera le support budgétaire des SGAMI qui regrouperont les crédits et effectifs nécessaires des programmes concernés (programmes 176 ainsi que 152 « Gendarmerie nationale » et 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »).

Par ailleurs, l'année 2015 sera marquée par la reprise du transfert à l'administration pénitentiaire des extractions judiciaires qui devra s'achever en 2019. Trois nouvelles régions seront reprises au cours de l'année 2015 permettant aux policiers de se concentrer sur leur cœur de métier.

Enfin, dans la suite de la réforme de l'organisation de la direction centrale de la police aux frontières (DCPAF - inter-départementalisation lancée en 2014), la réflexion sera poursuivie en matière d'organisation des directions actives de la police nationale. Un chantier de simplification de la cartographie budgétaire sera également engagé.

* * *

Le programme s'articule autour de six actions :

- l'action 01 « Ordre public et protection de la souveraineté » a pour objectif de maîtriser les troubles à l'ordre public et de réduire les menaces ;
- l'action 02 « Sécurité et paix publiques » s'articule autour de quatre grands axes : sauvegarde des personnes et des biens, sécurité générale et prévention, police et action administratives, accueil du public et encadrement ;
- l'action 03 « Sécurité routière », vise à améliorer la sûreté des déplacements routiers par la prévention des conduites à risque et le respect des règles du code de la route ;
- l'action 04 « Police des étrangers et sûreté des transports internationaux » a pour objectif de lutter contre l'immigration irrégulière et de garantir le passage trans-frontière dans des conditions optimales de sécurité. Une partie des crédits relatifs à cette action (ceux nécessaires à l'éloignement des étrangers en situation irrégulière et ceux relatifs à la rétention administrative) a été transférée en 2008 du programme « Police nationale » vers le programme « Immigration et asile » ;
- l'action 05 « Missions de police judiciaire et concours à la justice » comprend la recherche et la constatation des infractions pénales, le rassemblement des preuves, la recherche des auteurs et de leurs complices, leur arrestation et leur remise aux autorités judiciaires compétentes ;

- l'action 06 « Commandement, ressources humaines et logistique » a pour objectif d'optimiser l'utilisation des ressources et de contribuer à l'efficacité des services opérationnels dans leur lutte contre la délinquance.

Le programme « Police nationale » assure la tutelle de deux opérateurs.

L'École nationale supérieure de police (ENSP), concourt, dans le cadre du volet « formation », à la mise en œuvre de l'action 06 « Commandement, ressources humaines et logistique ». L'Institut national de la police scientifique (INPS), contribue à l'action 05 « Missions de police judiciaire et concours à la justice ».

Par ailleurs, le programme « Police nationale » concourt à douze politiques publiques interministérielles et participe, dans ce cadre, à autant de documents de politique transversale (DPT).

Enfin, cinq objectifs et seize indicateurs communs à la gendarmerie nationale, synthétisent l'objectif général de sécurité et de protection des personnes et des biens, et reflètent l'ensemble des actions des deux programmes.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Évaluer objectivement la prévention de la délinquance
INDICATEUR 1.1	Évolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone police
INDICATEUR 1.2	Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone police
OBJECTIF 2	Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance
INDICATEUR 2.1	Taux d'élucidation ciblés
INDICATEUR 2.2	Lutte contre les filières
INDICATEUR 2.3	Bilan des avoirs criminels saisis
INDICATEUR 2.4	Généralisation de la police technique et scientifique
INDICATEUR 2.5	Recentrage des forces sur leur cœur de métier
INDICATEUR 2.6	Taux d'engagement des effectifs sur le terrain
INDICATEUR 2.7	Délai moyen d'intervention de nuit
OBJECTIF 3	Optimiser l'emploi des forces mobiles
INDICATEUR 3.1	Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité
INDICATEUR 3.2	Nombre de jours de déplacements de longue distance
OBJECTIF 4	Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
INDICATEUR 4.1	Nombre de tués en zone police
INDICATEUR 4.2	Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool
INDICATEUR 4.3	Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants
INDICATEUR 4.4	Indice d'efficacité des opérations de contrôle de vitesse
OBJECTIF 5	Optimiser l'emploi des ressources
INDICATEUR 5.1	Taux de disponibilité technique des véhicules

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ÉVOLUTION DE LA MAQUETTE DE PERFORMANCE

La maquette de performance du PAP 2015 évolue dans un souci de simplification des documents budgétaires et dans un esprit de convergence avec le programme 152 « Gendarmerie nationale ».

La stratégie du programme 176 se décline en 5 objectifs et dorénavant 16 indicateurs au lieu de 19 :

- l'objectif 1 s'intitule désormais « évaluer objectivement la prévention de la délinquance » pour répondre avec plus de clarté aux priorités du responsable de programme ;
- les indicateurs 2014 « évolution du nombre de personnes mises en cause » et « lutte contre les filières d'immigration clandestine » de l'objectif 2 sont fusionnés au sein de l'indicateur 2.2 « lutte contre les filières » pour une lecture cohérente de l'action d'initiative des unités ;
- l'indicateur 2014 « indice d'efficacité de l'emploi des CRS en sécurité générale » est remplacé par l'indicateur commun avec le programme 152 gendarmerie nationale « indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité » ;
- l'indicateur 4.1 de l'objectif 4 ne rend compte que du « nombre de tués » ;
- l'indicateur 2014 « taux de réalisation des formations institutionnelles prioritaires » de l'objectif 5 est supprimé car ces formations sont majoritairement obligatoires, soit en raison du statut des agents, soit car elles concernent les fondamentaux professionnels dans le cadre de l'adaptation de la police nationale à l'évolution de ses missions et de son environnement.

OBJECTIF n° 1 : Évaluer objectivement la prévention de la délinquance

Évaluer objectivement la prévention de la délinquance est la première mission de la police nationale. Les deux indicateurs rattachés à cet objectif permettent d'évaluer l'impact pour le citoyen, et la qualité du service de la police nationale en matière de lutte contre l'insécurité.

Les indicateurs d'évolution du nombre de crimes, délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique et en matière d'atteintes aux biens des personnes en zone police illustrent la mobilisation des forces de police et leurs interventions en constante adaptation aux évolutions de la délinquance.

INDICATEUR 1.1 : Évolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone police

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre des violences physiques crapuleuses	Nombre	116 759	118 266	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre des violences physiques crapuleuses	%	1,45	1,29	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	Nombre	199 487	201 714	suivi	suivi	suivi	suivi
Évolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	%	-1,13	1,12	suivi	suivi	suivi	suivi

Précisions méthodologiques

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique des personnes, regroupent 31 index de l'état 4001 : les 15 index des violences physiques non crapuleuses et crapuleuses, puis les 16 index violences sexuelles. Sont donc exclues les menaces.

Le nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles et son évolution sont « suivis » car une partie du travail des forces de police consiste à révéler ce type d'infractions, aujourd'hui non révélées par les victimes.

Source des données :

Les données sont collectées auprès des circonscriptions et directions départementales de sécurité publique (DDSP), puis agrégées par la direction centrale de la sécurité publique (DCSP) avant transmission à la direction centrale de la police judiciaire qui les agrège à son tour avec les données des autres directions (DCPAF, DCCRS et PP).

Les données sont issues de la base STIC-FCE 4001 (ensemble des index) et plusieurs acteurs concourent au résultat global (police, gendarmerie). La justice ne participe pas à l'alimentation du STIC-FCE mais communique des décisions quant à la destination d'un individu mis en cause dans une procédure (laissé libre ou écroué).

Les données concernent la France entière, DOM COM compris.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'orienter à la baisse les faits constatés en matière de violences physiques crapuleuses, la police nationale privilégie :

- la présence sur le terrain et le contact avec la population (prévention de proximité) ;
- la concentration des efforts dans les secteurs les plus exposés (ZSP) ;
- la lutte contre les réseaux.

Le suivi de l'évolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et sexuelles s'inscrit dans une stratégie de vigilance vis-à-vis du taux de plainte illustrée par :

- l'amélioration de l'information et de l'accueil du public (intervenants sociaux, associations d'aide aux victimes) ;
- la poursuite des actions partenariales, notamment à travers les instances locales de coproduction de sécurité et de prévention (conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance – CLSPD ou CISPd).

Les valeurs cibles (actualisation 2014, prévision 2015 et cible 2017) ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 par le programme et des réalités opérationnelles.

INDICATEUR 1.2 : Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone police

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	nombre	1 537 831	1 579 346	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	%	-0,39	2,70	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de cambriolages	nombre	206 739	221 296	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Évolution du nombre de cambriolages	%	2	7	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

Précisions méthodologiques

Les atteintes aux biens regroupent 36 index de l'état 4001 : vols à main armée (armes à feu), autres vols avec violences sans armes à feu, vols avec entrée par ruse, cambriolages, vols liés à l'automobile et aux deux-roues à moteur, autres vols simples au préjudice de particuliers, autres vols simples (à l'étalage, chantiers...), les destructions et les dégradations de biens.

Pour les cambriolages sont retenus les index 27 à 30 de l'état 4001.

Sources des données :

Les données sont collectées auprès des circonscriptions et directions départementales de la sécurité publique (DDSP), puis agrégées par la direction centrale de la sécurité publique (DCSP) avant transmission à la direction centrale de la police judiciaire qui les agrège à son tour avec les données des autres directions (PAF, DCCRS et PP).

Les données sont issues de la base STIC-FCE 4001 (ensemble des index) et plusieurs acteurs concourent au résultat global (police, gendarmerie). La justice ne participe pas à l'alimentation du STIC-FCE mais communique des décisions quant à la destination d'un individu mis en cause dans une procédure (laissé libre ou écroué).

Les données concernent la France entière, DOM COM compris.

Les données des sous-indicateurs 1.2.1 à 1.2.4 ci-dessus ont été actualisées et ajustées (légèrement à la hausse) par rapport à celles figurant au PAP 2014 et au RAP 2013.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'orienter à la baisse les atteintes aux biens et les cambriolages, la police nationale privilégie :

- la présence sur le terrain et le contact avec la population (prévention de proximité),
- la concentration des efforts dans les secteurs les plus exposés (ZSP),
- la lutte contre les réseaux et le blanchiment (offices centraux et structures locales).

OBJECTIF n° 2 : Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance

Le renforcement de l'activité des services pour mieux combattre la délinquance est le second objectif de la police nationale. Les 7 indicateurs rattachés à cette mission permettent de mesurer la performance des forces de police en matière de lutte contre la délinquance.

L'élucidation des crimes et délits contribue directement au recul de la délinquance. Elle permet l'exercice de l'autorité judiciaire et facilite l'indemnisation des victimes. Aussi, **le taux d'élucidation ciblés** est un indicateur important de l'activité des services. Il est présenté sous une forme détaillée (voir 2.1 ci-après), selon la nature de l'infraction, et pour chacun des grands agrégats servant de base à la constatation des crimes et délits : les « atteintes aux biens », qui touchent les personnes au quotidien, et les « atteintes volontaires à l'intégrité physique » (AVIP) pour mieux prendre en compte les violences physiques exercées contre les personnes (violences physiques non crapuleuses, violences physiques crapuleuses, violences sexuelles).

L'amélioration de ce taux d'élucidation passe par un recours accru aux nouvelles technologies et à la police technique et scientifique, ce qui explique la création en 2014 de l'indicateur **généralisation de la police technique et scientifique** et des sous-indicateurs suivants :

- le **taux de signalisation papillaire** est directement lié à tous les maillons de la chaîne criminalistique et exige que les efforts du plan d'action en faveur de la police technique et scientifique interviennent conjointement sur tous ces maillons : capacité de recueil des traces, qualité des traces recueillies, alimentation en signalisations de la base de référence du fichier automatisé des empreintes digitales (FAED), performance technique du FAED et de ses spécialistes. L'alimentation du FAED contribue ensuite à l'amélioration du taux d'élucidation des crimes et délits.
- le **taux de signalisation biologique** traduit l'effort (organisation, ressources humaines, moyens matériels) consacré par les services territoriaux à une alimentation exhaustive des empreintes génétiques au sein des grands fichiers criminalistiques (FNAEG) à partir des mis en cause. Cette alimentation est un facteur primordial de l'élucidation des affaires.

L'indicateur 2.2 de lutte contre les filières pour trafic ou revente de produits stupéfiants et les filières d'immigration clandestine traduit également l'activité des services de police pour combattre la délinquance.

L'amélioration de la sécurité de nos concitoyens suppose une présence plus importante des policiers sur le terrain et doit également se traduire par des temps d'intervention raccourcis et comparables d'un espace à l'autre.

Le taux d'engagement des effectifs sur le terrain (indicateur 2.6) rapporte l'ensemble des activités réalisées hors des locaux à l'activité totale. Les activités réalisées à l'extérieur des locaux sont susceptibles d'augmenter l'effet dissuasif de la présence policière sur le terrain et peuvent contribuer à l'amélioration des délais d'intervention. Il convient néanmoins de préciser que la constatation des infractions, réalisée lors des opérations de surveillance à l'extérieur des locaux de service, s'accompagne d'une augmentation du travail procédural réalisé à l'intérieur des locaux.

Enfin, les trois indicateurs relatifs au **bilan des avoirs criminels saisis (2.3)**, au **recentrage des forces sur leur cœur de métier (2.5)** et au **délai moyen d'intervention de nuit (2.7)** permettront de mesurer la performance opérationnelle des forces de police sur le terrain.

INDICATEUR 2.1 : Taux d'élucidation ciblés

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'élucidation des vols avec violence	%	22,03	20,13	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux d'élucidation des cambriolages	%	10,25	10,32	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux d'élucidation des homicides	%	82,59	81,56	en hausse	en hausse	82	en hausse

Précisions méthodologiques

Il convient, pour une analyse pertinente du taux d'élucidation, de rappeler qu'un fait constaté en année n ne sera pas systématiquement élucidé la même année, mais peut s'intégrer dans le taux d'élucidation de l'année suivante.

Source des données : la collecte des données, réalisée au niveau de chaque direction active de la police nationale, est centralisée par la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et fait l'objet d'une restitution mensuelle consolidée semestriellement et annuellement.

Les données concernent la France entière.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de réorienter à la hausse les taux d'élucidation, la police nationale développe le rôle des policiers polyvalents et des bases techniques départementales pour un recours systématique à la police technique et scientifique. Elle peut s'appuyer également sur l'expertise de l'Institut national de la police scientifique (INPS).

INDICATEUR 2.2 : Lutte contre les filières

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de personnes mises en cause pour trafic ou revente de produits stupéfiants	nombre	18 318	22 281		en hausse	en hausse	en hausse
Nombre de procédures en matière d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'un étranger	nombre	3 773	3 473		en hausse	en hausse	en hausse

Précisions méthodologiques

Source des données : La collecte des données statistiques est réalisée au niveau de chaque direction active de la police nationale (DCSP, DCPJ, DCPAF, PP) à chaque fois qu'est établie une procédure judiciaire dans laquelle est consigné un crime ou un délit.

Mode de calcul :

Nombre de PMC enregistrées pour les index 55 et 56 pour l'année N

Nombre de procédures enregistrées pour l'index 70 pour l'année N

Commentaires : Une personne est mise en cause (MEC) lorsqu'elle fait l'objet d'une procédure référencée au 4001. Il s'agit d'une personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis une des infractions enregistrées dans le STIC FCE aux index 55 et 56.

Nombre de procédures réalisées : (organisateurs; passeurs; logeurs; employeurs; fournisseurs; conjoints de complaisance).

Elles sont enregistrées dans le STIC – FCE 4001 à l'index 70.

Pour le PAP 2015, les données DOM et COM sont prises en compte. La série historique a été étendue à l'année 2012.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'orienter à la hausse le nombre de personnes mises en cause, notamment dans le domaine des trafics et reventes de produits stupéfiants, la police nationale mobilise l'ensemble de ses unités (sûretés urbaines, renseignement territorial, offices centraux et groupes d'intervention régionaux – GIR) contre l'économie souterraine et concentre ses efforts dans les secteurs les plus exposés, notamment les ZSP.

Police nationale

Programme n° 176 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Pour orienter à la hausse le nombre de procédures réalisées à l'encontre des trafiquants de migrants, permettant le démantèlement des filières d'immigration clandestine, la police nationale peut s'appuyer sur le travail de collecte et d'enquête de services territorialement compétents et sur les brigades mobiles de la police aux frontières.

INDICATEUR 2.3 : Bilan des avoirs criminels saisis

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Valeur des avoirs criminels saisis	€	195 265 682	255 846 941	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse

Précisions méthodologiques

Les avoirs criminels sont saisis dans le cadre d'une procédure judiciaire menée par un service de la police nationale. La valeur est reconduite pour l'actualisation 2014, la prévision 2015 et la cible 2017 en cohérence avec les réalités opérationnelles.

Source des données : plate-forme d'identification des avoirs criminels (PIAC)

Mode de calcul :

Valeur des avoirs criminels : somme des avoirs criminels saisis sur l'année N

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de poursuivre la hausse de la valeur des saisies d'avoirs criminels, la police nationale renforce la dimension patrimoniale dans les procédures qu'elle conduit et ce quel qu'en soit le montant.

INDICATEUR 2.4 : Généralisation de la police technique et scientifique

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de couverture des cambriolages	%	91,77	92,43	en hausse	en hausse	100	100
Taux de signalisation biologique au Fichier National d'Analyse des Empreintes Génétiques (FNAEG)	%	64	68,86	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux de signalisation papillaire au Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED)	%	70,50	72,25	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse

Précisions méthodologiques

Il renseigne sur l'effort (organisation, ressources humaines, moyens matériels) consacré par les services territoriaux à une alimentation exhaustive des grands fichiers criminalistiques à partir des mis en cause (MEC). Cette alimentation est un facteur primordial pour la performance d'identification des fichiers, donc pour l'élucidation des affaires. L'objectif est d'atteindre un taux de 100 % dans les années à venir et de s'y maintenir.

Source des données : DCPJ – sous direction de la police technique et scientifique

Mode de calcul :

Taux de couverture des cambriolages : Nombre de déplacements / Nombre de cambriolages

Taux de signalisation biologique : Nombre de prélèvements ADN "individus" effectués par les policiers / Nombre de personnes mises en cause (MEC)

Taux de signalisation papillaire : Nombre de prélèvements papillaires "individus" effectués par les policiers / Nombre de personnes mises en cause (MEC)

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'orienter à la hausse le taux de couverture des cambriolages et les taux de signalisation papillaire ou biologique, la police nationale a décidé :

- d'effectuer des prélèvements systématiques lors des constatations ;

- de professionnaliser les personnels en charge de ces prélèvements (policiers polyvalents, techniciens des services locaux de la police technique) et d'uniformiser le processus de collecte (note du CNCS, mallette pédagogique élaborée par la sous-direction de la police technique et scientifique de la police judiciaire) ;
- d'assurer la réalisation de la signalisation et du suivi des informations concernant les individus interpellés (FAED, FNAEG, fichier du traitement des antécédents judiciaires – TAJ).

INDICATEUR 2.5 : Recentrage des forces sur leur cœur de métier

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Volume des missions périphériques	heures	7 397 834	6 807 104	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Taux de missions périphériques dans l'activité totale	%	8	8	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

Précisions méthodologiques

La notion de mission périphérique s'entend comme un regroupement de missions hors cœur de métier ou pour lesquelles un prescripteur extérieur recourt légalement aux moyens des forces de sécurité (code TP MCI 131). Le total des heures fonctionnaires consacrées aux missions opérationnelles est constitué par l'addition des heures répertoriées au sein de la main courante informatisée des services de la police nationale sous le code TEP 132.

Source des données : DCPJ, DCSP et PP

Mode de calcul :

Volume des missions périphériques : nombre d'heures fonctionnaires consacrées à des missions périphériques.

Taux de missions périphériques dans l'activité totale : nombre d'heures fonctionnaires consacrées à des missions périphériques / nombre d'heures fonctionnaires consacrées aux missions opérationnelles.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'orienter à la baisse le volume et le taux des missions périphériques, la police nationale travaille à réduire les tâches annexes ou indues : réduction des gardes statiques, transfèrements judiciaires ou rédactions des procurations de vote.

INDICATEUR 2.6 : Taux d'engagement des effectifs sur le terrain

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'engagement des effectifs sur le terrain	%	39,57	38,62	41	41	41	41

Précisions méthodologiques

Le calcul de cet indicateur s'appuie sur les données de la main courante informatisée (MCI) (données centralisées depuis janvier 2005) et notamment sur le test d'emploi des personnels 1.3.1.mis au point par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) (activités des paragraphes 1 – police de la circulation, 2 – police générale et 3 – assistance)

Le système d'information ne permet pas de distinguer le type des emplois. Tous les personnels sont pris en compte dans le nombre d'heures totales d'activité (potentiel horaire utilisé). Dès lors, deux facteurs contribuent à minorer le résultat de l'indicateur : d'une part, l'activité des personnels administratifs, techniques et scientifiques, dont les statuts d'emploi ne les engagent pas sur le terrain, d'autre part, l'obligation pour les policiers de rédiger un volume important d'actes de procédure résultant de la constatation des infractions et de l'élucidation des crimes et délits. Les deux cas de figure impactent l'activité à l'extérieur des locaux.

La valeur est reconduite pour l'actualisation 2014, la prévision 2015 et la cible 2017 en cohérence avec les réalités opérationnelles.

Source des données : DCSP et PP

Mode de calcul : Nombre d'heures consacrées aux activités hors des locaux de police / Nombre d'heures totales d'activité

En raison des différences des modes d'organisation des services et des systèmes d'information qui les soutiennent, le mode de calcul de cet indicateur n'est pas similaire à celui du programme 152, « Gendarmerie nationale », malgré un libellé identique.

Police nationale

Programme n° 176 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de maintenir un taux de présence en dehors des locaux gage de qualité du service rendu à la population, la police nationale poursuit ses efforts visant à réduire ses charges de soutien et d'administration.

INDICATEUR 2.7 : Délai moyen d'intervention de nuit

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Délai moyen d'intervention de nuit	minutes	SO	11	<11	11	<10	<10

Précisions méthodologiques

Délai moyen comptabilisé entre la sollicitation d'un usager, d'un service (SAMU, SDIS) ou d'une autorité (maire, préfet) par appel téléphonique sur le 17 et l'arrivée sur les lieux des personnels d'intervention. Une intervention est définie comme l'engagement d'au moins un moyen de la police pour apporter une réponse à un événement ou à une situation, suite à la sollicitation d'un usager, d'un service ou d'une autorité.

Délai moyen mesuré de nuit sur tout type d'intervention entre 18h et 6h suite à appel vers les centres de police secours (17).

Requête "État 232" sur la main courante informatisée (MCI).

Source des données : Remontées trimestrielles DCSP et PP. Métropole et DOM COM.

Mode de calcul : Somme des délais d'interventions entre 18h et 6h / Nombre d'interventions effectuées.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de s'orienter vers un délai moyen d'intervention nocturne inférieur à 10 minutes, la police nationale modernise ses centres d'information et de commandement (CIC) et renforce ses patrouilles.

OBJECTIF n° 3 : Optimiser l'emploi des forces mobiles

L'indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité permet d'évaluer les capacités des forces mobiles à épauler les unités territorialisées dans leur lutte contre la délinquance de proximité.

Le nombre de jours de déplacements de longue distance permet de piloter l'emploi des forces mobiles et d'apprécier leur efficacité lors de déplacements et de renforts ponctuels ou de plus longue durée. Tout déplacement est qualifié de longue distance dès lors qu'un découché est nécessaire. Le suivi de cet indicateur permet d'optimiser l'emploi des forces mobiles dans le cadre de la continuité des missions de sécurisation et de maintien de l'ordre par des renforts.

INDICATEUR 3.1 : Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité	indice	SO	1,05		>1	>1	>1

Précisions méthodologiques

Source des données : Nombre d'heures fonctionnaires réalisées par les compagnies de service générale des compagnies républicaines de sécurité (CRS) au profit des services de sécurité de proximité (sécurité publique et préfecture de police de Paris)

Mode de calcul :

(Nombre d'heures fonctionnaires réalisées par les compagnies de service général au profit des services de sécurité de proximité de l'année N / Nombre d'heures fonctionnaires réalisées par les compagnies de service général au profit des services de sécurité de proximité de l'année N-1)

(Nombre d'heures fonctionnaires totales réalisées par les compagnies de service général de l'année N / Nombre d'heures fonctionnaires totales réalisées par les compagnies de service général de l'année N-1)

Commentaires : un résultat stable, ou en hausse, démontre une efficacité accrue car l'activité de renfort des unités est rapportée aux heures réalisées, toutes missions confondues.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La police nationale, en permettant la réversibilité des CRS, optimise l'emploi de ses forces mobiles, en permettant à ces unités de renforcer les échelons locaux, soit en maintien de l'ordre, soit en sécurité de proximité.

La création d'un indice reflétera la performance s'il est supérieur à 1.

INDICATEUR 3.2 : Nombre de jours de déplacements de longue distance

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de jours de déplacements de longue distance	Nombre	817 409	777 833	suivi	suivi	suivi	suivi

Précisions méthodologiques

Source des données : DCCRS et DZCRS

Commentaires : Cet indicateur est lié à l'événementiel dont la DCCRS n'a pas la maîtrise.

L'objectif étant de favoriser l'hébergement dans des structures administratives (cantonnements).

Il n'y a pas d'activité des CRS hors du territoire métropolitain.

Tout déplacement est qualifié de longue distance dès lors qu'un découché est nécessaire.

Le suivi de cet indicateur permet d'optimiser l'emploi des forces mobiles dans le cadre de la continuité des missions de sécurisation et de maintien de l'ordre par des renforts.

Mode de calcul : Nombre de jours de déplacement de + de 24 heures réalisés au cours de l'année N.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

L'emploi des forces mobiles en ordre public répond aux sollicitations des autorités administratives. La police nationale rationalise l'hébergement en recourant aux cantonnements.

Le suivi permettra de mesurer cette rationalisation.

OBJECTIF n° 4 : Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière

La police nationale est un des acteurs de la politique de sécurité routière. Elle contribue par ses missions de prévention et ses actions de contrôle, ciblées sur les zones les plus accidentogènes, à prévenir la commission d'infractions et donc à réduire le nombre d'accidents de la route.

La lutte contre l'insécurité routière passe notamment par la dissuasion et la répression des comportements accidentogènes. Les forces de l'ordre sont donc attachées à étendre leur contrôle et à renforcer leur efficacité dans trois domaines que sont la conduite en état d'ébriété ou sous l'emprise de produits stupéfiants ainsi que les dépassements de la vitesse maximale autorisée, infractions comptant parmi les causes principales d'accidents.

La conduite sous l'emprise d'un état alcoolique est à l'origine de 10 % des accidents corporels et 28 % des accidents mortels. Ce phénomène est amplifié durant les nuits des fins de semaine, aux abords de lieux festifs. **L'indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool** met en relation les infractions d'alcoolémie constatées par les policiers lors des opérations de contrôle systématique, et l'évolution des accidents corporels dus à l'alcool. Les contrôles sont opérés dans les zones et périodes à risques.

L'indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiant traduit l'expertise acquise par les policiers dans l'analyse comportementale des usagers lors des contrôles qu'ils effectuent d'initiative (hors accident). Les forces de police ont recours à des tests salivaires, dont la simplicité de mise en œuvre facilite la généralisation, au même titre que ceux de l'alcoolémie.

Ces deux indicateurs ont pour vocation de montrer les effets de l'action dissuasive menée par les forces de l'ordre. Ils sont complémentaires et sont assortis d'un **indicateur spécifique prenant en compte le nombre d'infractions relevées par le volume heures-fonctionnaires consacré aux contrôles de la vitesse**.

En effet, les dépassements de la vitesse maximale autorisée sont à la fois une cause mais également un facteur d'aggravation des accidents. Les unités se sont appropriées les nouvelles générations d'équipements : les équipements embarqués du contrôle automatisé ont été utilisés comme outil de contrôle systématique pour faire baisser les vitesses moyennes dans les zones accidentogènes. Les contrôles traditionnels permettent de compléter le champ du contrôle (poids lourds, véhicules immatriculés à l'étranger) et de cibler les comportements les plus graves.

Les indicateurs ci-après permettent, d'une part, de suivre l'évolution de l'objectif principal de réduction du nombre de tués et, d'autre part, d'évaluer la performance des unités dans la lutte contre ces infractions majeures.

INDICATEUR 4.1 : Nombre de tués en zone police

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de tués en zone police	nombre	1 045	976	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

Précisions méthodologiques

Source des données : ONISR

Tout accident mortel de la circulation routière doit faire l'objet d'une fiche BAAC (bulletin d'analyse d'accident corporel de la circulation), rempli par le service de police compétent géographiquement. Les BAAC sont centralisés puis envoyés à l'ONISR pour enrichissement et exploitation.

Mode de calcul : Nombre de tués, consolidé à 30 jours sur l'année N.

Commentaires :

Les consolidations effectuées par l'ONISR parfois 2 ans après la remontée de données, ainsi que la requalification de procédures entraînent des modifications de données entre RAP et PAP.

Le délai de 30 jours permet de déterminer si la cause du décès est liée à un accident de la route.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de maintenir à la baisse les accidents mortels de la circulation routière, la police nationale maintient sa politique de prévention éducative, en liaison avec ses partenaires institutionnels ou associatifs. Elle vise les publics les plus exposés : conducteurs de deux-roues motorisés, jeunes conducteurs et cyclistes.

De plus, la dissuasion, c'est-à-dire la présence ostensible sur le bord des routes et la répression ciblée des infractions contribuent à cette politique de lutte contre la violence routière.

INDICATEUR 4.2 : Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool	indice	1,02	1,04	>1	>1	>1	>1

Précisions méthodologiques

Cet indicateur permet de mesurer l'évolution de l'efficacité des contrôles d'alcoolémie sur l'une des principales causes d'accidents corporels. Plus le résultat de l'indice est supérieur à 1, plus les dépistages de l'alcoolémie sont effectués de manière pertinente.

Les données comprennent les dépistages d'alcoolémie réalisés à l'occasion d'opérations de contrôles programmées (dépistages préventifs au moyen d'éthylotests), à la suite d'accidents routiers (souvent au moyen de prises de sang) ou après la constatation inopinée d'infractions routières.

Indice : évolution du nombre d'infractions d'alcoolémie entre l'année A et l'année A-1 / évolution du nombre d'accidents corporels dus à l'alcool entre l'année A et l'année A-1.

Sources des données : DCSP, DCCRS et préfecture de police.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de maintenir cet indice, la police nationale mène ou soutient des actions de prévention liées aux dangers de la conduite après consommation d'alcool et maintient un niveau élevé de dépistages de l'alcoolémie en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques.

INDICATEUR 4.3 : Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants	indice	1,04	1,13	>1	>1	>1	>1

Précisions méthodologiques

Cet indicateur permet de mesurer l'évolution de l'efficacité des contrôles de produits stupéfiants sur les accidents corporels. Plus le résultat de l'indice est supérieur à 1, plus les dépistages de produits stupéfiants sont effectués de manière pertinente.

Indice : évolution du nombre d'infractions de conduite sous influence de produits stupéfiants entre l'année A et l'année A-1 / évolution du nombre d'accidents mortels impliquant l'usage de stupéfiants entre l'année A et l'année A-1.

Sources des données : DCSP, DCCRS et préfecture de police.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de maintenir cet indice, la police nationale mène ou soutient des actions de prévention liées aux dangers de la conduite après consommation de stupéfiants et maintient un niveau élevé de dépistages en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques. Elle rappelle en outre le caractère illégal de ces consommations.

INDICATEUR 4.4 : Indice d'efficacité des opérations de contrôle de vitesse

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Avec systèmes embarqués de contrôle automatisé	indice	16,71	18,19	16	16	16	17

Précisions méthodologiques

Il s'agit de la prise en compte des contrôles avec systèmes embarqués de contrôle automatisé pour lesquels les résultats sont disponibles dans l'infocentre géré par l'Agence nationale pour le traitement automatisé des infractions (ANTAI).

Les données relatives aux heures fonctionnaires dédiées sont exploitables depuis la main courante informatisée (MCI) pour tous les services relevant de la sécurité publique. Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité des opérations de contrôle vitesse.

Source de données : DCSP, DCCRS et préfecture de police.

Mode de calcul : Nombre de MIF (message d'infractions) / volume heures-fonctionnaires (HF) consacré aux opérations de contrôle de vitesse avec systèmes embarqués de contrôle automatisé.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de maintenir cet indice, la police nationale mène ou soutient des actions de prévention liées aux dangers de la vitesse et maintient un niveau élevé de contrôle de la vitesse en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques.

OBJECTIF n° 5 : Optimiser l'emploi des ressources

L'objectif est d'offrir aux services de police les meilleures conditions d'équipement et de sécurité pour mener à bien leurs missions opérationnelles.

Le **taux de disponibilité technique des véhicules** de la police nationale mesure la capacité d'entretien et de maintenance des moyens mobiles et leur mise à disposition au profit des services opérationnels. L'évolution de cet indicateur dépend également du taux de renouvellement du parc.

L'amélioration de la disponibilité des véhicules est recherchée par l'accroissement de la productivité des ateliers au sein des SGAMI (un des moyens étant la certification « QUALICERT » des structures), la mutualisation interservices des moyens d'entretien et de réparation automobile, en particulier avec la gendarmerie nationale, et enfin, quand il est économiquement avantageux, le recours à l'externalisation de l'entretien.

INDICATEUR 5.1 : Taux de disponibilité technique des véhicules

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de disponibilité technique des véhicules	%	97	95,64	>95	>96	>95	>95

Précisions méthodologiques

Cet indicateur reflète la performance des ateliers des SGAP. Les données utilisées pour les calculer sont extraites de l'application GIPA (gestion informatisée de la production atelier). Les taux présentés concernent uniquement les directions actives de la police.

Sources des données : SAELSI

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin d'atteindre un taux de disponibilité des véhicules supérieur à 95 %, valeur plancher permettant l'activité des services, la police nationale s'appuie sur les ateliers automobiles des SGAMI, tout en menant une politique d'entretien courant de qualité et de renouvellement régulier du parc. La lutte contre les accidents passe par une sensibilisation des policiers et une formation à la conduite d'urgence.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2015 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2015 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 145 223 427				1 145 223 427	
02	Sécurité et paix publiques	3 091 869 032				3 091 869 032	
03	Sécurité routière	501 076 183				501 076 183	
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	649 691 980				649 691 980	
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 463 062 869				2 463 062 869	
06	Commandement, ressources humaines et logistique	867 494 997	720 124 382	182 781 011	41 548 168	1 811 948 558	25 295 000
Total		8 718 418 488	720 124 382	182 781 011	41 548 168	9 662 872 049	25 295 000

2015 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 145 223 427				1 145 223 427	
02	Sécurité et paix publiques	3 091 869 032				3 091 869 032	
03	Sécurité routière	501 076 183				501 076 183	
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	649 691 980				649 691 980	
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 463 062 869				2 463 062 869	
06	Commandement, ressources humaines et logistique	867 494 997	699 716 944	237 208 735	41 548 168	1 845 968 844	25 295 000
Total		8 718 418 488	699 716 944	237 208 735	41 548 168	9 696 892 335	25 295 000

Police nationale

Programme n° 176 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2014 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2014 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 139 287 101				1 139 287 101	
02	Sécurité et paix publiques	3 078 707 468				3 078 707 468	
03	Sécurité routière	531 602 597				531 602 597	
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	657 374 361				657 374 361	
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 436 865 823				2 436 865 823	
06	Commandement, ressources humaines et logistique	864 794 699	681 640 389	160 350 000	41 548 168	1 748 333 256	25 400 000
Total		8 708 632 049	681 640 389	160 350 000	41 548 168	9 592 170 606	25 400 000

2014 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 139 287 101				1 139 287 101	
02	Sécurité et paix publiques	3 078 707 468				3 078 707 468	
03	Sécurité routière	531 602 597				531 602 597	
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	657 374 361				657 374 361	
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 436 865 823				2 436 865 823	
06	Commandement, ressources humaines et logistique	864 794 699	703 403 831	192 858 200	41 548 168	1 802 604 898	25 400 000
Total		8 708 632 049	703 403 831	192 858 200	41 548 168	9 646 442 248	25 400 000

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015
Titre 2. Dépenses de personnel	8 708 632 049	8 718 418 488	8 708 632 049	8 718 418 488
Rémunérations d'activité	5 139 856 521	5 122 385 723	5 139 856 521	5 122 385 723
Cotisations et contributions sociales	3 528 596 405	3 552 827 708	3 528 596 405	3 552 827 708
Prestations sociales et allocations diverses	40 179 123	43 205 057	40 179 123	43 205 057
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	681 640 389	720 124 382	703 403 831	699 716 944
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	649 285 332	688 400 406	671 048 774	667 992 968
Subventions pour charges de service public	32 355 057	31 723 976	32 355 057	31 723 976
Titre 5. Dépenses d'investissement	160 350 000	182 781 011	192 858 200	237 208 735
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	160 350 000	182 781 011	192 858 200	237 208 735
Titre 6. Dépenses d'intervention	41 548 168	41 548 168	41 548 168	41 548 168
Transferts aux collectivités territoriales		30 738 088		30 738 088
Transferts aux autres collectivités	41 548 168	10 810 080	41 548 168	10 810 080
Total hors FDC et ADP prévus	9 592 170 606	9 662 872 049	9 646 442 248	9 696 892 335
FDC et ADP prévus	25 400 000	25 295 000	25 400 000	25 295 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	9 617 570 606	9 688 167 049	9 671 842 248	9 722 187 335

Police nationale

Programme n° 176 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES¹

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2015 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2015. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2015 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2013	Chiffre pour 2014	Chiffre pour 2015
520122	Exonération de droits de mutation des successions des policiers, des gendarmes et des agents des douanes décédés dans l'accomplissement de leur mission Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les familles des policiers, gendarmes et agents des douanes décédés</i> <i>Bénéficiaires 2013 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 796-I-9° et 10°</i>	€	€	€
Coût total des dépenses fiscales²		0	0	0

¹ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« € » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

² Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2014 ou 2013) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Ordre public et protection de la souveraineté	1 145 223 427	0	1 145 223 427	1 145 223 427	0	1 145 223 427
02	Sécurité et paix publiques	3 091 869 032	0	3 091 869 032	3 091 869 032	0	3 091 869 032
03	Sécurité routière	501 076 183	0	501 076 183	501 076 183	0	501 076 183
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	649 691 980	0	649 691 980	649 691 980	0	649 691 980
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 463 062 869	0	2 463 062 869	2 463 062 869	0	2 463 062 869
06	Commandement, ressources humaines et logistique	867 494 997	944 453 561	1 811 948 558	867 494 997	978 473 847	1 845 968 844
Total		8 718 418 488	944 453 561	9 662 872 049	8 718 418 488	978 473 847	9 696 892 335

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

L'augmentation des crédits de paiement du PLF 2015 par rapport à la LFI 2014 traduit la priorité donnée par le Gouvernement à la mission « Sécurités », notamment la montée en puissance de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre de la réforme du renseignement, ainsi que l'engagement des projets préconisés par le groupe de travail sur les technologies de la sécurité intérieure pour la modernisation des systèmes d'information et de communication (GTTSI) dont bénéficient les services de police. Elle est également liée à l'échéancier de CP de l'opération de relogement des locaux de la PJPP à Batignolles puisqu'un besoin de 60,3 M€ de CP est prévu en 2015.

Parallèlement, ce volume de crédits prend aussi en compte les économies mises en œuvre par le programme « Police nationale » conformément à la lettre de cadrage du budget pluriannuel 2015-2017 du Premier ministre.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2014	Effet des mesures de périmètre pour 2015	Effet des mesures de transfert pour 2015	Effet des corrections techniques pour 2015	Impact des schémas d'emploi pour 2015 (5) = 6-1-2-3-4	Plafond demandé pour 2015	Demandés pour 2015 (y.c. charges sociales)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
Personnels administratifs	12 805		177		-83	12 899	652 844 440
Personnels techniques	4 084		574		+139	4 797	227 122 316
Ouvriers d'Etat	578		-2		-56	520	27 856 580
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	11 125		-47		-265	10 813	1 111 566 352
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	100 862		-118	30	+233	101 007	6 339 827 247
Personnels scientifique (police nationale)	2 109		-5		+153	2 257	110 175 811
Adjointes de sécurité (police nationale)	12 043		-14		+875	12 904	249 025 742
Total	143 606		565	30	+996	145 197	8 718 418 488

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	5 122 385 723
Cotisations et contributions sociales <i>dont contributions au CAS Pensions</i>	3 552 827 708 2 887 909 347
Prestations sociales et allocations diverses	43 205 057

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements des agents entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Personnels administratifs	964	415	7,6	928	492		7,7	-36
Personnels techniques	201	77	6,8	332	189		6,1	131
Ouvriers d'Etat	60	53	7,3	3	0		4,3	-57
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	403	281	7	165	60		5,7	-238
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	2 671	2 000	7,4	2 828	1 228		4,9	157
Personnels scientifique (police nationale)	23	14	7,2	188	131		6	165
Adjointes de sécurité (police nationale)	2 689	0	6,2	2 810	2 724		6	121
Total	7 011	2 840		7 254	4 824			243

Précision méthodologique : Le tableau ci-dessus ne recense pas les mouvements internes au programme sauf pour les adjoints de sécurité. En effet, quand ces derniers rejoignent le corps d'encadrement et d'application (CEA), le mouvement est comptabilisé comme une sortie nette du corps des adjoints de sécurité et comme une entrée nette dans le corps des gardiens de la paix, bien que restant sous le même programme.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution nette du schéma d'emplois en prenant les mouvements internes entre catégories d'emplois liés aux changements de corps par concours interne :

Catégorie d'emplois	Evolution du schéma d'emplois (en ETP)
Personnels administratifs	- 58
Personnels techniques	131
Ouvriers d'Etat	- 57
HF, CCD et CC(PN)	- 203
CEA(PN)	122
Personnels scientifiques (PN)	187
ADS (PN)	121
Total	243

Le plafond d'emplois du programme est fixé à 145 197 ETPT, répartis dans sept catégories d'emplois (par métier et/ou par statut) :

- la catégorie "hauts fonctionnaires de police, corps de conception et de direction, corps de commandement" qui regroupe les personnels actifs de la police nationale relevant du corps de commandement (officiers de police), du corps de conception et de direction (commissaires de police) et les fonctionnaires nommés sur des emplois de contrôleurs généraux, inspecteurs généraux ou directeurs des services actifs;
- la catégorie "corps d'encadrement et d'application" de la police nationale (gradés et gardiens de la paix), dont tous les fonctionnaires ont le statut actif ;
- la catégorie "personnels administratifs" regroupe les personnels appartenant aux différents corps administratifs du ministère de l'intérieur ;
- la catégorie "personnels techniques" regroupe les personnels appartenant aux différents corps techniques du ministère de l'intérieur ainsi que les ouvriers-cuisiniers de la police nationale ;
- la catégorie "personnels scientifiques" regroupe les personnels appartenant aux corps des ingénieurs, des techniciens et des agents spécialisés de la police technique et scientifique ;
- la catégorie "adjoints de sécurité" (ADS), y compris les adjoints de sécurité suivant le parcours des cadets de la République, option police nationale, et ceux recrutés sous contrat d'accompagnement dans l'emploi en application de l'article 150 de la loi de finances pour 2006, s'inscrivant dans le cadre du plan banlieue. Il s'agit de personnels contractuels de droit public ;
- la catégorie "ouvriers d'Etat".

Les personnels non titulaires de la police nationale (contractuels hors ADS) sont compris dans les catégories "personnels administratifs" et "personnels techniques".

Par rapport à 2014, le plafond d'emplois fait l'objet d'une hausse de 1 591 ETPT qui se répartissent comme suit : +996 ETPT correspondant à l'impact en 2015 sur les ETPT des schémas d'emplois 2014 et 2015, +30 ETPT de l'opérateur ENSP réintégré sous plafond du programme et +565 ETPT correspondant au solde des transferts.

Objet du transfert	Programme d'origine	Programme destinataire	ETPT
Création SGAMI : transfert effectifs SZSIC filière SID	216	176	624
Création SGAMI : transfert effectifs GN	152	176	279
Renforcement DCI	216	176	12
Renforcement DCI	161	176	2
Bascule des paies des agents des préfectures d'outre-mer	307	176	3
Création de la DGSI	176	216	-4
Transfert 2 médecins préfecture de police	176	216	-2
Transfert gestion ARE par CPPI	176	216	-2

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Objet du transfert	Programme d'origine	Programme destinataire	ETPT
Transfert 1 photographe du SICOP vers la DICOM	176	216	-1
Transfert 4 chauffeurs du SCA	176	216	-4
Création mission IGA d'audit comptable et financier	176	216	-1
Transfert DDSP 68	176	152	-1
Transfert SCRTA	176	152	-5
Transferts agents SAELSI et STSI2	176	152	-251
Extractions judiciaires	176	107	-77
Renforcement SFACT de la DGFIP	176	156	-7
Total transferts			565

HYPOTHÈSES DE SORTIES

Parmi les 7 011 sorties figurant dans le tableau de l'évolution des emplois à périmètre constant, et au-delà des 2 840 départs à la retraite prévus, sont recensés les fins de contrat et les démissions des ADS et autres contractuels, les décès, les sorties des agents du programme police vers d'autres programmes du ministère de l'intérieur ou vers un autre ministère ainsi que les mises à fin de stage, licenciements, révocations et radiations.

HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

Dans le tableau de l'évolution des emplois à périmètre constant, les 7 254 entrées comprennent notamment, au-delà des 4 824 recrutements, les réintégrations (retours de disponibilités ou de détachements), ainsi que les entrées des agents du programme police en provenance d'autres programmes du ministère de l'Intérieur ou d'un autre ministère.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES**RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE**

Service	LFI 2014 ETPT	PLF 2015 ETPT
Administration centrale	7 903	5 847
Services régionaux	17 574	19 247
Services départementaux	101 130	100 294
Opérateurs	678	730
Services à l'étranger	306	317
Autres	16 015	18 762
Total	143 606	145 197

La catégorie « services régionaux » regroupe les services interrégionaux et supra régionaux (SGAMI et directions zonales) ainsi que la préfecture de police de Paris, hors la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et la direction de l'ordre public et de la circulation.

Les directions départementales de la sécurité publique et de la police aux frontières (DDSP et DDPAF), les secrétariats généraux pour l'administration de la police outre-mer, ainsi que la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) et la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police de Paris figurent dans la catégorie « services départementaux ».

La catégorie « opérateurs » comprend les effectifs de l'Institut national de police scientifique (INPS).

Sont regroupés dans la catégorie « autres », les compagnies républicaines de sécurité (CRS) dont la compétence est nationale, et les services tels l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), la recherche assistance intervention dissuasion (RAID), le service de protection des hautes personnalités (SPHP), le centre automatisé de constatation des infractions (CACIR), le centre national d'information routière (CNIR), la musique de la police

nationale, l'office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre (OCRIEST) et les offices centraux de la police judiciaire. Depuis le 1^{er} janvier 2014, cette catégorie compte aussi le nouveau service des forces d'interventions de la police nationale (FIPN) regroupant les GIPN et le RAID.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Ordre public et protection de la souveraineté	19 075
02	Sécurité et paix publiques	51 484
03	Sécurité routière	8 344
04	Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	10 818
05	Missions de police judiciaire et concours à la justice	40 995
06	Commandement, ressources humaines et logistique	14 481
Total		145 197

La ventilation par action des ETPT du programme « Police nationale » est fondée à titre principal sur les restitutions des systèmes de suivi de l'activité opérationnelle des services. La main courante informatisée est déployée dans les services de la sécurité publique et de la préfecture de police tandis que les compagnies républicaines de sécurité renseignent la base WinSG.

La prévision analytique 2015 tient compte de la répartition des activités en 2013 et des objectifs assignés aux services pour 2015.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2014 retraitée	5 708,5
Prévision Exécution 2014 hors CAS Pensions	5 765,2
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2014-2015	20,2
Débasage de dépenses au profil atypique	-76,9
Impact du schéma d'emplois	19,6
EAP schéma d'emplois 2014	-3,1
Schéma d'emplois 2015	22,7
Mesures catégorielles	20,9
Mesures générales	12,1
Rebasage de la GIPA	5,7
Variation du point de la fonction publique	
Mesures bas salaires	6,4
GVT solde	18,9
GVT positif	70,6
GVT négatif	-51,7
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	60,9
Autres variations des dépenses de personnel	-10,3
Total	5 830,5

La ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » est composée :

- des rétablissements de crédits prévus au titre des remboursements de mises à disposition et de la prise en charge par l'ASP des contrats uniques d'insertion des adjoints de sécurité (-37,10 M€) ;
- de l'indemnisation des jours de compte épargne temps (26 M€) ;
- des mesures de restructuration (2 M€) ;
- de la prime de résultat exceptionnel (25 M€) ;
- des indemnités journalières d'absence temporaire (30 M€) ;
- de la réserve civile (15 M€).

Ces trois dernières indemnités font l'objet pour la première fois d'une identification au PAP, leurs montants sont inchangés par rapport à l'année 2014.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (*)	Coût de sortie (*)
Personnels administratifs	31 174	35 940
Personnels techniques	31 920	36 286
Ouvriers d'Etat	45 603	51 956
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	46 021	67 701
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	32 736	46 644
Personnels scientifique (police nationale)	32 501	33 511
Adjoints de sécurité (police nationale)	24 048	24 048

(*) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les coûts moyens d'entrée et de sortie CAS compris sont les suivants :

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée CAS compris	Coût de sortie CAS compris
Personnels administratifs	43 996	51 681
Personnels techniques	48 594	50 828
Ouvriers d'Etat	45 603	51 956
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	68 803	101 412
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	49 752	71 615
Personnels scientifiques (police nationale)	46 228	47 835
Adjoints de sécurité (police nationale)	24 048	24 048

Les coûts moyens du programme sont les suivants :

Catégorie d'emploi	Coût moyen Hors CAS	Coût moyen CAS compris
Personnels administratifs	34 700	50 612
Personnels techniques	35 322	47 347
Ouvriers d'Etat	53 570	53 570
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	68 010	102 799
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	40 832	62 766
Personnels scientifiques (police nationale)	33 867	48 815
Adjoints de sécurité (police nationale)	24 026	24 026

Les coûts moyens par catégorie ne tiennent pas compte des rétablissements de crédits d'un montant de -37,1 M€ (au titre des adjoints de sécurité en contrat unique d'insertion et des mises à disposition), des dépenses de réserve civile pour 15 M€. Les cadets de la République ne sont pas inclus dans le coût moyen des adjoints de sécurité.

Le coût moyen par ETPT du programme est de 40 156 € hors CAS et de 60 045 € CAS compris.

MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2015 a été construit en prenant en compte une valeur du point fonction publique de 55,5635 €.

Un montant de 5,66 M€ est prévu au titre de l'indemnité de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA), prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2015	Coût 2015	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2014						14 600 000	22 400 000
<i>Indemnité de police technique et scientifique</i>	2 000	A,B,C	<i>Tous les corps de la police technique et scientifique</i>	07-2014	6	1 000 000	2 000 000
<i>Adaptation de la nouvelle grille catégorie B</i>		B	<i>Corps d'encadrement et d'application</i>	09-2014	8	13 600 000	20 400 000
Mesures statutaires						5 810 000	18 020 000
<i>Adaptation de la nouvelle grille de catégorie B</i>		B	<i>Corps d'encadrement et d'application</i>	12-2015	1	1 110 000	13 320 000
<i>Revalorisation des grilles "nouvel espace statuaire"</i>		B,C	<i>Tous les corps administratifs et techniques de catégorie B et C</i>	01-2015	12	4 600 000	4 600 000
<i>Mise en oeuvre du Corps interministériel à gestion ministérielle (CiGem attaché)</i>		A	<i>Attaché d'administration de l'Etat</i>	01-2015	12	100 000	100 000
Transformations d'emploi (requalification)						470 000	470 000
<i>Repyramidage des corps (RULP)</i>	80	B	<i>Corps d'encadrement et d'application</i>	01-2015	12	470 000	470 000
Total						20 880 000	40 890 000

Une enveloppe de 20,88 M€ hors CAS pensions est prévue pour les mesures catégorielles statutaires et indemnitaires des effectifs du Programme « Police nationale ».

GLISSEMENT VIEILLESSE-TECHNICITÉ

Un glissement vieillesse technicité (GVT) positif de 1,6 % a été retenu. Il représente une progression de la masse salariale hors pensions de 70,6 M€. Le GVT négatif minore la masse salariale de 51,7 M€. Le GVT solde ressort ainsi à 18,9 M€.

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2014	PLF 2015
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	2 875 085 501	2 887 909 347
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	2 872 632 887	2 884 188 063
<i>Militaires</i>	2 452 614	3 721 284
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>		
Cotisation employeur FSPOEIE	8 760 000	8 992 694

Les taux de contribution employeur au CAS pensions pour 2015 sont de :

- 74,6 % pour les personnels civils ;
- 126,07 % pour les personnels militaires ;
- 0,32 % pour l'allocation temporaire d'invalidité.

La contribution versée au titre de la subvention d'équilibre au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) est positionnée pour l'ensemble du ministère sur le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».

Le taux de cotisation employeur au FSPOEIE est de 33 %.

La contribution employeur au fonds national d'aide au logement (FNAL) est de 16,8 M€.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2015
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles		14 900 000
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail		2 800 000
Capital décès		3 000 000
Allocations pour perte d'emploi		14 700 000
Autres		7 805 057
Total		43 205 057

Les prestations sociales et allocations diverses s'élèvent pour le programme à 43,2 M€.

Dans la catégorie « Autres » figurent les allocations familiales et le complément familial, les prestations facultatives d'action sociale (qui comprennent les secours versés par les préfectures) ainsi que l'allocation temporaire d'invalidité.

Les montants par catégorie indiqués sont ventilés sur la base de l'exécution 2013.

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Prévision Titre 3	Prévision Titre 5	Total
Restauration				
Logement	600	15 710 000		15 710 000
Famille, vacances	63 186	11 030 000		11 030 000
Mutuelles, associations				
Prévention / secours				
Autres	40	260 000		260 000
Total		27 000 000		27 000 000

Dépenses de logement (15,71 M€ en AE=CP)

La politique en faveur du logement des agents du ministère de l'intérieur est exercée par la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources et des compétences de la police nationale.

Dotée de 15,71 M€ d'AE et de CP en 2015, la politique du logement comporte deux volets : d'une part, la réservation de logements locatifs à tarif social ou intermédiaire, en particulier en région Île-de-France, qui a pour objet d'accroître l'offre de logements au bénéfice de l'ensemble des personnels du ministère, en réservant environ 300 nouveaux logements, d'autre part, la mise en œuvre des prêts bonifiés, à taux zéro %, en faveur de l'accession à la propriété des personnels affectés soit en région parisienne soit dans l'un des six départements de province suivants : les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, le Nord, le Bas-Rhin et le Rhône.

Dépenses pour la famille (11,03 M€ en AE=CP)

La politique d'accès aux crèches et en faveur de la petite enfance est assurée par le programme « Police nationale » au bénéfice de l'ensemble des agents du ministère.

La politique en faveur de la famille, qui comprend principalement la réservation de berceaux de crèches, le subventionnement de « chèques emploi service » pour la garde des enfants et le financement de l'arbre de Noël des enfants des policiers, est dotée de 11,03 M€ en AE et CP.

Dépenses autres (0,26 M€ en AE=CP)

Ces dépenses permettent notamment de financer les mesures d'aide à l'insertion des personnes handicapées au sein de la police nationale (telles que la prise en charge des frais de transport domicile-travail ou des aides à la vie quotidienne).

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

PROJETS INFORMATIQUES LES PLUS IMPORTANTS

PROJETS DE SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION LES PLUS IMPORTANTS

Dans le cadre de la politique du ministère de l'intérieur en matière de modernisation technologique, le programme « Police nationale » développe plusieurs grands projets informatiques.

Prise en compte des défis technologiques des forces de sécurité

Afin de répondre aux défis technologiques auxquels sont d'ores et déjà confrontés les forces de sécurité, le ministère de l'intérieur a décidé, dans une perspective stratégique qui s'inscrit sur les cinq prochaines années, de concentrer son effort sur un certain nombre d'actions susceptibles de constituer des leviers de transformations fortes.

Ces projets s'articulent autour de quatre axes stratégiques :

- répondre à une société de plus en plus numérique par une proximité renouvelée ;
- améliorer l'efficacité du primo intervenant ;
- développer des capacités d'anticipation et de conduite opérationnelle ;
- lutter contre la criminalité avec des moyens adaptés à la menace.

Le chantier le plus important portera à moyen terme sur la modernisation des réseaux radio, qui est un impératif indispensable pour maintenir et développer l'efficacité des forces de sécurité intérieure.

D'autres projets seront initiés comme par exemple l'unification de la réception des appels d'urgence ou encore le développement d'une nouvelle génération d'outils de police technique et scientifique.

En 2015, afin d'engager cette démarche, 8,96 M€ en AE et 6,8 M€ en CP seront portés budgétairement par la police nationale.

Le développement de la vidéo-protection

Le projet de vidéo-protection pour la ville de Paris a permis de doter la capitale d'un millier de caméras et de fournir aux forces de police un système performant et fiable permettant d'exploiter opérationnellement et judiciairement les renvois d'images provenant des dix mille caméras exploitées par différents opérateurs publics ou privés. Compte tenu de la complexité du projet, il a été décidé de le conduire sous la forme d'un partenariat public-privé.

Le coût total du contrat sur 15 ans s'élève à 251,9 M€ en crédits de paiement, sous la forme du versement d'un loyer annuel. Ce loyer englobe l'amortissement de l'investissement initial, les frais financiers, la maintenance, le renouvellement des équipements et l'exploitation du dispositif.

Le premier loyer a été versé en 2012. En 2015, le loyer représentera **11,5 M€ en AE et 15,6 M€ en CP**.

La modernisation des centres d'information et de commandement (CIC)

Les salles d'information et de commandement de la police nationale, conçues à l'origine comme une concentration de moyens de transmission, ont été transformées en véritables organes de commandement pour l'accomplissement des missions de police grâce au programme de modernisation PEGASE (pilotage des événements, gestion de l'activité, sécurisation des équipages). Elles sont devenues des CIC, constitués d'un centre opérationnel de commandement centralisé, d'un centre d'accueil et de traitement des appels d'urgence et d'un centre d'analyse de l'information opérationnelle.

L'enjeu de doter les forces de police des outils modernes nécessaires à une gestion optimale des interventions et des ressources engagées sur le terrain (appels 17, cartographie, radiolocalisation, interfaces radio, vidéo, enregistreur et alarmes) a été atteint sur 48 centres de commandement modernisés depuis le démarrage du projet dont, en 2012, le CIC de la police d'agglomération parisienne qui unifie la vision opérationnelle sur Paris et la petite couronne. De plus, la radiolocalisation des patrouilles à pied, qui renforce la sécurité des policiers, est désormais possible depuis 2013. Enfin, le 4^{ème} trimestre de 2014 verra la réalisation d'une 49^{ème} CIC à Evry (91).

Par ailleurs, une réflexion sur la mise en place d'un dispositif modernisé de CIC a été initiée en 2014 afin de pouvoir assurer une continuité et une transition harmonieuse entre le déploiement à venir et la fin du marché de MCO du système actuel.

Dans une recherche de rationalisation des coûts d'efficacité et d'amélioration du service rendu à l'utilisateur, cette réflexion prend également en compte la possibilité d'une mutualisation des plateformes d'appel d'urgence avec les autres acteurs de la sécurité et du secours à personne, dont en particulier la gendarmerie nationale (GN), les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et les services d'aide médicale d'urgence (SAMU).

Au-delà du financement du futur système, 3,2 M€ en AE et en CP en 2015 permettent d'assurer le MCO des 49 systèmes déployés à la fin de l'année 2014.

Le projet DIALOGUE 2

DIALOGUE est le système d'information en ressources humaines (SIRH) de la police nationale. Il permet la gestion administrative et la pré-liquidation de la paie des fonctionnaires gérés par la DRCPN et les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI). Il comprend un infocentre qui assure des restitutions en effectifs et en masse salariale conformes aux besoins induits par la LOLF. Tous les services locaux de police ont accès, via la technologie Internet, à l'outil DIALOGUE.

En 2015, le projet DIALOGUE 2 consiste à mettre en conformité le SIRH unique du ministère de l'intérieur (DIALOGUE 1) avec le modèle de SIRH interministériel.

Ce projet, pour lequel le ministère de l'intérieur est désigné comme pilote, nécessite l'acquisition et la maintenance des logiciels et des matériels nécessaires à l'adaptation de la version progicelle de DIALOGUE 1, ainsi que des besoins en matière de tierce maintenance applicative (TMA) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Le projet DIALOGUE dans son ensemble représente un montant global, pour 2015, de **6,4 M€ en AE et de 6,6 M€ en CP**.

Les grands fichiers de police

Les grands fichiers de police dédiés à l'identification et à l'investigation poursuivent leur modernisation majoritairement dans le cadre d'une mutualisation poussée entre police et gendarmerie.

Le fichier national des empreintes génétiques (FNAEG) a fortement évolué en 2014 avec une refonte des technologies utilisées et, en particulier, celle du moteur de rapprochement et une industrialisation de son interopérabilité avec les pays signataires du traité de Prüm grâce à la prise en compte de nouveaux marqueurs biologiques. En 2015, ces évolutions seront mises en service et des développements nouveaux seront étudiés et lancés en vue de compléter les fonctionnalités de l'outil notamment pour assurer une meilleure gestion de l'identité. **0,3 M€ en AE et 0,25 M€ en CP** y seront consacrés.

Dans le cadre de sa reprise de maîtrise d'œuvre, la composante alphanumérique du fichier automatisé des empreintes digitales (FAED) va être modernisée. Un nouveau logiciel d'enregistrement des empreintes est aussi en cours de développement afin de permettre notamment une réduction des coûts d'équipement des différents services. Le nouveau système permettra de prendre en compte l'ensemble des évolutions juridiques. Dans le cadre de la maîtrise des coûts, certains investissements seront poursuivis en 2015 pour pouvoir ré-internaliser par la suite certaines prestations. **4,1 M€ en AE et 2,1 M€ en CP** y seront consacrés.

Dans le cadre du projet de nouveau système d'information d'investigation (NSII), différents fichiers seront modernisés. En 2013, le traitement des antécédents judiciaires (TAJ) a été mis en service. Un nouveau marché de maintien en condition opérationnelle portant des travaux d'évolution afin de conserver à niveau les technologies et de transférer les compétences en vue d'une plus grande internalisation du MCO a été notifié en 2014.

Cette même année a vu le fichier consacré aux objets signalés et volés (FOVeS) prendre en compte les véhicules volés. La rénovation des mécanismes de cession de données de FOVeS vers les systèmes tiers (N-SIS notamment) sera opérée en 2015. L'alimentation de ces deux systèmes (TAJ et FOVeS) est assurée par le logiciel de rédaction des procédures de la police nationale (LRPPN) dont le déploiement a été achevé à la fin de l'année 2014.

Le LRPPN fournit également les données au système de statistiques en cours de refonte pour intégrer les nouveaux indicateurs et incrémenter une cartographie opérationnelle de la délinquance, outils qui verront le jour en 2015. L'interopérabilité entre le NSII et le système du ministère de la justice pour s'assurer de la prise en compte de la réponse pénale a été assurée en 2014 pour permettre l'alimentation du logiciel CASIOPEE. En 2015, en réciprocity, la poursuite des opérations permettra d'intégrer les éléments apportés par la réponse pénale au système NSII. En 2014, la phase de conception de la rénovation du fichier des personnes recherchées (FPR) a été lancée. Dans la continuité, en 2015, débutera la première phase de réalisation du nouveau FPR. **3,8 M€ en AE et 3,6 M€ en CP** y seront consacrés.

Enfin, la nouvelle main courante informatisée (N-MCI), qui elle aussi participe aux nouveaux indicateurs statistiques, est entrée dans une phase de déploiement dans les services de sécurité publique en 2014. La généralisation de cet outil se poursuivra en 2015 tout en prenant en compte de nouvelles fonctionnalités. **0,64 M€ en AE et 0,19 M€ en CP** y seront consacrés.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

AOT-LOA / SÉLESTAT

L'opération de Sélestat concerne la construction d'un hôtel de police pour un montant de 15,5 M€. Cette construction de 675 m² de surface hors œuvre nette a été livrée le 31 mars 2011.

La convention cadre a été signée en 2006 et la LOA est conclue jusqu'en 2049.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	5,1 0,1	0 0	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 4,8	5,1 5,1
Fonctionnement	3,3 0,2	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 2,8	3,3 3,3
Financement	7 0,8	0 0,3	0 0,3	0 0,3	0 0,3	0 5,1	7 7

AOT-LOA / SAINT LOUIS

L'opération de Saint Louis correspond à la construction d'un hôtel de police pour 65 agents. Cet immeuble de 1 700 m² de surface hors œuvre nette, pour un montant total de 11 M€, a été livré le 1^{er} mars 2011.

La convention cadre a été signée en 2007 et la LOA est conclue jusqu'en 2041.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	5 0,2	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 4,6	5 5
Fonctionnement	1,8 0,2	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 0,1	0 1,4	1,8 1,8
Financement	4,2 0,7	0 0,2	0 0,2	0 0,2	0 0,2	0 2,5	4,2 4,2

AOT-LOA / MEAUX

L'opération de Meaux comprend la construction d'une annexe des services de la sécurité publique, pour 257 agents, et d'un cantonnement de CRS de 155 chambres. Les bâtiments, d'un coût global de 61,7 M€ TTC, de plus de 8 810 m² de surface hors œuvre nette (SHON), ont été livrés en septembre 2008. La LOA est conclue jusqu'en 2026.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	33,9 7,6	0 1,6	0 1,6	0 1,7	0 1,8	0,1 19,7	34 34
Fonctionnement	3,3 3,3	0,7 0,7	0,7 0,7	0,7 0,7	0,7 0,7	6,5 6,5	12,6 12,6
Financement	7 7	1,1 1,1	1 1	1 1	0,9 0,9	4,2 4,2	15,1 15,1

AOT-LOA / MONTEREAU, CHATEAU-THIERRY, VOIRON ET MEYZIEU

L'opération de **Montereau**, dont le coût global est de 17 M€ TTC, correspond à la construction d'un commissariat de police de 2 154 m² de SHON, pour un effectif de 96 agents. Le bâtiment a été livré le 17 mars 2009. La LOA est conclue jusqu'au 17 juillet 2027.

L'opération de **Château-Thierry** concerne la construction d'un commissariat de police de 1 879 m² pour 77 agents, pour un montant global de 16,7 M€ TTC. Le bâtiment a été livré le 17 mars 2009. La LOA est conclue jusqu'au 17 juillet 2027.

L'opération de **Voiron**, pour un montant total de 15,7 M€ TTC, comprend la construction d'un commissariat de police de 1 590 m² de SHON, pour 90 agents. Le bâtiment a été livré le 17 mars 2009. La LOA est conclue jusqu'au 17 juillet 2027.

L'opération de **Meyzieu** concerne la construction d'un commissariat de police de 2 324 m² de SHON, pour 90 agents, pour une dépense totale de 17,6 M€ TTC. Le bâtiment a été livré le 17 mars 2009. La LOA est conclue jusqu'au 17 juillet 2027.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	40,2 7,7	0 1,8	0 1,9	0 2	0 2	0,1 24,9	40,3 40,3
Fonctionnement	2,8 2,8	0,6 0,6	0,6 0,6	0,6 0,6	0,6 0,6	5,2 5,2	10,4 10,4
Financement	5,5 5,5	1 1	1,2 1,2	1,1 1,1	1 1	6,4 6,4	16,2 16,2

AOT-LOA / SAINT-CYR AU MONT-D'OR

L'opération de Saint Cyr au Mont-d'Or, d'une surface totale de 1 962 m² de SHON, comprend 50 chambres pour la partie résidence, 2 salles de 30 places (modulables) et un amphithéâtre de 50 places pour la partie formation. Le coût global est de 14,5 M€ TTC

La notification du contrat est intervenue en mai 2006 et le bâtiment a été livré en avril 2008. La LOA est conclue jusqu'en 2026.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	8,5 2	0 0,4	0 0,4	0 0,4	0 0,5	0 4,8	8,5 8,5
Fonctionnement	0,6 0,6	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	0,1 0,1	1,3 1,3	2,4 2,4
Financement	1,7 1,7	0,3 0,3	0,2 0,2	0,2 0,2	0,2 0,2	0,9 0,9	3,6 3,6

AOT-LOA / MULHOUSE

L'opération de Mulhouse, dont le coût global est de 83,2 M€, correspond à la construction d'un hôtel de police pour 424 agents (sécurité publique et police judiciaire). La livraison de cette construction de 8.383 m² de surface hors œuvre nette (SHON) a été effectuée le 3 octobre 2011.

La convention cadre a été signée en 2006. La LOA est conclue jusqu'en 2054.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	24,5 0,8	0 0,1	0 0,2	0 0,2	0 0,2	0 23	24,5 24,5
Fonctionnement	18,7 0,4	0 0,4	0 0,4	0 0,4	0 0,4	0 16,9	18,7 18,7
Financement	40 2,5	0 1,1	0 1,1	0 1,1	0 1,1	0 33,2	40 40

SUBVENTIONS AUX OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Opérateur(s) financé(s)	AE PLF 2015	CP PLF 2015
ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police (P176)	22 592	22 592
Subventions pour charges de service public	22 592	22 592
INPS - Institut national de police scientifique (P176)	8 330	8 330
Subventions pour charges de service public	8 330	8 330
Total	30 922	30 922

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2014

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 (RAP 2013)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2013	AE LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP + LFR-I 2014	CP LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP + LFR-I 2014	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014
764 056 847		994 434 232	953 927 160	804 563 919

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP au-delà de 2017
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014	CP demandés sur AE antérieures à 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP 2017 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE antérieures à 2015
804 563 919	183 440 590 0	114 310 000	43 964 218	462 849 111
AE nouvelles pour 2015 AE PLF / AE FDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP 2017 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015
944 453 561 25 295 000	795 033 257 25 295 000	69 690 000	39 583 889	40 146 415
Totaux	1 003 768 847	184 000 000	83 548 107	502 995 526

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2015

CP 2015 demandés sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2016 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015
84,6 %	7,2 %	4,1 %	4,1 %

Le solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2014 est calculé comme le montant des engagements antérieurs non couverts par des paiements au 31/12/2013, majoré des prévisions d'encaissement de fonds de concours et attributions de produits, de l'écart entre AE et CP de la LFI 2014 et des reports de 2013 sur 2014. Ce mode de calcul prend pour hypothèse que la totalité des AE 2014 sera consommée.

Ce solde s'élève à 804 M€.

En 2015, les CP demandés sur AE antérieures à 2015 représentent 183,4 M€, soit 19 % des CP 2015 dont la majorité concerne le titre 5 de l'immobilier de la Police nationale (60 M€ pour le relogement de la DRPJPP aux Batignolles), les investissements d'informatique et de télécommunications (4 M€ pour le plan de vidéo-protection de la ville de Paris), les baux simples de titre 3, les marchés de maintenance ayant donné lieu à des AE de couverture pluriannuelle, ainsi que l'attribution des cartes de circulation à Paris (25 M€).

De la même manière, les estimations de CP 2016, 2017 et au-delà sur engagements non couverts au 31/12/2014 concernent l'immobilier titre 3 (baux pluriannuels) et 5 (dont la plus grande part pour le projet Batignolles), l'informatique et les réseaux de télécommunications (dont le plan de vidéo-protection de la ville de Paris).

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01

11,9 %



Ordre public et protection de la souveraineté

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	1 145 223 427	0	1 145 223 427	
Crédits de paiement	1 145 223 427	0	1 145 223 427	

L'action « ordre public et protection de la souveraineté » rassemble les activités qui concourent à la maîtrise des troubles à l'ordre public et à la réduction des menaces.

Elle retrace l'engagement des forces de police dans les domaines suivants :

- **le maintien de l'ordre**, c'est-à-dire pour l'essentiel la police des manifestations, des rassemblements et des attroupements ;
- **la protection**, sous ses différentes formes (protection des autorités et de personnalités, protection de bâtiments officiels et de lieux sensibles), qui peut être temporaire ou permanente ;
- **le renseignement** qui a pour finalité de donner à l'autorité locale (préfet) ou nationale (Gouvernement) les informations nécessaires pour lutter contre les atteintes à la sécurité de nos concitoyens et des institutions et prévenir les troubles à l'ordre public.

EFFECTIFS

19 077 ETPT contribuent aux activités de l'action 1 "Ordre public et protection de la souveraineté" qui recouvre deux fonctions : "maintien de l'ordre et protection spécialisée" et "renseignement".

Les 14 973 ETPT de la fonction " maintien de l'ordre et protection spécialisée " sont ainsi répartis :

- une partie des effectifs des compagnies républicaines de sécurité (CRS), de la sécurité publique et de la préfecture de police (en particulier de la direction de l'ordre public et de la circulation) pour un total de 13 439 ETPT ;
- la totalité (par convention) des effectifs du service de recherche assistance intervention et dissuasion (RAID), du service de la protection des hautes personnalités (SDLP) et de l'unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT), pour un total de 1 534 ETPT.

Les effectifs CRS, sécurité publique et préfecture de police figurent à titre indicatif sur cette action sur la base des informations issues de la main courante informatisée en ce qui concerne la sécurité publique et la préfecture de police et sur la base des données du système WinSG s'agissant des CRS.

La fonction " renseignement " intègre par convention la totalité des effectifs de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). A Paris et dans les départements de la petite couronne, la fonction " renseignement " est en outre assurée par une partie des effectifs de la direction du renseignement de la préfecture de police.

ACTION n° 02
Sécurité et paix publiques

32 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	3 091 869 032	0	3 091 869 032	
Crédits de paiement	3 091 869 032	0	3 091 869 032	

L'action « sécurité et paix publiques » regroupe :

- les **missions de lutte contre la délinquance** (prévention et répression des crimes et délits, activités de surveillance et d'assistance, sauvegarde des personnes et sauvegarde des biens) ;
- l'exercice de la **police administrative**, hormis dans les domaines de la sécurité routière et des étrangers qui font, l'un et l'autre, l'objet d'une action séparée ;
- les **fonctions d'accueil et de contact avec les usagers**, en particulier les victimes. Les services participant à l'action regroupent les forces de sécurité publique et de la préfecture de police ainsi que les compagnies de service général des CRS.

EFFECTIFS

L'action 2 « Sécurité et paix publiques » regroupe 51 487 ETPT sur des fonctions de lutte contre la délinquance générale et d'accueil des citoyens. Ces effectifs sont composés de :

- 34 428 ETPT pour la sécurité publique ;
- 12 438 ETPT pour la préfecture de police (en particulier de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne) ;
- 4 621 ETPT pour les CRS.

Cette répartition indicative des effectifs est issue des données restituées par la main courante informatisée en ce qui concerne la sécurité publique et la préfecture de police et sur la base de données du système WinSG s'agissant des CRS.

ACTION n° 03
Sécurité routière

5,2 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	501 076 183	0	501 076 183	
Crédits de paiement	501 076 183	0	501 076 183	

L'action « sécurité routière », dont l'objectif est d'améliorer la sûreté des déplacements routiers par la prévention des conduites à risque et le respect des règles applicables aux déplacements routiers, porte sur :

- la **police administrative de la route** et les missions de **police judiciaire** liées à la répression des infractions et au traitement des accidents routiers.
- les **actions de communication et d'information** à destination des usagers de la route et des futurs conducteurs (sensibilisation dans les écoles notamment).

Elle mobilise à titre principal les effectifs de la sécurité publique, les unités de compagnies républicaines de sécurité et les services de la préfecture de police.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Elle participe également à la politique transversale « Sécurité routière », retracée dans un document de politique transversale (DPT), et dont le délégué interministériel à la sécurité routière est chef de file.

EFFECTIFS

L'action 3 « Sécurité routière » regroupe 8 342 ETPT. Ces effectifs sont composés de :

- 4 645 ETPT de la sécurité publique ;
- 1 773 ETPT de la préfecture de police (en particulier de la direction de l'ordre public et de la circulation) ;
- 1 924 ETPT des CRS.

Cette répartition indicative des effectifs est issue des données restituées par la main courante informatisée en ce qui concerne la sécurité publique et la préfecture de police et des données du système WinSG s'agissant des CRS.

ACTION n° 04

6,7 %



Police des étrangers et sûreté des transports internationaux

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	649 691 980	0	649 691 980	
Crédits de paiement	649 691 980	0	649 691 980	

L'action « Police des étrangers et sûreté des transports internationaux » rassemble plusieurs aspects de la police des étrangers :

-le contrôle des personnes aux frontières, la lutte contre l'immigration clandestine et le démantèlement des filières qui l'organisent.

-la sûreté des moyens de transports internationaux (aéroports, ports et trains internationaux), cette mission étant généralement attribuée aux services en charge de la lutte contre l'immigration illégale.

Ce sont principalement les effectifs de la police aux frontières, de la sécurité publique, des compagnies républicaines de sécurité et de la direction du renseignement de la préfecture de police qui concourent à cette action.

EFFECTIFS

L'action 4 « Police des étrangers et sûreté des transports internationaux » regroupe 10 818 ETPT sur des fonctions de contrôle des flux migratoires, de sûreté des transports et de lutte contre l'immigration clandestine.

Par convention, la totalité des effectifs de la police aux frontières (PAF) est affectée à cette action pour 9 715 ETPT. Contribue également à cette action une partie des effectifs de la sécurité publique, de la préfecture de police et des CRS. A Paris et en petite couronne, les missions de police de l'immigration sont à titre principal assurées par une partie des effectifs de la direction des renseignements généraux de la préfecture de police. Cette répartition indicative des effectifs est issue des données restituées par la main courante informatisée en ce qui concerne la sécurité publique et la préfecture de police et des données du système WinSG s'agissant des CRS.

ACTION n° 05

25,5 %



Missions de police judiciaire et concours à la justice

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	2 463 062 869	0	2 463 062 869	
Crédits de paiement	2 463 062 869	0	2 463 062 869	

L'action « missions de police judiciaire et concours à la justice » rassemble l'ensemble des activités de police judiciaire et des missions réalisées au profit de la justice ou de l'administration pénitentiaire, c'est-à-dire :

- la **recherche** et la **constatation des infractions pénales**,
- le **rassemblement des preuves**,
- la **recherche des auteurs** et de leurs complices,
- leur **arrestation** et leur **déferrement** aux autorités judiciaires compétentes.

Cette action concerne essentiellement la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ, 100 % de son activité), la direction centrale de la sécurité publique (DCSP, un tiers de son activité) et, à Paris, la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) en sus des directions de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) et de l'ordre public et de la circulation (DOPC).

EFFECTIFS

L'action 5 « Missions de police judiciaire et concours à la justice » regroupe 40 995 ETPT sur des missions d'investigations, d'enquêtes et de recherche, de coopération internationale en matière judiciaire et de police technique et scientifique.

Par convention, la totalité des effectifs de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et de la direction de la police judiciaire de la préfecture de police sont affectés à cette action. Une partie des effectifs de la direction centrale de la sécurité publique (DCSP), de la direction de la police urbaine de proximité et de la direction de l'ordre public et de la circulation contribue également à cette action, sur la base des restitutions de la main courante informatisée. Figurent également sur cette action, les effectifs affectés à l'Institut national de police scientifique (INPS), établissement public administratif créé en 2005 et érigé en opérateur.

ACTION n° 06

18,8 %



Commandement, ressources humaines et logistique

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	867 494 997	944 453 561	1 811 948 558	25 295 000
Crédits de paiement	867 494 997	978 473 847	1 845 968 844	25 295 000

L'action 6 « Commandement, ressources humaines et logistique » comprend l'ensemble des fonctions de soutien qui ont pour finalité de contribuer à la réalisation des autres actions du programme et organisé autour de trois pôles (**Commandement, études et coopération internationale ; Gestion des ressources humaines, formation et soutien des personnels et Gestion des moyens**).

L'ensemble des moyens de fonctionnement et d'équipement mutualisés entre les actions du programme figurent au sein de l'action 6 : crédits immobiliers, crédits informatiques, programmes logistiques nationaux, formation, gestion des ressources humaines et financières, action sociale et en faveur de l'accompagnement des personnels.

Police nationale

Programme n° 176 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

La sous-action « Commandement, études et coopération internationale » rassemble les fonctions d'état-major (commandement, organisation des services, prospective) et les activités de coopération internationale (hors domaine judiciaire qui relève de l'action 5). Elle réunit la direction de la coopération internationale mutualisée entre la police et la gendarmerie nationales. Elle inclut également les activités du cabinet du directeur général de la police nationale, de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et de l'inspection générale des services (IGS) (audits, études et procédures disciplinaires).

La sous-action « Gestion des ressources humaines, formation et soutien des personnels » regroupe le recrutement, la formation et la gestion des personnels ainsi que les affaires sociales. Le service concerné est la direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN). S'y ajoutent les services territoriaux, respectivement les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI), les directions régionales du recrutement et de la formation (DRRF) et les écoles de police.

La sous-action « Gestion des moyens » concerne les activités centrées sur les équipements et les infrastructures, l'informatique et la gestion financière centralisée du programme. Le service concerné est principalement la direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN).

EFFECTIFS

L'action 6 "Commandement, ressources humaines et logistique" regroupe 14 478 ETPT.

Par convention, ces effectifs comprennent principalement ceux :

- du cabinet de la direction générale de la police nationale (DGPN), y compris les services rattachés tel que le service central automobile ;
- de la direction de la coopération internationale (DCI) ;
- de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), y compris l'Inspection générale des services (IGS) à Paris;
- de la direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN), ainsi que des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) et des services administratifs et techniques de la police (SATP outre-mer) ;
- des écoles nationales de police, des centres de formation et des directions régionales du recrutement et de la formation (DRRF) ;
- d'une partie des effectifs de la préfecture de police (secrétariat général pour l'administration : direction des ressources humaines, direction des finances, de la commande publique et de la performance, direction opérationnelle des services techniques et logistiques (DOSTL), service des affaires immobilières).

Les ETPT de l'action 6 comprennent également les élèves en formation dans les écoles de police.

Par convention, y figurent enfin les personnels placés dans une position statutaire particulière (mises à disposition externes, ou décharges d'activité).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	720 124 382	699 716 944
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	688 400 406	667 992 968
Subventions pour charges de service public	31 723 976	31 723 976
Dépenses d'investissement	182 781 011	237 208 735
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	182 781 011	237 208 735
Dépenses d'intervention	41 548 168	41 548 168
Transferts aux collectivités territoriales	30 738 088	30 738 088
Transferts aux autres collectivités	10 810 080	10 810 080
Total	944 453 561	978 473 847

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits de fonctionnement du programme, imputés en totalité sur l'action 6, s'élèvent à 720,1 M€ en AE et 699,7 M€ en CP.

Ils comprennent les dépenses relatives au fonctionnement pour 688,4 M€ en AE et 668 M€ en CP.

Ils couvrent également les dépenses relatives au versement de subventions pour charges de service public aux deux opérateurs dont le DGPN assure la tutelle : l'École nationale supérieure de la police nationale (ENSP) (22,6 M€ en AE=CP) et l'Institut national de police scientifique (INPS) (8,3 M€ en AE=CP).

Enfin, la quote-part prévisionnelle du programme « Police nationale » pour le financement de l'action des associations dans le cadre du fonds d'intervention de prévention de la délinquance (FIPD) est estimée à 0,8 M€.

Les dépenses de fonctionnement des services concernent les postes suivants :

Dépenses de fonctionnement courant des services : 134,9 M€ en AE et 151 M€ en CP

Ces crédits de soutien, en diminution de 5 % par rapport à la LFI 2014, comprennent notamment :

- les dépenses de fonctionnement courant des services (55,2 M€ en AE=CP)

Le budget de fonctionnement courant des services recouvre principalement les dépenses de fournitures de bureau, de papier, de communication et de téléphonie.

- les dépenses de formation (9,8 M€ en AE=CP)

En ce qui concerne la formation initiale, en 2015, en application du plan triennal (2015-2017), le recrutement et donc l'effort de formation seront maintenus à un niveau élevé pour les CEA :

2 545 recrutements sont programmés soit un niveau légèrement supérieur à 2014 (2 538). Un effort particulier sera réalisé pour le développement du dispositif des cadets avec un objectif de formation de 900 cadets en 2015.

La formation des PTS demeurera à un niveau élevé autour de 200 agents.

La mise en œuvre de la nouvelle formation initiale des gardiens de la paix avec un recours beaucoup plus fréquent à des intervenants extérieurs dans une volonté d'ouverture de la formation à la société civile, va générer de nouvelles dépenses.

En ce qui concerne la formation continue, une priorité sera donnée aux formations au management proposées à un public plus large qu'actuellement, les problématiques managériales n'étant pas réservées aux seuls chefs de service ni aux personnels actifs.

Parmi celles-ci, la formation à la prévention des risques psycho-sociaux (RPS) sera encore prioritaire.

Une nouvelle formation programmée dans le cadre du cycle de concertation sera mise en œuvre en 2015 au profit des nouveaux majors responsables d'unité locale de police (RULP). Elle concernera chaque année une centaine de stagiaires.

Le nouveau règlement d'emploi des formateurs a pour objectif de faciliter leur reclassement à l'issue de leur temps en formation. Cet objectif nécessite notamment de leur offrir des formations beaucoup plus diversifiées, de leur proposer des bilans et des entretiens de carrière voire des bilans de compétence pour certains d'entre eux.

Les besoins spécifiques en formation des directions opérationnelles sont aussi en nette progression, notamment la sécurité publique qui doit former de nombreux agents du service central du renseignement territorial ou la direction de la police judiciaire pour sa nouvelle sous-direction de lutte contre la cybercriminalité.

Les formations aux techniques de sécurité en intervention (TSI) demeurent essentielles et devront certainement être développées dans le cadre de la nouvelle circulaire concernant l'entraînement des personnels (circulaire NOR/INT/C/0000200/C du 28 août 2000).

La formation à la communication et au partenariat répond à la volonté d'ouverture de l'institution et se traduit par de nouveaux stages.

- les dépenses de déplacements et de changements de résidence (52,1 M€ en AE 68,2 M€ en CP)

Elles concernent les frais de changement de résidence (9 M€ en AE=CP), les congés bonifiés (2 M€), les frais de déplacements, dont ceux liés aux missions opérationnelles des services de la police nationale ou à l'hébergement des unités de CRS en déplacement, et la prise en compte des transports en région parisienne (cartes RATP).

Les frais de changement de résidence sont alloués aux agents mutés, changeant de résidence administrative, et consécutivement, de résidence familiale. Plusieurs facteurs sont pris en compte pour le calcul de leur indemnité dont principalement le kilométrage et la situation familiale.

Les congés bonifiés bénéficient aux fonctionnaires d'origine ultra-marine. Leurs frais de voyage et ceux de leur famille sont pris en charge par l'administration une fois tous les trois ans.

Les cartes RATP sont attribuées aux fonctionnaires de police actifs du ressort du SGAP de Paris dans le cadre de leurs déplacements en Île-de-France. La convention conclue avec le Syndicat des transports d'Île de France (STIF) entre dans sa dernière année d'exécution. La conclusion de la convention pour la période 2013-2015 explique le différentiel entre les AE et les CP.

- les dépenses d'alimentation (10,8 M€ en AE=CP)

Il s'agit pour près de 80 % de dépenses d'alimentation des forces mobiles. Le décret du 2 octobre 1946 constitue la base juridique de l'alimentation des personnels des CRS lorsqu'ils sont en service et de la prise en charge par l'Etat des repas obligatoires au moyen d'une prime d'alimentation de 2,29 €.

Ainsi, à résidence, la prime est versée pour couvrir les seuls repas des personnels des corps actifs, ces derniers étant astreints au repas et restant à disposition constante de l'administration lorsqu'ils se sustiennent.

En déplacement, tout le personnel déplacé est nourri par l'administration à concurrence du petit déjeuner et des deux repas journaliers.

Les autres dépenses concernent l'alimentation des écoles, l'alimentation des personnels de police maintenus en service au-delà de leurs obligations normales et l'achat de rations pour les gardes à vue.

- Les dépenses de fonctionnement (2 M€ en AE=CP) liés au renforcement en personnel de la DGSJ.

Dépenses relatives aux moyens mobiles : 96,6 M€ en AE=CP

Ces dépenses se répartissent entre les trois postes de dépenses suivants :

- les dépenses consacrées à l'entretien et aux réparations des 28 000 véhicules de la police nationale (34,3 M€) ;
- les frais de péages (5,9 M€) ;
- les dépenses de carburant (56,4 M€). Les économies constatées sur l'exécution précédente et la prévision ajustée en 2014 permettent de diminuer ce poste de dépenses de près de 2 % par rapport à la LFI 2014.

Dépenses d'équipement des fonctionnaires de police : 54 M€ en AE et 56 M€ en CP

- les dépenses d'équipement et de logistique gérées par le SAELSI (29,2 M€ en AE et 31,2 M€ en CP).

Elles regroupent le marché d'externalisation de l'habillement, le renouvellement des matériels de protection des policiers (gilets pare-balles, housses de gilets pare-balles, tenues nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques), les armements divers (armes à feu et moyens de force intermédiaire) et les munitions (cartouches, grenades).

En 2003, la modification des règles de renouvellement des effets d'habillement et la création du compte à points pour les fonctionnaires de police se sont traduites par la signature du marché externalisé. Le marché actuel d'habillement dont le coût annuel est de 22,2 M€ en CP, a été notifié au prestataire en mai 2013 pour une durée de 4 ans. L'ensemble des prestations forfaitaires a été engagé en 2013 ce qui explique l'écart entre les AE et les CP pour 2015.

Par ailleurs, 2 M€ seront consacrés aux dépenses hors marché d'externalisation. Il s'agit principalement des tenues de protection des agents (effets pare-coups, gilets pare-balles, casques de maintien de l'ordre).

Les prévisions pour l'achat de munitions (5,6 M€ en AE=CP) ont été valorisées pour 2015 à partir du nombre de fonctionnaires utilisant chaque type de munitions et de la quantité de munitions consommées par chaque agent dans le cadre de la formation continue. La quantité de munitions par fonctionnaire correspond à la consommation minimale définie par instructions du DGP, dans le cadre du règlement d'emploi des forces de police.

En outre 1 M€ a été provisionné pour l'achat d'armement et le renouvellement de tenues NRBC.

- 24,9 M€ (en AE=CP) seront consacrés à l'achat, la location et l'entretien des matériels ainsi qu'à la police technique et scientifique (PTS)

Il s'agit de l'acquisition des mobiliers et matériels et de leur entretien, de l'acquisition de matériels d'analyse et de contrôle (matériels de sécurité, d'analyse et de contrôle routier, tests et kits réactifs) et de l'acquisition d'équipements et de fournitures destinés à la PTS.

Dépenses de modernisation technologique et des systèmes d'information et de communication : 125,7 M€ en AE et 120,3 M€ en CP

Les crédits de titre 3 afférents à la modernisation technologique et aux systèmes d'information et de communication (SIC) s'élèvent à 125,7 M€ en AE et 120,3 M€ en CP. Il s'agit principalement des dépenses de maintien à niveau du patrimoine SIC de la police, à savoir l'ensemble des éléments d'infrastructure et les applications informatiques qui doivent évoluer face aux nombreuses évolutions juridiques et statistiques.

Ce montant comprend, par convention de budgétisation, la part imputée en dépenses de fonctionnement du loyer du partenariat concernant le projet de vidéo-protection de Paris, pour 11,5 M€ en AE et 11,6 M€ en CP.

Une part de 20 M€ en AE et en CP est prévue pour les consommables informatiques, la maintenance et le renouvellement des moyens informatiques des directions et des services. Cette part fait partie intégrante de leur budget de fonctionnement. Une proportion significative est consacrée au renouvellement informatique des serveurs dans le cadre de la fin du maintien du support de l'OS serveurs Windows 2003 imposé par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

Les dépenses de fonctionnement, de maintenance et de mise à niveau des obsolescences du réseau INPT s'élèvent à 33 M€ en AE et en CP. La recherche de nouveaux utilisateurs et de pistes d'économie reste une priorité.

Dépenses immobilières : 250,2 M€ en AE et 217 M€ en CP

Les loyers budgétaires (61,4 M€ en AE=CP), les loyers de droit commun (108,6 M€ en AE et 75,4 M€ en CP) et les opérations immobilières de type partenariat public-privé (8,1 M€ en AE=CP) représentent 66,8 % en CP des dépenses de fonctionnement immobilier, soit une augmentation de 0,8 point par rapport à la LFI 2014. Cette augmentation est liée à la revalorisation des loyers. L'écart important entre les AE et les CP est dû aux engagements pluriannuels de certains baux comme celui du commissariat du 3^{ème} arrondissement à Paris engagé pour 12 ans à compter de 2015 (18 M€).

La progression constante des loyers encourage le renforcement du pilotage des dépenses d'entretien immobilier.

72,1 M€ en AE=CP sont destinés au paiement des dépenses d'énergie et de fluides et à l'entretien courant du parc immobilier (contrats de nettoyage, sécurité incendie, travaux locatifs,...).

Dépenses d'action sociale : 27 M€ en AE=CP

Dépenses pour la petite enfance (8,2 M€ en AE=CP)

- La politique d'accès aux crèches et en faveur de la petite enfance est assurée par le programme Police Nationale au bénéfice de l'ensemble des agents du ministère.

Les dépenses dédiées comprennent :

- la politique de réservations de berceaux de crèches (pérennisation du stock de 886 places et, le cas échéant, la réservation de places supplémentaires) ;

- le subventionnement de « chèque emploi service universel » (CESU) pour la garde des enfants.

Initialement dédié aux familles monoparentales, affectées en Île-de-France et dans certains départements dans lesquels la police d'agglomération a été créée, pour la garde de leurs enfants de 0 à 12 ans, le subventionnement de CESU a été étendu, le 1^{er} janvier 2014, aux couples avec enfants de 6 à 12 ans et affectés en Île-de-France.

Ce subventionnement a pour objet de financer 3 486 titres CESU au titre de l'année 2014 (en se référant au nombre de CESU délivrés au 1^{er} semestre 2014, il est estimé que 1 134 titres CESU garde d'enfants 0 à 12 ans et que 2 352 CESU garde d'enfants 6-12 ans seront octroyés au titre de l'exercice 2014).

Dépenses de logement (15,7 M€ EN AE=CP)

La fonction logement comprend deux volets :

- la politique de réservation de logements locatifs à tarif social ou intermédiaire, en particulier en région Île-de-France, qui vise à accroître l'offre de logements au bénéfice de l'ensemble des personnels du ministère de l'intérieur (90 % des dépenses de logement) en réservant environ 300 nouveaux logements ;
- la mise en œuvre de prêts bonifiés, à taux zéro %, en faveur de l'accession à la propriété en Île-de-France ou dans certains départements de province où les contraintes immobilières sont identiques à celle de l'Île-de-France pour 300 familles (10 % des dépenses de logement).

Dépenses pour les autres prestations d'action sociale (3,1 M€ en AE=CP)

Ces dépenses permettent de financer :

- l'arbre de Noël des enfants des personnels de la police nationale (soit 62 300 familles, en augmentation de 1 % du nombre de bénéficiaires par rapport à l'année dernière) ;
- les mesures d'aide à l'insertion des personnes handicapées au sein de la police nationale (40 bénéficiaires).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement du programme Police nationale s'élèvent à 182,8 M€ en AE et 237,2 M€ en CP. Elles sont intégralement imputées sur l'action 6. Ces crédits sont destinés à financer des dépenses d'informatique, d'immobilier et d'équipement.

Acquisition de moyens mobiles : 40 M€ en AE=CP

Les acquisitions de véhicules légers et lourds tiennent compte de la taille du parc de véhicules de la police nationale et des critères techniques de renouvellement.

Les critères techniques de réforme du parc léger sont le kilométrage (170 000 km) ou l'âge du véhicule (8 ans). Le critère prépondérant est le roulage : ainsi, un véhicule de patrouille atteint ses limites en termes de roulage entre 5 et 6 ans. Pour le parc lourd, les critères sont de 220 000 km ou de 11 ans. Le besoin de renouvellement est donc régulier et important.

En 2015, 40 M€ seront consacrés au renouvellement du parc automobile.

Ainsi, 1 911 véhicules légers pourront être renouvelés : 34,4 M€ permettront l'acquisition de 1 686 véhicules quatre roues et 2,6 M€ l'achat de 225 véhicules deux roues.

Parallèlement, 3 M€ seront affectés au renouvellement d'une partie du parc lourd roulant : 67 véhicules de reconnaissance sont concernés.

Acquisition d'équipements liés à la PTS pour 1 M€**Dépenses d'informatique : 31,8 M€ en AE et 33,2 M€ en CP**

Les dépenses d'investissement pour les réseaux radio s'élèvent à 14,2 M€ en AE et 13 M€ en CP. Elles concernent essentiellement la poursuite du déploiement du réseau radio numérique aux Antilles initié l'année dernière dans un cadre interministériel ainsi que le remplacement d'une partie du parc de postes radio portables par le nouveau modèle qui sera disponible en 2015.

Les crédits de titre 5 consacrés aux systèmes d'information et de communication hors ACROPOL sont principalement consacrés au paiement du loyer du plan de vidéo-protection de Paris, pour 4 M€ de CP relatifs à l'infrastructure.

Les crédits restants permettent d'assurer les évolutions importantes et obligatoires des fichiers existants (partie alphanumérique du fichier automatisé des empreintes digitales, amélioration du fichier national des empreintes génétiques, fichier des personnes recherchées...) et de poursuivre le développement de certaines applications spécialisées pour le renseignement, l'investigation ou la lutte contre les filières d'immigration irrégulière.

Enfin, une part de ces crédits de titre 5 est consacrée à l'amélioration de l'aide à l'investigation technique, comme les logiciels et matériels d'aide à l'investigation en matière de cybercriminalité ainsi qu'au développement de logiciels et matériels destinés à faciliter les actes d'investigation en matière de téléphonie.

Par ailleurs, 12 M€ en AE et 10 M€ en CP seront consacrés au renforcement capacitaire en investissements technologiques de la DGSJ.

Dépenses d'immobilier : 110 M€ en AE et 163 M€ en CP

L'augmentation des dépenses d'investissements immobiliers de 36 M€ en CP par rapport à la LFI 2014 s'explique principalement par la poursuite de la montée en charge de l'opération de relogement de la direction régionale de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris (DRPJPP) sur le site des Batignolles.

Les dépenses d'investissements immobiliers sont scindées en deux postes de dépenses principaux : les constructions immobilières et la maintenance immobilière.

Les constructions immobilières (87 M€ en AE et 125,2 M€ en CP)

L'année 2015 sera d'abord caractérisée par la poursuite des travaux d'importantes opérations en cours et par le lancement des travaux sur de nouveaux chantiers :

- Les principales poursuites d'opérations sont le relogement de la direction régionale de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris sur le site des Batignolles, la poursuite des travaux des commissariats de police des Mureaux, de Sevran, de Livry Gargan et de l'hôtel de police de Paris 13^{ème} arrondissement.

Par ailleurs, les études du relogement de l'institut national de police scientifique (INPS), des commissariats de police du Kremlin-Bicêtre et de La Défense seront poursuivies.

- Les principauxancements de travaux sur de nouveaux chantiers concerneront la restructuration du cantonnement des CRS de Pondorly, les démarrages des travaux des hôtels de police de Fort-de-France et de La Rochelle ainsi que la mise en chantier du commissariat de police de Longwy.

La maintenance immobilière (23 M€ en AE et 32,8 M€ en CP)

Cette dotation comprend trois lignes budgétaires spécifiques : l'une de 10,6 M€ destinée à financer le plan zonal de maintenance immobilière et la rénovation des locaux de gardes à vue, une seconde de 4 M€ prévue pour financer les restructurations et réhabilitations lourdes de bâtiments de la police nationale et une troisième de 4,5 M€ destinée à la mise aux normes des laboratoires de la police technique et scientifique.

Enfin, 4,9 M€ en CP sont consacrés à la part investissement des AOT/LOA.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention qui s'élèvent à 41,5 M€ en AE=CP, comprennent principalement :

- le montant des transferts versés aux organisations syndicales, pour 1,5 M€ ;
- le montant du transfert versé à la fédération sportive de la police nationale (FSPN), pour un montant de 3,6 M€ dont plus de 70 % représente la part relative à la mise à disposition de personnels à la FSPN ;
- la contribution versée à INTERPOL pour 3,3 M€ ;
- la participation de l'État au budget spécial de la préfecture de police (30,7 M€ en AE=CP). Elle couvre à titre principal le forfait du SGAP de Paris, correspondant au remboursement des dépenses de personnel des agents de la ville de Paris effectuant des missions au profit des services de police. Le solde correspond aux contributions de l'État au fonctionnement de l'infirmerie psychiatrique et aux charges des immeubles mis à disposition des services de police par la ville de Paris. La subvention versée au budget spécial de la préfecture de police couvre pour près de 90 % des charges de personnel.

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Au total, 25,3 M€ devraient être perçus au cours de l'exercice 2015 sur les fonds de concours et attributions de produits du programme 176. Il s'agit de :

- remboursement de prestations de services d'ordre et de relations publiques (12,5 M€ AE/CP)
- remboursement de prestations diverses (0,43 M€ AE/CP) ;
- produits des cessions de biens mobiliers (2,3 M€ AE/CP) ;
- produits des droits d'inscription à l'examen d'accès à la profession de conducteur de taxi (0,4 M€ AE/CP) ;
- redevances perçues pour l'installation et l'exploitation des dispositifs d'alerte de la police (0,43 M€ AE/CP) ;
- participation de l'Union européenne au fonctionnement de la police nationale (4 M€ AE/CP) ;

- participation des partenaires publics et privés au financement d'actions de formation et de lutte contre l'insécurité (0,3 M€ AE/CP) ;
- participation contractuelle au financement de divers travaux d'équipement (4,9 M€ AE/CP) ;
- participation d'État membres au financement des vols communs organisés par la police nationale dans le cadre d'opérations de reconduite à la frontière d'une part, au fonctionnement des centres de coopération policière et douanières, d'autre part (0,015 M€ AE/CP).

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Nature de la dépense	LFI 2014		PLF 2015	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	32 355	32 355	31 724	31 724
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
Total	32 355	32 355	31 724	31 724

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2013 (1)				LFI 2014				PLF 2015			
	ETPT ETPT	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
ENSPolice - Ecole nationale supérieure de la police		287	1	0		307	1	0				
	2	285	1	0	2	307	1	0	0	272	1	0
INPS - Institut national de police scientifique		0	1	0		0	0	0				
	709	0	0	0	676	0	0	0	730	0	0	0
Total ETP		287	2	0		307	1	0				
Total ETPT	711	285	1	0	678	307	1	0	730	272	1	0

(1) La réalisation 2013 reprend la présentation du RAP 2013.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

	ETPT
Emplois sous plafond 2014	307
Solde des transferts T2/T3	
Solde des transferts internes	
Solde des mesures de périmètre	
Corrections techniques	-30
Abattements techniques	
Ajustement technique du plafond d'emplois	
Solde net en ETP des créations ou suppressions d'emplois	-5
Emplois sous plafond PLF 2015	272

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

ENSPOLICE - ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE LA POLICE

1 – Les missions élargies de l'ENSP

L'ENSP a été érigée en établissement public par le décret n° 88-379 du 20 avril 1988 modifié. Cet établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est placé sous la tutelle du ministère de l'intérieur.

L'ENSP, qui fait partie de la mission « Sécurités », est rattachée à l'action 6 « Commandement, ressources humaines et logistique » du programme « Police nationale ».

Conformément aux articles R413-1 à R413-26 du code de la sécurité intérieure, l'ENSP, qui est désormais implantée sur deux sites, a pour mission :

- d'assurer la formation initiale et la formation tout au long de la vie des fonctionnaires du corps de conception et de direction et du corps de commandement de la police nationale ;
- d'assurer une préparation aux concours externes de commissaire et de lieutenant de police, selon les modalités fixées par arrêté du ministre de l'intérieur ;
- de participer à la formation continue des fonctionnaires des autres corps de la police nationale ou de toute autre catégorie d'agents d'organismes publics ou privés intervenant dans le domaine de la sécurité ;
- d'assurer la formation initiale ou continue des auditeurs et stagiaires étrangers ainsi que leur accueil ;
- d'entreprendre et de diffuser des études et des recherches dans le domaine de la sécurité ;
- de développer dans ses champs de compétence des actions de coopération avec des institutions d'enseignement et de recherche françaises ou étrangères.

2 – Les objectifs de l'ENSP dans le cadre de ses missions élargies

Conformément à la circulaire du Premier ministre du 26 mars 2010 concernant les opérateurs de l'État, l'ENSP s'est dotée d'un contrat d'objectifs et de performance (COP) pour une période de trois ans. Le COP 2013-2015 a été approuvé par le conseil d'administration de l'école le 3 juillet 2013. Les orientations stratégiques de l'établissement, intégrant son nouveau périmètre, y sont précisément déclinées.

2.1 - Les orientations stratégiques de l'ENSP

L'ENSP s'est fixée cinq orientations stratégiques qui sont déclinées dans son COP :

1. Individualiser et professionnaliser la formation des commissaires et des officiers de police :

- individualiser la formation initiale des commissaires et des lieutenants de police ;
- professionnaliser la formation continue des commissaires et des officiers de police ;
- développer les formations diplômantes ou certifiantes ;
- mettre en place des mutualisations et/ou des mises en commun de formations des commissaires et des officiers de police ;
- renforcer les compétences internationales des commissaires et des officiers de police.

2. Développer la recherche pour contribuer à l'évolution des formations et des pratiques professionnelles :

- développer la recherche finalisée à vocation opérationnelle ;
- promouvoir la valorisation de l'innovation et des bonnes pratiques professionnelles.

3. Poursuivre l'action de l'ENSP dans le domaine international :

- accroître le rayonnement de l'ENSP à l'international ;
- redéfinir les cycles de formation des cadres étrangers francophones.

4. Renforcer l'offre de formation partenariale et extérieure dont celle à destination des cadres de sûreté et de sécurité des entreprises publiques ou privées :

- participer à l'élaboration des formations diplômantes ou certifiantes ;
- améliorer l'offre de formation.

5. Adapter la gouvernance de l'ENSP aux exigences de son nouveau statut d'établissement public national à caractère administratif, chargé d'une mission d'enseignement supérieur et de recherche :

- accompagner l'évolution et la performance des missions de l'école par la valorisation des ressources humaines ;
- maîtriser les ressources budgétaires et développer les recettes propres ;
- moderniser le patrimoine immobilier, améliorer sa fiabilité et l'adapter aux prescriptions environnementales ;
- favoriser la performance des systèmes d'information et de communication.

2.2- La mise en œuvre du COP

Le COP traduit l'ambition de l'ENSP de proposer des formations de qualité à l'ensemble des cadres de la police, tout en maîtrisant le coût de la formation initiale et en augmentant l'offre de formation continue. L'objectif est de répondre aux besoins et d'accroître la rentabilité des structures existantes. L'année 2015 sera particulièrement consacrée :

- au référentiel des compétences puis à la formation des officiers ;
- à la réduction de la durée de la formation initiale des commissaires et à la refonte du parcours de formation ;
- à la redéfinition de la formation continue des commissaires de police.

La maîtrise des coûts de la formation initiale

Pour répondre à une exigence de professionnalisation, l'individualisation de la formation initiale des commissaires et des lieutenants sera généralisée à l'ensemble des élèves, notamment ceux issus du concours externe.

Les effets attendus de cette nouvelle organisation en termes budgétaires seront effectifs en 2015.

La rationalisation des coûts de gestion de l'établissement

Le maintien actuel de deux sites ne permettra pas de dégager des économies substantielles de fonctionnement. Néanmoins, dans l'attente d'un éventuel regroupement sur un site unique, des économies d'échelle sont attendues et seront mises en œuvre en 2015.

En matière de fonctionnement, ces économies sont liées à :

- la professionnalisation des achats. Ainsi le pourcentage de la dépense annuelle de fonctionnement réalisée dans le cadre d'un marché devrait atteindre 20% en 2014 puis 30 % en 2015.
- la mise en œuvre d'un plan de contrôle interne comptable et financier prévue sur 2013-2014, tout particulièrement sur les domaines suivants : achats publics, frais de déplacement, régies avances et recettes ;
- le développement du contrôle de gestion.

En matière de masse salariale et d'emplois, les économies proviennent de l'externalisation des missions de garde et de surveillance. Pour répondre aux recommandations de la Cour des comptes, ces missions seront externalisées au 1^{er} janvier 2015. Cette mesure permettra le redéploiement de 30 postes du corps d'encadrement et d'application en direction des services actifs de la police nationale. De plus, cette disposition représentera une économie nette de 702 560 € en budget annuel.

Police nationale

Programme n° 176 OPÉRATEURS

Par ailleurs, l'ENSP entend développer ses recettes par une progression annuelle des recettes propres de formation.

La cohérence du dispositif de formation des commissaires et des officiers ainsi que les efforts budgétaires renforceront le positionnement de l'ENSP dans le réseau des écoles de service public (RESP) ainsi que sur la scène européenne notamment dans le cadre du partenariat avec le collège européen de police (CEPOL).

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2013		LFI 2014		PLF 2015	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
176 / Police nationale	23 495	23 495	23 054	23 054	22 592	22 592
Subventions pour charges de service public	23 495	23 495	23 054	23 054	22 592	22 592
Total	23 495	23 495	23 054	23 054	22 592	22 592

BUDGET PRÉVISIONNEL 2014 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014	Produits	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014
Personnel	18 315	19 604	Ressources de l'État	23 495	23 238
<i>dont charges de pensions civiles</i>	5 639	6 328	- subventions de l'État	23 495	23 238
Fonctionnement	4 071	4 645	- ressources fiscales	0	
Intervention	0		Autres subventions	56	41
			Ressources propres et autres	1 446	1 144
Total des charges	22 386	24 249	Total des produits	24 997	24 423
Résultat : bénéfice	2 611	174	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	24 997	24 423	Total : équilibre du CR	24 997	24 423

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014	Ressources	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	2 966	524
Investissements	537	802	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	537	802	Total des ressources	2 966	524
Apport au fonds de roulement	2 429		Prélèvement sur le fonds de roulement		278

(1) voté

Le montant de la subvention allouée par l'État passe de 23,238 M€ en budget initial 2014 à 22,592 M€ pour 2015.

Cette réduction s'explique notamment par les mesures nouvelles suivantes :

Masse salariale. - 1, 716 M€

En conséquence de l'externalisation des missions de garde et de surveillance au 1^{er} janvier 2015, la masse salariale pour 2015 se trouvera diminuée de : - 1, 966 M€

Glissement vieillesse technicité au titre de 2015 + 0, 250 M€

Fonctionnement. + 1,254 M€

Le contrat de gardiennage prendra effet au 1^{er} janvier 2015 + 1,254 M€
(Externalisation des missions de garde et de surveillance).

■ DÉPENSES 2014 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2014 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	19 604	4 040		802	24 446

■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2013 (1)		LFI 2014 (2)		PLF 2015
	ETP	ETPT	ETP	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	288	286	308	308	273
- sous plafond	287	285	307	307	272
- hors plafond	1	1	1	1	1
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		2		2	0
- rémunérés par l'État par ce programme		2		2	0

(1) La réalisation 2013 reprend la présentation du RAP 2013.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

INPS - INSTITUT NATIONAL DE POLICE SCIENTIFIQUE

L'Institut national de police scientifique (INPS), créé par l'article 58 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne et organisé par les articles L 413 et R 413-27 à R 413-54 du code de la sécurité intérieure, est un établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministre de l'Intérieur.

Il regroupe les six laboratoires issus de la police nationale, les laboratoires de police scientifique (LPS) de Lille, Lyon, Marseille, Paris et Toulouse, ainsi que le laboratoire de toxicologie de la Préfecture de Police de Paris, tous dotés d'une compétence nationale, et un service central localisé à Lyon. Ses implantations lui permettent de concilier expertise et proximité.

Agréé par la Cour de cassation en tant que personne morale, habilité aux identifications par empreintes génétiques, accrédité pour la grande majorité des dossiers qu'il rend, notamment en génétique et traces papillaires, l'INPS a pour mission d'effectuer les examens et analyses scientifiques et techniques demandés par les autorités judiciaires et les services de police et de gendarmerie dans un cadre pénal. Prestataire de services, il est dépendant et contraint par les réquisitions et ordonnances de commission qui lui sont adressées.

L'INPS, dont les compétences couvrent la totalité du champ des disciplines criminalistiques, fait partie de la mission « Sécurités » et contribue à la réalisation de l'action "Missions de police judiciaire et concours à la justice" du programme 176 « Police nationale ».

1 - Stratégie et activité opérationnelle de l'établissement

La police technique et scientifique (PTS) constitue un axe stratégique important du ministère, qui exige de développer ses moyens afin de la faire bénéficier d'outils modernes. Une telle orientation a un impact fort sur le fonctionnement des laboratoires de l'Institut, directement confrontés à la multiplication des saisines, tout particulièrement en génétique.

Pour 2015, l'INPS prévoit en particulier dans les domaines suivants :

- traces génétiques : répondre aux demandes liées tant aux affaires criminelles ou de délinquance aggravée (saisines police, gendarmerie et justice) qu'à celles de "PTS de masse" (délinquance simple contre les biens, non urgente et dénuée de sensibilité, constatée par les services de police exclusivement) ; abréger les délais de réponse, sous condition de maîtrise du flux entrant.
- signalisation génétique (génotypage des mis en cause et des condamnés) : traiter les cartes FTA (cartes brevetées, spéciales pour la collection, l'isolation et l'archivage de l'ADN) en 10 jours, tout en travaillant avec les gestionnaires du fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) sur les génotypages en doublon.
- analyses chimiques : optimiser l'utilisation des matériels acquis fin 2014 pour intensifier la réponse en recherche de psychotropes dans le sang (sécurité routière) ; renforcer le positionnement des laboratoires de l'Institut sur le champ de la toxicologie médico-légale et de la soumission chimique.
- balistique : faciliter l'utilisation des nouveaux équipements d'imagerie et de recherche d'antériorité qui devraient être acquis fin 2014, pour mieux accompagner l'augmentation des saisines.
- accréditations : renouveler celles imposées par la décision-cadre de l'Union européenne du 30 novembre 2009, déjà acquises dans tous les laboratoires, et poursuivre localement celles des autres activités quantitativement significatives.
- gestion budgétaire : déployer avec le ministère de la justice les nouvelles modalités de rémunération des prestations, notamment la dématérialisation et le groupement des mémoires de frais, afin de diminuer le temps de travail consacré au traitement de la facturation.

Par ailleurs, en matière d'immobilier, seront réalisées en 2015 les études pour le relogement des laboratoires parisiens sur le site choisi à St-Denis, l'extension du laboratoire de Marseille ainsi que la redistribution d'espaces sur le site de Lyon.

2 - Gouvernance et pilotage de l'INPS

Dans le cadre de la circulaire du Premier ministre du 26 mars 2010 relative au pilotage stratégique des opérateurs de l'État, l'INPS, déjà très fortement impliqué dans l'amélioration de la gouvernance, entretient des relations régulières avec la tutelle, notamment par ses comptes rendus mensuels d'activité et à l'occasion du dialogue de gestion.

Outre la mise à jour régulière du tableau de bord de pilotage stratégique commun à tous les opérateurs du ministère de l'Intérieur, l'INPS s'est doté d'un schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) récemment actualisé avec le projet d'extension du laboratoire de Marseille. Des conventions d'utilisation ont également été signées pour l'ensemble des biens domaniaux qu'il occupe.

Une démarche de contrôle interne financier est déployée avec un plan d'action. Celui-ci fait l'objet de mises à jour et d'adaptations régulières chaque année, validées lors de comités de pilotage et présentées au conseil d'administration (le dernier étant en date du 23 juin 2014). En application de la note du 9 mai 2014 du secrétariat général du ministère de l'Intérieur relative à la mise en œuvre au sein des opérateurs du plan d'action ministériel 2014-2015, l'ensemble des documents constitutifs de cette démarche, le "dossier permanent du contrôle financier", a été mis à disposition sur le site intranet de l'INPS pour en faciliter l'accès auprès de ses agents.

Parallèlement à cette déclinaison de la gouvernance des opérateurs, l'INPS a réorganisé ses laboratoires pour la prise en compte de domaines à faible sollicitation, en déterminant des "pôles uniques" permettant de rationaliser les équipements et de maintenir les savoir-faire.

La réduction des frais de fonctionnement et la meilleure allocation des ressources sont intégrées dans le fonctionnement quotidien de l'Institut qui a, depuis 2011, considérablement réduit ses coûts moyens par dossier pour tenter, à budget constant, d'augmenter son activité en fonction de la demande des services enquêteurs et des magistrats. C'est dans le domaine de la biologie génétique, activité à la fois la plus coûteuse et générant la majorité des sollicitations, que les efforts d'optimisation des dépenses ont prioritairement porté. En traces génétiques, la mise au point d'un nouveau protocole d'extraction avec recours à un kit moins onéreux a permis de ramener le coût moyen d'analyse d'un prélèvement de 24 à 20 €. Dans le domaine des analyses « individus » l'optimisation de l'utilisation des réactifs a apporté des gains de production de 40 centimes par carte FTA analysée soit 12,10 € par carte au lieu de 12,50 €.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2013		LFI 2014		PLF 2015	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
176 / Police nationale	8 325	8 325	8 500	8 500	8 330	8 330
Subventions pour charges de service public	8 325	8 325	8 500	8 500	8 330	8 330
Total	8 325	8 325	8 500	8 500	8 330	8 330

BUDGET PRÉVISIONNEL 2014 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014	Produits	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014
Personnel	23	0	Ressources de l'État	8 325	8 000
<i>dont charges de pensions civiles</i>	0		- subventions de l'État	8 325	8 000
Fonctionnement	12 832	12 336	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	0	
			Ressources propres et autres	4 456	4 336
Total des charges	12 855	12 336	Total des produits	12 781	12 336
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	74	
Total : équilibre du CR	12 855	12 336	Total : équilibre du CR	12 855	12 336

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014	Ressources	Compte financier 2013 (1)	Budget prévisionnel 2014
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	778	864
Investissements	1 201	800	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	20	
			Autres ressources		
Total des emplois	1 201	800	Total des ressources	798	864
Apport au fonds de roulement		64	Prélèvement sur le fonds de roulement	403	

(1) voté

DÉPENSES 2014 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2014 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
		10 936		800	11 736

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2013 (1)		LFI 2014 (2)		PLF 2015
	ETP	ETPT	ETP	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	1	0	0	0	0
- hors plafond	1	0	0	0	0
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		709		676	730
- rémunérés par l'État par ce programme		709		676	730

(1) La réalisation 2013 reprend la présentation du RAP 2013.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

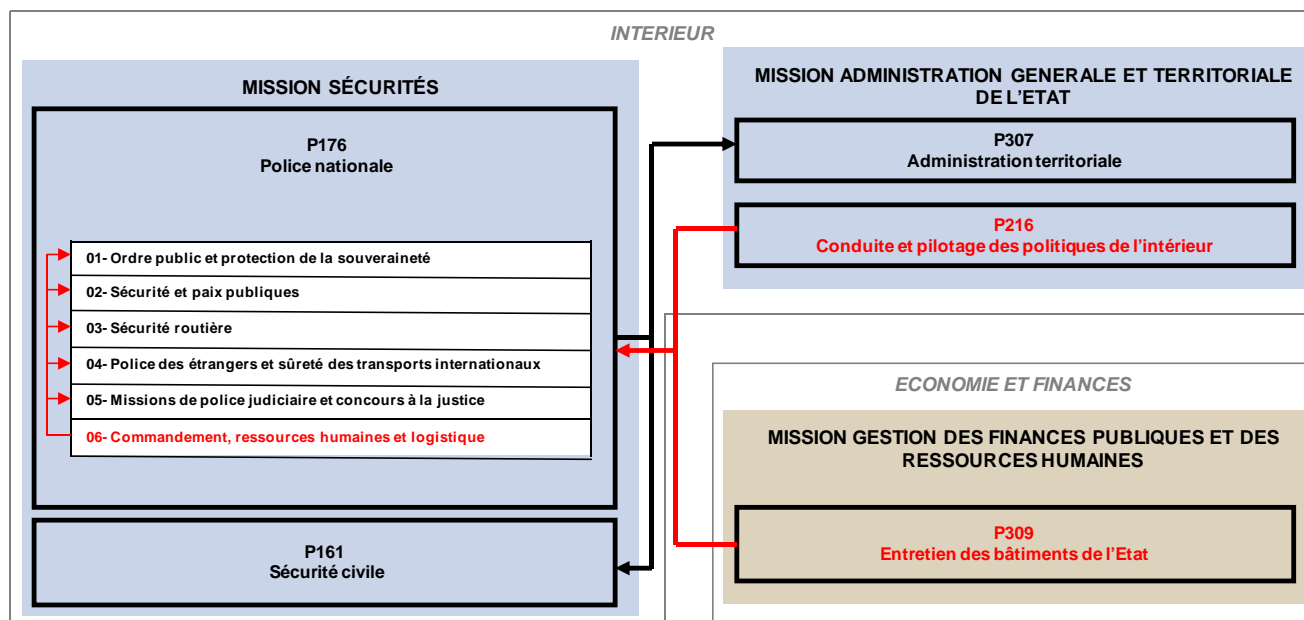
ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

Sont reconstitués en comptabilité d'analyse des coûts (CAC) les crédits prévisionnels complets des actions du programme, obtenus après ventilation des crédits de pilotage, de soutien ou de services polyvalents, vers les actions de politique publique.

L'introduction de l'outil CHORUS, comme application de tenue de la CAC depuis le PLF 2014, permet de valoriser dans les PAP, les choix de modélisation analytique préalablement opérés par les ministères pour chacun des programmes dont ils ont la charge.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME



LECTURE DU SCHÉMA

Le schéma ci-dessus présente les déversements du programme 176 « Police nationale »

A l'intérieur du programme, les déversements internes sont matérialisés par un trait fin.

Les déversements externes (impliquant deux programmes différents au sein du ministère de l'intérieur) et les déversements extérieurs (impliquant d'autres ministères) sont matérialisés par un trait épais.

La flèche rouge épaisse « entrante » formalise ici les déversements dont bénéficie le programme 176.

En effet, l'activité du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission AGTE, ainsi que celle du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » du ministère de l'économie et des finances, concourent à l'action de la police nationale.

La flèche noire épaisse « sortante » formalise ici les déversements dont le programme 176 est à l'origine.

En effet, l'activité du programme 176 contribue à l'action des programmes 161 « Sécurité civile » de la mission « Sécurités » et 307 « Administration territoriale » de la mission AGTE.

Police nationale

Programme n° 176 ANALYSE DES COÛTS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2015 crédits directs (1) (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits indirects *		PLF 2015 crédits complets (2) (y.c. FDC et ADP)	Variation entre (2) et (1)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Ordre public et protection de la souveraineté	1 145 223	+271 980	+61 963	1 479 166	+29,2 %
02 - Sécurité et paix publiques	3 091 869	+717 626	+101 704	3 911 199	+26,5 %
03 - Sécurité routière	501 076	+127 568	+16 457	645 100	+28,7 %
04 - Police des étrangers et sûreté des transports internationaux	649 692	+169 830	+22 562	842 084	+29,6 %
05 - Missions de police judiciaire et concours à la justice	2 463 063	+577 423	+81 450	3 121 935	+26,8 %
06 - Commandement, ressources humaines et logistique	1 871 264	-1 864 426	-6 838	0	-100 %
Total	9 722 187	0	+277 297	9 999 484	+2,9 %

* Les données de ventilation sont alimentées par CHORUS.

(en milliers d'euros)

Ventilation des crédits indirects vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-277 297
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-264 786
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-271 063
307 / Administration territoriale	+6 277
Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »	-13 072
309 / Entretien des bâtiments de l'État	-13 072
Mission « Sécurités »	+561
161 / Sécurité civile	+561

OBSERVATIONS

INTERDÉPENDANCES DU PROGRAMME MIXTE (ÉMETTEUR/RÉCEPTEUR)

Nombre de programmes partenaires (ou liés)	4
Programmes partenaires hors mission	OUI
Programmes partenaires d'autres ministères	OUI

OBJETS ET RÈGLES STRUCTURANT LA VENTILATION

Objet	Nombre	Observation
Clés de ventilation utilisées	6	(correspond aux ratios statistiques)
Unités de répartition retenues	3	ETPT, %, activité
Familles de soutien ventilé	5	Personnel, Communication, Informatique, Immobilier, Logistique

ÉVOLUTION DU MODÈLE

D'un point de vue méthodologique, les règles et conventions adoptées lors de la préparation du PAP 2015 du programme « Police nationale » se caractérisent par leur stabilité par rapport à l'exercice 2014.

ANALYSE DES ÉCARTS

Les actions de politique publique du programme font l'objet de plusieurs déversements de crédits :

- des déversements internes de crédits de titre 2 et hors titre 2, inscrits à l'action 6 « Commandement, RH et logistique », répartis entre les cinq autres actions selon les clés d'activité du programme ;
- des déversements externes provenant du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'Intérieur » relevant de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » et ventilés au prorata des ETPT par action, excepté le déversement relatif au pôle renseignement de la police ;
- un déversement extérieur en provenance du ministère des finances, programme 309 « Entretien immobilier de l'État » ventilé au prorata du nombre d'ETPT par action.

Par ailleurs, le programme « Police nationale » est à l'origine de déversements en direction du programme 161 « Sécurité civile » et du programme 307 « Administration territoriale », relevant de la mission « Administration générale et territoriale de l'État ». Il s'agit de crédits correspondant à l'action sociale (logement), répartis en fonction des effectifs du périmètre ministériel hors gendarmerie au prorata du nombre d'ETPT par action.

Ainsi, le montant total des crédits du programme « Police nationale », après déversements, s'établit à **9 999,5 M€** en coût complet, contre un coût direct de 9 722,2 M€, soit un écart de 2,9 % au PLF 2015 variant très peu par rapport à celui du PLF 2014 (2,4 %).

PROGRAMME 152

GENDARMERIE NATIONALE

MINISTRE CONCERNÉ : BERNARD CAZENEUVE, MINISTRE DE L'INTERIEUR

Présentation stratégique du projet annuel de performances	76
Objectifs et indicateurs de performance	80
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	96
Justification au premier euro	100
Analyse des coûts du programme et des actions	120

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Général d'armée Denis FAVIER

Directeur général de la gendarmerie nationale

Responsable du programme n° 152 : Gendarmerie nationale

Engagée comme tous les services de l'État dans la maîtrise des dépenses publiques et confrontée au double défi d'une criminalité en augmentation et de l'émergence de nouveaux réseaux transnationaux très organisés, la gendarmerie concentrera son action en 2015 sur la prévention et l'élucidation des crimes et délits, selon les priorités ministérielles, tout en rénovant ses outils et ses méthodes, et en poursuivant ses réformes structurelles.

La gendarmerie renforce la prévention de proximité au service de la population

La mission de protection de la population par les forces de sécurité intérieure se mesure dans les effets de la prévention. En 2015, la gendarmerie consolidera les résultats obtenus dans la lutte contre les cambriolages et les vols à main armée depuis la mise en œuvre du plan ministériel de septembre 2013, en optimisant l'emploi de ses ressources. Toutes les démarches entreprises pour réduire les tâches annexes, limiter les missions périphériques et maintenir l'engagement des effectifs présents sur le terrain malgré des procédures judiciaires plus complexes seront poursuivies. Contre les cambriolages et les attaques à main armée, l'activité des référents sûreté, pour conseiller aux professionnels les plus exposés les mesures de protection qu'ils peuvent adopter, sera poursuivie et étendue aux agriculteurs victimes de vols en augmentation.

Le renfort par des gendarmes mobiles employés en prévention de proximité des onze départements les plus touchés a contribué à faire baisser les cambriolages sensiblement plus que sur le reste du territoire : l'objectif en 2015 sera de maintenir et chaque fois que possible, en concertation avec les autorités d'emploi, d'accroître la participation des gendarmes mobiles aux actions de proximité, par un pilotage centralisé des forces.

L'action de la gendarmerie dans les quinze zones de sécurité prioritaires (ZSP) de son ressort en 2013 a démontré ses effets bénéfiques : les faits de délinquance les plus combattus y sont en baisse (cambriolages, vols à main armée, violences physiques crapuleuses, atteintes à la tranquillité publique) grâce, notamment là aussi, à une concentration des moyens sur la prévention de proximité plus forte que sur le reste du territoire. En 2015, le déploiement de ces méthodes dans les nouvelles ZSP (dont les trois créées au premier semestre 2014) sera poursuivi.

Les vols liés à l'automobile évoluent de manière contrastée. Si les vols de voitures baissent, beaucoup de véhicules ne sont pas retrouvés et alimentent des trafics, tandis que les vols d'accessoires augmentent sous la pression du cours des matières premières et de réseaux internationaux organisés. La réduction de ces vols doit être abordée dans une perspective nationale et européenne, à laquelle la gendarmerie apporte tout son concours, grâce notamment à une action de contrôle des flux sur les axes routiers nationaux.

La réduction des faits criminels repose aussi sur l'identification des délinquants et le démantèlement des réseaux

La généralisation des bonnes pratiques qui permettent à la gendarmerie d'améliorer encore les taux d'élucidation des crimes et délits d'appropriation sera poursuivie. Les structures d'enquête ad hoc nécessaires aux traitements des phénomènes identifiés dans chaque département optimiseront l'emploi des moyens d'observation, de surveillance et d'analyse de la criminalité. Ces moyens contribuent aussi à l'amélioration de la collecte et des échanges d'informations judiciaires.

La saisie des profits illicites, déjà prioritaire, sera amplifiée afin de priver les réseaux criminels du moteur de leur développement, et de rendre effectives les confiscations prononcées par la justice. La création de cellules régionales

dédiées à la captation des avoirs criminels rendra ainsi l'action de la gendarmerie plus offensive contre toutes les formes de délinquance d'appropriation.

En matière de trafics organisés, et notamment de stupéfiants, l'initiative des services sera concentrée sur les réseaux criminels.

Face à la délinquance routière, la gendarmerie œuvre pour une prévention éducative, en liaison avec ses partenaires institutionnels ou associatifs. Elle pratique une répression ciblée des comportements les plus générateurs d'accidents afin de faciliter la compréhension des contrôles par le public et de confirmer la baisse de la mortalité vers l'objectif gouvernemental à l'horizon 2020.

Pour contrer la délinquance, la gendarmerie adapte ses outils et méthodes

L'efficacité de la gendarmerie dans la profondeur des territoires repose sur un maillage étendu des locaux de travail et des logements des gendarmes, ainsi que sur sa mobilité. Dans le contexte budgétaire contraint des dernières années, la gendarmerie a mis en place un plan d'urgence pour l'immobilier pour assurer l'entretien et le renouvellement de son parc domanial, financé par de nouveaux crédits dans le cadre du triennal 2015-2017. Par ailleurs, un plan d'acquisition de véhicules doit permettre, pour les trois prochaines années, le remplacement d'une partie des véhicules arrivant en fin de vie.

Les nouveaux modes de relations numériques sont des outils pour mieux associer la population aux actions de sécurité et rapprocher l'usager des forces de l'ordre. La gendarmerie développera sa présence sur les réseaux sociaux dans une perspective opérationnelle, au-delà de la simple information, par exemple pour diffuser plus rapidement des alertes ou recueillir des renseignements.

Dans le fonctionnement même des unités de gendarmerie, la poursuite de la simplification des tâches et des procédures entreprise en 2013 prend appui sur la modernisation des outils mis à la disposition des enquêteurs, et des systèmes d'information utilisés par la hiérarchie, pour accélérer et sécuriser les processus de travail et alléger la charge administrative des gendarmes. L'objectif de cette démarche d'optimisation des procédures et des systèmes d'information est de dégager du temps pour la présence sur la voie publique et pour les actes judiciaires ou techniques au cœur de l'action de la gendarmerie et des attentes de nos concitoyens.

En 2015, les laboratoires de l'institut de recherche criminelle de la gendarmerie (IRCGN) achèveront leur regroupement sur un nouveau site, à Pontoise, après une réorganisation qui permettra à la gendarmerie de disposer au sein de son pôle judiciaire (PJGN) d'une entité de criminalistique moderne et d'un organisme recentré sur le renseignement criminel.

La poursuite des réformes structurelles destinées à améliorer l'efficacité des services

L'extension régulière des zones périurbaines et la mutation des territoires imposent une remise en question permanente du réseau des brigades et unités de gendarmerie, couvrant 95 % du territoire. En plus des redéploiements croisés prévus avec la police nationale, la gendarmerie prépare l'adaptation de ses implantations aux enjeux actuels pour conserver à son modèle de force militaire de sécurité intérieure à compétence nationale, la pertinence qu'il démontre quotidiennement. La modernisation dans un contexte budgétaire contraint appelle la rationalisation des unités spécialisées (routières, nautiques) ainsi qu'une réflexion sur les brigades les moins fonctionnelles.

Les commandements régionaux, rénovés en 2014 pour donner à leur chef une compétence simultanément opérationnelle et administrative, participeront par ailleurs activement à la mise en place des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI), créés le 1^{er} mai 2014 dans chaque zone de défense et de sécurité pour mutualiser les moyens support et optimiser leur emploi sur le terrain.

Un programme articulé en dix budgets opérationnels de programme et cinq actions

Le programme comprend dix budgets opérationnels de programme (BOP), 3 BOP nationaux et 7 BOP zonaux et s'articule autour de cinq actions :

- **la première action « Ordre et sécurité publics »** comprend deux axes correspondant aux missions de la gendarmerie départementale (sécurité publique, protection des personnes et des biens, renseignement et information des autorités publiques) et de la gendarmerie mobile (maintien et rétablissement de l'ordre public, renfort apporté aux unités territoriales) ;
- **la deuxième action « Sécurité routière »** se structure autour des missions de gestion des flux de circulation routière et de lutte contre l'insécurité routière ;
- **la troisième action « Missions de police judiciaire et concours à la justice »** comprend la constatation des infractions pénales, la recherche des preuves, l'arrestation et la remise des auteurs présumés à l'autorité judiciaire. Elle concerne également les divers concours apportés à l'administration pénitentiaire et à la justice ;
- **la quatrième action « Commandement, ressources humaines et logistique »** se rapporte à la gestion des ressources et à l'emploi des moyens nécessaires pour concevoir, organiser, et remplir l'ensemble des missions susceptibles de lui être confiées ;
- **la cinquième action « Exercice des missions militaires »** englobe les missions militaires accomplies par la gendarmerie, tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures (OPEX).

Six objectifs et vingt indicateurs mesurent la réalisation du programme et visent à évaluer objectivement la délinquance, renforcer l'activité des services et conforter les capacités d'intervention de la gendarmerie dans les situations dégradées. Par ailleurs, le programme « Gendarmerie nationale » concourt à treize politiques interministérielles et contribue, à ce titre, à autant de documents de politique transversale (DPT).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

■ OBJECTIF 1 Evaluer objectivement la prévention de la délinquance

- INDICATEUR 1.1 Evolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone gendarmerie
- INDICATEUR 1.2 Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone gendarmerie

■ OBJECTIF 2 Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance

- INDICATEUR 2.1 Taux d'élucidation ciblés
- INDICATEUR 2.2 Lutte contre les filières
- INDICATEUR 2.3 Bilan des avoirs criminels saisis
- INDICATEUR 2.4 Généralisation de la police technique et scientifique
- INDICATEUR 2.5 Recentrage des forces sur le coeur de métier
- INDICATEUR 2.6 Taux d'engagement des effectifs sur le terrain
- INDICATEUR 2.7 Délai moyen d'intervention de nuit

■ OBJECTIF 3 Optimiser l'emploi des forces mobiles

- INDICATEUR 3.1 Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité
- INDICATEUR 3.2 Nombre de jours de déplacements de longue distance

■ OBJECTIF 4 Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière

- INDICATEUR 4.1 Nombre de tués en zone Gendarmerie
- INDICATEUR 4.2 Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool
- INDICATEUR 4.3 Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants
- INDICATEUR 4.4 Indice d'efficacité des opérations de contrôle de vitesse

- **OBJECTIF 5** **Optimiser l'emploi des ressources**
 - INDICATEUR 5.1 Taux de disponibilité technique des véhicules
 - INDICATEUR 5.2 Taux de vacance moyen des logements
 - INDICATEUR 5.3 Evolution du coût global des loyers hors caserne
- **OBJECTIF 6** **Optimiser l'exercice des missions militaires**
 - INDICATEUR 6.1 Taux d'engagement des unités dans les missions militaires
 - INDICATEUR 6.2 Nombre de jours OPEX

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ÉVOLUTION DE LA MAQUETTE DE PERFORMANCE

La maquette de performance du PAP 2015 évolue dans un souci de simplification des documents budgétaires et dans un esprit de convergence avec le programme 176 «Police nationale».

La stratégie du programme 152 se décline dorénavant en 6 objectifs, au lieu de 7 en 2014, et 20 indicateurs au lieu de 22 :

- l'objectif 1 s'intitule désormais « évaluer objectivement la prévention de la délinquance » pour répondre avec plus de clarté aux priorités du responsable de programme ;
- les indicateurs 2014 « évolution du nombre de personnes mises en cause » et « lutte contre les filières d'immigration clandestine » de l'objectif 2 sont fusionnés au sein de l'indicateur 2.2 « lutte contre les filières » pour une lecture cohérente de l'action d'initiative des unités ;
- l'indicateur 2014 « taux de capacité opérationnelle des escadrons de gendarmerie mobile (EGM) en ordre public » de l'objectif 3 est supprimé et l'unité de compte de l'indicateur 3.2 (anciennement indicateur 3.3) « nombre de jours de déplacements de longue distance » est désormais le jour « gendarme » par homothétie avec l'indicateur correspondant du programme 176 ;
- l'indicateur 4.1 de l'objectif 4 ne rend désormais compte que du « nombre de tués » ;
- les objectifs 6 « garantir les conditions d'exécution des missions militaires de protection et de contrôle gouvernemental » et 7 « renforcer l'efficacité de l'action civile et militaire de la France à l'étranger » sont fusionnés au sein d'un seul objectif, « optimiser l'exercice des missions militaires », pour privilégier une présentation synthétique de l'engagement militaire de la gendarmerie. L'indicateur 6.1 « taux d'engagement des unités dans les missions militaires » remplace l'indicateur « taux d'engagement des unités dans les missions militaires de protection et de contrôle gouvernemental » et correspond davantage à l'objectif fixé.

OBJECTIF n° 1 : Evaluer objectivement la prévention de la délinquance

Cet objectif vise à apprécier la capacité de la gendarmerie à empêcher la commission d'infractions à travers le suivi des phénomènes délictuels sensibles. En effet, la lutte contre la délinquance suppose tout autant de prévenir les atteintes que de les réprimer lorsqu'elles ont lieu.

Pour autant, une approche globale de la délinquance par un chiffre unique masque sa diversité et sa complexité. L'analyse par agrégats les plus homogènes possibles permet d'identifier l'évolution des phénomènes délictuels et d'adapter la réponse opérationnelle de manière plus efficace. Cette démarche présuppose des statistiques fiables considérées non comme une fin en soi mais un moyen d'analyser les phénomènes, de déterminer les tendances et d'orienter les actions.

Au sein des atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP), il s'agit de distinguer les infractions liées à la délinquance d'appropriation (violences crapuleuses) des autres types de violences, mais aussi d'enrichir la connaissance des faits constatés notamment dans des domaines où le taux de plainte est traditionnellement faible.

S'agissant de l'agrégat historique des atteintes aux biens (AAB), il s'agit de réaliser un focus sur les cambriolages qui constituent une préoccupation majeure de la population et qui sont en augmentation constante depuis plusieurs années.

Dans cette perspective, **deux indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :**

L'indicateur 1.1 mesure l'évolution et le nombre de victimes et de crimes et délits en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique des personnes. Cet indicateur concerne les faits de violences physiques crapuleuses (exemple : vols à main armée contre des particuliers à leur domicile), non crapuleuses (ex : infractions contre la famille et l'enfance), et les violences sexuelles. Il permet d'évaluer l'action de la gendarmerie en matière d'accueil et de prise en compte des victimes, et dans la lutte contre toutes les formes de violence affectant physiquement les personnes, notamment dans la sphère familiale.

L'indicateur 1.2 mesure l'évolution du niveau de délinquance en matière d'atteintes aux biens constatées par la gendarmerie. Les atteintes aux biens concernent les faits de vols avec ou sans violence (vols à main armée, coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels, vols avec entrée par ruse, cambriolages, vols simples et liés à l'automobile), les destructions et les dégradations. Cet indicateur exprime les phénomènes de délinquance auxquels sont confrontées les unités de gendarmerie et l'engagement des effectifs à lutter durablement contre ces formes de criminalité qui alimentent le sentiment d'insécurité.

INDICATEUR 1.1 : Evolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone gendarmerie

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre des violences physiques crapuleuses	Nombre	12 739	13 151	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre des violences physiques crapuleuses	%	+17,3	+3,2	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	Nombre	92 542	101 580	suivi	suivi	suivi	suivi
Evolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et violences sexuelles	%	-9,2	+9,8	suivi	suivi	suivi	suivi

Précisions méthodologiques

Périmètre

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Sous-indicateur 1.11 = nombre annuel de faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux violences physiques crapuleuses (index 1, 2, 4, 8, 15 à 26).

Sous-indicateur 1.12 = évolution annuelle du nombre de faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux violences physiques crapuleuses (index 1, 2, 4, 8, 15 à 26).

Sous-indicateur 1.13 = nombre annuel de victimes se présentant dans les unités de gendarmerie pour des faits de violences physiques non crapuleuses (index 3, 5, 6, 7, 9, 10, 51, 52, 73) ou de violences sexuelles (index 46 à 49).

Sous-indicateur 1.14 = évolution annuelle du nombre de victimes se présentant dans les unités de gendarmerie pour des faits de violences physiques non crapuleuses (index 3, 5, 6, 7, 9, 10, 51, 52, 73) ou des violences sexuelles (index 46 à 49).

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la baisse les faits constatés en matière de violences physiques crapuleuses, la gendarmerie nationale :

- concentre ses services externes sur les lieux et créneaux horaires sensibles en optant pour la visibilité (dissuasion) ou la discrétion (recherche de la flagrance) ;
- développe les diagnostics vulnérabilité des entreprises et professions sensibles (prévention technique de la malveillance) ;
- renforce la sensibilisation et l'information des populations les plus exposées ;
- concourt à la lutte contre la réitération des infractions par l'amélioration du suivi des détenus libérés et la mise à exécution rapide des extraits de jugement.

Le suivi de l'évolution du nombre de victimes de violences physiques non crapuleuses et sexuelles, s'inscrit dans une stratégie de vigilance visant à favoriser la dénonciation de ces faits par :

- la démarche de réponse systématique pour chaque violence déclarée ;
- l'amélioration de l'information et de l'accueil du public, favorisés s'agissant des personnes les plus vulnérables, par l'action des brigades de protection des familles ;

Gendarmerie nationale

Programme n° 152 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

- la facilitation des dispositifs d'aide aux victimes comme le déploiement des intervenants sociaux en gendarmerie ;
- la poursuite des actions partenariales notamment à travers les instances locales de coproduction de sécurité et de prévention (conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - CLSPD ou CISPD).

INDICATEUR 1.2 : Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone gendarmerie

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	Nombre	693 631	720 342	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens constatés	%	+4	+3,9	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Nombre de cambriolages	Nombre	160 698	168 256	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Evolution du nombre de cambriolages	%	+11	+4,7	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

Précisions méthodologiques**Périmètre**

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Sous-indicateur 1.21 = nombre annuel de faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux atteintes aux biens (index 15 à 43 et 62 à 68).

Sous-indicateur 1.22 = évolution annuelle des faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux atteintes aux biens (index 15 à 43 et 62 à 68).

Sous-indicateur 1.23 = nombre annuel de faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux cambriolages (index 27 à 30).

Sous-indicateur 1.24 = évolution annuelle des faits constatés par la gendarmerie pour les index de l'état 4001 relatifs aux cambriolages (index 27 à 30).

Sources des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la baisse les atteintes aux biens et les cambriolages, la gendarmerie nationale :

- concentre les services externes sur les lieux et créneaux horaires sensibles en optant pour la visibilité (dissuasion) ou la discrétion (recherche de la flagrance) ;
- engage prioritairement les renforts (réservistes ou forces mobiles) dans les zones fortement impactées par la délinquance d'appropriation ;
- décroïsonne l'emploi des unités de sécurité routière pour améliorer le contrôle des espaces et des flux stratégiques ;
- développe les diagnostics vulnérabilité des entreprises et professions sensibles (prévention technique de la malveillance) ;
- renforce la sensibilisation et l'information des populations les plus exposées ;
- poursuit la mise en place des dispositifs de « participation citoyenne » ;
- concourt à la lutte contre la réitération des infractions par l'amélioration du suivi des détenus libérés et la mise à exécution rapide des extraits de jugement ;
- favorise la police technique et scientifique ;
- améliore la collecte et les échanges d'informations judiciaires (montée en puissance de l'application « Traitement d'Antécédents Judiciaires » - TAJ) ;
- crée les structures d'enquête ad hoc nécessaires aux traitements des phénomènes identifiés ;
- renforce l'emploi des unités de recherches dans la lutte contre la délinquance de masse.

OBJECTIF n° 2 : Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance

Cet objectif consiste à renforcer la qualité de l'action opérationnelle et la production de sécurité des forces de gendarmerie en recentrant le gendarme sur son cœur de métier.

L'atteinte de cet objectif suppose :

- de dégager des marges de manœuvres pour recentrer l'action des unités sur les missions du cœur de métier ;
- de maintenir un contact permanent avec la population ;
- de répondre en permanence et dans les meilleurs délais, aux sollicitations du public ;
- de cibler les efforts sur les formes de délinquance les plus graves ou les plus durement ressenties ;
- de rendre plus efficiente la réponse judiciaire.

Dans cette perspective, sept indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :

L'indicateur 2.1 « taux d'élucidation ciblés » mesure les taux d'élucidation annuels des faits constatés en matière d'homicides, de vols avec violences et de cambriolages. Directement lié au volume d'auteurs présumés interpellés, il est essentiel pour la poursuite de la chaîne pénale. L'indicateur choisi permet d'apprécier l'efficacité en matière de police judiciaire pour des infractions auxquelles le citoyen est particulièrement sensible car elles le touchent dans sa chair ou son intimité.

L'indicateur 2.2 « lutte contre les filières » mesure le nombre de personnes mises en cause pour trafic de produits stupéfiants et le nombre de procédures en matière d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'étranger. Il permet d'estimer le niveau de l'activité judiciaire réalisée d'initiative par les unités de gendarmerie (sans plainte préalable de la part d'une présumée victime) contre des formes organisées de délinquance particulièrement rémunératrices en les démantelant. De plus, ces filières sous-tendent une grande part de la délinquance d'appropriation et des violences (stupéfiants) ou exploitent les victimes de la misère humaine (immigration clandestine).

L'indicateur 2.3 « bilan des avoirs criminels saisis » mesure la valeur annuelle des saisies d'avoirs criminels. Il permet d'accroître l'efficacité de la réponse pénale en privant les délinquants des patrimoines constitués grâce aux activités illicites. La captation des avoirs criminels permet également de récupérer et d'utiliser directement (affectation des biens mobiliers confisqués) ou indirectement (fonds de concours « drogue ») le produit du crime.

L'indicateur 2.4 « généralisation de la police technique et scientifique » mesure le taux annuel de cambriolages pour lesquels un transport aux fins d'investigations de police technique et scientifique (PTS) a été réalisé, le taux annuel de signalisation des personnes mises en cause au Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG), et le taux annuel de signalisation des personnes mises en cause au Fichier automatisé des empreintes digitales (FAED). Il permet d'évaluer la qualité des opérations de criminalistique qui concourent à la résolution des affaires judiciaires.

L'indicateur 2.5 « recentrage des forces sur le cœur de métier » mesure le volume horaire annuel des missions périphériques exécutées par les unités de gendarmerie, et le taux qu'il représente au regard de leur activité opérationnelle. Il s'agit de limiter les charges administratives ou les missions non directement liées à la sécurité des personnes et des biens qui obèrent les capacités opérationnelles des unités, afin de libérer des marges de manœuvre en matière d'emploi des effectifs.

L'indicateur 2.6 « taux d'engagement des effectifs sur le terrain » mesure le taux de services externes des unités opérationnelles. Il rend compte de la capacité de la gendarmerie nationale à être présente sur la voie publique, aussi bien dans les quartiers urbains ou périurbains sensibles qu'auprès de personnes isolées dans les zones plus rurales. Cette action produit un effet préventif et dissuasif sur le terrain, au contact de la population.

L'indicateur 2.7 « délai moyen d'intervention de nuit » mesure les délais d'intervention nocturne des patrouilles suite à une sollicitation par appel téléphonique au centre opérationnel et de renseignement de la gendarmerie (CORG). Il illustre, sur un territoire très étendu, une qualité de service rendue aux usagers et révèle l'efficacité de la permanence opérationnelle et la pertinence du maillage territorial.

Gendarmerie nationale

Programme n° 152 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 2.1 : Taux d'élucidation ciblés

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'élucidation des vols avec violence	%	25,6	25,2	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 28
Taux d'élucidation des cambriolages	%	13,5	14,3	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 16,5
Taux d'élucidation des homicides	%	78,2	78,5	en hausse	en hausse	en hausse	≥ 85

Précisions méthodologiques**Périmètre**

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Sous-indicateur 2.11 = nombre annuel de faits élucidés pour les index de l'état 4001 relatifs aux vols avec violences (index 15 à 26) rapporté au nombre annuel de faits constatés pour les mêmes index.

Sous-indicateur 2.12 = nombre annuel de faits élucidés pour les index de l'état 4001 relatifs aux cambriolages (index 27 à 30) rapporté au nombre annuel de faits constatés pour les mêmes index.

Sous-indicateur 2.13 = nombre annuel de faits élucidés pour les index de l'état 4001 relatifs aux homicides (index 1 à 3 et 51) rapporté au nombre annuel de faits constatés pour les mêmes index.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la hausse les taux d'élucidation, la gendarmerie nationale :

- fiabilise les compétences clés relatives à l'exercice d'une police judiciaire de qualité ;
- systématise le recours à la police technique et scientifique ;
- crée les structures d'enquête ad hoc nécessaires aux traitements des phénomènes identifiés ;
- améliore la collecte et les échanges d'informations judiciaires (montée en puissance de l'application « TAJ ») ;
- utilise les synergies offertes par la coopération policière et judiciaire internationale.

INDICATEUR 2.2 : Lutte contre les filières

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de personnes mises en cause pour trafic ou revente de produits stupéfiants	nb	9 855	11 187	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Nombre de procédures en matière d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'un étranger		818	666	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse

Précisions méthodologiques**Périmètre**

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Sous-indicateur 2.21 = nombre annuel de personnes mises en cause, par la gendarmerie, pour les index de l'état 4001 relatifs aux trafics et reventes de produits stupéfiants (index 55 et 56).

Sous-indicateur 2.22 = nombre annuel de procédures réalisées par la gendarmerie, pour l'index 70 de l'état 4001 relatif à l'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'un étranger.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'améliorer la lutte contre les filières, la gendarmerie nationale :

- améliore la collecte et les échanges d'informations judiciaires (montée en puissance de l'application « TAJ ») ;
- mobilise les groupes d'intervention régionaux (GIR) et les unités de recherches contre l'économie souterraine ;
- concentre ses efforts dans les secteurs les plus exposés notamment les ZSP s'agissant des trafics et revente de produits stupéfiants ;
- favorise la formation des enquêteurs et la mise en place de structures adaptées dans les départements les plus concernés par des filières d'immigration clandestine.

INDICATEUR 2.3 : Bilan des avoirs criminels saisis

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Valeur des avoirs criminels saisis	€	96 918 688	101 375 227	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse

Précisions méthodologiques

Périmètre

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Somme annuelle de la valeur des avoirs criminels saisis dans le cadre de procédures traitées par la gendarmerie.

Source des données

Nouveauté 2015 : données consolidées transmises par la plate-forme d'identification des avoirs criminels.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la hausse le nombre et la valeur des saisies d'avoirs criminels, la gendarmerie nationale systématise l'approche patrimoniale des enquêtes notamment en favorisant la formation des personnels et en soutenant leur action.

INDICATEUR 2.4 : Généralisation de la police technique et scientifique

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de couverture des cambriolages	%	ND	92,7	en hausse	en hausse	≥ 95	≥ 95
Taux de signalisation biologique au Fichier National d'Analyse des Empreintes Génétiques (FNAEG)	%	49,7	56,3	en hausse	en hausse	en hausse	en hausse
Taux de signalisation papillaire au Fichier Automatisé des Empreintes Digitales (FAED)	%	ND	ND	en hausse	en baisse	en hausse	en hausse

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et cibles ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013, des tendances en 2014, et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la hausse le taux de couverture des cambriolages et les taux de signalisation papillaire ou biologique, la gendarmerie nationale :

- initie la mise en place d'un nouvel outil cartographique d'aide au pilotage, le véritable enjeu consistant à permettre de décliner une vision globale en divers outils adaptés aux réalités locales ;
- contribue, avec le service de l'achat de l'équipement et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI), à optimiser les chaînes logistiques d'approvisionnement en kits de signalisation génétique ;
- simplifie les différentes étapes de traitement des relevés décadactylaires réalisés par les unités élémentaires ;
- tire profit de l'extension de la mutualisation de terminaux T4 de raccordement au FAED de la police nationale à huit nouveaux départements où l'Arme ne peut raisonnablement envisager le déploiement de tels équipements eu égard à leur coût ;
- participe activement à la définition des fonctionnalités et à la répartition géographique de la prochaine génération de bornes FAED.

INDICATEUR 2.5 : Recentrage des forces sur le coeur de métier

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Volume des missions périphériques	heures	5 592 563	4 572 442	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse
Taux des missions périphériques sur l'activité opérationnelle totale	%	5,8	4,8	en baisse	en baisse	en baisse	en baisse

Précisions méthodologiques

Périmètre

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Sous indicateur 2.51 = volume horaire annuel d'activité consacré par la gendarmerie aux missions périphériques.

Sous indicateur 2.52 = volume horaire annuel d'activité consacré par la gendarmerie aux missions périphériques, rapporté au volume horaire annuel d'activité opérationnelle.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels.

Afin d'orienter à la baisse le taux des missions périphériques, la gendarmerie nationale met en œuvre, depuis juin 2013, une feuille du route dont l'objectif est de recentrer le gendarme sur le service public de la sécurité. Elle se traduit concrètement par une multitude de mesures qui visent notamment à :

- récupérer une plus grande liberté de manoeuvre afin de renforcer l'action opérationnelle et la production de sécurité ;
- alléger l'administration et le fonctionnement de l'institution.

Il s'agit à la fois de mesures internes à l'institution mais aussi de mesures externes qui nécessitent un travail mené conjointement avec d'autres partenaires (notamment le ministère de la justice).

INDICATEUR 2.6 : Taux d'engagement des effectifs sur le terrain

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'engagement des effectifs sur le terrain	%	68,8	67,6	>68	≥ 68	≥ 67	≥ 68

Précisions méthodologiques

Périmètre

Unités de gendarmerie départementale de métropole.

Mode de calcul

Volume horaire annuel d'activités exécutées à l'extérieur des unités, rapporté au volume horaire annuel d'activité des unités de gendarmerie.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels.

Afin d'atteindre un taux de service externe supérieur à 67 %, la gendarmerie nationale :

- poursuit la démarche participative « feuille de route » qui permet, *in fine*, de renforcer l'action opérationnelle dont la prévention de proximité ;
- mobilise prioritairement les forces mobiles et la réserve opérationnelle dans les missions de prévention de proximité.

INDICATEUR 2.7 : Délai moyen d'intervention de nuit

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Délai moyen d'intervention de nuit	minutes	14'07"	13'38"	<15'	≤ 15'	≤ 15'	≤ 15'

Précisions méthodologiques**Périmètre**

Unités de gendarmerie départementale de métropole.

Mode de calcul

Somme des délais des interventions nocturnes de l'année, rapportée au nombre annuel d'interventions nocturnes.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin de maintenir un délai moyen d'intervention nocturne inférieur à 15 minutes, la gendarmerie nationale :

- forme ses personnels à la bonne maîtrise de l'application BDSP « base de données de sécurité publique » dédiée à la gestion des interventions ;
- poursuit les réorganisations de son maillage territorial.

OBJECTIF n° 3 : Optimiser l'emploi des forces mobiles

Avec près de 13 500 personnels, la gendarmerie mobile (GM) est un acteur essentiel de l'engagement opérationnel de la gendarmerie nationale.

Force militaire spécialisée dans le maintien de l'ordre public, elle intervient sur l'ensemble du spectre des crises : maintien de l'ordre et rétablissement de l'ordre, jusqu'aux situations les plus dégradées (violences urbaines, situations insurrectionnelles). Elle opère ainsi en métropole, outre-mer et en opérations extérieures, dans des conditions parfois difficiles qui exigent des unités aguerries. La GM assure par ailleurs de nombreuses autres missions et en particulier l'appui aux unités territoriales dans la lutte contre la délinquance et l'insécurité. Ainsi, les escadrons de gendarmerie mobile (EGM) constituent un facteur clé dans les dispositifs de lutte contre les cambriolages, les zones de sécurité prioritaire (ZSP), la surveillance des zones d'affluence saisonnière. La qualité de ces engagements résulte d'une solide formation continue, individuelle et collective. A cet égard, la gendarmerie nationale dispose de structures d'entraînement dédiées et y procède régulièrement à l'évaluation de ses unités.

La gendarmerie mobile est donc fortement sollicitée : en 2013, l'emploi des escadrons de GM s'établit en moyenne à 219 jours, dont 170 jours de déplacement.

Gendarmerie nationale

Programme n° 152 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Dans ce contexte, l'optimisation de l'emploi des forces mobiles consiste à concilier :

- la mise sous contrainte de son budget de fonctionnement ;
- le maintien de la qualité d'un engagement soutenu sur un large spectre de missions en France et en opérations extérieures ;
- le renforcement de l'emploi de la GM au profit de la gendarmerie départementale (GD) principalement dans les ZSP, les zones d'affluence saisonnière, et les départements les plus exposés à la délinquance ;
- la poursuite d'une solide formation continue, individuelle et collective.

Deux indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :

L'indicateur 3.1 est un indice qui rapporte l'évolution annuelle du volume horaire consacré par la GM à la prévention de proximité au profit de la GD, à l'évolution annuelle du volume horaire en mission de la GM.

Cet indicateur traduit la capacité de la gendarmerie nationale à renforcer sa visibilité et la proximité avec la population par l'appui d'unités de GM au profit de la GD. Les forces mobiles sont concentrées sur les zones, périodes et types de délinquance prioritaires.

L'indicateur 3.2 « nombre de jours de déplacements de longue distance » mesure le nombre annuel de jours d'emploi déplacé avec découché des EGM.

Cet indicateur permet d'apprécier, pour partie, les contraintes d'emploi pesant sur la GM.

INDICATEUR 3.1 : Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité	%	1,10	1,11	>1	> 1	> 1	> 1

Précisions méthodologiques

Dans un souci de convergence avec le programme 176 « Police nationale », le libellé de l'indicateur est modifié à l'occasion du PAP 2015.

Périmètre

Unités de gendarmerie mobile qu'elles agissent en métropole ou en outre-mer.

Mode de calcul

Evolution annuelle du volume horaire consacré par la gendarmerie mobile en prévention de proximité au profit de la gendarmerie départementale rapporté à l'évolution annuelle du volume horaire consacré à l'activité en mission par la gendarmerie mobile.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats obtenus en 2013, des tendances en 2014, et des réalités opérationnelles.

La gendarmerie nationale agit pour recentrer la gendarmerie mobile sur la production de sécurité dans sa zone de responsabilité :

- en poursuivant la démarche de rationalisation de l'emploi de la gendarmerie mobile auprès des autorités d'emploi ;
- en concentrant l'emploi de la GM sur les secteurs les plus sensibles.

INDICATEUR 3.2 : Nombre de jours de déplacements de longue distance

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de jours de déplacements de longue distance	Jours	1 456 369	1 435 463	suivi	suivi	suivi	suivi

Précisions méthodologiques

Dans un souci de convergence avec le programme 176 « Police nationale », l'unité de compte de l'indicateur est modifié à l'occasion du PAP 2015. Il s'agit d'exprimer des jours « gendarmes mobiles » et non plus des jours « d'escadrons de gendarmes mobiles ».

Périmètre

Unités de gendarmerie mobile qu'elles agissent en métropole, en outre-mer, à l'étranger.

Mode de calcul

Nombre annuel de jours de déplacement de gendarmes mobiles ayant ouvert droit à indemnité.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale (DPMGN).

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), Service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)²).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

L'indicateur est seulement suivi car il est fortement soumis à des causes exogènes. En effet, l'emploi des forces mobiles en déplacement de longue distance est lié :

- aux missions permanentes (Outre-mer, Corse, OPEX...) ;
- aux besoins dans le domaine de l'ordre public ;
- aux autres demandes de l'autorité administrative.

OBJECTIF n° 4 : Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière

L'objectif du renforcement de l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière demeure la réduction du nombre de victimes.

La gendarmerie est un acteur incontournable de lutte contre l'insécurité routière, qui constitue un de ses pôles d'excellence. Elle exerce cette mission prioritaire sur près de 85 % du réseau routier français.

Si l'exécution de la mission de police sur la route repose en premier lieu sur le maillage territorial constitué par les brigades, elles sont renforcées dans leur action par des unités d'appui spécialisées, regroupées au sein des escadrons départementaux de sécurité routière (EDSR).

Ainsi, la gendarmerie consacre chaque année plus de 10 % de son activité à ces missions. En lien avec les acteurs publics, les responsables politiques et associatifs, elle concentre ses efforts sur :

- une politique de prévention éducative ;
- une dissuasion bienveillante par une présence ostensible des gendarmes sur les réseaux routiers et autoroutiers ;
- une répression ciblée des comportements générateurs d'accidents ;
- une communication externe adaptée afin d'étendre l'impact des contrôles et d'en faciliter la compréhension par le public.

Quatre indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :

L'indicateur 4.1 « nombre des tués » permet d'apprécier l'efficacité de l'action menée par la gendarmerie en liaison avec ses partenaires, aussi bien dans le domaine de la prévention, de la dissuasion, que dans le domaine de la répression.

Les trois autres indicateurs permettent d'évaluer la performance des unités dans la lutte contre les infractions les plus génératrices d'accidents à travers trois indices d'efficacité d'action.

L'indicateur 4.2 « indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool ». Il mesure l'efficacité de l'action opérationnelle des unités face au risque d'accidents impliquant la consommation d'alcool comme cause ou facteur aggravant.

L'indicateur 4.3 « indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiant ». Il mesure l'efficacité de l'action opérationnelle des unités face aux risques d'accidents impliquant la consommation de produits stupéfiants comme cause ou facteur aggravant.

Gendarmerie nationale

Programme n° 152 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'indicateur 4.4 « indice d'efficacité des opérations de contrôle de vitesse dans les zones accidentogènes ». Il mesure l'efficacité de l'action opérationnelle des unités face aux risques d'accidents impliquant la vitesse comme cause ou facteur aggravant.

INDICATEUR 4.1 : Nombre de tués en zone Gendarmerie

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de tués	Nombre	2 785	2 442	en baisse	en baisse	≤ 2 319	≤ 2 000

Précisions méthodologiques**Périmètre**

La métropole et les 5 départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion).

Mode de calcul

Nombre annuel de tués dans le cadre d'accidents de la circulation routière constatés par les unités de gendarmerie.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin d'orienter à la baisse les accidents corporels de la circulation routière, la gendarmerie nationale appuie son action sur :

- une politique de prévention éducative, en liaison avec ses partenaires institutionnels ou associatifs, autour de cibles thématiques comme les conducteurs de deux-roues motorisés et les jeunes conducteurs (« Permis piéton », animation des pistes routières, mise en œuvre de la « piste 10 de conduite jeune ») ;
- la dissuasion, c'est-à-dire la présence ostensible des gendarmes sur le bord des routes en fonction des enjeux locaux ou nationaux de sécurité routière, aux lieux et périodes appropriés. La gendarmerie s'appuie alors sur son maillage territorial et sa mission de contrôle des grands axes de communication ;
- une répression ciblée des comportements dangereux et des infractions génératrices d'accidents, liées notamment à la vitesse, à l'alcool et aux stupéfiants ;
- une communication externe choisie, afin d'étendre l'impact des contrôles et d'en faciliter la compréhension par le public.

INDICATEUR 4.2 : Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool	indice	1,03	1,08	>1	> 1	> 1	> 1

Précisions méthodologiques**Périmètre**

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Evolution annuelle du nombre d'infractions d'alcoolémie relevées rapportée à l'évolution annuelle du nombre d'accidents corporels impliquant la consommation d'alcool.

Sources des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin de maintenir cet indice à une valeur supérieure à 1, la gendarmerie nationale :

- mène ou soutient des actions de prévention liées aux dangers de la conduite après consommation d'alcool ;
- maintient un niveau élevé de dépistages de l'alcoolémie en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques.

INDICATEUR 4.3 : Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants	indice	1,52	1,22	>1	> 1	> 1	> 1

Précisions méthodologiques

Périmètre

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Mode de calcul

Evolution annuelle du nombre d'infractions relevées pour conduite après avoir fait usage de produits stupéfiants rapportée à l'évolution annuelle du nombre d'accidents corporels impliquant la consommation de stupéfiants.

Sources des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin de maintenir cet indice à une valeur supérieure à 1, la gendarmerie nationale :

- mène ou soutient des actions de prévention liées aux dangers de la consommation de produits stupéfiants ;
- développe les dépistages de consommation de produits stupéfiants en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques.

INDICATEUR 4.4 : Indice d'efficacité des opérations de contrôle de vitesse

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Avec systèmes embarqués de contrôle automatisé	indice	1,12	0,84	>1	> 1	> 1	> 1

Précisions méthodologiques

Périmètre

National (métropole, outre-mer, gendarmeries spécialisées).

Modes de calcul

Evolution annuelle du nombre d'excès de vitesse enregistré par les équipements de terrain embarqués du contrôle automatisé rapportée à l'évolution annuelle du nombre d'accidents corporels impliquant le facteur vitesse.

Sources des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013 et des réalités opérationnelles.

Afin de maintenir ces indices à une valeur supérieure à 1, la gendarmerie nationale procède à des contrôles de la vitesse, avec ou sans systèmes embarqués, en ciblant les lieux et les périodes correspondant aux comportements à risques.

OBJECTIF n° 5 : Optimiser l'emploi des ressources

Cet objectif vise à maintenir la capacité opérationnelle des unités en tirant le meilleur parti possible des ressources allouées. La gendarmerie présente par ailleurs des caractéristiques propres, liées à son parc immobilier et à l'existence de moyens lourds (hélicoptères et blindés).

Le parc immobilier de la gendarmerie constitue un élément essentiel de son modèle d'organisation. En effet, la gendarmerie fonde son action sur un maillage territorial qui répond aux besoins de sécurité au plan local. Elle doit par conséquent disposer de casernes offrant des locaux adaptés à ses missions ainsi qu'à l'accueil du public et dans lesquelles sont co-localisés des logements concédés par nécessité absolue de service des gendarmes.

Le renouvellement et l'entretien du parc immobilier domanial sont limités, dans le contexte budgétaire contraint des dernières années, au strict besoin d'entretien et de rénovation. Dans ce contexte, la DGGN met en œuvre à l'horizon du budget triennal 2015-2017 un plan immobilier d'urgence.

Plus globalement, la gendarmerie met en œuvre une stratégie d'optimisation des dépenses et des investissements qui repose sur l'amélioration de la réactivité du soutien, la rationalisation du parc immobilier, l'adaptation du volume de la flotte automobile aux justes besoins opérationnels et la maîtrise de la dépense en exécution budgétaire.

Dans cette perspective, **trois indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :**

L'indicateur 5.1 « taux de disponibilité technique des véhicules » permet d'évaluer la capacité d'entretien et de maintenance des véhicules mis à la disposition des unités opérationnelles.

L'indicateur 5.2 « taux de vacance moyen des logements » et **l'indicateur 5.3** « évolution du coût global des loyers hors caserne » permettent d'apprécier la capacité de la gendarmerie à optimiser et rationaliser la gestion de son parc de logements.

INDICATEUR 5.1 : Taux de disponibilité technique des véhicules

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de disponibilité technique des véhicules	%	90,1	88,0	>75	> 75	> 75	> 75

Précisions méthodologiques

Périmètre

Les données concernent la métropole et l'outre-mer.

Mode de calcul

Moyenne annuelle du nombre de véhicules dont l'indisponibilité a été inférieure à 1 jour, rapportée à la moyenne annuelle du nombre de véhicules existants dans les formations administratives de la gendarmerie.

Rappel : depuis le PAP 2014, le P.152 a opéré une modification du mode de calcul de cet indicateur pour opérer une convergence avec la méthode du P.176. L'indisponibilité est calculée dès le 1er jour d'immobilisation au lieu de 7 jours dans les exercices précédents.

Source des données

service de l'achat des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI)

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des orientations et objectifs ministériels, des résultats obtenus en 2013, des tendances en 2014 et des réalités opérationnelles.

Afin de contenir la baisse du taux de disponibilité des véhicules liée au vieillissement du parc et à la baisse du budget consacré au maintien en condition opérationnelle, la gendarmerie :

- sensibilise ses personnels afin de réduire les accidents en service ;
- optimise la planification des réparations et l'approvisionnement en pièces détachées ;
- assure au juste besoin les capacités humaines des centres de soutien automobile gendarmerie.

INDICATEUR 5.2 : Taux de vacance moyen des logements

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de vacance moyen des logements	%	5,0	4,6	<4,5	< 4,5	< 4,5	< 4,5

Précisions méthodologiques

Périmètre

Logements situés en métropole et en outre-mer supportés par le programme 152.

Mode de calcul

Moyenne annuelle du nombre de logements vacants (logements non occupés et non attribués) rapportée à la moyenne annuelle du nombre total de logements.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), direction des soutiens et des finances (DSF).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats obtenus en 2013, et des objectifs de la gendarmerie nationale relatifs à l'optimisation de son parc immobilier.

Afin d'atteindre un taux de vacance des logements inférieur à 4,5 %, malgré les redéploiements prévus entre la gendarmerie nationale et la police nationale, le P.152 poursuit une politique volontariste illustrée par :

- l'intégration, dès la phase conception, de la composante immobilière dans la manœuvre des effectifs et des réorganisations d'unités ;
- l'anticipation des mouvements et des ajustements d'effectifs ;
- l'adaptation du nombre de logement au plus juste des besoins.

INDICATEUR 5.3 : Evolution du coût global des loyers hors caserne

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Evolution du coût global des loyers hors caserne	%	-7,5	-4,4	-3	- 3	- 3	- 3

Précisions méthodologiques

Périmètre

Logements situés en métropole et en outre-mer supportés par le programme 152.

Mode de calcul

Evolution annuelle du coût global des loyers des logements individuels situés hors caserne concédés aux militaires de la gendarmerie par nécessité absolue de service.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), direction des soutiens et des finances (DSF).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats obtenus en 2013, et des objectifs de la gendarmerie nationale relatifs à l'optimisation de son parc immobilier.

La colocalisation du lieu de travail et du lieu d'habitation des gendarmes ne permet pas toujours, au gré de la variation des effectifs mis en place, de répondre instantanément au besoin en logements dans les casernes existantes. Cette adaptation temporaire est réalisée par la prise à bail de logements hors caserne, qui demeure l'exception.

Cependant, afin de maintenir une baisse annuelle de 3 % du coût annuel des loyers hors caserne, le P.152 poursuit une politique volontariste illustrée par :

- la baisse des locations externes en nombre et en coût unitaire, notamment par la réintégration de personnels en caserne quand cela est possible ;
- la recherche de loyers moins onéreux notamment par une moindre revalorisation des baux à chaque étape (révision, renouvellement...) et la rationalisation des surfaces.

OBJECTIF n° 6 : Optimiser l'exercice des missions militaires

La loi du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale rappelle son statut de force armée. Elle occupe la deuxième place en termes d'effectifs militaires et compte dans ses rangs près de la moitié de la réserve militaire.

Elle exerce donc des missions militaires tant en France qu'à l'étranger.

Hors du territoire national, la gendarmerie est engagée sur les théâtres d'opérations extérieures (OPEX). Cette capacité de projection et de participation aux OPEX s'inscrit dans une logique de complémentarité avec les forces armées, au sein des dispositifs mis en place par la communauté internationale ou par la France. En effet, en tant que force armée, la gendarmerie peut être engagée sur un large éventail de situations de crise ou de guerre, depuis la phase des opérations militaires jusqu'à la phase de stabilisation et de transition démocratique. Dans cette perspective, la gendarmerie assure principalement des missions :

- d'accompagnement des forces (prévôté) ;
- de préservation des intérêts nationaux ou internationaux (défense des personnels et enceintes diplomatiques) ;
- de réforme des systèmes de sécurité et de participation aux missions de maintien de la paix dans le cadre des organisations internationales (renforcement et formation des forces de police locales) ;
- de participation aux interventions extérieures de secours d'urgence (sécurisation des actions humanitaires).

En métropole et outre-mer, le maillage territorial de la gendarmerie nationale lui permet d'agir sur l'ensemble du spectre « renseignement-prévention-protection ». Il s'agit notamment d'assurer :

- la protection des forces nucléaires stratégiques, des institutions garantissant la souveraineté nationale et assurant la continuité de l'État, des édifices militaires, des « points sensibles » ;
- l'administration des réserves et la préparation de la mobilisation ;
- le traitement des infractions militaires telles que la désertion.

Enfin, en cas d'agression ou de menace contre la sécurité et l'intégrité du territoire, la gendarmerie est appelée à jouer un rôle central dans le dispositif de la défense opérationnelle du territoire (DOT).

Pour la gendarmerie, l'objectif est de remplir ses missions militaires sans se désengager de ses autres missions essentielles.

Dans cette perspective, deux indicateurs permettent d'apprécier la réalisation de cet objectif :

L'indicateur 6.1 « taux d'engagement des unités dans les missions militaires » rend compte des moyens engagés par la gendarmerie dans l'accomplissement de ces missions militaires.

L'indicateur 6.2 « nombre de jours OPEX » permet de mesurer la contribution de la gendarmerie, aux côtés des forces armées, aux engagements militaires français sur des situations de crise ou de guerre.

INDICATEUR 6.1 : Taux d'engagement des unités dans les missions militaires

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'engagement des unités dans les missions militaires	%	3,8	3,8	1,5<x<2,5	≤ 5	≤ 5	≤ 5

Précisions méthodologiques

Il s'agit d'un nouvel indicateur.

Périmètre

Unités de gendarmerie départementale, de gendarmerie mobile, de la garde républicaine, de la gendarmerie des transports aériens, en métropole et en outre-mer.

Mode de calcul

Volume horaire annuel d'activités consacrées à des missions militaires rapportée au volume horaire annuel total.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), mission du pilotage et de la performance (MPP).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats obtenus en 2013, des tendances en 2014, et de la nécessité de garantir une capacité d'action et de défense.

L'exécution des missions militaires est directement liée à des événements survenus ou anticipés, à la demande des plus hautes autorités de l'État. Pour autant, afin de maintenir un taux inférieur à 5 %, la gendarmerie nationale poursuit ses efforts visant à rationaliser l'engagement humain.

INDICATEUR 6.2 : Nombre de jours OPEX

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre de jours OPEX	jours-gendarme	138 887	87 864	suivi	suivi	suivi	suivi

Précisions méthodologiques**Périmètre**

Les données concernent tous les gendarmes déployés à l'étranger quel que soit leur unité d'appartenance.

Mode de calcul

Nombre annuel de jours-gendarmes engagés dans les missions extérieures.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), direction des soutiens et des finances (DSF).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats obtenus en 2013, des tendances en 2014, et de l'évolution de l'engagement de la gendarmerie en opérations extérieures (OPEX).

Au regard de l'évolution géostratégique, il demeure difficile de fixer une cible pour les années à venir. Pour autant, le suivi des OPEX s'inscrit dans une stratégie du P152 à l'international et permet également de maintenir et d'affirmer la capacité de la gendarmerie à agir en tout temps et en tout lieu sur l'ensemble du spectre paix, crise, guerre.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2015 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2015 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Ordre et sécurité publics	3 191 535 501				3 191 535 501	
02	Sécurité routière	767 433 128				767 433 128	
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 779 199 594				1 779 199 594	
04	Commandement, ressources humaines et logistique	954 090 186	1 093 183 535	129 618 412	6 000 000	2 182 892 133	37 585 637
05	Exercice des missions militaires	156 640 411				156 640 411	
Total		6 848 898 820	1 093 183 535	129 618 412	6 000 000	8 077 700 767	37 585 637

2015 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Ordre et sécurité publics	3 191 535 501				3 191 535 501	
02	Sécurité routière	767 433 128				767 433 128	
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 779 199 594				1 779 199 594	
04	Commandement, ressources humaines et logistique	954 090 186	1 115 919 213	87 551 357	9 183 977	2 166 744 733	37 585 637
05	Exercice des missions militaires	156 640 411				156 640 411	
Total		6 848 898 820	1 115 919 213	87 551 357	9 183 977	8 061 553 367	37 585 637

2014 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2014 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Ordre et sécurité publics	3 349 792 690				3 349 792 690	
02	Sécurité routière	810 924 377				810 924 377	
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 797 195 338				1 797 195 338	
04	Commandement, ressources humaines et logistique	683 910 647	1 074 387 974	53 921 416	6 000 000	1 818 220 037	33 566 904
05	Exercice des missions militaires	174 727 322				174 727 322	
Total		6 816 550 374	1 074 387 974	53 921 416	6 000 000	7 950 859 764	33 566 904

2014 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Ordre et sécurité publics	3 349 792 690				3 349 792 690	
02	Sécurité routière	810 924 377				810 924 377	
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 797 195 338				1 797 195 338	
04	Commandement, ressources humaines et logistique	683 910 647	1 078 129 318	117 662 166	13 563 497	1 893 265 628	33 566 904
05	Exercice des missions militaires	174 727 322				174 727 322	
Total		6 816 550 374	1 078 129 318	117 662 166	13 563 497	8 025 905 355	33 566 904

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015
Titre 2. Dépenses de personnel	6 816 550 374	6 848 898 820	6 816 550 374	6 848 898 820
Rémunérations d'activité	3 327 110 941	3 337 641 568	3 327 110 941	3 337 641 568
Cotisations et contributions sociales	3 469 679 433	3 490 907 251	3 469 679 433	3 490 907 251
Prestations sociales et allocations diverses	19 760 000	20 350 001	19 760 000	20 350 001
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 074 387 974	1 093 183 535	1 078 129 318	1 115 919 213
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 074 387 974	1 093 183 535	1 078 129 318	1 115 919 213
Titre 5. Dépenses d'investissement	53 921 416	129 618 412	117 662 166	87 551 357
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	53 921 416	129 618 412	117 662 166	87 551 357
Titre 6. Dépenses d'intervention	6 000 000	6 000 000	13 563 497	9 183 977
Transferts aux collectivités territoriales	6 000 000	6 000 000	13 563 497	9 183 977
Total hors FDC et ADP prévus	7 950 859 764	8 077 700 767	8 025 905 355	8 061 553 367
FDC et ADP prévus	33 566 904	37 585 637	33 566 904	37 585 637
Total y.c. FDC et ADP prévus	7 984 426 668	8 115 286 404	8 059 472 259	8 099 139 004

DÉPENSES FISCALES³

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2015 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2015. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2015 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffre pour 2013	Chiffre pour 2014	Chiffre pour 2015
120127	Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter le nombre de réservistes, de personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat</i> <i>Bénéficiaires 2013 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 81-17°, DM</i>	37	39	41
520122	Exonération de droits de mutation des successions des policiers, des gendarmes et des agents des douanes décédés dans l'accomplissement de leur mission Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les familles des policiers, gendarmes et agents des douanes décédés</i> <i>Bénéficiaires 2013 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2009 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 796-I-9° et 10°</i>	€	€	€
Coût total des dépenses fiscales⁴		37	39	41

³ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« € » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

⁴ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2014 ou 2013) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Ordre et sécurité publics	3 191 535 501	0	3 191 535 501	3 191 535 501	0	3 191 535 501
02	Sécurité routière	767 433 128	0	767 433 128	767 433 128	0	767 433 128
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 779 199 594	0	1 779 199 594	1 779 199 594	0	1 779 199 594
04	Commandement, ressources humaines et logistique	954 090 186	1 228 801 947	2 182 892 133	954 090 186	1 212 654 547	2 166 744 733
05	Exercice des missions militaires	156 640 411	0	156 640 411	156 640 411	0	156 640 411
Total		6 848 898 820	1 228 801 947	8 077 700 767	6 848 898 820	1 212 654 547	8 061 553 367

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Par rapport aux dotations de la LFI 2014, les principales évolutions concernent le financement des mesures suivantes :

- lancement d'un plan de modernisation des systèmes d'information et de communication ;
- lancement d'un plan de réhabilitation immobilier ;
- versement d'une indemnité de dédit à la société Airbus industries.

Plan de modernisation SIC

Le plan de modernisation des systèmes d'information et de communication (SIC), priorité gouvernementale déclinée à l'échelle du ministère de l'intérieur, fait l'objet d'une programmation pluriannuelle jusqu'en 2018. Ce plan a été élaboré pour renforcer significativement les capacités opérationnelles des unités.

Le coût des projets représente un investissement global de 158 M€. La gendarmerie prendra part à ce plan de modernisation à hauteur de 19 M€ dont 14 M€ sur la durée du triennal 2015 - 2017. Pour 2015, 1,1 M€ en AE et 0,7 M€ en CP seront consacrés au financement de ce plan, augmentant par là-même les dotations de l'investissement SIC par rapport à 2014.

Plan de réhabilitation immobilier

Pour réhabiliter le parc immobilier de la gendarmerie nationale, malgré un contexte budgétaire contraint, un plan de réhabilitation immobilier sera financé dans un délai d'exécution de 6 ans, sur la période 2015-2020.

70 M€ en AE permettront de financer dès la première année du plan de réhabilitation environ trente opérations de réhabilitation lourde et de mise aux normes de casernes, dont notamment les secondes phases de réfection du clos et du couvert des casernes de Bouliac et de Gap.

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)					Crédits	
	Plafond autorisé pour 2014 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2015 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2015 (3)	Effet des corrections techniques pour 2015 (4)	Impact des schémas d'emploi pour 2015 (5) = 6-1-2-3-4	Plafond demandé pour 2015 (6)	Demandés pour 2015 (y.c. charges sociales)
Personnels administratifs	2 011		-101		-162	1 748	81 021 739
Personnels techniques	931		210		+462	1 603	73 573 476
Ouvriers d'Etat	651		2		-50	603	24 161 863
Officiers (gendarmes)	6 912		-16		0	6 896	827 871 565
Sous-officiers (gendarmes)	74 203		-212	3	-19	73 975	5 518 566 722
Volontaires (gendarmes)	12 459				-69	12 390	323 703 455
Total	97 167		-117	3	+162	97 215	6 848 898 820

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	3 337 641 568
Cotisations et contributions sociales <i>dont contributions au CAS Pensions</i>	3 490 907 251 3 132 635 142
Prestations sociales et allocations diverses	20 350 001

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements des agents entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Personnels administratifs	270	21	6,5	419	176		6,7	149
Personnels techniques	62	1	6	185	76		6,6	123
Ouvriers d'Etat	30	23	6,6	8	0		5,4	-22
Officiers (gendarmes)	403	386	6,3	63	63		8	-340
Sous-officiers (gendarmes)	2 596	2 016	7	2 917	2 917		7,8	321
Volontaires (gendarmes)	5 837	0	6,9	5 768	5 768		7,5	-69
Total	9 198	2 447		9 360	9 000			162

Le tableau de l'évolution des emplois retrace l'ensemble des flux d'entrées et de sorties externes au programme et au corps pour le corps des volontaires. Le plan de recrutement sera adapté en cours d'année en fonction des évolutions à la hausse ou à la baisse constatées par rapport aux prévisions de départs.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, tous les recrutements de sous-officiers de gendarmerie se font par concours (précédemment par sélection).

Pour la catégorie des sous-officiers, l'écart entre les sorties et les départs en retraite s'explique par le départ de militaires sous-officiers n'ayant pas acquis de droit à pension à jouissance immédiate. La forte proportion de ces départs anticipés s'explique notamment par :

- le recul de l'âge moyen d'entrée dans le corps des sous-officiers, compliquant pour certains les chances de réussir leur reconversion dans le milieu civil en cas de sortie trop tardive ;
- à taux d'attrition inchangé, la hausse des recrutements entraîne mécaniquement une augmentation des départs en période de formation initiale.

Le plafond d'emplois 2015 du programme s'élève à 97 215 ETPT, répartis dans 6 catégories d'emplois par métier et/ou statut :

- la catégorie « officiers », qui regroupe les officiers de gendarmerie, les officiers du corps technique et administratif et les officiers des armées ;
- la catégorie « sous-officiers », qui regroupe les sous-officiers de gendarmerie et les sous-officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie ;
- la catégorie « volontaires » ;
- la catégorie « personnels administratifs » qui regroupe les corps de civils de catégorie A, B et C ;
- la catégorie « personnels techniques » qui regroupe les corps de civils de catégorie A, B et C ;
- la catégorie « ouvriers d'État ».

PLAFOND D'EMPLOIS

Par rapport à 2014, le plafond d'emplois fait l'objet d'une augmentation de 48 ETPT, traduisant les mouvements suivants :

+162 ETPT, correspondant à l'impact du schéma d'emplois ;

+3 ETPT au titre de l'actualisation de la mesure technique visant à intégrer dans le plafond d'emplois du programme les effectifs mis à la disposition de divers organismes (Banque de France, EDF, SNCF...) ;

+3 ETPT, transférés depuis le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » dans le cadre de la reprise de certaines activités de comptabilité générale ;

+5 ETPT, transférés depuis le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » dans le cadre de la reprise de certaines activités du centre partagé financier (CPFi) ;

+5 ETPT, transférés depuis le programme 176 « Police nationale » pour la prise en charge du maintien en condition opérationnelle (MCO) des terminaux radio de la police nationale ;

+1 ETPT, transféré depuis le programme 176 « Police nationale » dans le cadre de la redéfinition de la compétence territoriale de l'A36 entre la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) et le groupement de gendarmerie départementale (GGD) dans le département du Haut-Rhin (68) ;

+9 ETPT, transférés depuis le programme 161 « Sécurité civile » dans le cadre du rattachement du service de l'achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI) au programme 152 « Gendarmerie nationale » ;

+251 ETPT, transférés depuis le programme 176 « Police nationale » dans le cadre du rattachement du service de l'achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI) et du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)²) au programme 152 « Gendarmerie nationale » ;

+26 ETPT, transférés depuis le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » dans le cadre du transfert de la maîtrise d'œuvre du réseau DSIC-INPT ;

-135 ETPT, transférés au profit du programme 107 « Administration pénitentiaire » dans le cadre de la reprise des missions d'extractions judiciaires par la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) ;

-2 ETPT, transférés au profit du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » dans le cadre du transfert de la gestion de l'allocation de retour à l'emploi (ARE) par la DRH pour l'ensemble du ministère de l'intérieur ;

-1 ETPT, transféré au profit du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » dans le cadre de la création d'une mission d'audit comptable et financier à l'inspection générale de l'administration (IGA) ;

-279 ETPT, transférés au profit du programme 176 « Police nationale » dans le cadre de la mise en œuvre des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	LFI 2014 ETPT	PLF 2015 ETPT
Administration centrale	2 370	2 681
Services régionaux	5 623	5 414
Services départementaux	64 610	64 594
Opérateurs		
Services à l'étranger	112	102
Autres	24 452	24 424
Total	97 167	97 215

Dans la ligne « Autres » figurent notamment les emplois :

- des écoles et centres d'instruction (y compris les élèves) : 4 846 ETPT ;
- des unités de prévention et de gestion des crises (groupements et escadrons de gendarmerie mobile, garde républicaine, groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) : 17 288 ETPT ;
- des unités judiciaires à vocation nationale (offices centraux, service technique de recherches judiciaires et de documentation, institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale) : 693 ETPT ;
- des unités organiquement rattachées à la gendarmerie des transports aériens : 1 018 ETPT ;
- du centre automatisé de constatation des infractions routières et du centre national d'information routière : 41 ETPT ;
- des forces aériennes de la gendarmerie : 472 ETPT.

Cette répartition par action repose, d'une part, sur la ventilation dans leur totalité des unités à dominantes (ex : section de recherche) et d'autre part, sur la ventilation proportionnelle à la clé des statistiques d'activités pour les unités polyvalentes, comme des brigades territoriales.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Ordre et sécurité publics	44 903
02	Sécurité routière	11 116
03	Missions de police judiciaire et concours à la justice	24 767
04	Commandement, ressources humaines et logistique	14 278
05	Exercice des missions militaires	2 151
Total		97 215

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2014 retraitée	3 692,3
Prévision Exécution 2014 hors CAS Pensions	3 702,3
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2014-2015	2,6
Débasage de dépenses au profil atypique	-12,6
Impact du schéma d'emplois	1,5
EAP schéma d'emplois 2014	10,9
Schéma d'emplois 2015	-9,4
Mesures catégorielles	16,1
Mesures générales	6,9
Rebasage de la GIPA	2,4
Variation du point de la fonction publique	0
Mesures bas salaires	4,5

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
GVT solde	1,2
<i>GVT positif</i>	52,7
<i>GVT négatif</i>	-51,5
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	1,4
Autres variations des dépenses de personnel	-3,2
Total	3 716,3

Le solde des transferts en 2015 de -117 ETPT a un impact de +2,6 M€ hors CAS pensions sur les dépenses de personnel de la gendarmerie nationale car les coûts des personnels entrants sont supérieurs aux coûts des personnels sortants du programme.

Le montant affiché dans la ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » regroupe le CET (0,08 M€) et les mesures de restructuration (1,32 M€).

La ligne « Autres variations des dépenses de personnel » comprend notamment l'évolution de dépenses de la réserve opérationnelle et de l'indemnité journalière d'absence temporaire (IJAT).

40 M€ hors CAS pensions sont prévus pour la réserve opérationnelle.

42 M€ sont prévus au titre de l'indemnité journalière d'absence temporaire (IJAT) et 15 M€ pour la prime de résultats exceptionnels.

Le surcoût de rémunérations liées aux opérations extérieures (OPEX) fait l'objet d'une provision de 11 M€ hors CAS pensions.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (*)	Coût de sortie (*)
Personnels administratifs	31 982	29 989
Personnels techniques	27 528	28 695
Officiers (gendarmes)	33 074	71 315
Sous-officiers (gendarmes)	23 325	45 106
Volontaires (gendarmes)	13 845	14 919

(*) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Pour les personnels administratifs, les coûts d'entrée sont plus élevés que les coûts de sortie car l'ancienneté moyenne des personnels qui intègrent le programme est supérieure à celle de ceux qui quittent le programme.

Personnels militaires

Pour les personnels militaires, les coûts d'entrée, CAS pensions compris, sont de 62 266 € pour les officiers, 47 461 € pour les sous-officiers et 24 960 € pour les volontaires.

Les coûts de sortie, CAS pensions compris, sont respectivement de 131 303 € pour les officiers, 85 426 € pour les sous-officiers, et 26 456 € pour les volontaires.

Personnels civils

Pour le personnel civil, CAS pensions compris, les coûts d'entrée sont évalués à 47 999 € pour les personnels administratifs et 41 579 € pour les personnels techniques.

Les coûts de sortie CAS pensions compris sont évalués à 45 136 € pour les personnels administratifs et à 43 338 € pour les personnels techniques.

Il n'y a pas d'évaluation du coût d'entrée pour les ouvriers d'État, aucun recrutement n'étant prévu pour cette catégorie d'emploi en 2015.

COUTS MOYENS

Personnels militaires

Le coût moyen (hors CAS pensions) des personnels militaires est de 40 280 € décomposé en 66 413 € pour les officiers, 39 838 € pour les sous-officiers et 14 590 € pour les volontaires.

Le coût moyen (CAS pensions compris) des personnels militaires est de 74 823 € décomposé en 121 975 € pour les officiers, 75 951 € pour les sous-officiers et 26 545 € pour les volontaires.

Personnels civils

Le coût moyen (hors CAS pensions) des personnels civils est de 32 692 €, décomposé en 30 252 € pour les personnels administratifs, 29 614 € pour les personnels techniques et 38 210 € pour les ouvriers d'État.

Le coût moyen (CAS pensions compris) des personnels civils est de 45 485 €, décomposé en 44 177 € pour les personnels administratifs, 43 744 € pour les personnels techniques.

MESURES GÉNÉRALES

Un montant de 2,4 M€ est prévu au titre de l'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) prévue par le décret n° 2009-539 du 6 juin 2009.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2015	Coût 2015	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2014						13 230 000	21 859 286
<i>EAP grille catégorie B pour SOG (2014)</i>				09-2014	8	9 300 000	13 950 000
<i>EAP grille catégorie B pour CSTAGN (2014)</i>				09-2014	8	530 000	795 000
<i>EAP IFR élargie (2014)</i>				08-2014	7	2 880 000	4 937 143
<i>EAP positionnement fonctionnel des colonels (2014)</i>				08-2014	7	220 000	377 143
<i>EAP grille indiciaire officiers subalternes (2014)</i>				03-2014	2	300 000	1 800 000
Mesures statutaires						830 000	8 160 000
<i>Grille catégorie B pour SOG (2015)</i>				12-2015	1	500 000	6 000 000
<i>Grille catégorie B pour CSTAGN (2015)</i>				12-2015	1	30 000	360 000
<i>Grille indiciaire officiers subalternes (2015)</i>				11-2015	2	300 000	1 800 000
Mesures indemnitaires						2 020 000	2 020 000
<i>Primes de maintien en activité des GAV (2015)</i>				01-2015	12	1 200 000	1 200 000
<i>Mesure catégorielle personnels civils (2015)</i>				01-2015	12	820 000	820 000
Total						16 080 000	32 039 286

Une enveloppe de 16,08 M€ (hors CAS pensions) est prévue pour les mesures catégorielles statutaires et indemnitaires des effectifs du Programme « Gendarmerie nationale ».

GLISSEMENT VIEILLESSE-TECHNICITÉ

Le GVT positif est déterminé par comparaison de la masse salariale des présents-présents, corrigée des mesures de budgétisation liées à l'évolution de la valeur du point et aux mesures catégorielles.

Le GVT positif est estimé à +52,66 M€ (le GVT indiciaire est de 1,69%).

Le GVT négatif est estimé à -51,47 M€. Il résulte principalement du remplacement des départs définitifs par des primo-recrutements.

Le GVT solde est estimé à +1,19 M€.

Gendarmerie nationale

Programme n° 152 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2014	PLF 2015
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	3 113 518 573	3 132 635 142
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	36 567 085	48 805 159
<i>Militaires</i>	3 076 951 488	3 083 829 983
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>		
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>		
Cotisation employeur FSPOEIE	6 360 000	6 380 000

Le montant de la cotisation employeur au CAS pensions est fixé à 3 132,64 M€ dont 48,81 M€ au titre des fonctionnaires civils et allocations temporaires d'invalidité (taux de 74,60 %) et 3 083,83 M€ au titre des militaires (taux de 126,07 %).

La contribution employeur au fonds nationale d'aide au logement est de 10,7 M€.

La cotisation auprès de la CNAF représente 5,25 % de la solde, des traitements de la métropole et de la nouvelle bonification indiciaire (NBI). Le montant prévu est de 112,3 M€ pour les personnels titulaires et non titulaires du programme.

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2015
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles		190 000
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail		283 000
Capital décès		1 620 000
Allocations pour perte d'emploi		13 000 000
Autres		5 257 001
Total		20 350 001

Les effectifs susceptibles de bénéficier des prestations sociales énumérées ci-dessus ne peuvent être connus précisément.

Dans la ligne « Autres » figurent les types de dépenses suivantes : allocations familiales, complément de libre choix d'activité, prime à la naissance, complément familial famille nombreuse, majoration tierce personne...

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Les crédits de l'action sociale pour le personnel militaire restent regroupés sur le programme 212 « Soutien de la politique de défense » du ministère de la défense.

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS**PROJETS INFORMATIQUES LES PLUS IMPORTANTS****Renouvellement partiel du parc des terminaux informatiques (8,4 M€ AE)**

Le parc bureautique de la gendarmerie est composé de 43 134 micro-ordinateurs de bureau, 17 886 micro-ordinateurs portables, 7 777 stations multi-services et 7 200 terminaux informatiques embarqués (TIE). Ces ordinateurs sont utilisés tant dans le domaine du service que dans celui de la gestion. 8,4 M€ AE seront consacrées à leur renouvellement dont 1,2 M€ d'AE pour couvrir le risque de panne des matériels hors garantie (plus de 88,3 % de portables). Les acquisitions permettront de renouveler partiellement le parc bureautique et par là même, de poursuivre l'intégration des nouvelles applications « métier » et des équipements spécifiques.

Système d'information géographique (SIG, 0,6 M€ AE)

La mise en place du socle SIG commun à la police et à la gendarmerie nationales, nécessite d'engager 0,3 M€ AE en 2015. En outre, 0,3 M€ AE seront consacrées à la mise à jour des données cartographiques de la plateforme dédiée.

Infrastructure de production mutualisée et secourue (IPMS, 3,7 M€ AE)

La plate-forme centrale d'exploitation de Rosny-sous-Bois et la plate-forme de secours implantée à Nogent-sur-Marne hébergent l'ensemble des applications opérationnelles indispensables à l'exécution des missions de la gendarmerie nationale, ainsi que certains systèmes d'information opérationnels communs de la police et de la gendarmerie.

L'objectif est d'assurer la meilleure qualité de service au profit des utilisateurs des systèmes d'information et de communication jusqu'au niveau des unités élémentaires. A cette fin, la gendarmerie nationale développe une stratégie de continuité de service pour ses applications informatiques, à travers la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activités (PCA) associé à un plan de reprise d'activités (PRA) conduisant au respect des niveaux de criticité des applications centrales.

Le remplacement du parc des serveurs de ces deux plates-formes ainsi que leur maintien en condition opérationnelle constituent une priorité afin d'éviter leur obsolescence. En 2015, 3,7 M€ AE leur seront consacrées.

Le système d'information opérationnel BDSP (2,3 M€ AE)

Déployée à partir de 2008, la base de données de sécurité publique (BDSP) est un fichier de renseignement administratif et de gestion opérationnelle des événements. En 2014, il sera nécessaire d'engager 2,3 M€ AE pour son maintien en condition opérationnelle (MCO).

Le système d'information opérationnel TAJ (0,4 M€ AE)

Issu des fichiers du système judiciaire de documentation et d'exploitation (JUDEX) de la gendarmerie nationale et du système de traitement des infractions constatées (STIC) de la police nationale, le système de traitement des antécédents judiciaires (TAJ) est un outil de rapprochement judiciaire. En 2014, 0,2 M€ AE devront être engagées pour son maintien en condition opérationnelle et 0,2 M€ AE pour la mise à niveau de l'infrastructure informatique.

Le système d'information opérationnel FAED (1,2 M€ AE)

Le fichier automatisé des empreintes digitales (FAED) nécessite des évolutions qui ont fait l'objet d'engagements budgétaires importants en 2014. Le maintien en condition opérationnelle pour l'année 2015 représente un engagement d'environ 0,8 M€. La finalisation des engagements d'évolution est estimée à 0,4 M€. Le coût global de ces opérations nécessitera l'engagement de 1,2 M€ AE.

Le système de gestion des ressources humaines Agorha (1,5 M€ AE)

Le système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) Agorha constitue l'une des briques de base du système d'information de la gendarmerie. Il sera nécessaire d'engager 0,9 M€ AE pour la refonte de son module de gestion de la solde des réservistes et 0,6 M€ AE pour son maintien en condition opérationnelle.

Déploiement de réseaux de radiocommunication numérique communs aux services d'urgence et de sécurité aux Antilles (0,8 M€ AE)

S'inscrivant dans la mutualisation des moyens de l'État, le déploiement de réseaux numériques aux Antilles vise à apporter des services de communication performants reposant sur une infrastructure adaptée aux risques naturels particuliers auxquels sont confrontés ces départements, tout en répondant à l'exigence de remise à niveau du système de radiocommunication actuellement déployé par les forces de sécurité.

Avec pour objectif une mise en service effective en 2015 pour la Martinique et en 2016 pour la Guadeloupe, ce projet nécessite l'engagement de 0,8 M€ AE en 2015 pour l'acquisition des terminaux et autres équipements spécifiques. Ce montant complète la contribution des autres acteurs (ministère des outre-mer, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et direction générale de la police nationale).

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

AOT-LOA / AOT DE CHÂTEAUX – CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET D'HÉBERGEMENTS AU PROFIT DES UNITÉS DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE DÉPARTEMENTALE

L'AOT-LOA (autorisation d'occupation temporaire – location avec option d'achat) concerne un ensemble immobilier à usage de logements (194 logements et 30 hébergements pour les gendarmes adjoints volontaires) au profit du groupement de gendarmerie départementale, de ses unités subordonnées et d'un escadron de gendarmerie mobile à Châteauroux (Indre).

Date de signature des documents contractuels : 19 décembre 2007.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 91 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 19 janvier 2010.

Partenaire : CENTOR 36 SNC

Modification du contrat : le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	37 2,4	0,6 0,7	0,6 0,8	0,6 0,9	0,6 0,9	16,9 50,6	56,4 56,4
Fonctionnement	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Financement	6,1 6,1	1,5 1,5	1,5 1,5	1,5 1,5	1,5 1,5	22,7 22,7	35 35

AOT-LOA / AOT DE LAVAL – CONSTRUCTION D'UNE CASERNE DE GENDARMERIE

L'AOT concerne le groupement de gendarmerie départementale et ses unités subordonnées ainsi que des logements (92 logements et 30 hébergements pour les gendarmes adjoints volontaires) à Laval (Mayenne).

Date de signature des documents contractuels : 18 février 2008.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 64 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 8 janvier 2010.

Partenaire : DEXIA

Modification du contrat : le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	36,6 3,1	0 0,8	0 0,9	0 0,9	0 0,9	2,5 32,4	39,1 39,1
Fonctionnement	0,1 0,1	0 0	0 0	0 0	0 0	0,5 0,5	0,6 0,6
Financement	5,2 5,2	1,2 1,2	1,2 1,2	1,2 1,2	1,2 1,2	14,5 14,5	24,5 24,5

AOT-LOA / AOT DE CAEN – CONSTRUCTION D'UNE CASERNE DE GENDARMERIE

L'AOT concerne un ensemble immobilier à usage de locaux de service et techniques et de logements (162 logements et 60 hébergements pour les gendarmes adjoints volontaires) au profit de la région de gendarmerie, du groupement de gendarmerie départementale et de ses unités subordonnées à Caen (Calvados).

Date de signature des documents contractuels : 18 juillet 2008.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 140 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 6 mai 2011.

Partenaire : SAS CLAUDE DECAEN

Modification du contrat Le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	68,4 3,6	0 1,5	0 1,6	0 1,6	0 1,7	5,2 63,5	73,6 73,6
Fonctionnement	1,4 1,4	0,6 0,6	0,6 0,6	0,6 0,6	0,6 0,6	19,7 19,7	23,6 23,6
Financement	5,7 5,7	2,2 2,2	2,2 2,2	2,1 2,1	2,1 2,1	28 28	42,2 42,2

AOT-LOA / AOT DE SATHONAY-CAMP - CONSTRUCTION DU PÔLE REGIONAL LYONNAIS DE LA GENDARMERIE

L'AOT concerne un ensemble immobilier au profit du nouveau pôle régional de la gendarmerie sur l'emprise du quartier Maréchal de Castellane à Sathonay-Camp (Rhône). Cet ensemble comprend des zones de bureaux, de locaux techniques (ateliers, magasins de stockage, station de carburants, stand de tir, station de lavage, stationnement, cabine de peinture, soute à munitions, chenil), des logements (422 logements et 102 hébergements pour les gendarmes adjoints volontaires) et des locaux d'environnement (centre médical, gymnase, pôle alimentation, hôtellerie, aires de sports).

Date de signature des documents contractuels : 27 mai 2009.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 415 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 27 juillet 2012.

Partenaire : SATHONAY CAMP SERVICES SAS

Modification du contrat Le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	185,2 5,8	0 4,8	0 5	0 5,1	0 5,3	53 212,3	238,2 238,2
Fonctionnement	1,3 1,3	1,1 1,1	1,1 1,1	1,1 1,1	1,1 1,1	37 37	42,8 42,8
Financement	9 9	7 7	6,9 6,9	6,8 6,8	6,6 6,6	97 97	133,4 133,4

AOT-LOA / AOT DE MULHOUSE - CONSTRUCTION D'UNE CASERNE DE GENDARMERIE

L'AOT concerne une caserne comprenant notamment le groupe de commandement de la compagnie de gendarmerie et de ses unités subordonnées (brigade territoriale, brigade de recherches, brigade motorisée, peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires), la construction de logements (67 logements et 24 hébergements pour les gendarmes adjoints volontaires), des zones de bureaux et de locaux techniques (garage, magasins de stockage, station de carburants, station de lavage, stationnement, soute à munitions, chenil).

Date de signature des documents contractuels : 24 mars 2010.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 60 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 31 mars 2012

Partenaire : SAS AUREA

Modification du contrat : le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	21,3 0,9	0 0,5	0 0,5	0 0,6	0,2 0,6	6,4 24,8	27,8 27,8
Fonctionnement	0,5 0,5	0,3 0,3	0,3 0,3	0,3 0,3	0,3 0,3	9,3 9,3	11,1 11,1
Financement	1,8 1,8	1 1	1 1	1 1	1 1	14,5 14,5	20,3 20,3

AOT-LOA / AOT DE LA VALETTE DU VAR – CONSTRUCTION D'UNE CASERNE DE GENDARMERIE

L'AOT concerne une caserne de la gendarmerie nationale comprenant notamment le commandement du groupement de gendarmerie départementale du Var et ses unités subordonnées (brigade de recherches, peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires, brigade de prévention de la délinquance juvénile, escadron départementale de sécurité routière). Les locaux de service et techniques correspondants ainsi que 120 logements y seront construits.

Date de signature des documents contractuels : septembre 2012.

Durée du contrat : 30 ans à compter de la mise à disposition du bien immobilier.

Coût total de l'opération sur la durée du contrat : 133 M€.

Mise à disposition du bien immobilier : 2015

Partenaire : SA HLM ERILIA

Modification du contrat le contrat n'a pas été modifié depuis sa signature.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2013 et avant	2014	2015	2016	2017	2018 et après	Total
Investissement	48,3 0	0 0	0,1 0,3	0,4 1,2	0,4 1,2	17,2 63,7	66,4 66,4
Fonctionnement	0 0	0 0	0,1 0,1	0,6 0,6	0,6 0,6	25,4 25,4	26,7 26,7
Financement	0 0	0 0	0,5 0,5	2,1 2,1	2,1 2,1	35,1 35,1	39,9 39,9

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2014

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 (RAP 2013)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2013	AE LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	CP LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014
659 625 888		1 175 450 876	1 227 282 613	602 691 378

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP au-delà de 2017
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014	CP demandés sur AE antérieures à 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP 2017 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE antérieures à 2015
602 691 378	203 379 156 0	21 923 382	11 056 286	366 332 554
AE nouvelles pour 2015 AE PLF / AE FDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP 2017 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015
1 228 801 947 37 585 637	1 009 275 391 37 585 637	175 726 556	21 800 000	22 000 000
Totaux	1 250 240 184	197 649 938	32 856 286	388 332 554

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2015

CP 2015 demandés sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2016 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015
82,7 %	13,9 %	1,7 %	1,7 %

Les 602,7 M€ AE non couvertes par des paiements au 31/12/2014 concernent :

- le fonctionnement courant (14,8 M€) ;
- les moyens mobiles (16,2 M€) ;
- les équipements (53,8 M€) ;
- les SIC (33,0 M€) ;
- l'immobilier (464,1 M€), en particulier les AOT (372,1 M€) ;
- les moyens lourds de projection et d'intervention (20,8 M€).

Fin 2015, 219,5 M€ AE ouvertes en 2015 ne seront pas couvertes par des CP :

- le fonctionnement courant (14,8 M€) ;
- les moyens mobiles (29,6 M€) ;
- les équipements (25,2 M€) ;
- les SIC (31,4 M€) ;
- l'immobilier (103,2 M€) ;
- les moyens lourds de projection et d'intervention (15,3 M€).

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01
Ordre et sécurité publics

39,5 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	3 191 535 501	0	3 191 535 501	
Crédits de paiement	3 191 535 501	0	3 191 535 501	

ACTION n° 02
Sécurité routière

9,5 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	767 433 128	0	767 433 128	
Crédits de paiement	767 433 128	0	767 433 128	

ACTION n° 03
Missions de police judiciaire et concours à la justice

22 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	1 779 199 594	0	1 779 199 594	
Crédits de paiement	1 779 199 594	0	1 779 199 594	

ACTION n° 04
Commandement, ressources humaines et logistique

27 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	954 090 186	1 228 801 947	2 182 892 133	37 585 637
Crédits de paiement	954 090 186	1 212 654 547	2 166 744 733	37 585 637

L'action 04 comprend l'ensemble des fonctions de commandement et de soutien dont la finalité est de contribuer à la réalisation des autres actions du programme. Elle a pour objet de renforcer l'efficacité d'une institution dont la performance repose pour l'essentiel sur une ressource humaine à statut militaire, en optimisant la gestion des ressources financières qui y sont consacrées (le titre 2 représente plus de 80 % de son budget) et des moyens opérationnels alloués. La gestion des budgets de fonctionnement et d'investissement de la gendarmerie nationale conditionne principalement la performance globale de l'institution dans l'accomplissement de ses missions opérationnelles.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	1 093 183 535	1 115 919 213
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 093 183 535	1 115 919 213
Dépenses d'investissement	129 618 412	87 551 357
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	129 618 412	87 551 357
Dépenses d'intervention	6 000 000	9 183 977
Transferts aux collectivités territoriales	6 000 000	9 183 977
Total	1 228 801 947	1 212 654 547

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

D'un montant de 1 093,2 M€ en AE et 1 115,9 M€ en CP, les dépenses de fonctionnement (titre 3) regroupent le fonctionnement courant lié à l'agent, les moyens mobiles, l'équipement, les systèmes d'information et de communication, l'immobilier et les moyens lourds de projection et d'intervention.

Au-delà des dépenses inéluctables (loyers, droits individuels), les dotations de fonctionnement conditionnent la capacité de la gendarmerie à répondre quotidiennement aux attentes de la population en matière de sécurité.

Fonctionnement courant lié à l'agent (208,3 M€ AE et CP)

Le fonctionnement courant lié à l'agent est directement lié à l'activité quotidienne et la gestion des unités de gendarmerie. Stable par rapport à 2014, l'enveloppe traduit la recherche permanente d'optimisation de la ressource et la volonté de la gendarmerie de participer à l'effort transversal de rétablissement des finances publiques.

Dépenses de fonctionnement courant

D'un montant de 43,7 M€ AE et en CP, les dotations de fonctionnement courant regroupent notamment les postes suivants : les fournitures de bureau, la papeterie, la documentation, les consommables, la reprographie, la téléphonie, l'affranchissement, la communication, les frais de représentation et de relations publiques, la dotation de fonctionnement des unités élémentaires et les frais de santé.

Formation

Les besoins en matière de formation s'élèvent à 11,8 M€ en AE et en CP pour 2015. Ce poste comprend, depuis 2013, les frais de déplacements et les indemnités de stage directement liés à une activité de formation.

Déplacement

En 2015, la gendarmerie consacrera 45,8 M€ en AE et en CP aux frais de déplacement de ses personnels (à l'exclusion de ceux liés à une activité de formation).

Changements de résidence

La maîtrise de ce poste est conditionnée par les fluctuations des prix du marché de transport de mobilier. Néanmoins, une réduction du nombre de changements de résidence et la mise en place d'un contrôle renforcé des forfaits présentés au titre des changements de résidence outre-mer doivent contribuer à maîtriser l'évolution de cette dépense. La gendarmerie consacrera 45 M€ en AE et en CP en 2015 à ce poste.

Alimentation des forces mobiles

Cette dépense concerne le personnel de la gendarmerie mobile mis à disposition d'une autorité civile et employé hors de sa commune d'implantation pour une durée supérieure à 12 heures.

La dotation prévue en 2015 est de 22,2 M€ en AE et en CP.

Alimentation des autres forces

Ce poste concerne :

- les militaires à solde mensuelle des corps de soutien de la gendarmerie placés dans l'obligation de prendre leurs repas sur place du fait des astreintes de service ;
- les gendarmes adjoints volontaires, sous forme d'une prestation en deniers.

Stable par rapport à 2014, la dotation est de 39,2 M€ en AE et en CP.

Frais d'enquêtes et de surveillance

Ce poste concerne les frais directement liés à l'enquête et non rattachés à une autre activité (déplacement). Il s'élève à 0,5 M€ en AE et en CP.

Déplacements SNCF

Le complément de facturation de la contribution de l'État aux dépenses SNCF se montera à 0,1 M€ en AE et en CP.

Moyens mobiles (86 M€ en AE et en CP)

Le fonctionnement des moyens mobiles est lié à l'emploi des 30 000 véhicules, motocyclettes et embarcations nautiques de la gendarmerie. Il dimensionne la capacité d'intervention et de surveillance de la gendarmerie.

Entretien et réparation de véhicules

Les dotations en matière d'entretien et de réparation de véhicules pour 2015 s'élèvent à 21,3 M€ en AE et en CP.

Prestations de service

D'un montant de 9,3 M€ en AE et en CP, ce poste comprend les dépenses de péage et de location de véhicules, notamment dans le cadre des enquêtes.

Carburant des véhicules

En 2015, la gendarmerie consacrera 55,3 M€ en AE et en CP au carburant de ses véhicules. Cette prévision est appréciée sur la base d'une stabilisation du volume et des indices de référence.

Équipement (63,9 M€ en AE et 88,2 M€ en CP)

Composés des munitions, de l'habillement et des moyens de contrôle, de surveillance et d'analyse, les équipements non immobilisables sont employés quotidiennement par la gendarmerie dans le cadre de ses missions de sécurité publique, de sécurité routière et de police judiciaire.

Achat, location et entretien de matériels

Cette catégorie comprend les achats, les locations et l'entretien des matériels non immobilisables, notamment les matériels d'analyse, de détection et de contrôle (kits de dépistage des stupéfiants, moyens de contrôle de l'alcoolémie). Il est prévu d'y consacrer 14,4 M€ en AE et en CP en 2015.

Police technique et scientifique

Ce poste couvre les dépenses d'acquisition de kits salivaires ADN, de maintenance des outils d'analyse, d'externalisation des examens, d'acquisition de consommables et d'entretien de matériel de laboratoire pour les investigations de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN). La dotation 2015 est de 5,4 M€ en AE et en CP.

Acquisition de munitions

D'un montant de 8 M€ en AE et 13,2 M€ en CP (dont 6,8 M€ de reste à payer pour 2014), les acquisitions programmées privilégient la formation à l'utilisation des moyens de force intermédiaire, destinés à limiter l'usage de l'armement létal. Elles préservent également la ressource en munitions de maintien de l'ordre. Dans ce contexte, le programme de renouvellement des cartouches des pistolets à impulsion électrique sera poursuivi, les dotations d'instruction pour les lanceurs de balles de défense seront préservées et le renouvellement des grenades lacrymogènes les plus anciennes sera reconduit. La rationalisation des stocks de munitions de maintien de l'ordre sera également poursuivie. Enfin, la valorisation des déchets de tir et des munitions obsolètes en cohérence avec la police nationale reste également un objectif pour l'année 2015.

Dépenses d'habillement

35,4 M€ en AE et 52,6 M€ en CP seront consacrés à l'habillement. Sur cette dotation, 28,7 M€ en AE seront engagés pour le marché d'externalisation de la fonction habillement dont 13,9 M€ en AE pour couvrir les droits individuels des gendarmes et 14,8 M€ en AE pour les commandes institutionnelles (paquetages écoles et réservistes).

En outre, 6,7 M€ en AE sont prévus pour le renouvellement des effets des spécialistes.

Systèmes d'information et de communication (68,7 M€ en AE et 66,4 M€ en CP)

L'acquisition, le fonctionnement et la maintenance des moyens informatiques et radiophoniques contribuent à la coordination des unités et à l'exploitation d'applications « métier » toujours plus performantes.

Autres dépenses de fonctionnement liées aux SIC

Ce poste concerne principalement les liaisons louées. Il comprend également l'entretien courant et les menues fournitures. Le besoin 2015 s'élève à 23 M€ en AE et en CP.

Acquisition télécom et informatique

D'un montant de 25,8 M€ en AE et 21 M€ en CP, ces acquisitions concernent principalement :

- La réalisation d'un plan de modernisation des systèmes d'information et de communication qui fixe les stratégies et l'ensemble des projets potentiels pour les cinq prochaines années afin de faire évoluer les technologies jugées indispensables face aux nouvelles menaces et aux évolutions d'une société de plus en plus numérique.

Pour 2015, 1,1 M€ AE et 0,7 M€ CP seront consacrées au financement de ce plan.

Le reste des crédits disponibles (24,7 M€ en AE et 20,3 M€ en CP) sera notamment consacré aux projets mutualisés avec la police nationale (3,3 M€) et aux acquisitions suivantes :

- l'achat de terminaux 3G associés aux bulles tactiques pour 2,6 M€ en AE. Ces dispositifs, qui visent à former une zone de communication radio centrée autour du véhicule de patrouille, permettent à tout gendarme débarqué de rester en contact avec les centres opérationnels de la gendarmerie. Au-delà du gain opérationnel, ils renforcent la sécurité des militaires en intervention ;
- l'équipement de 330 motocyclettes en moyens radio pour 1 M€ en AE ;
- l'amélioration de la couverture radio grâce à l'acquisition de 18 ensembles de rénovation et d'augmentation de capacité des relais radio pour 1,5 M€ en AE ;
- l'acquisition et à la maintenance d'environ 1 800 tablettes PC pour 3 M€ en AE ;
- le déploiement de réseaux de radiocommunication numériques communs aux services d'urgence et de sécurité aux Antilles pour 0,8 M€ en AE ;
- La mise en place du socle SIG commun à la police et à la gendarmerie nationales, nécessite d'engager 0,3 M€ en AE ;
- le système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) Agorha pour 0,9 M€ en AE. Ces crédits permettront la refonte du module de gestion de la solde des réservistes ;
- le renouvellement du parc informatique. Environ 13 000 ordinateurs fixes et portables seront acquis pour 8,3 M€ en AE. Ces acquisitions permettront le déploiement des nouvelles applications métier ;
- le renouvellement des matériels et logiciels mis à disposition des spécialistes NTECH pour 2 M€ en AE.

Maintenance télécom et informatique

20 M€ en AE et 22,4 M€ en CP seront consacrés au MCO informatique.

8 M€ en AE seront dédiés au MCO des réseaux numériques de télécommunication, dont 0,6 M€ en AE pour la contribution de la gendarmerie au réseau mutualisé « Infrastructure nationale partageable des transmissions » (INPT).

12 M€ en AE seront affectés au MCO d'une trentaine de systèmes informatiques différents (applications métiers, FAED, ESTESIC, anti-virus, serveurs, plateforme cartographique...)

Immobilier (640,4 M€ en AE et en CP)

Liées au maillage et à la permanence de son action sur 95 % du territoire, les dotations relatives à l'immobilier représentent près de 60 % du fonctionnement de la gendarmerie.

Loyers budgétaires

Tous les locaux de service et techniques dont la superficie est supérieure ou égale à 51 % de la superficie intérieure totale d'une caserne sont soumis au versement d'un loyer budgétaire. La dépense prévue en 2015 représente 24,9 M€ en AE et en CP.

Loyers de droit commun

Le logement du personnel en caserne conditionne le fonctionnement du service de la gendarmerie. Les coûts induits par l'ensemble du parc locatif sont ici regroupés, hors loyers budgétaires. Les locations immobilières de la gendarmerie nationale s'articulent suivant plusieurs dispositifs :

- casernes ou annexes de casernement louées sur la base du décret n° 93-130 du 28 janvier 1993 dont le loyer est invariable durant 9 ans ;
- casernes ou annexes de casernements sur les baux « loi de 1948 » dont le taux évolue chaque année par décret ;
- casernes ou annexes de casernements sur baux HLM (habitations à loyers modérés) ;
- casernes ou annexes de casernements sur baux dit « libres » ;
- casernes ou annexes de casernements sur baux emphytéotiques administratifs (BEA).

Les logements hors caserne sont soumis à l'indice de référence des loyers (IRL). Le reste des baux est soumis à l'indice du coût de la construction (ICC). La gendarmerie prévoit un montant de 474,6 M€ en AE et en CP.

Gestion du parc

D'un montant de 35 M€ en AE et en CP, ce poste couvre l'entretien du casernement (réfections, entretien léger des locaux, mise en peinture, plomberie, etc.) ainsi que le nettoyage et l'entretien ménager.

Energie et fluides

Ce poste intègre pour l'essentiel les dépenses d'eau, d'électricité, de gaz, de fuel domestique, et les charges d'occupation. La dotation tient compte de la hausse des tarifs, elle s'élève à 89,4 M€ en AE et en CP.

Opérations immobilières PPP – fonctionnement et financement

En 2015, 16,6 M€ en AE et en CP sont programmés pour couvrir les parts financement et fonctionnement des AOT de Châteauroux, Caen, Laval, Sathonay-Camp, Mulhouse et la Valette du Var.

Moyens lourds de projection et d'intervention (25,6 M€ AE et 28,2 M€ CP)

Carburant des hélicoptères

D'un montant de 3,6 M€ en AE et en CP, la dotation en carburéacteur est appréciée sur la base de 19 000 heures de vol.

Maintien en condition opérationnelle aéronautique

22 M€ AE et 24,6 M€ CP seront consacrés au MCO des hélicoptères de la gendarmerie.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

D'un montant de 129,6 M€ AE et 87,6 M€ CP, les dépenses d'investissement (titre 5) concernent principalement les moyens mobiles et l'immobilier.

Moyens mobiles (41,4 M€ en AE et 28 M€ en CP)

La gendarmerie s'appuie sur un parc de près de 26 500 véhicules opérationnels afin de dissuader la délinquance, répondre aux attentes de la population et des élus, veiller les axes de communication, contrôler les flux de personnes et de marchandises et garantir la continuité de la réponse de l'État.

En 2015, 41,4 M€ en AE et 28 M€ en CP seront consacrés à l'acquisition de plus de 2 000 véhicules légers et de motocyclettes. Ces acquisitions seront principalement destinées aux missions de sécurité publique et de sécurité routière.

Equipement (0,7 M€ en AE et 2,6 M€ en CP)

0,7 M€ en AE et 2,6 M€ en CP permettront l'acquisition de matériel dans le domaine de la police technique et scientifique.

Systèmes d'information et de communication (2 M€ AE et 1,7 M€ CP)

2 M€ en AE et 1,7 M€ en CP seront consacrés à l'évolution des systèmes informatiques de la gendarmerie.

Immobilier (80 M€ en AE et 48,1 M€ en CP)

Acquisitions et constructions immobilières (14,6 M€ CP)

14,6 M€ en CP seront destinés au paiement des engagements réalisés avant 2015.

Opérations immobilières PPP – Investissement (0,7 M€ AE et 9,1 M€ CP)

0,7 M€ en AE et 9,1 M€ en CP seront consacrés à la couverture de la maintenance immobilière des AOT de la gendarmerie.

Maintenance lourde – réhabilitation (79,3 M€ AE et 24,4 M€ CP)

79,3 M€ en AE et 24,4 M€ en CP seront consacrés à la maintenance immobilière du parc domanial afin de rénover près de 3 000 logements.

70 M€ permettront de financer la première année d'un plan de réhabilitation de 6 ans du parc domanial de la gendarmerie (2015-2020). Une trentaine d'opérations de réhabilitation lourde et de mise aux normes de casernes seront engagées, dont notamment les secondes phases de réfection du clos et du couvert des casernes de Bouliac et de Gap.

En complément, 9,3 M€ AE permettront la réalisation d'opérations de maintenance corrective visant à enrayer la dégradation du parc et le lancement des études pour la réhabilitation des bâtiments de 1982 de la caserne de Melun.

DEPENSES D'INTERVENTION

En application du décret n° 93-130 du 28 janvier 1993, une subvention d'investissement peut être accordée aux collectivités territoriales qui financent des opérations immobilières de construction de casernements de gendarmerie. Cette aide en capital représente 20 % des coûts plafonds des opérations réalisées par les communes dont la population est inférieure ou égale à 10 000 habitants et qui ne bénéficient pas du concours financier d'une ou plusieurs autres collectivités. Le programme est alors limité à 20 EUL (équivalents unité-logement). Elle est de 18 % dans les autres cas, le programme ne pouvant alors excéder 40 EUL. Le coût de référence utilisé pour le calcul de la subvention est le coût-plafond de l'EUL, il est revalorisé trimestriellement selon l'indice INSEE du coût de la construction (ICC). Cet EUL correspond à un logement nu pour 75 % et à une quote-part de locaux de service et techniques pour 25 %. Il est compté un EUL par gendarme d'active et un EUL par fraction de trois gendarmes-adjoints volontaires.

L'autorisation juridique correspond au montant de subvention attribué à la collectivité territoriale, sur demande de celle-ci, avant le début des travaux. En 2015, un montant de 6 M€ en AE est alloué à cet effet. 8,7 M€ en CP seront consacrés au paiement des engagements réalisés avant 2015.

Les modalités de paiement peuvent prendre deux formes. La première est un paiement en deux fractions (les deux tiers sont réglés à la mise hors d'eau des bâtiments et le tiers restant à la livraison). La seconde est un paiement global à la livraison.

En 2015, la livraison de 21 opérations comportant 208 logements et 50 hébergements destinés aux gendarmes adjoints volontaires est prévue.

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTION DE PRODUITS

Au total, 37,6 M€ devraient être perçus au cours de l'exercice 2015 sur les fonds de concours et attributions de produits du programme 152. Ces abondements concernent différents domaines :

- cofinancement par le fonds frontières extérieures (FFE) des opérations de lutte contre l'immigration irrégulière menées par la gendarmerie nationale (0,08 M€ AE/CP) ;
- participation financière d'EDF dans le cadre de la promotion et la maîtrise de l'énergie (0,4 M€ AE/CP) ;
- remboursement des prestations de services d'ordre et de relations publiques (5,3 M€ AE/CP) ;
- cessions de véhicules aux domaines (2 M€ AE/CP)
- rémunération de prestations (EDF, SNCF, Banque de France... / 29,3 M€ AE/CP)
- instruction de stagiaires étrangers (0,5 M€ AE/CP).

ACTION n° 05

1,9 %



Exercice des missions militaires

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	156 640 411	0	156 640 411	
Crédits de paiement	156 640 411	0	156 640 411	

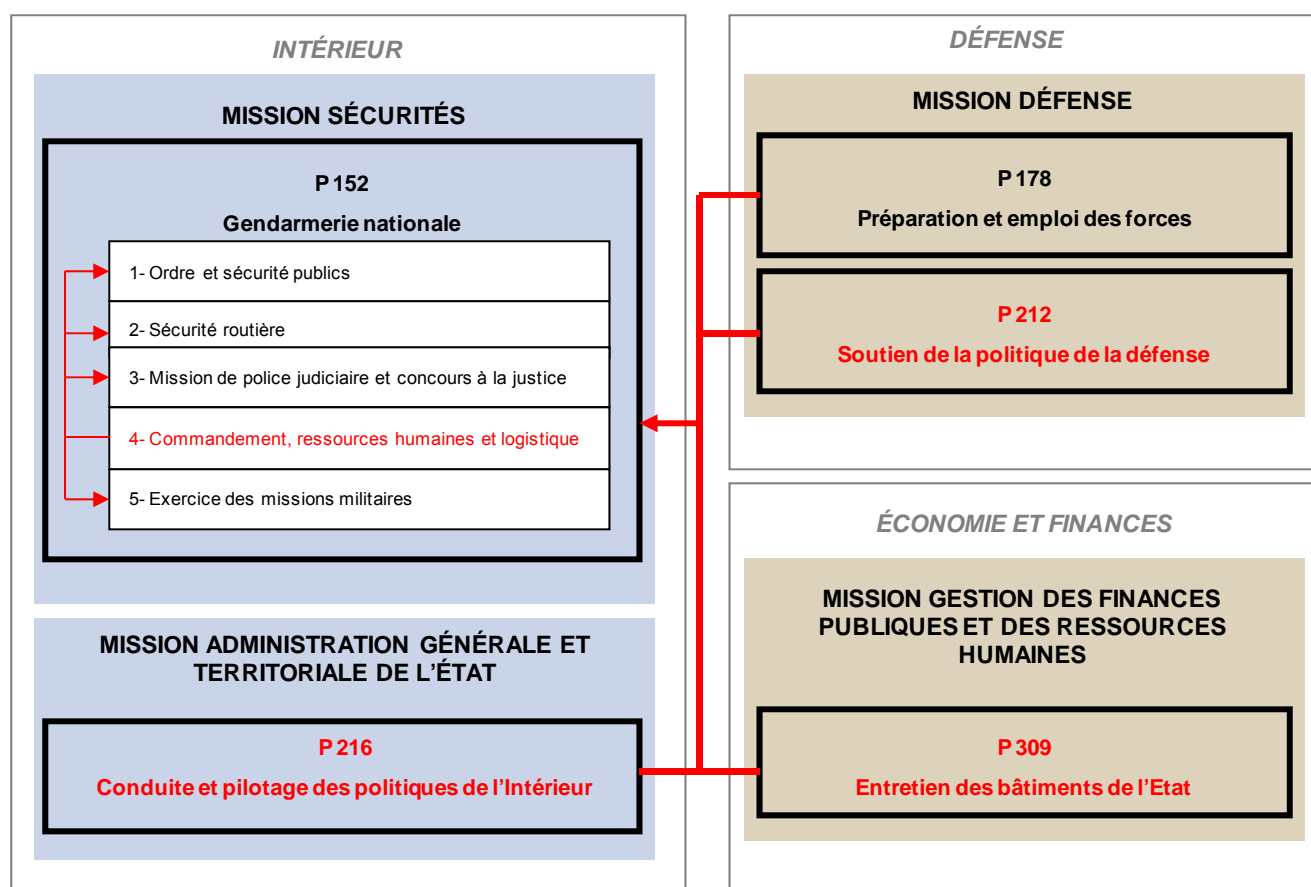
ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

Sont reconstitués en comptabilité d'analyse des coûts (CAC) les crédits prévisionnels complets des actions du programme, obtenus après ventilation des crédits de pilotage, de soutien ou de services polyvalents, vers les actions de politique publique.

L'introduction de l'outil CHORUS, comme application de tenue de la CAC depuis le PLF 2014, permet de valoriser dans les PAP, les choix de modélisation analytique préalablement opérés par les ministères pour chacun des programmes dont ils ont la charge.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME



LECTURE DU SCHÉMA

Le schéma ci-dessus présente les déversements du programme 152 « Gendarmerie nationale »

A l'intérieur du programme, les déversements internes sont matérialisés par un trait fin.

Les déversements externes (impliquant deux programmes différents au sein du ministère de l'intérieur) et les déversements extérieurs (impliquant d'autres ministères) sont matérialisés par un trait épais.

La flèche rouge épaisse « entrante » formalise ici les déversements dont bénéficie le programme 152.

En effet, l'activité du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission AGTE, ainsi que celles des programmes 178 « Préparation et emploi des forces » et 212 « Soutien de la politique de la défense » du ministère de la défense, et 309 « Entretien des bâtiments de l'État » du ministère de l'économie et des finances, concourent à l'action de la gendarmerie nationale.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2015 crédits directs (1) (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits indirects *		PLF 2015 crédits complets (2) (y.c. FDC et ADP)	Variation entre (2) et (1)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Ordre et sécurité publics	3 191 536	+1 197 955	+99 957	4 489 447	+40,7 %
02 - Sécurité routière	767 433	+302 624	+24 302	1 094 358	+42,6 %
03 - Missions de police judiciaire et concours à la justice	1 779 200	+645 048	+55 205	2 479 453	+39,4 %
04 - Commandement, ressources humaines et logistique	2 204 330	-2 204 330		0	-100 %
05 - Exercice des missions militaires	156 640	+58 704	+5 429	220 773	+40,9 %
Total	8 099 139	0	+184 892	8 284 031	+2,3 %

* Les données de ventilation sont alimentées par CHORUS.

(en milliers d'euros)

Ventilation des crédits indirects vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-184 892
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-29 484
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-29 484
Mission « Défense »	-150 669
178 / Préparation et emploi des forces	-7 398
212 / Soutien de la politique de la défense	-143 271
Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »	-4 739
309 / Entretien des bâtiments de l'État	-4 739

OBSERVATIONS

INTERDÉPENDANCES DU PROGRAMME DE POLITIQUE PUBLIQUE

Nombre de programmes partenaires (ou liés)	4
Programmes partenaires hors mission	OUI
Programmes partenaires d'autres ministères	OUI

OBJETS ET RÈGLES STRUCTURANT LA VENTILATION

Objet	Nombre	Observation
Clés de ventilation utilisées	3	(correspond aux ratios statistiques)
Unités de répartition retenues	3	ETPT, %, activité
Familles de soutien ventilé	5	Personnel, Communication, Informatique, Immobilier, Logistique

ÉVOLUTION DU MODÈLE

Les règles et conventions adoptées lors de la préparation du PAP 2015 du programme « Gendarmerie nationale » se caractérisent par leur stabilité méthodologique.

ANALYSE DES ÉCARTS

Le programme bénéficie des déversements de crédits suivants :

- un déversement interne : il s'agit de crédits inscrits à l'action « Commandement, RH et logistique » répartis selon les clés d'activité du programme ;
- un déversement externe au sein du ministère de l'intérieur provenant du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » relevant de la mission « Administration générale et territoriale de l'État ». Il s'agit, d'une part, de crédits de fonctionnement général des services (HT2) ainsi que des crédits de titre 2 de la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières inscrits à l'action « État-major et services centraux » ventilés en fonction des effectifs du périmètre ministériel et, d'autre part, des crédits afférents au pôle de la direction générale de la gendarmerie nationale à Issy-Les-Moulineaux portés par l'action « Affaires immobilières ». Les crédits hors titre 2 de contentieux et les crédits relatifs à la protection des personnels sont ventilés selon une clé de répartition communiquée par le responsable du programme 216 précité. Ces crédits sont répartis au prorata du nombre d'ETPT par action ;
- deux déversements externes provenant du ministère de la défense :
 - o programme 212 « Soutien de la politique de la défense » répartis selon les clés d'activité de la gendarmerie nationale : crédits relatifs à la politique immobilière conduite par le service d'infrastructure de la défense (SID) ; crédits d'action sociale ; crédits relatifs à la reconversion des militaires ;
 - o programme 178 « Préparation et emploi des forces » : crédits relatifs aux fonctions pétrolières du service des essences des armées (SEA), répartis en fonction des clés d'activité de la gendarmerie nationale ;
- un déversement extérieur provenant du ministère des finances, programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » réparti au prorata du nombre d'ETPT par action.

Programme de politique publique, le programme « Gendarmerie nationale » n'est à l'origine d'aucun déversement de crédits vers d'autres programmes.

Le montant total des crédits du programme « Gendarmerie nationale », après déversements, s'établit à **8 284 M€** en coût complet, contre un coût direct de 8 099 M€, soit un écart de 2,3 % au PLF 2015, qui est stable par rapport à celui du PLF 2014 (2,1 %).

PROGRAMME 207

SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRES

MINISTRE CONCERNÉ : BERNARD CAZENEUVE, MINISTRE DE L'INTERIEUR

Présentation stratégique du projet annuel de performances	124
Objectifs et indicateurs de performance	126
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	130
Justification au premier euro	133
Analyse des coûts du programme et des actions	143

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Robert LOPEZ

Délégué à la sécurité et à la circulation routières

Responsable du programme n° 207 : Sécurité et éducation routières

Le programme 207 a pour finalité de lutter contre l'insécurité routière et de réduire ainsi le nombre de personnes tuées et blessées sur les routes de France. Il répond ainsi à plusieurs enjeux :

- un enjeu humain lié à la souffrance engendrée par la perte ou le handicap d'un proche ;
- un enjeu social lié à la disparition d'une partie des forces vives de la société, notamment les jeunes ;
- un enjeu économique, la charge financière de l'insécurité routière étant estimée à 22,9 milliards d'euros en 2012.

Le délégué à la sécurité et à la circulation routières, responsable du programme 207, est le chef de file de l'action des différents services de l'État dans leur lutte contre l'insécurité routière. L'action de l'État en la matière, qui est décrite dans un document de politique transversale spécifique, s'inscrit dans les orientations fixées par le comité interministériel de la sécurité routière (CISR). Ces orientations visent trois déterminants fondamentaux de l'insécurité routière : le conducteur, la route et le véhicule.

Le programme 207 sert ainsi de cadre aux actions menées par l'État et ses partenaires qui ont permis de sauver 36 000 vies entre 2000 et 2013. La politique publique menée ces dix dernières années en matière de sécurité routière sera intensifiée en 2015 afin d'atteindre le nouvel objectif fixé par le Gouvernement visant à ne pas déplorer plus de 2 000 victimes sur les routes à la fin de la décennie. Cet objectif a été fixé à l'occasion de la relance des travaux du conseil national de la sécurité routière (CNSR), instance de concertation chargée d'impulser de nouvelles orientations et axes de travail afin d'œuvrer à la diminution de la mortalité sur les routes.

L'analyse de l'accidentalité routière appelle, en 2015, des interventions particulièrement ciblées sur les thématiques suivantes : les jeunes et l'éducation routière, la lutte contre les excès de vitesse, l'alcoolémie et les stupéfiants sur la route, la sécurité des deux-roues motorisés.

Concernant les jeunes et l'éducation routière, la politique de prévention et de formation menée ces dernières années auprès des 18-24 ans sera poursuivie et accentuée en 2015 dans le cadre de la réforme du permis de conduire annoncée en juin 2014 par le ministre de l'intérieur.

Pour cela, des actions de sensibilisation seront notamment menées et développées en partenariat avec les équipes éducatives du primaire au lycée. Une attestation scolaire de sécurité routière de niveau 3 sera ainsi créée en 2015 pour les élèves des classes de seconde.

La conduite accompagnée sera promue, et, par ailleurs, afin de réduire les délais d'obtention du permis de conduire et donc son coût, une réorganisation en profondeur du service public du permis de conduire sera menée en 2015. Cette réorganisation portera, notamment, sur les examens théoriques et une partie des examens du groupe lourd qui seront confiés à des partenaires agréés. L'activité des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière sera ainsi recentrée sur les examens du permis B pour répondre aux besoins croissants des usagers.

La lutte contre l'alcool et les stupéfiants, qui constituent l'une des premières causes de mortalité sur la route, sera poursuivie. Les campagnes de communication et d'information à destination du grand public seront pérennisées avec, comme leviers, l'implication collective et le contrôle social afin de modifier les comportements. Des actions seront de nouveau organisées, comme chaque année, à l'occasion de manifestations festives rassemblant un jeune public.

Enfin, le bilan de l'accidentalité des deux-roues motorisés, qui représentent 23 % de la mortalité routière pour seulement 2 % du trafic justifie l'intensification des actions de sensibilisation dans ce domaine. La politique menée en faveur de la sécurité des deux-roues motorisés a été complétée, au plan juridique, par l'instauration en janvier 2013 de nouvelles catégories de permis de conduire pour les cyclomoteurs (AM) et les motocyclettes de moyenne cylindrée (A2), mesures qui feront l'objet prochainement d'un premier retour d'expérience en terme d'efficacité.

Le programme 207 est structuré en trois actions :

- l'action n° 01 « Observation, prospective, réglementation et soutien au programme » porte les crédits nécessaires à la réalisation d'études et d'expérimentations concernant les risques relatifs à l'insécurité routière, la diffusion de l'information et des recommandations utiles vers le public ainsi que l'évaluation de l'efficacité des actions menées ;
- l'action n° 02 « Démarches interministérielles et communication » regroupe les crédits de communication vers le public par des actions de sensibilisation et de mobilisation, d'animation et d'évaluation de la politique interministérielle de sécurité routière et de pilotage des évolutions de la réglementation routière ;
- l'action n° 03 « Éducation routière » permet le financement de la formation à la sécurité routière pour l'ensemble de nos concitoyens (épreuves du permis de conduire, permis probatoire, enseignements et attestations délivrés en milieu scolaire ...).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

■ OBJECTIF 1	Mobiliser l'ensemble de la société sur la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes
INDICATEUR 1.1	Nombre annuel des tués (France métropolitaine et départements d'outre-mer)
■ OBJECTIF 2	Améliorer le service du permis de conduire dans le cadre du développement de l'éducation routière tout au long de la vie
INDICATEUR 2.1	Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B (du point de vue de l'usager) (nouvel indicateur)
INDICATEUR 2.2	Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière
INDICATEUR 2.3	Taux de conducteurs novices parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ÉVOLUTION DE LA MAQUETTE DE PERFORMANCE

Dans le cadre de la rationalisation des indicateurs des programmes, l'indicateur "caractérisation de la mortalité routière selon des catégories d'usagers de la route" a été supprimé. Par ailleurs, le sous-indicateur "nombre de tués à 30 jours en métropole et départements d'outre-mer" a été supprimé, car les déterminants des traitements statistiques sont différents entre la métropole et les DOM, c'est la raison pour laquelle les 2 autres sous-indicateurs sont séparés.

OBJECTIF n° 1 : Mobiliser l'ensemble de la société sur la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes

Cet objectif traduit la performance globale de la politique de sécurité routière. Il n'est pas spécifique au programme 207 et structure l'action de l'État, de ses partenaires et de la société civile dans la lutte contre l'insécurité routière.

L'indicateur retenu est le nombre annuel de personnes décédées dans les 30 jours suivant leur accident.

Cet indicateur de l'accidentalité en métropole et outre-mer constitue l'indicateur de suivi de l'efficacité de la politique de sécurité routière. Il est conforme à celui de l'Union européenne.

INDICATEUR 1.1 : Nombre annuel des tués (France métropolitaine et départements d'outre-mer)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Nombre annuel des tués (France métropolitaine)	Nombre	3 653	3 268	<3 200	3200	3000	2400
Nombre annuel des tués (Départements d'outre-mer)	Nombre	189	160	<135	150	140	116

Précisions méthodologiques

Source des données : Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR)

Mode de calcul :

Tout accident corporel de la circulation routière doit faire l'objet d'un bulletin d'analyse d'accident corporel de la circulation (BAAC), rempli par le service de police ou de gendarmerie compétent géographiquement. Les BAAC, centralisés par les services de la police et de la gendarmerie nationale, sont ensuite envoyés à l'ONISR pour de nouveaux contrôles « qualité » s'ajoutant à ceux déjà intégrés aux logiciels de saisie utilisés par les forces de l'ordre.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La cible et la prévision sont estimées par déclinaison de l'objectif fixé par le Gouvernement de réduire à moins de 2 000 le nombre de personnes tuées sur les routes à l'horizon 2020.

OBJECTIF n° 2 : Améliorer le service du permis de conduire dans le cadre du développement de l'éducation routière tout au long de la vie

L'enjeu est de créer les conditions favorables à l'obtention du permis de conduire par la mise en œuvre :

- de la réduction des délais d'attente entre deux présentations aux examens du permis de conduire ;
- d'une éducation en milieu scolaire et d'une formation par les écoles de conduite mieux adaptées ;
- d'une meilleure qualité d'accueil des candidats.

L'objectif est également d'augmenter le taux de réussite des candidats dès la première présentation à l'examen du permis de conduire, traduisant une amélioration de la qualité de la formation avec, pour conséquence, une diminution significative de la sinistralité des conducteurs novices mais également un coût maîtrisé de l'examen pour les candidats.

Les leviers d'actions sont :

- le recentrage de l'activité des IPCSR sur les examens pratiques de la catégorie B ;
- la mise en œuvre, par les enseignants de la conduite, d'un programme national de formation renouvelé ;
- le développement de la conduite accompagnée ;
- la formation continue des examinateurs (inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière) ;
- l'harmonisation des pratiques d'évaluation des examinateurs.

Les indicateurs retenus sont :

- le délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B ;
- le coût unitaire d'obtention d'un permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière.

INDICATEUR 2.1 : Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B (du point de vue de l'usager) (nouvel indicateur)

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B	jours calendaires	85,7	98	86	93	60	45

Précisions méthodologiques

Source et analyse des données : ministère de l'intérieur – délégation à la sécurité et à la circulation routières.

Les dates d'examens pratiques sont saisies par les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) dans l'application métier AURIGE.

Valeurs pour 2012 et 2013 : valeurs de référence calculées sur une année entière.

Prévisions pour 2014 et 2015 : valeurs calculées en prenant en compte l'évolution attendue du stock de candidats en attente de passer l'examen B.

Mode de calcul :

Sont pris en compte pour le calcul de l'indicateur annuel, les délais moyens mensuels d'attente entre la première et la deuxième présentation à l'épreuve pratique B du permis de conduire, en nombre de jours calendaires, calculés de la manière suivante :

- pour un mois M considéré d'une année N, il s'agit du délai moyen d'attente des candidats se présentant pour la deuxième fois à l'épreuve pratique du permis B au cours de ce mois M et ayant échoué à leur première présentation au plus tôt une année avant ce mois M (mois M-1 de l'année N-1) ;
- l'indicateur annuel est la moyenne, pondérée par le nombre de candidats pris en compte, des douze délais mensuels d'une année civile.

Par construction, l'indicateur ne prend pas en compte les délais supérieurs à une année, étant considéré qu'au-delà de ce délai, le candidat ne peut qu'avoir fait le choix délibéré de ne pas se représenter immédiatement.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La réduction des délais de passage du permis de conduire B constitue l'un des objectifs majeurs de la réforme du permis de conduire annoncée par le ministre de l'intérieur le 13 juin 2014.

Ce délai doit être ramené à 45 jours à l'horizon 2016 et maintenu les années suivantes.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs mesures seront mises en place, notamment le passage de 12 à 13 examens B par jour pour un inspecteur (été 2014) et l'externalisation des examens ETG (épreuve théorique générale) et permis du groupe lourd (été 2015).

Ces mesures devraient permettre de réduire significativement les délais d'attente dès 2015 et d'atteindre l'objectif de 45 jours en 2016.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

INDICATEUR 2.2 : Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière	€ / permis	61,5	64,5	62,6	63,0	53,7	50,0

Précisions méthodologiques

Source des données : ministère de l'intérieur – délégation à la sécurité et à la circulation routière, à partir des résultats d'une enquête menée auprès des services déconcentrés.

Mode de calcul :

Cet indicateur permet d'apprécier le coût unitaire d'obtention du permis de conduire calculé sur la base des déterminants suivants :

Coût unitaire = Coût total / Nombre de permis

Le coût total intègre la masse salariale (hors postes vacants) correspondant aux activités d'examen (avec CAS Pensions) imputée, à compter de 2015, sur le programme 216, ainsi que les frais de déplacement, de fonctionnement et de formation initiale et continue qui pour leur part continuent de relever du programme 207.

Le nombre de permis inclut les permis moto, poids lourds et permis B délivrés suite aux examens pratiques.

Le tableau ci-dessous présente les valeurs connues et prévisionnelles permettant le calcul de l'indicateur 2.2 « hors postes vacants » :

	Intitulé	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Coût total d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière	€ (C) = (1)+(2)+(3)	59 537 070 €	60 209 566 €	62 081 000 €	60 756 000 €	61 783 000 €	63 518 000 €
Masse salariale correspondant aux activités d'examens hors CAS Pensions	(1)	34 017 050 €	33 938 878 €	34 506 000 €	34 481 000 €	35 157 000 €	36 435 000 €
Masse salariale correspondant aux activités d'examens – part CAS Pensions	(2)	15 295 290 €	15 785 960 €	16 850 000 €	15 975 000 €	16 226 000 €	16 683 000 €
Frais de fonctionnement	(3)	10 224 730 €	10 484 728 €	10 725 000 €	10 300 000 €	10 400 000 €	10 400 000 €
Nombre de permis délivrés par l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière	(N) = Nombre de permis	968 356	933 937	992 000	965 000	1 150 000	1 270 000
Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière	€ / Permis (U) = (C) / (N)	61,5 €	64,5 €	62,6 €	63,0 €	53,7 €	50,0 €

Les données 2013 ont été consolidées avec les dernières valeurs connues et divergent légèrement de celles figurant au RAP 2013.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les quatre variables de cet indicateur sont les suivantes :

- nombre de permis délivrés ;
- les crédits de fonctionnement consacrés à l'organisation des examens ;
- la masse salariale liée à l'activité « Examens du permis de conduire » hors CAS Pensions ;
- la part du CAS Pensions de la masse salariale liée à l'activité « Examens du permis de conduire » imputée jusqu'en 2014 sur le programme 207 mais relevant, à compter de 2015, du programme 216.

La DSCR se fixe comme objectif sur la période 2015-2017 de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de personnel hors CAS Pensions consacrées à l'activité « Examens » (l'évolution de la part « CAS Pensions » étant difficilement prévisible).

Sur la même période, les mesures de la réforme du permis de conduire annoncées par le ministre de l'intérieur en juin 2014 visent à permettre de recentrer l'activité des personnels de l'éducation routière sur les examens pratiques de la catégorie B pour réduire significativement les délais d'attente d'une place d'examen notamment après un échec. L'objectif est d'augmenter le nombre de permis délivrés.

La stabilisation des dépenses et l'augmentation du nombre de permis délivrés doivent ainsi permettre de baisser de manière substantielle la valeur de cet indicateur pour atteindre les 50 € à l'horizon 2017.

INDICATEUR 2.3 : Taux de conducteurs novices parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins d'un an parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel	%	10,4	9,5	<9,7	<9,7	<9,5	<9
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins de deux ans parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel	%	17,7	17,1	<17,4	<17,4	<17,1	<16,2
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins de trois ans parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel	%	24,1	23,3	<24,1	<24,1	<23,6	<22,3

Précisions méthodologiques

Source des données : observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR).

Mode de calcul :

Le calcul a été effectué pour l'ensemble des conducteurs de voitures de tourisme impliqués dans un accident corporel, en considérant l'ancienneté de leur permis au moment de l'accident, ceci pour la France entière (DOM inclus). Les conducteurs sans permis et les conducteurs dont la date d'obtention du permis n'est pas renseignée ne sont pas pris en compte.

Le suivi de cet indicateur est réalisé pour un an, deux ans et trois ans d'ancienneté du permis en vue d'un meilleur suivi de l'accidentalité des conducteurs novices dont la diminution est une priorité en matière de sécurité routière.

Les données 2013 ont été consolidées par rapport à celles figurant au RAP 2013.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les mesures engagées dans le cadre de la réforme du permis de conduire, notamment la mise en place d'une sensibilisation systématique à la sécurité routière au lycée, les nouvelles épreuves théoriques à l'examen du permis de conduire et le développement de la conduite accompagnée auront un effet progressif faisant baisser l'accidentalité des conducteurs novices.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2015 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2015 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	1 944 000		1 360 000	3 304 000	
02	Démarches interministérielles et communication	15 470 000		4 498 000	19 968 000	100 000
03	Éducation routière	13 222 000	3 300 000	5 050 000	21 572 000	
Total		30 636 000	3 300 000	10 908 000	44 844 000	100 000

2015 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	1 944 000		1 360 000	3 304 000	
02	Démarches interministérielles et communication	15 470 000		4 498 000	19 968 000	100 000
03	Éducation routière	13 222 000	3 300 000	5 050 000	21 572 000	
Total		30 636 000	3 300 000	10 908 000	44 844 000	100 000

2014 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE RETRAITÉE)

2014 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	2 903 713		1 210 000	4 113 713	
02	Démarches interministérielles et communication	15 232 000		4 668 000	19 900 000	
03	Éducation routière	13 115 000	3 800 000	6 777 500	23 692 500	
Total		31 250 713	3 800 000	12 655 500	47 706 213	

2014 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	2 903 713		1 210 000	4 113 713	
02	Démarches interministérielles et communication	15 232 000		4 668 000	19 900 000	
03	Éducation routière	13 115 000	3 800 000	6 777 500	23 692 500	
Total		31 250 713	3 800 000	12 655 500	47 706 213	

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	31 250 713	30 636 000	31 250 713	30 636 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	31 250 713	30 636 000	31 250 713	30 636 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 800 000	3 300 000	3 800 000	3 300 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	3 800 000	2 600 000	3 800 000	2 600 000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		700 000		700 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	12 655 500	10 908 000	12 655 500	10 908 000
Transferts aux ménages	6 475 000	5 050 000	6 475 000	5 050 000
Transferts aux entreprises	706 000	500 000	706 000	500 000
Transferts aux collectivités territoriales	750 000	500 000	750 000	500 000
Transferts aux autres collectivités	4 724 500	4 858 000	4 724 500	4 858 000
Total hors FDC et ADP prévus	47 706 213	44 844 000	47 706 213	44 844 000
FDC et ADP prévus		100 000		100 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	47 706 213	44 944 000	47 706 213	44 944 000

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme		3 304 000	3 304 000		3 304 000	3 304 000
02	Démarches interministérielles et communication		19 968 000	19 968 000		19 968 000	19 968 000
03	Éducation routière		21 572 000	21 572 000		21 572 000	21 572 000
Total			44 844 000	44 844 000		44 844 000	44 844 000

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

MODIFICATIONS DE MAQUETTE

Programmes 2014	LFI 2014 non retraitée		LFI 2014 retraitée		Programmes 2015
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
207 / Sécurité et éducation routières	80 894 568	80 894 568	81 632 313	81 632 313	216 / Conduite et pilotage des politiques de l'Intérieur
Total	80 894 568	80 894 568	81 632 313	81 632 313	

A l'occasion du rattachement de la politique de sécurité et d'éducation routières (SER) au ministère de l'intérieur, l'ensemble des crédits et des emplois correspondants au programme 207 sont transférés au programme 216. Une action dédiée du programme 216 accueille le titre 2 SER, ce qui permet de le suivre spécifiquement dans les documents budgétaires. Cette mesure intègre également le transfert des crédits des vacations commissions médicales pour le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) pour le titre 2.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2014

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 (RAP 2013)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2013	AE LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	CP LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014
8 120 384		47 776 843	46 793 316	9 103 911

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP au-delà de 2017
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014	CP demandés sur AE antérieures à 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP 2017 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE antérieures à 2015
9 103 911	9 103 911 0	0	0	0
AE nouvelles pour 2015 AE PLF / AE FDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP 2017 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015
44 844 000 100 000	35 740 089 100 000	9 103 911	0	0
Totaux	44 944 000	9 103 911	0	0

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2015

CP 2015 demandés sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2016 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015
79,7 %	20,3 %	0 %	0 %

Les restes à payer au 31/12/2014 seront intégralement réglés en 2015. Ces engagements concernent principalement des dépenses de communication et des investissements dans les centres d'éducation routière.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01

7,4 %



Observation, prospective, réglementation et soutien au programme

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement		3 304 000	3 304 000	
Crédits de paiement		3 304 000	3 304 000	

La politique de sécurité routière requiert :

- de mener des études et des expérimentations afin de connaître et mieux appréhender les risques relatifs à l'insécurité routière. Plus précisément, l'amélioration des conditions de sécurité se fonde sur le résultat des analyses des accidents et sur des études dans des domaines tels que la conception des véhicules ou le comportement des usagers ;
- de diffuser toutes les informations et recommandations utiles susceptibles d'améliorer la connaissance des risques routiers et d'en réduire les effets par la modification des comportements ;
- d'évaluer l'efficacité des différentes actions contre l'insécurité routière.

Les études et les expertises réalisées ainsi que les dispositions réglementaires produites relèvent principalement des trois thèmes suivants :

- l'accidentologie, notamment afin de disposer d'une meilleure connaissance des populations cibles et des comportements et d'analyser la dimension « sécurité routière » des autres politiques publiques sur des thèmes comme l'alcool, la vigilance, la vitesse et la vieillesse ;
- les aides à la conduite, thème relatif à l'utilisation des systèmes d'assistance à la conduite dans un objectif d'accroissement de la sécurité routière ;
- la réglementation relative aux véhicules, aux conducteurs et à la circulation.

L'action comprend enfin l'activité support (hors titre 2) des autres actions du programme qui regroupe en particulier la gestion financière des crédits, la gestion des ressources humaines de la DSCR en liaison avec la direction des ressources humaines du ministère de l'intérieur, et les activités de soutien (fonctions support) de la délégation interministérielle à la sécurité routière et de la DSCR.

Le montant de la dotation qu'il était initialement prévu d'inscrire en loi de finances pour 2015 a été modifié du fait du transfert de 80 894 568 euros de crédits de titre 2 et de 456 000 euros en AE et en CP de crédits hors titre 2 vers le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » au titre de la masse salariale et des dépenses d'action sociale des agents relevant jusqu'en 2014 du programme 207. Les 1 569 ETPT supports de ces agents sont également transférés vers le programme 216.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	1 944 000	1 944 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 944 000	1 944 000
Dépenses d'intervention	1 360 000	1 360 000
Transferts aux entreprises	500 000	500 000
Transferts aux autres collectivités	860 000	860 000
Total	3 304 000	3 304 000

1) Fonctionnement courant du programme (0,79 M€ en AE et en CP)

Une dotation de 0,79 M€ est demandée pour assurer le fonctionnement de la délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) qui se décline ainsi :

- les dépenses de fonctionnement courant : fournitures, documentation, bureautique, cotisations ;
- les dépenses de formation des agents de la DSCR ;
- les frais de déplacement en France et à l'étranger des agents de la DSCR ainsi que des agents de la délégation interministérielle à la sécurité routière (sur lesquels sont imputés les frais de déplacement liés au Conseil national de la sécurité routière) ;
- les frais de contentieux liés à l'activité de la politique de sécurité routière.

2) Dépenses de fonctionnement liées à la politique publique du programme (0,44 M€ en AE et en CP)

Les crédits liés à la prise en charge des dépenses de fonctionnement liées à la politique publique du programme sont estimés à 0,44 M€ et se ventilent ainsi :

- les dépenses relatives à l'impression, au stockage et au routage de la documentation institutionnelle de la DSCR élaborée dans le cadre de l'action 2 « Communication » du programme (0,33 M€) ;
- la participation au comité d'actions et d'entraides sociales (CAES), organisme chargé des œuvres sociales des personnels de l'éducation routière (0,11 M€).

3) Fonctionnement des observatoires locaux de l'accidentologie routière (0,43 M€ en AE et en CP)

Les observatoires locaux de l'accidentologie routière, mis en place en 2006, interviennent dans quatre domaines complémentaires :

- les outils de connaissance de l'insécurité routière, avec notamment la qualité et l'exploitation du fichier accidents, les mesures de l'exposition au risque et l'observation des comportements (vitesse et port de la ceinture) ;
- l'analyse de l'accidentologie au niveau départemental (diagnostic, études d'enjeux, évaluation des actions locales) ;
- la diffusion de la connaissance (publication, valorisation et capitalisation de la connaissance, réponse à des demandes d'études) ;
- l'appui à la définition des actions locales et à leur évaluation.

Un budget de 0,43 M€ est demandé pour assurer le fonctionnement de ces observatoires locaux.

4) Fonctionnement de l'Observatoire national interministériel de sécurité routière (0,03 M€ en AE et en CP)

L'Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR) est chargé de la collecte, de la mise en forme, de l'interprétation et de la diffusion des données statistiques nationales et internationales. Il assure par ailleurs le suivi des études sur l'insécurité routière et l'évaluation des nouvelles mesures de sécurité prises ou envisagées.

Pour assurer ces missions, une enveloppe de 0,03 M€ est dédiée à l'ONISR pour des prestations de recueil d'informations, de formations spécifiques et d'entretien de logiciels.

5) Études et recherches de l'administration centrale (1,61 M€ en AE et en CP)

La DSCR confie à des partenaires publics et privés la conduite d'études permettant d'approfondir et de développer les connaissances en matière de sécurité routière sous différents aspects (économique, comportemental, sociologique, juridique, technologique, etc.).

La DSCR participe ainsi, annuellement, aux études pré-réglementaires de l'Union technique de l'automobile et du cycle (UTAC). Les conventions passées entre la DSCR et l'UTAC couvrent environ 70 % du coût des études et essais pré-réglementaires et 30 % du coût des installations d'essais réglementaires permettant de prendre en compte l'évolution des méthodologies d'essais et de contrôle issues des directives de l'Union européenne.

Des études liées à la sécurité routière sont également confiées au réseau scientifique et technique du MEDDE qui en assure le pilotage. Depuis 2014, les services demandeurs peuvent s'adresser au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) et au centre de prestations et d'ingénierie informatiques. Les crédits nécessaires au CEREMA sont mis à sa disposition par convention (titre 6).

Les dépenses sont estimées, en titre 6, à 1,36 M€ en AE et en CP.

Par ailleurs, pour mener à bien ces études, les services peuvent être amenés à faire l'acquisition de matériels et à externaliser des prestations très spécialisées, notamment dans le domaine informatique. Aussi, des crédits sont-ils délégués au réseau scientifique et technique à hauteur de 0,25 M€ (titre 3).

ACTION n° 02
Démarches interministérielles et communication

44,5 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement		19 968 000	19 968 000	100 000
Crédits de paiement		19 968 000	19 968 000	100 000

Cette action poursuit les finalités suivantes :

- communiquer afin de mobiliser l'opinion publique et les élus locaux : l'action de l'État dans la lutte contre l'insécurité et la délinquance routières comprend un volet communication gouvernementale et ministérielle (au niveau national et local) dans l'objectif de sensibiliser le public, notamment les jeunes, aux risques liés à l'utilisation et au partage de la route. Ce volet se traduit notamment par des campagnes de communication et d'information diffusées sur les différents médias (télévision, radio, presse, affichage, internet) et la participation à des événements nationaux organisés par thèmes et publics visés. Chacune de ces actions donne lieu à des relations presse et des relations publiques soutenues ;
- préparer, animer et évaluer la politique interministérielle de sécurité routière notamment par la mobilisation des réseaux nationaux et locaux ;
- piloter les évolutions de la réglementation routière en matière de signalisation, d'équipements de la route et de circulation.

Le pilotage et l'animation des politiques locales de sécurité routière sont mis en œuvre dans chaque département sous l'autorité du préfet.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	15 470 000	15 470 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	15 470 000	15 470 000
Dépenses d'intervention	4 498 000	4 498 000
Transferts aux collectivités territoriales	500 000	500 000
Transferts aux autres collectivités	3 998 000	3 998 000
Total	19 968 000	19 968 000

Ces crédits sont consacrés à la communication grand public, à l'animation et au fonctionnement des actions locales, ainsi qu'au financement du partenariat associatif et du fonds interministériel de prévention de la délinquance.

1) Communication grand public (10,04 M€ en AE et en CP)

Les dépenses pour la communication en direction du grand public se répartissent comme suit :

- 8,99 M€ pour les campagnes nationales de mobilisation ;
- 0,71 M€ pour l'organisation de manifestations et de salons ;
- 0,34 M€ pour les évaluations et enquêtes.

Campagnes nationales de mobilisation : 8,99 M€ en AE et en CP

La communication en direction du grand public de la sécurité routière est centrée sur des campagnes de communication nationales. Les thèmes de campagne et les publics visés sont définis en s'appuyant sur les décisions du comité interministériel de la sécurité routière (CISR) et au regard de l'accidentologie analysée par l'ONISR en fin d'année 2013.

Le coût moyen d'une campagne se répartit entre, d'une part, la conception des supports (1/3), et d'autre part, l'achat d'espace (2/3).

Le coût de conception des supports varie en fonction du média visé. Ces supports peuvent être, dans certains cas, réutilisés d'une année sur l'autre afin de réduire le coût de la campagne.

Le coût d'achat d'espace publicitaire est la résultante d'une combinaison de plusieurs médias, ayant des coûts variables. Par exemple :

Média	Coût unitaire moyen d'une campagne	Contenu
Télévision	1,5 M€	Spot TV de 30 secondes - 3 x 1 semaine de diffusion (soit 3 semaines de diffusion)
Radio	0,9 M€	3 spots radio de 30 secondes - 3 x 1 semaine de diffusion (soit 3 semaines de diffusion)
Presse	1,5 M€	3 x 1 jour de parution dans la presse généraliste régionale, la presse quotidienne nationale et les magazines
Affichage	0,8 M€	1 semaine d'affichage 4x3m sur 12 000 faces
Internet	0,2 M€	3 semaines d'affichage sur 10 sites

La dépense prévue pour 2015 est basée sur six campagnes contenant une combinaison représentative de supports et de médias.

Manifestations et salons (0,71 M€ en AE et en CP)

La DSCR participe annuellement à une vingtaine de salons et manifestations afin de toucher directement les citoyens en plus grand nombre (ex : Festival « Solidays », Salon des maires et des collectivités territoriales, Mondial de l'auto...).

Évaluations et enquêtes (0,34 M€ en AE et en CP)

Les campagnes menées font l'objet d'une évaluation et d'enquêtes afin de connaître leur impact sur les citoyens et de tirer des enseignements pour les campagnes à venir.

Des études d'opinion, sous forme de baromètres réguliers ou d'enquêtes ponctuelles, sont également conduites, afin de connaître l'état de l'opinion sur les sujets de sécurité routière.

2) Animation et fonctionnement des actions locales (8,38 M€ en AE et en CP)

Financement de l'action locale et animation du réseau local (8,18 M€ en AE et en CP)

En matière de sécurité routière, l'action locale est portée par les préfets. Chaque département inscrit son programme dans un plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR). Ces crédits couvrent la réalisation des actions pilotées par les services déconcentrés de l'État (5,23 M€) et la contribution aux projets des partenaires locaux (collectivités territoriales, associations...) (2,95 M€).

Ces actions pilotées directement par les services de l'État (dépenses de titre 3) se concrétisent sur le terrain, notamment, par :

- des opérations de sensibilisation et de prévention menées par le service de coordination « sécurité routière » et ses partenaires : sensibilisation dans les écoles et collèges, sensibilisation des seniors, opérations en sortie de discothèque ou dans les lieux festifs, opérations présentant des alternatives à la sanction, etc. ;
- des opérations de communication locale : tenue de stands « sécurité routière » lors d'événements locaux rassemblant un nombre important de citoyens (festivals, foires, etc.), campagnes locales de communication radiophonique ou par voie de presse, affichages, etc. ;
- l'organisation d'événements de « grande ampleur » : installation de « villages de la sécurité routière » lors de la semaine de la sécurité intérieure, « crash test », etc.

Les crédits couvrent également les frais d'animation et de fonctionnement du réseau local des acteurs interministériels contribuant à la mise en œuvre de ces actions.

Par ailleurs, dans le cadre des PDASR, l'État peut contribuer au financement des projets de ses partenaires locaux (entreprises, collectivités territoriales, associations...). A ce titre, le vote d'une enveloppe de 2,95 M€ (titre 6) est demandée pour 2015.

Peuvent être subventionnées :

- des entreprises menant des actions de prévention et de formation dans le cadre de partenariats (chartes, plans de prévention du risque routier) ;

- des collectivités locales (projets mis en œuvre sur l'initiative des collectivités locales notamment les « maisons de la sécurité routière ») ;
- d'autres collectivités (subventions aux associations dans le cadre des opérations « Label Vie » pour les jeunes, subventions versées pour diverses opérations menées conjointement avec d'autres administrations et établissements publics, subventions aux associations nationales et locales de sécurité routière).

Deux fonds de concours destinés à recueillir des participations diverses à la sécurité et à la circulation routières en métropole et en outre-mer ont été créés en 2009. Ces fonds de concours permettent à des collectivités territoriales de participer au financement des actions mises en œuvre dans le cadre des plans départementaux d'actions de sécurité routière. Pour l'année 2015, il est prévu le rattachement de 100 000 € par ce biais.

Organisation déconcentrée de manifestations nationales (0,06 M€ en AE et en CP)

La DSCR délègue tous les ans des crédits aux préfetures de la Charente-Maritime (17) et du Cher (18) pour assurer la présence de la sécurité routière aux festivals des Francofolies de la Rochelle et du Printemps de Bourges.

Financement d'actions de sécurité routière dans les collectivités d'outre-mer (0,04 M€ en AE et en CP)

Ces crédits couvrent l'organisation d'actions de sécurité routière inscrites dans des plans analogues aux plans départementaux d'actions de sécurité routière mais dont la gestion relève d'un budget opérationnel de programme national.

Politique locale en maîtrise d'ouvrage centrale (0,1 M€ en AE et en CP)

La DSCR dispose d'un budget de 0,1 M€ pour financer des actions destinées aux services déconcentrés, notamment la formation des acteurs locaux.

3) Partenariat associatif (0,6 M€ en AE et en CP)

La DSCR prévoit de subventionner en 2015 entre 30 et 40 associations œuvrant en faveur de la sécurité routière et d'orienter leurs actions en fonction des priorités nationales.

4) Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) (0,95 M€ en AE et en CP)

La DSCR contribuera en 2015 au financement du FIPD à hauteur de 0,95 M€. Cette contribution doit permettre au FIPD de développer les actions menées par le tissu associatif visant à prévenir la délinquance, notamment routière.

ACTION n° 03 48,1 %
Éducation routière



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement		21 572 000	21 572 000	
Crédits de paiement		21 572 000	21 572 000	

Cette action a pour objet la mise en œuvre d'une formation continue à la sécurité routière pour l'ensemble de nos concitoyens et plus particulièrement pour les conducteurs novices, catégorie la plus exposée au risque routier.

Elle permet :

- la mise en place d'épreuves théoriques et pratiques du permis de conduire en cohérence avec les différentes directives européennes ;
- le suivi du permis probatoire ainsi que l'incitation au développement des formations post-permis, en partenariat avec les collectivités territoriales et les assureurs ;
- le renforcement, en liaison avec l'éducation nationale, des enseignements en milieu scolaire préalables aux attestations délivrées : attestation de première éducation à la route (APER), attestation scolaire de sécurité routière (ASSR), brevet de sécurité routière (BSR) et attestation de sécurité routière (ASR).

Un effort particulier continue d'être réalisé en direction des jeunes de 16 à 25 ans à travers la poursuite du dispositif du permis à un euro par jour mis en place en partenariat avec les banques et les écoles de conduite.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	13 222 000	13 222 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13 222 000	13 222 000
Dépenses d'investissement	3 300 000	3 300 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	2 600 000	2 600 000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	700 000	700 000
Dépenses d'intervention	5 050 000	5 050 000
Transferts aux ménages	5 050 000	5 050 000
Total	21 572 000	21 572 000

Ces crédits se décomposent en moyens consacrés :

- à l'organisation des examens du permis de conduire (12,74 M€) ;
- à la formation des personnels de l'éducation routière et l'animation de leur réseau (3,78 M€) ;
- au financement du dispositif du « permis de conduire à un euro par jour » (5,05 M€).

1) Organisation des examens du permis de conduire (12,74 M€ en AE et en CP)

Fonctionnement des cellules d'éducation routière et entretien des centres d'examen du permis de conduire : 8,03 M€ en AE et en CP

Le programme 207 finance :

a) d'une part, les dépenses de fonctionnement des cellules chargées de l'éducation routière dans les services déconcentrés pour un total de 6,88 M€ en AE et en CP. Ces dépenses recouvrent :

- les frais de déplacement des personnels de l'éducation routière ;
- les frais de structure (ex : fluides, téléphonie, fournitures, prestations de ménage, gardiennage) ;
- les locations immobilières ;
- les frais divers, notamment les locations de véhicules.

b) d'autre part, les dépenses consacrées à l'entretien des bâtiments et pistes des centres d'examen du permis de conduire, pour un montant de 1,15 M€ en AE et en CP en 2015.

Construction et rénovation de centres d'examens du permis de conduire : 3,6 M€ en AE et en CP

Une dotation de 3,6 M€ (dont 1 M€ en titre 3 et 2,6 M€ en titre 5) est demandée pour financer un programme de construction et de rénovation de centres d'examen du permis de conduire.

Ces crédits doivent permettre :

- de poursuivre des opérations déjà engagées lors des précédents exercices ;
- de lancer de nouveaux projets ;
- et d'améliorer les conditions d'accueil et de sécurité des centres existants.

Fonctionnement des commissions médicales et organisation des examens BEPECASER : 0,91 M€ en AE et en CP

Ces crédits gérés par les services déconcentrés couvrent les coûts liés à l'organisation :

- des examens du brevet professionnel pour l'enseignement à la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) pour un montant prévu de 0,59 M€ en 2015 ;
- des visites médicales dans le cadre des commissions médicales d'aptitude et des visites des personnes handicapées pour un montant prévu de 0,32 M€ en 2015.

Ces coûts concernent notamment :

- les frais de déplacement des formateurs ;
- les locations immobilières pour les commissions médicales et l'organisation des examens ;
- les frais de fonctionnement et de fournitures (ex : impression).

Financement de l'attestation de sécurité routière : 0,2 M€ en AE et en CP

Ces crédits couvrent les dépenses liées à l'examen puis à la délivrance des attestations de sécurité routière destinées aux jeunes n'ayant pu obtenir cette attestation dans le cadre scolaire, notamment pour les jeunes qui ne sont plus scolarisés ou les étrangers arrivant en France. En raison de la mise en place à la rentrée 2015 de l'ASSR 3 en milieu scolaire, la formation dispensée préalablement à la délivrance de l'ASR sera enrichie de modules complémentaires.

2) Formation des personnels et animation et fonctionnement du réseau « éducation routière » (3,78 M€ en AE et en CP)

Formations initiales des personnels des services déconcentrés : 1,2 M€ en AE et en CP

Le budget prévu pour ce poste (1,2 M€ en titre 3) doit permettre de couvrir le coût de la formation initiale des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) et des délégués du permis de conduire et de la sécurité routière (DPCSR) recrutés au titre de 2015 par le programme 216.

Cette formation initiale post-concours est dispensée aux IPCSR et DPCSR dans le cadre de conventions signées avec l'Institut national de sécurité routière et de recherches (INSERR).

Formations continues des personnels des services déconcentrés : 0,7 M€ en AE et en CP

La formation des personnels de l'éducation routière (IPCSR et DPCSR) est régie par la troisième directive européenne qui impose un nombre minimum de jours de formation pour permettre le maintien et le développement des compétences professionnelles. Pour 2015, le budget prévisionnel destiné à la formation continue est de 0,7 M€ en titre 3.

Animation et fonctionnement du réseau « éducation routière » : 1,88 M€ en AE et en CP

Géré au niveau central, ce poste regroupe les dépenses récurrentes liées à l'activité des services (ex : application informatique métier), ainsi que celles destinées à la mise en œuvre de l'évolution des épreuves du permis de conduire imposée par la troisième directive européenne.

Ces crédits doivent ainsi permettre de couvrir les dépenses suivantes :

- l'organisation des épreuves du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur (BAFM) ;
- la gestion et l'amélioration des applications nationales AURIGE-EUCLIDE et RAFAEL ;
- le développement informatique et l'acquisition de matériels liés à la dématérialisation de la saisie des résultats d'examens pratiques ;
- les frais informatiques et dépenses diverses (ex : maintenance des licences informatiques, carnets de certificats d'examen du permis de conduire et de carnets de formulaires de recueil des bilans de compétence, dotation de fonctionnement pour l'organisation des examens à Saint-Pierre et Miquelon, frais de déplacement ...) ;
- le financement des travaux liés à la réforme du permis de conduire (préparation de l'ASSR 3, refonte des questions de l'examen théorique général ...).

Ces dépenses devraient être exécutées à hauteur de 1,18 M€ en titre 3 et de 0,7 M€ en titre 5 (AE=CP).

3) Le permis à un euro par jour (5,05 M€ en AE et CP)

Ce dispositif permet aux jeunes de 16 à 25 ans d'étaler le coût de leur formation à la conduite automobile sur plusieurs mois. Il s'agit d'un prêt à taux zéro accordé par les établissements bancaires, l'État prenant en charge les frais financiers en payant directement les intérêts aux banques.

En 2013, près de 90 000 jeunes ont ainsi pu bénéficier d'un prêt « Permis à un euro par jour ».

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Dans le cadre de la réforme du permis de conduire annoncée le 13 juin 2014, l'État a décidé d'accentuer son effort sur ce dispositif en l'ouvrant aux candidats ayant subi un échec à l'examen et en créant un prêt de « complément » de 300 €, éventuellement cumulable avec les montants des quatre tranches existantes (600, 800, 1 000 et 1 200 €).

Ces deux mesures, qui devraient être effectives à l'automne 2014, auront un impact sur le nombre de dossiers financés et sur la répartition entre tranche de prêts par rapport aux précédents exercices.

L'objectif, pour l'exercice 2015, est de financer 23 750 prêts par trimestre, soit 95 000 prêts par an, dont 1 000 cautionnés par l'État.

Paie ment des intérêts aux organismes bancaires : 4,95 M€ en AE et en CP

Sur la base de cet objectif et d'une hypothèse d'un taux de référence (emprunts d'État à 2 ans) à 0,75 % sur l'année 2015, le budget prévisionnel destiné au paiement des intérêts est de 4,95 M€.

	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	TOTAL 2015
Taux de référence des emprunts d'État à 2 ans	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%	
Coût moyen par dossier *	52,10 €	52,10 €	52,10 €	52,10 €	
Nombre de prêts prévisionnel	23 750	23 750	23 750	23 750	95 000
Coût lié au paiement des intérêts des prêts (1)	1 237 275 €	1 237 275 €	1 237 275 €	1 237 275 €	4 949 500 €

Cautionnement des prêts par l'État : 0,1 M€ en AE et en CP

Pour les jeunes exclus du crédit bancaire et inscrits dans une démarche de formation ou d'accès à l'emploi, l'État prend également en charge le cautionnement du prêt « Permis à un euro par jour ». Ce cautionnement est assuré par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) à travers le fonds de cohésion sociale.

Une dotation annuelle est versée à la CDC afin de couvrir :

- l'examen des demandes de cautionnement et le suivi des prêts cautionnés (20 € par dossier traité) ;
- la constitution d'une provision à hauteur de 5 % de la masse financière des prêts cautionnés, destinée à couvrir les risques liés au cautionnement.

Environ 50 % des dossiers déposés sont acceptés au cautionnement et le montant emprunté est très majoritairement de 1 200 €. Sur la base d'un objectif de cautionnement de 1 000 prêts, la dotation annuelle pour 2015 s'établit à 0,1 M€.

	T4 2014	T1 2015	T2 2015	T3 2015	TOTAL 2015
Nombre de dossiers traités par réseaux accomp.	500	500	500	500	2 000
Coût unitaire accompagnement social	20 €	20 €	20 €	20 €	20 €
Coût total lié à l'accompagnement social	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	40 000 €
Nombre de prêts cautionnés (50% des dossiers traités)	250	250	250	250	1 000
Montant moyen emprunté	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €
Masse financière des prêts cautionnés	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	1 200 000 €
Taux provision lié au cautionnement	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Coût total lié au provisionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	60 000 €
Coût lié au cautionnement des prêts	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	100 000 €

Toutes les dépenses relatives au « permis de conduire à un euro » relèvent du titre 6.

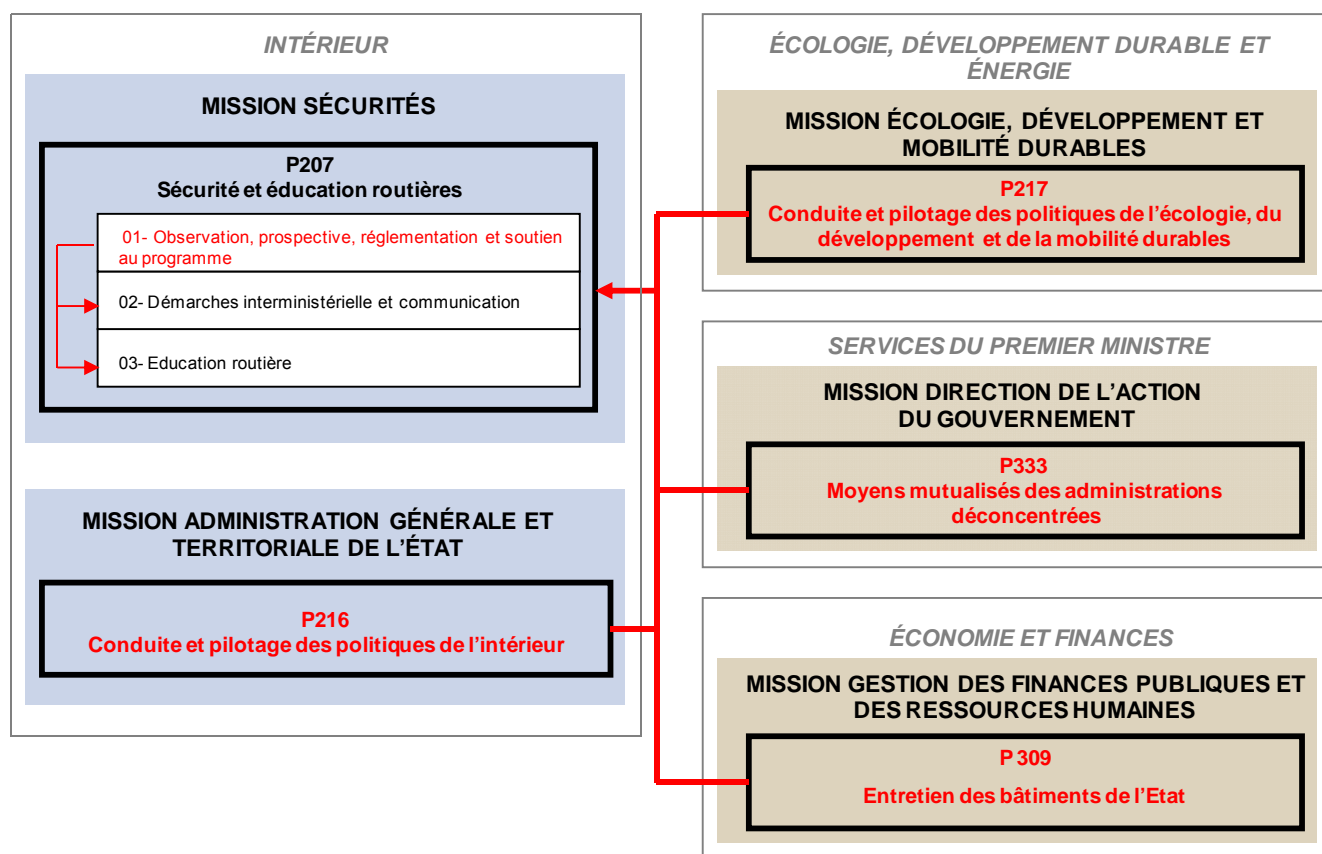
ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

Sont reconstitués en comptabilité d'analyse des coûts (CAC) les crédits prévisionnels complets des actions du programme, obtenus après ventilation des crédits de pilotage, de soutien ou de services polyvalents, vers les actions de politique publique.

L'introduction de l'outil CHORUS, comme application de tenue de la CAC depuis le PLF 2014, permet de valoriser dans les PAP, les choix de modélisation analytique préalablement opérés par les ministères pour chacun des programmes dont ils ont la charge.

SCHEMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME



LECTURE DU SCHÉMA

Le schéma ci-dessus présente les déversements du programme 207 « Sécurité et éducation routières »

A l'intérieur du programme, les déversements internes sont matérialisés par un trait fin.

Les déversements externes (impliquant deux programmes différents au sein du ministère de l'intérieur) et les déversements extérieurs (impliquant d'autres ministères) sont matérialisés par un trait épais.

La flèche rouge épaisse « entrante » formalise ici les déversements dont bénéficie le programme 207.

En effet, l'activité du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission AGTE, ainsi que celles des programmes 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » du ministère de l'écologie, 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » des services du

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 ANALYSE DES COÛTS

Premier ministre et 309 « Entretien des bâtiments de l'État » du ministère de l'économie et des finances, concourent à l'action du programme 207.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2015 crédits directs (1) (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits indirects *		PLF 2015 crédits complets (2) (y.c. FDC et ADP)	Variation entre (2) et (1)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	3 304	-66 245	+69 640	6 699	+102,7 %
02 - Démarches interministérielles et communication	20 068	+2 950	+22 795	45 813	+128,3 %
03 - Éducation routière	21 572	+63 295	+89 803	174 670	+709,7 %
Total	44 944	0	+182 238	227 182	+405,5 %

* Les données de ventilation sont alimentées par CHORUS.

(en milliers d'euros)

Ventilation des crédits indirects vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-182 238
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-89 317
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-89 317
Mission « Direction de l'action du Gouvernement »	-12 152
333 / Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	-12 152
Mission « Écologie, développement et mobilité durables »	-80 766
217 / Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	-80 766
Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »	-3
309 / Entretien des bâtiments de l'État	-3

OBSERVATIONS

INTERDÉPENDANCES DU PROGRAMME DE POLITIQUE PUBLIQUE

Nombre de programmes partenaires (ou liés)	4
Programmes partenaires hors mission	OUI
Programmes partenaires d'autres ministères	OUI

OBJETS ET RÈGLES STRUCTURANT LA VENTILATION

Objet	Nombre	Observation
Clés de ventilation utilisées	5	(correspond aux ratios statistiques)
Unités de répartition retenues	3	ETPT, %, Activité
Familles de soutien ventilé	5	Personnel, Communication, Informatique, Immobilier, Logistique

ÉVOLUTION DU MODÈLE

D'un point de vue méthodologique, les règles et conventions adoptées lors de la préparation du PAP 2015 du programme « Sécurité et éducation routières » ont évolué par rapport à l'exercice 2014.

Un effort de simplification a été réalisé pour tendre vers un déversement le plus direct possible vers les actions de politique publique et supprimer les déversements en cascade :

Ainsi, deux nouveaux déversements extérieurs ont été formalisés, en provenance des programmes 309 « entretien des bâtiments de l'État » et 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » qui transitaient auparavant par le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », contributeur des actions de politique publique du programme 207 « Sécurité et éducation routières ».

Par ailleurs, la prise en charge des crédits de titre 2 du programme 207 par le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », implique un déversement plus important de ce programme, se substituant aux coûts directs de personnels du programme « Sécurité et éducation routières ».

ANALYSE DES ÉCARTS

Les actions de politique publique du programme font l'objet de plusieurs déversements de crédits :

- Un déversement interne concernant les crédits de l'action « Observation, prospective, réglementation et soutien au programme » qui ne sont pas intégralement déversés sur les autres actions du programme 207.
Cette action se décompose entre une sous-action relative à la politique publique (observation de la sécurité routière, réglementation, études notamment) et une sous-action relative au fonctionnement du programme (fonctionnement courant du programme et fonctionnement lié à une politique publique du programme).

Pour 2015, la ventilation des crédits de l'action « Observation, prospective, réglementation et soutien au programme » du programme 207 entre les deux autres actions du programme est opérée comme suit :
 - 2,2 % sont ventilés sur l'action « Démarches interministérielles et communication » ;
 - 47,2 % sont ventilés sur l'action « Éducation routière ».
- Un déversement externe du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », action « État-major et services centraux » ;
- Des déversements extérieurs en provenance des programmes 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » et 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées », portant sur les moyens humains et les moyens supports des services œuvrant pour le compte de la sécurité routière ;
- Un déversement extérieur des crédits programme 309 « entretien des bâtiments de l'État » correspondant à l'entretien des bâtiments mis à disposition de ces services.

Ces déversements sont répartis au prorata des ETPT « cibles », ventilés par action sur la base du dernier bilan annuel d'activités issu du Système d'agrégation en Ligne du Suivi d'Activité (SALSA 2012).

Pour 2015, 7,5 % des crédits sont ventilés sur l'action « Observation, prospective, réglementation et soutien au programme », 4 % sur l'action « Démarches interministérielles et communication » et 88,5 % sur l'action « Éducation routière ».

Ainsi, le montant total des crédits du programme « Sécurité et éducation routières », après déversements, s'établit à **227,2 M€** en coût complet, contre un coût direct de 44,9 M€.

PROGRAMME 161

SÉCURITÉ CIVILE

MINISTRE CONCERNÉ : BERNARD CAZENEUVE, MINISTRE DE L'INTERIEUR

Présentation stratégique du projet annuel de performances	148
Objectifs et indicateurs de performance	151
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	158
Justification au premier euro	162
Analyse des coûts du programme et des actions	184

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Laurent PREVOST

Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises

Responsable du programme n° 161 : Sécurité civile

Le PLF 2015 est le deuxième pour lequel le programme 161 « Sécurité civile » porte, au sein de la mission « Sécurités », l'ensemble des politiques du ministère de l'intérieur consacrées à la protection des populations et à la gestion de crise. Il reprend ainsi les attributions des précédents programmes 161 « Intervention des services opérationnels » et 128 « Coordination des moyens de secours » qui composaient la mission « Sécurité civile ».

La direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) s'appuie sur la direction des sapeurs-pompiers et la sous-direction de la planification et de la gestion des crises, afin de définir la coordination des actions interservices ou interministérielles et la définition de la doctrine nationale en matière de sécurité civile. La sous-direction des moyens nationaux organise, prépare et met en œuvre les moyens d'intervention de la sécurité civile, notamment en situation de crise. Cette sous-direction regroupe, désormais, au titre d'une réorganisation en 2014, l'ensemble des fonctions support et de gestion du siège de la direction générale.

Dans ce cadre, la DGSCGC concourt à la politique interministérielle de sécurité civile conformément à la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile : « l'État est garant de la cohérence de la sécurité civile au plan national ; il en définit la doctrine et coordonne ses moyens ».

Les moyens nationaux de la sécurité civile rassemblent les moyens d'intervention opérationnels que l'État met en œuvre dans sa mission de protection des populations, quotidiennement (secours à personnes, opérations de déminage) ou en cas de catastrophes majeures, naturelles ou technologiques (feux de forêts, tempêtes, séismes, risques NRBC-E). Ces moyens comprennent la flotte aérienne de lutte contre les feux de forêts, les hélicoptères, les formations militaires de la sécurité civile (FORMISC), les unités de déminage ainsi que les trois établissements de soutien opérationnel et logistique (ESOL).

Les principaux axes suivis en 2014 pour renforcer l'efficacité des moyens nationaux sont reconduits en 2015 :

1. le développement des synergies entre les moyens nationaux afin de renforcer la qualité de leurs interventions ;
2. le développement des partenariats avec les acteurs de la sécurité nationale tels que la médicalisation des interventions hélicoptérées ou encore l'aérotransport en hélicoptère ou en avion des forces de sécurité ;
3. la montée en puissance de l'unité mobile de démantèlement des munitions identifiées ;
4. le développement de l'efficacité des moyens de soutien et de gestion, par leur regroupement sous l'autorité du sous-directeur des moyens nationaux.

Par ailleurs, la DGSCGC participe à la démarche d'optimisation et à la mutualisation des moyens engagées par le ministère :

1. par le rapprochement des flottes d'hélicoptères de la sécurité civile et de la gendarmerie nationale, en coordination avec les autres acteurs ministériels concernés ;
2. avec la création au 1^{er} janvier 2014 du service des achats, de l'équipement et de la logistique de la sécurité intérieure (SAELSI) ; ce service commun à la direction générale de la police nationale (DGP), à la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) et à la DGSCGC permettra de mutualiser les procédures d'achats en améliorant la qualité du service pour les utilisateurs. Cette création a donné lieu à des transferts d'effectifs vers cette nouvelle unité.

Dans sa mission de planification et de gestion des crises, la DGSCGC structure son action autour de l'engagement opérationnel (colonnes de renfort) et de la préparation opérationnelle (exercices, réseaux d'alerte, équipements).

Dans ce domaine également, les orientations prises en 2014 seront reconduites en 2015 :

1. le renforcement de la veille et de l'alerte précoce sur l'ensemble des risques, en particulier les catastrophes à cinétique rapide ;
2. le maintien d'une forte capacité d'engagement sur les crises, associé à un renforcement des capacités de gestion des informations ;
3. la formation et la préparation des acteurs.

En ce qui concerne les programmes d'investissement, plusieurs grands projets seront poursuivies en 2015 tels que le développement de la formation en matière de gestion de crises nucléaires (notamment avec la montée en puissance du centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements NRBC-E, créé en la forme d'un service à compétence nationale par le décret n° 2014-338 du 14 mars 2014), la poursuite de l'équipement des départements en système d'alerte et d'information de la population (SAIP), en remplacement de l'actuel Réseau national d'alerte (RNA) désormais vétuste et ne répondant plus aux nouveaux enjeux technologiques, et le déploiement et le fonctionnement du réseau Antarès, dont l'achèvement est attendu en 2017.

De plus, la DGSCGC, qui définit et soutien l'action des sapeurs-pompiers et des acteurs de la sécurité civile, assure la participation de l'État aux pensions, prestations rattachées et indemnités aux sapeurs-pompiers volontaires et les dépenses de personnels mobilisés.

La refonte des cadres d'emploi des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie B et C, intervenue en 2012, sera suivie par celle des cadres d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A. La réforme des emplois supérieurs de direction est destinée à valoriser des parcours plus dynamiques et à mettre en cohérence le statut des officiers supérieurs de sapeurs-pompiers avec les besoins d'un management moderne tout en renforçant la composante du commandement opérationnel. Cette réforme du cadre d'emploi de la catégorie A doit intervenir sur le prochain triennal. Un ajustement concomitant des effectifs permettra de dégager le financement de la mesure en accroissant la performance de l'encadrement.

Afin d'adapter le cadre juridique des sapeurs-pompiers volontaires, celui-ci a été rénové et modernisé. La DGSCGC s'attache à accompagner les SDIS dans la déclinaison territoriale de cette rénovation afin de pérenniser et développer le modèle français de secours dont les sapeurs-pompiers volontaires constituent une force majeure, notamment au regard du maillage territorial.

Enfin, la DGSCGC poursuit une internationalisation croissante de son activité :

1. au sein des organisations internationales, notamment de l'Union européenne (Mécanisme européen de protection civile) ;
2. par une coopération renforcée avec de nombreux pays (bassin méditerranéen, Afrique subsaharienne, Haïti, Russie, Chine...) ;
3. en intervenant à l'étranger dans la gestion des crises multiformes pour faire face aux catastrophes de toutes natures dans un contexte de dérèglement climatique et de situations complexes.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Assurer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de lutte contre les feux de forêt
INDICATEUR 1.1	Efficacité du dispositif de protection des forêts pendant la campagne "saison feux"

INDICATEUR 1.2	Rapport entre les dépenses de maintenance non programmées et les dépenses totales programmées du marché de maintenance
■ OBJECTIF 2	Assurer l'efficacité et l'efficience des opérations de secours aux personnes en hélicoptère en milieux difficiles
INDICATEUR 2.1	Taux de disponibilité des hélicoptères par flotte en base
INDICATEUR 2.2	Rapport entre le nombre de missions médicalisées et le nombre total de missions de secours
■ OBJECTIF 3	Faire évoluer la cartographie des centres de déminage pour éliminer les munitions historiques et faire face à la menace terroriste
INDICATEUR 3.1	Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD)
INDICATEUR 3.2	Interventions sur objets suspects dans les délais (Improvised explosive devices disposal ou IEDD)
■ OBJECTIF 4	Assurer la solidarité nationale à travers la mise en oeuvre de la réserve nationale par les préfetures et les SDIS
INDICATEUR 4.1	Taux d'utilisation de la réserve nationale par les préfetures et les SDIS
■ OBJECTIF 5	Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours
INDICATEUR 5.1	Coût de la journée stagiaire officier de sapeur pompier à l'ENSOSP en budget de fonctionnement
INDICATEUR 5.2	Taux d'adhésion des SDIS à l'infrastructure complémentaire Acropole-Antarès

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ÉVOLUTION DE LA MAQUETTE DE PERFORMANCE

La maquette de performance a été réformée dans le cadre de la préparation du PLF 2015, afin de rationaliser le nombre d'indicateurs en excluant notamment les indicateurs de moyens. Cette nouvelle cartographie permet de présenter de façon plus pertinente les enjeux majeurs de performance.

Certaines spécificités sont à prendre en compte :

- l'indicateur relatif à la maintenance des avions est reconduit à l'identique pour cette année de transition (passation d'un nouveau marché) sans être renseigné. Il sera remplacé dans le PLF 2016 par un nouvel indicateur en cohérence avec les caractéristiques du nouveau marché de maintien en condition opérationnelle (MCO) ;
- un nouvel indicateur de disponibilité en base des hélicoptères a été introduit afin de préciser le niveau de qualité du service offert à l'utilisateur ;
- le suivi de la réserve nationale se fait désormais du point de vue de l'utilisateur en présentant son taux d'utilisation par les préfetures et les SDIS.

OBJECTIF n° 1 : Assurer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de lutte contre les feux de forêt

Cet objectif répond à l'action 1 « Préparation et gestion des crises ».

La surface de terrain brûlée est fonction de l'intensité de l'aléa climatique pendant la « saison feux ». L'indicateur 1.1 permet d'apprécier l'efficacité globale des mesures mises en œuvre pour assurer la maîtrise des feux de forêts et en limiter la propagation, et de rendre compte de l'efficacité de l'organisation de la collaboration État / SDIS dans le registre des feux de forêts. L'exploitation de cet indicateur est délicate, compte tenu du caractère très variable de l'aléa. Celle-ci n'est pertinente que sur une durée de plusieurs années afin de consolider les tendances. Plus le chiffre obtenu est haut, plus le dispositif est réputé efficace.

L'indicateur 1.2 reflète le dispositif de performance attaché à l'action 2 « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux », et plus particulièrement à la sous-action 21 portant sur les moyens de lutte aérienne contre les feux de forêts. Cet indicateur permet de mettre l'accent sur les surcoûts constatés en termes de maintenance des moyens aériens. Le pilotage de cet indicateur doit permettre de maîtriser les coûts des interventions des avions par la mise en œuvre adaptée des marchés de maintenance des appareils.

INDICATEUR 1.1 : Efficacité du dispositif de protection des forêts pendant la campagne "saison feux"

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Pourcentage des incendies ne dépassant pas 5 hectares	%	94	96	94	96	96	96

Précisions méthodologiques

Numérateur : nombre d'incendies parcourant moins de 5 ha en été dans les départements méditerranéens.

Dénominateur : nombre d'incendies recensés en été dans les départements méditerranéens.

Les départements méditerranéens sont :

- pour la Provence-Alpes-Côte-d'Azur : les Bouches-du-Rhône, les Alpes Maritimes, les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence, le Var et le Vaucluse,
- pour le Languedoc-Roussillon : l'Aude, le Gard, l'Hérault, la Lozère, les Pyrénées-Orientales,
- pour la Corse : la Haute-Corse et la Corse-du-Sud,

Sécurité civile

Programme n° 161 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

- pour Rhône-Alpes : l'Ardèche et la Drôme.

Cet indicateur permet de vérifier l'efficacité des actions entreprises dans le cadre de la prévention opérationnelle et de l'anticipation afin d'appliquer la stratégie d'attaque des feux naissants (guet aérien armé, quadrillage préventif du terrain ...).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La valeur de 96 % de feux ne dépassant pas 5 hectares correspond à un niveau satisfaisant d'efficacité des moyens mobilisés pendant la saison des feux.

INDICATEUR 1.2 : Rapport entre les dépenses de maintenance non programmées et les dépenses totales programmées du marché de maintenance

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
« Canadair »	%	25,08	14,51	35,00	nd	nd	nd
« Tracker »	%	18,97	9,85	35,00	nd	nd	nd
« Dash 8 »	%	10,17	7,69	35,00	nd	nd	nd
« Beech »	%	3,34	5,78	35,00	nd	nd	nd

Précisions méthodologiques

Source des données : Les données sont issues de l'exploitation du suivi des factures reçues dans l'année au titre de l'exécution de l'accord-cadre de maintien en condition opérationnelle (MCO) des avions de la sécurité civile.

Mode de calcul : Pour les Canadair, les Trackers et les Beech les dépenses hors forfait comprennent les dépenses hors forfait des lots 2 et 3 qui leur sont directement imputées ajoutées à la part des dépenses hors forfait du lot 1 (moteur) qui leur revient. Le montant ainsi obtenu est rapporté aux dépenses totales des lots 2 et 3 constatées pour chaque flottille, augmenté de la part des dépenses totales du lot 1 qui leur est imputable.

Pour la flottille des Dash 8, les données sont directement issues du suivi de l'exécution du lot 4 qui comprend l'ensemble des dépenses de maintenance (cellules et moteurs) de cette flottille.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le marché de maintien en condition opérationnelle de la flotte d'avions de la sécurité civile est en cours de renouvellement. Dans cette période de transition, il n'est plus possible de renseigner les indicateurs dans leur ancien format. Dans le cadre du PLF 2016, un nouvel indicateur sera défini, prenant en compte les caractéristiques du nouveau marché.

OBJECTIF n° 2 : Assurer l'efficacité et l'efficience des opérations de secours aux personnes en hélicoptère en milieux difficiles

L'objectif n° 2 traduit la dualité des missions de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) dans le déploiement des hélicoptères. Il lui appartient, tout d'abord, de faire en sorte que l'immobilisation des appareils pour des raisons de maintenance soit la plus réduite possible, ce qui est l'objet de l'indicateur 2.1 « Taux de disponibilité des hélicoptères par flotte en base ». Le cycle de programmation des visites dépend de l'activité opérationnelle (heures de vol), de l'ancienneté de la machine (visites plus longues pour remplacer certaines pièces) et du besoin d'aménagements spécifiques liés à la sécurité.

Il lui appartient ensuite, de satisfaire à sa mission opérationnelle de secours à personne en milieux difficiles. L'indicateur 2.2 « Rapport entre le nombre de missions médicalisées et le nombre total de missions de secours » permet de mesurer la participation d'équipes médicales aux missions de secours héliportées. Le niveau de cette participation est un facteur significatif d'efficacité des interventions et de qualité des soins à apporter aux personnes secourues sur place ou en cours de transport.

INDICATEUR 2.1 : Taux de disponibilité des hélicoptères par flotte en base

(du point de vue de l'utilisateur)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux de disponibilité des hélicoptères EC145 de la sécurité civile en base.	%	nd	nd		95	95	95

Précisions méthodologiquesSource des données : Bureau des moyens aériens de la sécurité civile, sous-direction des moyens nationauxMode de calcul :

Numérateur : Nombre d'hélicoptères disponibles en base sur l'année.

Dénominateur : Nombre d'appareils en base sur l'année.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La disponibilité à hauteur de 95 % des hélicoptères en base sur l'année correspond à une indisponibilité de 5 %, ce qui est un niveau ambitieux, afin de permettre de rendre le service de qualité attendu par les usagers.

INDICATEUR 2.2 : Rapport entre le nombre de missions médicalisées et le nombre total de missions de secours

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Rapport entre le nombre de missions médicalisées et le nombre total de missions de secours	%	89,0	89,3	88,0	88	88	88

Précisions méthodologiques

Cet indicateur permet de mesurer la capacité des hélicoptères de la sécurité civile à déployer des équipes médicales en milieux difficiles.

Source des données : Les données sont issues de l'exploitation informatisée des comptes rendus de vol (CRV) établis par les pilotes à l'issue de chaque mission.Mode de calcul : Le numérateur est le nombre de missions médicalisées réalisées pendant une année. Le dénominateur est le nombre total de missions de secours réalisées pendant la même année.**JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE**

Le maintien de la valeur cible à 88 % des vols qui comprennent une composante médicalisée répond à une exigence de constance dans la qualité de service offert aux usagers, en cohérence avec les besoins et contraintes opérationnelles.

OBJECTIF n° 3 : Faire évoluer la cartographie des centres de déminage pour éliminer les munitions historiques et faire face à la menace terroriste

L'objectif n° 3 reflète le dispositif de performance attaché à l'action 4 portant sur la neutralisation des engins explosifs par les démineurs de la sécurité civile. Le personnel du bureau du déminage assure une disponibilité permanente pour les missions de protection de la population et de lutte anti-terroriste.

A ce titre, il assume deux activités principales. Il s'agit, d'une part, de la recherche, l'identification, la collecte et la destruction des munitions explosives et chimiques historiques issues des deux conflits mondiaux. Le centre de coordination sur les chargements chimiques (C4) permet de procéder au stockage des munitions chimiques collectées

Sécurité civile

Programme n° 161 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

en vue de leur démantèlement. D'autre part, dans le cadre de la lutte anti-terroriste, il intervient sur les objets suspects et engins explosifs improvisés, participe à la sécurisation des voyages officiels et des grands rassemblements et dispense des actions de sensibilisation aux services spécialisés du ministère de l'intérieur, des douanes, ainsi qu'à l'étranger.

Son expertise le conduit à être de plus en plus sollicité au niveau international.

INDICATEUR 3.1 : Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD)

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD)	%	- 28,8	27	-5,0	-10,0	- 10,0	- 10,0

Précisions méthodologiques

Source des données : Les données sont collectées par le biais d'un compte rendu mensuel de l'activité de recherche, d'identification, de collecte et de destruction des munitions anciennes des centres et antennes de déminage.

Mode de calcul :

$$\frac{(\text{tonnage collecté} - \text{tonnage détruit} + \text{variation de stock})}{\text{stock initial détenu}}$$

- stock initial détenu (recensement de la masse de munitions anciennes stockées dans les dépôts des centres de déminage) ;
- tonnage collecté (somme annuelle des collectes mensuelles de munitions effectuées par les centres et antennes de déminage) ;
- tonnage détruit (somme annuelle des destructions mensuelles de munitions effectuées par les centres de déminage) ;
- variation de stock (ajustement comptable de fin d'année).

L'objectif de l'indicateur montre la volonté du service à remplir sa mission de collecte tout en réduisant les stocks afin de garantir la sécurité des populations et du personnel du service de déminage.

La destruction est cependant aussi fonction de la disponibilité des sites de destruction du ministère de la défense et des aléas météorologiques.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La réduction du stock des munitions anciennes dépend de trois éléments : le volume de collecte, la capacité de stockage et le niveau de destruction. Pour ce dernier, la DGSCGC est dépendante des infrastructures militaires dédiées, par ailleurs largement sollicitées pour les besoins internes des armées.

INDICATEUR 3.2 : Interventions sur objets suspects dans les délais (Improvised explosive devices disposal ou IEDD)

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Interventions sur objets suspects dans les délais des équipes prépositionnées (<15')	%	94,0	98,80	98,0	98,0	98,0	98,0
Interventions sur objets suspects dans les délais des équipes non prépositionnées (<3h)	%	99,0	99,5	95,0	95,0	95,0	95,0

Précisions méthodologiques

Source des données : Les données sont récupérées au travers d'un compte rendu mensuel des activités sur objets suspects des centres et antennes de déminage.

Pour les équipes non prépositionnées, le délai d'intervention « cible » est fixé à 180 minutes.

Pour les équipes prépositionnées, le délai d'intervention « cible » est fixé à 15 minutes.

Le nombre total d'interventions est le nombre des départs pour interventions IEDD quelque soit la suite donnée.

Le calcul du délai d'intervention est la différence entre l'heure de réception de la demande et l'heure d'arrivée sur les lieux.

Le mode de calcul a été modifié pour le PLF 2014 :

Restituant les interventions dans les délais, et non par hors délais, il devient désormais :

Premier sous-indicateur : Interventions sur objets suspects dans les délais des équipes prépositionnées :

Nombre d'interventions des équipes prépositionnées dans les délais

Nombre total d'interventions des équipes prépositionnées

Second sous-indicateur : Interventions sur objets suspects dans les délais des équipes non prépositionnées :

Nombre d'interventions des équipes non prépositionnées dans les délais

Nombre total d'interventions des équipes non prépositionnées

Pour la lisibilité de l'historique celui-ci a été converti, par soustraction des anciennes valeurs prises par l'indicateur à 100 % (exemple : le premier sous-indicateur qui prenait la valeur de 7 % en 2011 (cf. RAP 2012 et PAP 2013), il doit être converti en 93 % (100-7) pour être comparable aux valeurs 2013 à 2015).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les cibles pour les délais d'intervention sur colis suspects demeurent constantes au cours des années. Il convient de préciser que leur réalisation dépend souvent de la réactivité conjointe des équipes de déminage et de celle des forces de sécurité.

OBJECTIF n° 4 : Assurer la solidarité nationale à travers la mise en oeuvre de la réserve nationale par les préfetures et les SDIS

L'objectif n°4 reflète le dispositif de performance attaché à l'action 2 « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux », et plus particulièrement à la sous-action 25 portant sur la logistique opérationnelle des moyens nationaux. Ces moyens mettent notamment en oeuvre la Réserve Nationale, stock de matériels destinés au secours et à la protection des personnes et des biens. Elle vient renforcer les capacités d'intervention des collectivités territoriales (communes, SDIS ...) lors de catastrophes ou d'événements exceptionnels, imprévisibles, sur le territoire national (outre-mer compris). Elle est également sollicitée lors d'événements planifiés, du type rassemblements de grande ampleur, ou lors de l'organisation de réunions de portée internationale (G8, G20, etc.).

INDICATEUR 4.1 : Taux d'utilisation de la réserve nationale par les préfetures et les SDIS

(du point de vue de l'utilisateur)

indicateur de la mission

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'utilisation de la réserve nationale par les préfetures et les SDIS	%	nd	nd	so	nd	50	50

Précisions méthodologiquesSource des données : Main courante des entrées/sorties de la réserve nationaleMode de calcul :

Numérateur : nombre de sollicitations annuelles par les services territoriaux, préfetures et SDIS, auxquelles a répondu la réserve nationale

Dénominateur : nombre de sollicitations annuelles de la réserve nationale

Commentaires : sont pris en compte dans le calcul, les sollicitations opérationnelles à caractère inopiné donnant lieu à un message de commandement du COGIC, les sollicitations logistiques programmées donnant lieu à une convention entre ESOL et demandeurs et les sollicitations liées à des exercices de sécurité civile agréés par la DGSCGC. Les sollicitations reliées à un même événement mais faisant l'objet de messages de commandement distincts sont comptabilisées séparément.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

S'agissant d'un nouvel indicateur et tenant compte des événements aléatoires sur lesquels il s'appuie, l'objectif 2015 et la cible 2017 indiqués semblent raisonnables au regard de l'expérience des 6 dernières années.

OBJECTIF n° 5 : Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours

Cet objectif vise à promouvoir les orientations prioritaires de la sécurité civile par la formation des cadres, d'une part, et l'harmonisation des moyens des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), d'autre part. L'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) renforce chaque année son rôle déterminant dans la formation des cadres des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires. Ses missions s'articulent notamment

Sécurité civile

Programme n° 161 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

autour de la formation initiale et la formation d'adaptation à l'emploi. La formation des sapeurs-pompiers volontaires correspond aussi à une orientation prioritaire. Par ailleurs, la loi de modernisation de la sécurité civile de 2004 a engagé la mutualisation des réseaux de communication de tous les services publics qui concourent aux missions de sécurité civile. Ainsi le projet ANTARES permet d'accroître la confidentialité, l'efficacité et la coordination des communications opérationnelles de l'ensemble des services publics concourant aux missions de secours, en substituant aux réseaux actuellement privés d'interopérabilité une infrastructure nationale moderne et mutualisée.

L'indicateur 5.1 contribue à aider à mieux mesurer et contrôler le budget de fonctionnement de l'ENSOSP. Cet indicateur répond aux objectifs des chantiers de la gouvernance de l'école tels que découlant des audits et rapports officiels demandés par le ministère de l'intérieur sur la « politique de gouvernance de l'ENSOSP ».

L'indicateur n° 5.2 mesure la progression de l'adhésion des SDIS au réseau numérique. L'option retenue par le Gouvernement est de découpler le déploiement technique, sur trois ans, de son financement, sur neuf ans.

INDICATEUR 5.1 : Coût de la journée stagiaire officier de sapeur pompier à l'ENSOSP en budget de fonctionnement

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Coût de la journée stagiaire officier de sapeur pompier à l'ENSOSP en budget de fonctionnement	€	nd	nd	331,0	330,0	315,0	300,0

Précisions méthodologiques

L'indicateur relatif à l'ENSOSP a été redéfini, pour faire suite aux orientations de contrôle renforcé du budget des établissements publics. Il s'agit désormais de suivre la diminution du coût en fonctionnement de la journée de stagiaire sapeur-pompier.

Source des données : comptages communiqués par l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs-pompiers (ENSOSP).

L'indicateur est sans objet pour les années antérieures à 2013. Le coût sera restitué à compter de l'année 2013.

Mode de calcul :

Numérateur : budget global de fonctionnement

Dénominateur : nombre de journées stagiaires des officiers des SIS.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les cibles sont en décroissance sur la période traduisant une gestion rationalisée des frais de fonctionnement. Il convient de préciser que la demande, et donc l'offre de formation est à la discrétion des services départementaux d'incendie et de secours. Ainsi le nombre de journée-stagiaire n'est pas sous le contrôle de l'ENSOSP. La réduction tendancielle du ratio représente donc un engagement fort de l'école.

INDICATEUR 5.2 : Taux d'adhésion des SDIS à l'infrastructure complémentaire Acropole-Antarès

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2012 Réalisation	2013 Réalisation	2014 Prévision PAP 2014	2014 Prévision actualisée	2015 Prévision	2017 Cible
Taux d'adhésion des SDIS à l'infrastructure complémentaire Acropole-Antarès	%	70,0	79,0	81,5	84,0	89,0	100,0

Précisions méthodologiques

Le plan d'équipement des services départementaux d'incendie et de secours, tel que voté par leur conseil d'administration ou, le cas échéant, encore en préparation, est conforme aux prévisions et doit conduire à un achèvement migratoire à l'horizon 2013-2015.

Source des données : Recensement des données par la direction des sapeurs-pompiers auprès des SDIS.

Mode de calcul : Numérateur : nombre de sapeurs-pompiers exploitant l'infrastructure Acropole/Antarès sur la base d'un poste pour 3 sapeurs-pompiers.

Dénominateur : nombre total de sapeurs-pompiers (SDIS, BSPP, BPPM, Moyens nationaux) soit 250 000 (dont 200 000 volontaires).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Quoiqu'en fin d'élaboration, le déploiement d'Antarès à un niveau de 100 % en 2017 correspond à un engagement significatif de la part de la DGSCGC, dans la mesure où les SDIS rejoignent l'infrastructure partagée sur le fondement de leur autonomie de gestion.

Sécurité civile

Programme n° 161 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2015 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2015 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
11	Prévention et gestion de crises	7 784 505	16 220 142	1 434 350	3 098 139		28 537 136	
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	154 862 740	56 788 061	26 562 848			238 213 649	250 000
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	2 475 037	18 865 583	7 650 000	98 299 895	3 713 553	131 004 068	12 900 000
14	Fonctionnement, soutien et logistique	1 489 214	1 764 807		19 796		3 273 817	
Total		166 611 496	93 638 593	35 647 198	101 417 830	3 713 553	401 028 670	13 150 000

2015 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2015	FDC et ADP attendus en 2015
11	Prévention et gestion de crises	7 784 505	15 670 897	7 134 350	3 098 139		33 687 891	
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	154 862 740	85 873 503	17 498 502			258 234 745	250 000
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	2 475 037	18 224 828	17 840 900	102 099 895	3 713 553	144 354 213	12 900 000
14	Fonctionnement, soutien et logistique	1 489 214	1 764 807		19 796		3 273 817	
Total		166 611 496	121 534 035	42 473 752	105 217 830	3 713 553	439 550 666	13 150 000

2014 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2014 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
11	Prévention et gestion de crises	7 482 971	11 850 638	820 000	3 377 251		23 530 860	
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	148 817 942	262 745 802	15 931 967			427 495 711	213 500
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	2 277 013	16 832 118	8 400 000	100 021 077	3 790 000	131 320 208	11 545 500
14	Fonctionnement, soutien et logistique	4 181 875	1 987 590		20 500		6 189 965	
Total		162 759 801	293 416 148	25 151 967	103 418 828	3 790 000	588 536 744	11 759 000

2014 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2014	Prévisions FDC et ADP 2014
11	Prévention et gestion de crises	7 482 971	11 850 638	7 932 256	3 377 251		30 643 116	
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	148 817 942	95 745 802	15 267 764			259 831 508	213 500
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	2 277 013	16 832 118	14 459 263	102 871 077	3 790 000	140 229 471	11 545 500
14	Fonctionnement, soutien et logistique	4 181 875	1 987 590		20 500		6 189 965	
Total		162 759 801	126 416 148	37 659 283	106 268 828	3 790 000	436 894 060	11 759 000

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2014	Demandées pour 2015	Ouverts en LFI pour 2014	Demandés pour 2015
Titre 2. Dépenses de personnel	162 759 801	166 611 496	162 759 801	166 611 496
Rémunérations d'activité	96 729 397	98 597 130	96 729 397	98 597 130
Cotisations et contributions sociales	65 810 591	67 736 353	65 810 591	67 736 353
Prestations sociales et allocations diverses	219 813	278 013	219 813	278 013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	293 416 148	93 638 593	126 416 148	121 534 035
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	293 416 148	93 638 593	126 416 148	121 534 035
Titre 5. Dépenses d'investissement	25 151 967	35 647 198	37 659 283	42 473 752
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	25 151 967	35 647 198	37 659 283	42 473 752
Titre 6. Dépenses d'intervention	103 418 828	101 417 830	106 268 828	105 217 830
Transferts aux ménages	12 455 951	12 808 888	12 455 951	12 808 888
Transferts aux collectivités territoriales	85 487 343	83 495 672	88 337 343	87 295 672
Transferts aux autres collectivités	5 475 534	5 113 270	5 475 534	5 113 270
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	3 790 000	3 713 553	3 790 000	3 713 553
Dotations en fonds propres	3 790 000	3 713 553	3 790 000	3 713 553
Total hors FDC et ADP prévus	588 536 744	401 028 670	436 894 060	439 550 666
FDC et ADP prévus	11 759 000	13 150 000	11 759 000	13 150 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	600 295 744	414 178 670	448 653 060	452 700 666

DÉPENSES FISCALES⁵

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2015 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2015. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2015 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2013	Chiffre pour 2014	Chiffre pour 2015
120123	Exonération des vacances horaires et des avantages retraite servis aux sapeurs-pompiers volontaires Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les sapeurs-pompiers volontaires</i> <i>Bénéficiaires 2013 : 193 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1996 - Dernière modification : 2004 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 81-29°</i>	52	52	52
520116	Exonération de droits de mutation des successions des sapeurs-pompiers décédés en opération de secours Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les sapeurs-pompiers</i> <i>Bénéficiaires 2013 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2004 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 796-I-8°</i>	ε	ε	ε
Coût total des dépenses fiscales⁶		52	52	52

⁵ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

⁶ Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2014 ou 2013) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
11	Prévention et gestion de crises	7 784 505	20 752 631	28 537 136	7 784 505	25 903 386	33 687 891
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	154 862 740	83 350 909	238 213 649	154 862 740	103 372 005	258 234 745
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	2 475 037	128 529 031	131 004 068	2 475 037	141 879 176	144 354 213
14	Fonctionnement, soutien et logistique	1 489 214	1 784 603	3 273 817	1 489 214	1 784 603	3 273 817
Total		166 611 496	234 417 174	401 028 670	166 611 496	272 939 170	439 550 666

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU PROGRAMME

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Par lettre de mission en date du 19 septembre 2013 du directeur général de la police nationale, un groupe de travail sur les technologies de la sécurité intérieure a été mis en place. Associant les trois directions générales (DGPN, DGGN et DGSCGC), il a pour objectif d'identifier les apports des nouvelles technologies pour la modernisation des forces de sécurité intérieure dans le cadre d'une vision prospective à caractère stratégique et, de façon concrète, d'élaborer une perspective financière des chantiers à mener dans les cinq années à venir.

Quatre enjeux stratégiques ont été définis à ce titre :

- répondre à une société de plus en plus numérique par une proximité renouvelée ;
- améliorer l'efficacité du primo-intervenant ;
- développer des capacités d'anticipation et de conduite opérationnelle ;
- lutter contre la criminalité avec des moyens technologiques adaptés à la menace.

La DGSCGC est concernée par les trois premiers enjeux, qui recouvrent notamment, pour ce qui la concerne, les chantiers suivants :

- l'unification des plateformes de réception des appels d'urgence 17/18/15/112 pour permettre aux services, confrontés à la progression constante du nombre d'appels, de filtrer les appels non urgents et de se donner les moyens de mieux traiter les situations de détresse ;
- la rénovation des réseaux radio afin de faire face à l'obsolescence des matériels et au risque de fracture technologique (migration sous la technologie « IP », développement des liaisons de type faisceaux hertziens de nature à renforcer la résilience des réseaux et propres à générer un retour rapide sur investissement par rapport aux liaisons louées ;

- le renforcement de l'utilisation des réseaux sociaux (mise en place de réseaux sociaux au sein du ministère de l'intérieur, présence active du ministère sur les réseaux sociaux pour la communication de crise, la passation des consignes comportementales, valorisation des informations remontantes, au travers par exemple de dispositifs de cartographie interactive ...);
- le développement d'applications de type smartphones, reliés au 112 pour les appels d'urgence ou dans le cadre de l'alerte et de l'information des populations (projet SAIP);
- le développement d'outils de visualisation des situations de crise, et d'anticipation : géo localisation des moyens mobilisés (territoriaux ou nationaux), intégration des données relatives aux phénomènes en cours et aux modélisations de leurs évolutions, partage des données d'information géographique ...
- la mise en place de capacités de projection (structures modulaires transportables).

Les dépenses relatives au maintien en condition opérationnelle des avions de la sécurité civile évoluent également en 2015 par rapport aux montants inscrits en LFI 2014 : la DGSCGC avait en effet conclu un accord cadre à ce titre, dont l'exécution pour une première tranche ferme de 6 années a débuté le 1^{er} octobre 2008. A l'approche de ce terme, l'évaluation menée a incité la direction à engager une procédure de dialogue compétitif pour l'ensemble de la flotte, hors Dash 8. Cette procédure doit s'achever par la notification du marché à la fin du mois d'octobre 2014. Le nouveau marché devrait permettre d'assurer la mise à niveau et la modernisation de la flotte tout en maîtrisant les coûts.

Les dépenses de carburant aéronautique augmentent en revanche de 2 M€ en 2015 par rapport aux montants inscrits en LFI 2014. Il s'agit d'une prévision qui corrige la sous-dotation de ce poste au vu des dépenses exécutées en 2013, tout en prenant en compte la poursuite de la maîtrise du nombre des heures de vol.

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)					Crédits	
	Plafond autorisé pour 2014	Effet des mesures de périmètre pour 2015	Effet des mesures de transfert pour 2015	Effet des corrections techniques pour 2015	Impact des schémas d'emploi pour 2015	Plafond demandé pour 2015	Demandés pour 2015 (y.c. charges sociales)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = 6-1-2-3-4	(6)	
Personnels administratifs	123		-4		-1	118	7 884 542
Personnels techniques	410		-5		-5	400	36 394 447
Militaires (hors gendarmes)	1 436		-1		-8	1 427	82 306 204
Ouvriers d'Etat	116				-5	111	5 883 385
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	98				-1	97	11 675 252
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	257		-1		-5	251	22 467 666
Total	2 440		-11		-25	2 404	166 611 496

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	98 597 130
Cotisations et contributions sociales	67 736 353
<i>dont contributions au CAS Pensions</i>	<i>48 531 820</i>
Prestations sociales et allocations diverses	278 013

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements des agents entre programmes du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois du programme
Personnels administratifs	3	2	6	1			6	-2
Personnels techniques	12	10	5,9	4			5,9	-8
Militaires (hors gendarmes)	304	0	6,6	304			7	0
Ouvriers d'Etat	6	4	5,5					-6
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	1	1	5,5					-1
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	13	10	5,5	6			5,5	-7
Total	339	27		315				-24

Au total, le schéma d'emplois du programme s'établit à -24 ETP à périmètre constant.

Par rapport à 2014, le plafond d'emplois est en diminution de -25 ETPT (hors transferts), traduisant les mouvements suivants :

- l'impact du schéma d'emplois 2014 décliné comme suit : +2 ETPT pour les personnels militaires, -1 ETPT pour les ouvriers d'Etat et -1 ETPT pour le corps d'encadrement et d'application de la police nationale.

- l'impact du schéma d'emplois de 2015 pour -25 ETPT.

Par ailleurs, 2 ETPT sont transférés vers le programme 176 « Police nationale » dans le cadre du transfert de compétences de la coopération technique vers la direction de la coopération internationale et 9 ETPT vers le programme 152 « Gendarmerie nationale » dans le cadre du transfert du service de l'achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure.

Les hypothèses d'entrées et de sorties détaillées ci-dessous s'entendent en ETP hors transferts.

HYPOTHÈSES DE SORTIES

339 sorties (agents quittant le programme) sont prévues en 2015 qui se décomposent comme suit :

27 départs à la retraite, concernant 2 personnels administratifs, 10 techniques, 4 ouvriers d'État, 1 haut fonctionnaire du corps de conception et de direction et du corps de commandement et 10 fonctionnaires de police appartenant au corps d'encadrement et d'application.

HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

315 entrées sont prévues en 2015, dont 190 contrats de volontaires de l'armée de terre.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	LFI 2014 ETPT	PLF 2015 ETPT
Administration centrale	234	217
Services régionaux		
Services départementaux		
Opérateurs		
Services à l'étranger		
Autres	2 206	2 187
Total	2 440	2 404

Sont comptabilisés dans la rubrique « Autres » les personnels des services délocalisés de la sécurité civile (unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile, centres de déminage, bases d'avions, centres de maintenance et bases d'hélicoptères, établissements de soutien opérationnel et logistique), ainsi que les militaires affectés dans les états-majors de zone.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
11	Prévention et gestion de crises	126
12	Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	2 223
13	Soutien aux acteurs de la sécurité civile	35
14	Fonctionnement, soutien et logistique	20
Total		2 404

Suite à une réorganisation interne de certaines fonctions support, un transfert d'ETPT de l'action 14 « Fonctionnement, soutien et logistique » vers l'action 12 « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux » a été opéré en cours d'année 2014.

La répartition des ETPT par action pour l'année 2015 a donc été modifiée en conséquence.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2014 retraitée	114,3
Prévision Exécution 2014 hors CAS Pensions	119,3
Impact des mesures de transferts et de périmètre 2014-2015	-0,5
Débasage de dépenses au profil atypique	-4,4
Impact du schéma d'emplois	-1,1
EAP schéma d'emplois 2014	-0
Schéma d'emplois 2015	-1
Mesures catégorielles	0,2
Mesures générales	0,4
Rebasage de la GIPA	0,3
Variation du point de la fonction publique	0
Mesures bas salaires	0,1

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
GVT solde	1
GVT positif	1,8
GVT négatif	-0,8
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	0,6
Autres variations des dépenses de personnel	2,5
Total	118,1

La ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique » concerne l'indemnisation des jours CET (614 752 €).

La ligne « Autres variations de dépenses de personnels » comprend notamment le remboursement au ministère de la Défense de personnels mis à disposition, la prévision d'exécution des indemnités de service en campagne (ISC), la prévision d'exécution de l'indemnité de départ des personnels militaires non officiers (IDPNO) et la prévision d'exécution des indemnités de secourisme et de concours.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (*)	Coût de sortie (*)
Personnels administratifs	47 240	41 985
Personnels techniques	55 937	67 911
Militaires (hors gendarmes)	40 659	42 017
Ouvriers d'Etat	0	46 696
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	90 238	94 675
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	57 533	65 174

(*) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Le coût d'entrée des personnels administratifs est supérieur au coût de sortie en raison de l'arrivée sur le programme de personnels de grades et d'ancienneté supérieurs à celui des personnels sortants.

Le coût moyen hors CAS pensions du programme s'élève à 49 118 € et à 69 306 € CAS compris.

Le coût moyen par catégorie d'emplois, hors CAS pensions et avec CAS pensions, est le suivant :

Catégories d'emplois	Coût moyen hors CAS	Coût moyen CAS compris
Personnels administratifs	46 995	66 818
Personnels techniques	87 904	90 986
Militaires	32 883	57 678
Ouvriers d'Etat	53 003	53 003
Hauts fonctionnaires, corps de conception et de direction et corps de commandement (police nationale)	87 146	120 363
Corps d'encadrement et d'application (police nationale)	64 192	89 513

MESURES GÉNÉRALES

Un montant de 329 127 € est prévu au titre de l'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 modifié.

Un montant de 90 000 € est prévu au titre des mesures bas salaires.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2015	Coût 2015	Coût en année pleine
Mesures statutaires						209 273	209 273
<i>CIGEM Attaché d'administration - 1ère mesure création du GRAF; 2ème mesure promotion d'attaché à attaché principal (12); 3ème mesure maintien du taux de promotion de B en A à 5% de 40%</i>	14	Administratif/catégorie A	Attaché d'administration	01-2015	12	17 567	17 567
<i>Titularisation des personnels contractuels</i>	5	Catégories A-B-C	Contractuels dont agents berkaniens	01-2015	12	52 245	52 245
<i>Revalorisation des grilles indiciaires des agents de catégorie B et C</i>		Catégories B et C	Secrétaires et adjoints administratifs	01-2015	12	33 568	33 568
<i>Actualisation de la solde des volontaires de l'armée de terre (VDAT) présents au sein des formations militaires de la sécurité civile</i>	180	Militaire	Volontaires de l'armée de terre	01-2015	12	54 622	54 622
<i>Adaptation de la nouvelle grille indiciaire des personnels CEA de la police nationale</i>	259	Personnels actifs de la police nationale	Corps d'encadrement et d'application	01-2015	12	47 554	47 554
<i>Repyramidage des corps (RULP - GRAF)</i>	2	Personnels actifs de la police nationale	Corps d'encadrement et d'application	01-2015	12	3 717	3 717
Total						209 273	209 273

Une enveloppe de 209 273 € hors CAS est prévue pour les personnels affectés sur le programme au titre des mesures statutaires et indemnitaires.

Les mesures concernant les personnels administratifs et techniques gérés par la direction des ressources humaines (DRH) du ministère sont présentées dans le projet annuel de performance du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », en raison de leur caractère transversal et du rattachement à ce programme 216 de la direction des ressources humaines, qui les a conçues et en pilote la mise en œuvre.

Pour 2015, ces mesures s'élèvent pour les personnels affectés sur le programme « Sécurité civile » à 103 380 € et sont exclusivement statutaires.

Les mesures concernant les personnels actifs de la police nationale gérés par la direction des ressources et des compétences de la police nationale (DRCPN) sont quant à elles présentées dans le projet annuel de performance du programme 176 « Police nationale » de la mission « Sécurités ».

Pour 2015, le montant de ces mesures est de 51 271 € pour les personnels actifs imputés sur le programme « Sécurité civile ».

Une enveloppe de 54 622 € est prévue au titre de l'actualisation de la solde des volontaires de l'armée de terre présents au sein des formations militaires de la sécurité civile.

GLISSEMENT VIEILLESSE-TECHNICITÉ

Le GVT positif (ou effet de carrière) est estimé à 2,65 % en 2015, ce qui représente une progression de la masse salariale, hors CAS pensions, de 1 774 360 €. Le GVT positif correspond au différentiel de la masse indiciaire des effectifs présents sur deux années consécutives.

Le GVT négatif (ou effet de noria) est estimé à -760 729 €.

Le GVT solde est donc estimé à 1 013 631 €.

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2014	PLF 2015
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	47 172 154	48 531 820
<i>Civils (y.c. ATI)</i>	13 075 920	13 149 634
<i>Militaires</i>	34 096 234	35 382 186
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)</i>	0	
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)</i>	0	
Cotisation employeur FSPOEIE	1 202 621	1 170 000

CAS Pensions

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale pensions est de 13 149 634 € au titre des personnels civils (taux de 74,60 %) et de 35 382 186 € au titre des personnels militaires (taux de 126,07 %).

La contribution versée au titre de la subvention d'équilibre au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) est positionnée pour l'ensemble du ministère sur le programme 216 « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».

CNAF

Le montant de la cotisation employeur à la caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) pour les personnels titulaires et non titulaires du programme est de 3 451 703 € (taux de 5,25 %) en 2015.

FNAL

Le montant de la cotisation employeur au fonds national d'aide au logement est de 338 100 € (taux de 0,5 %) pour les personnels titulaires et non titulaires.

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2015
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	2	129 450
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité	0	0
Remboursement domicile travail	134	76 824
Capital décès	0	0
Allocations pour perte d'emploi	3	67 059
Autres	2	4 680
Total		278 013

Compte tenu de la prévision d'exécution 2014, la ligne « accidents de service, de travail et maladies professionnelles » a été réévaluée à la hausse en 2015 par rapport à la LFI 2014.

Le type de dépenses « Autres » se compose du versement d'allocations familiales et d'autres charges de personnel.

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

L'action sociale est portée par le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission « Administration générale et territoriale de l'Etat ».

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

PROJETS INFORMATIQUES LES PLUS IMPORTANTS

Programme ANTARES (comprenant la contribution attendue des services utilisateurs - services d'incendie et de secours, Samu - au fonctionnement de l'INPT d'un montant de 12,9 M€ en AE=CP) : 29,96 M€ en AE (dont 22,31 M€ de fonctionnement et 7,65 M€ d'investissement) et 39,48 M€ en CP (dont 21,64 M€ en fonctionnement et 17,84 M€ en investissement)

Le programme ANTARES a pour objectif de fournir les bases d'une modernisation nationale des systèmes d'information des différents services concourant aux missions de sécurité civile. Le réseau mis en place par l'État vise à constituer des « autoroutes de l'information » sur la base desquelles peuvent se développer différents systèmes d'information : réseau national d'alerte des populations, système national d'information SDIS-COZ-COGIC, interfaces SAMU/SDIS, etc.

La commande publique relative au programme ANTARES s'appuie sur deux marchés dits « industriels » de conception et de déploiement, dont l'un est associé à un marché de crédit-bail permettant le lissage financier de l'opération sur neuf ans.

Ces marchés ont été notifiés par le ministère de l'intérieur à la fin de l'année 2007.

À ce stade, le programme est entré dans sa phase de généralisation à l'ensemble du territoire. Fin 2012, les collectivités territoriales ont équipé 70 % des SDIS de terminaux ANTARES et, en 2013, le taux de migration a atteint 75 %, conformément au plan de montée en charge du dispositif. Fin 2014, le taux d'adhésion s'est élevé à 84 %, soit un taux supérieur à la prévision. Pour 2015, le taux d'adhésion attendu est estimé à 89 %.

Enfin, à compter de 2015, un programme de travaux sera engagé afin de répondre notamment au phénomène d'obsolescence des réseaux.

Projet de modernisation de l'alerte aux populations (6 M€ en CP)

Conformément aux objectifs fixés par le Livre blanc de 2008 sur la défense et la sécurité nationale, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) doit permettre à l'État de disposer d'un « réseau d'alerte performant et résistant ». Le SAIP a vocation à remplacer le réseau national d'alerte (RNA) de l'État, actuellement déployé, et au-delà, d'ouvrir de nouvelles fonctionnalités en matière d'information des populations.

Ce projet s'appuie sur l'infrastructure nationale partageable des transmissions (réseau ANTARES) et a été conçu pour faire face aux nouvelles préoccupations de protection des populations face aux risques naturels, technologiques ou sanitaires. Il permettra, sur les bassins de risques identifiés, d'assurer l'alerte des populations, mais aussi de diffuser des informations sur les événements et les mesures prises par les autorités publiques et notamment de préciser les comportements de sauvegarde à adopter. Les messages seront diffusés par différents vecteurs, afin de garantir la résilience du système.

Le projet comportera ainsi un dispositif de sirènes mises en réseau (État, collectivités territoriales, entreprises soumises à des plans particuliers d'intervention), une fonctionnalité permettant l'envoi de messages d'alerte et d'information sur les téléphones portables situés dans une zone déterminée, et la mobilisation d'autres moyens d'alerte tels que les automates d'appel et les panneaux à message variable, à partir d'un serveur accessible aux abonnés souhaitant relayer l'alerte. Dans ce cadre, le dispositif partenarial existant avec Radio France et France Télévisions sera maintenu et participera donc à la dynamique d'ensemble.

Afin de garantir une cohérence d'ensemble et de couvrir les 1 743 bassins de risques identifiés, le SAIP doit, à terme, être constitué de 5 338 sirènes (3 252 sirènes de l'État, 965 sirènes communales et 1 121 sirènes des industriels soumis aux plans particuliers d'intervention) dont 1 889 nouvelles implantations. En 2015, il est prévu de réaliser un premier déploiement, portant sur 2 830 sirènes, dont 2 280 sirènes État et 550 sirènes communales, correspondant aux bassins de risques à plus fort enjeu.

Le déploiement des sirènes du SAIP a été engagé à compter d'août 2013, dans les départements pilotes du Rhône et des Bouches-du-Rhône, et s'est ensuite poursuivi. Au 1^{er} août 2014, l'entreprise chargée des travaux a visité 1 178 sites et a réalisé les installations de 243 sirènes.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2014

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 (RAP 2013)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2013 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2013	AE LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	CP LFI 2014 + reports 2013 vers 2014 + prévision de FDC et ADP +LFR-I 2014	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014
59 611 531	115 319 728	486 601 377	281 808 900	264 165 235

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP au-delà de 2017
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2014	CP demandés sur AE antérieures à 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP 2017 sur AE antérieures à 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE antérieures à 2015
264 165 235	57 664 109 0	42 340 534	42 481 264	121 679 328
AE nouvelles pour 2015 AE PLF / AE FDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2015 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2016 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP 2017 sur AE nouvelles en 2015	Estimation des CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015
234 417 174 13 150 000	215 275 061 13 150 000	13 362 499	5 631 750	147 864
Totaux	286 089 170	55 703 033	48 113 014	121 827 192

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2015

CP 2015 demandés sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2016 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015	CP au-delà de 2017 sur AE nouvelles en 2015 / AE 2015
92,3 %	5,4 %	2,3 %	0,1 %

L'évaluation des engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2014 s'élèvent à 264,17 M€ et correspondent aux restes à payer de l'année 2014 du programme 161 « Sécurité civile ».

Les CP demandés pour 2015 sur les AE antérieures à 2014 se répartissent de la manière suivante :

Marchés de maintenance avions	30 183 209
Opérations immobilières	7 490 000
Déploiement ANTARES	10 190 900
SAIP	6 000 000
FAI	3 800 000
Total	57 664 109

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 11

7,1 %



Prévention et gestion de crises

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	7 784 505	20 752 631	28 537 136	
Crédits de paiement	7 784 505	25 903 386	33 687 891	

L'action 1 « prévention et gestion de crises » comprend :

- la veille, l'alerte et la gestion interministérielle des crises avec l'identification des risques et menaces potentiels, émergents ou avérés (menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique notamment), l'anticipation des crises (préparation et diffusion des plans d'alerte et d'intervention, conception d'exercices, fonctionnement du centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements de nature nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosive, et fonctionnement du centre national d'alerte aux tsunamis). Elle comporte également la veille des événements de sécurité civile et la mobilisation des chaînes opérationnelles appropriées en cas de crise. Il s'agit, dans cette hypothèse, de l'activité du centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) et de la cellule interministérielle de crises (CIC) lorsque celle-ci est activée. Enfin, la disponibilité du réseau national d'alerte (RNA) est aussi couverte, dans l'attente de l'achèvement du SAIP ;
- le développement et le fonctionnement du système d'alerte et d'information des populations (SAIP) ;
- la solidarité nationale, qui comprend les colonnes de renfort et les crédits d'extrême urgence. En cas de catastrophe majeure, les colonnes de renfort, composées de sapeurs-pompiers des SDIS, sont mises à disposition des préfets de zone de défense et de sécurité ou du COGIC, selon l'ampleur des sinistres : cette mobilisation est prise en charge financièrement par l'État. La DGSCGC en décide la constitution, le pré-positionnement ou l'envoi, selon le principe de solidarité nationale. La DGSCGC gère par ailleurs les crédits d'extrême urgence, qui permettent, dans les premières heures ou les premiers jours d'une catastrophe, d'apporter aux sinistrés une première réponse de l'État ;
- la prévention opérationnelle et la protection des populations (chaînes de décontamination, véhicules de détection, d'identification et de prélèvement -VDIP- et soutien aux acteurs de la prévention des feux de forêt) ;
- l'activité opérationnelle (produits retardants, carburants des aéronefs et application du protocole Héphaïstos).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	16 220 142	15 670 897
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	16 220 142	15 670 897
Dépenses d'investissement	1 434 350	7 134 350
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 434 350	7 134 350
Dépenses d'intervention	3 098 139	3 098 139
Transferts aux ménages	323 167	323 167
Transferts aux collectivités territoriales	2 614 972	2 614 972
Transferts aux autres collectivités	160 000	160 000
Total	20 752 631	25 903 386

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits de fonctionnement de l'action 11 relative à la prévention et à la gestion des crises s'élèvent à 16,2 M€ en AE et 15,7 M€ en CP.

Entretien du réseau national d'alerte (0,81 M€ en AE=CP)

Dans l'attente de la mise en place du nouveau système d'alerte et d'information des populations (SAIP), l'actuel réseau national d'alerte (RNA) demeure opérationnel. Certaines sirènes vétustes du RNA non retenues dans le cadre du SAIP feront l'objet d'un démontage ou d'un recyclage. Le coût annuel du fonctionnement du RNA est de 0,81 M€, dont 0,67 M€ pour l'entretien du réseau et 0,14 M€ pour l'entretien du matériel.

Fonctionnement du Centre national d'alerte au tsunami (1,8 M€ en AE=CP)

Le centre national d'alerte au tsunami (CENALT, ancienne dénomination CRATANEM) est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2012. Les investissements nécessaires à sa création et sa mise en fonctionnement ont été financés par l'Etat dans le cadre d'une convention couvrant la période 2011-2013. Le fonctionnement pour l'année 2015 est évalué à 1,8 M€ sur la base des coûts constatés à ce jour.

Fonctionnement du centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements de nature nucléaire, radiologique, biologique, chimique ou explosive – CNCMFE-NRBC-E (0,25 M€ en AE=CP)

Le centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements de nature nucléaire, radiologique, biologique, chimique ou explosive (CNCMFE-NRBC-E) a été créé par le décret n° 2014-338 du 14 mars 2014. Installé à Aix-en-Provence et s'appuyant sur 7 centres d'entraînements zonaux, il a pour mission d'assurer la formation et l'entraînement des personnels des trois ministères partenaires (intérieur, défense, santé).

Exercices de gestion de crise (0,16 M€ en AE=CP)

Ces crédits sont destinés au financement des exercices de gestion de crise dans les préfectures de zone de défense et de sécurité ainsi que dans les préfectures de département. Dans le cadre de la programmation annuelle, environ 350 exercices seront réalisés.

Activités liées à la gestion de crise et soutien logistique à la gestion des crises (1,07 M€ en AE et 0,52 M€ en CP)

Ces crédits ont vocation à financer les études confiées à des organismes spécialisés, ainsi que les publications de guides à destination des préfectures, des documents et campagnes d'information destinés au grand public, afin de développer l'information et la sensibilisation du public aux risques, et de mieux faire connaître les conduites à tenir. Ils sont également destinés à couvrir les dépenses de soutien logistique aux services intervenant dans le cadre de cette action. En 2015, des crédits seront mobilisés pour les actions de modernisation, en synergie avec les autres directions opérationnelles du ministère de l'intérieur (développement d'outils cartographiques, utilisation des réseaux sociaux, d'outils de remontée d'informations opérationnelles ...).

Carburant des avions et des hélicoptères (9,29 M€ en AE=CP)

La consommation moyenne des cinq dernières années s'établit à 5 millions de litres pour les avions et 5,3 millions de litres pour les hélicoptères. Le budget inscrit pour 2015 est réparti entre 4,89 M€ pour les avions et 4,40 M€ pour les hélicoptères. Le redimensionnement budgétaire de ce poste par rapport à l'exercice précédent (+2 M€) doit permettre de faire pleinement face aux exigences opérationnelles sur la base de la consommation moyenne constatée les années précédentes.

Produit retardant (2,25 M€ en AE=CP)

L'utilisation des produits retardants, notamment aériens, constitue un des piliers de la politique nationale de lutte contre les feux de forêt, et a un impact déterminant sur les bilans annuels, notamment en termes de surfaces incendiées.

Une consultation vient d'être lancée en vue de la passation d'un nouveau marché pluriannuel pour l'approvisionnement en produits retardant. Le nouveau marché doit permettre de lisser les coûts et d'assurer un meilleur suivi de la consommation effective.

Application du protocole Héphaïstos (0,59 M€ en AE=CP)

Ce protocole, conclu entre le ministère de l'intérieur et le ministère de la défense, a vocation à répondre au risque de développement des feux de forêt, dans la zone méditerranéenne (régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon, Corse et départements de la Drôme et de l'Ardèche). Il a pour effet la mise à disposition par le ministère de la défense, de moyens militaires (matériels, personnel) au profit du ministère de l'intérieur, en complément des unités militaires de sécurité civile. En application de ce protocole, ces moyens sont mis à disposition du préfet de zone Sud, en fonction du niveau des risques. Les effectifs mis à disposition peuvent atteindre 300 militaires (associés au quadrillage du terrain, lorsque les risques sont au plus haut) et leurs véhicules terrestres ainsi que 3 hélicoptères. Le montant des crédits mobilisés varie, en fonction de la situation opérationnelle et du nombre d'heures de vol nécessaires pour lutter contre les foyers inaccessibles par voie terrestre.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits d'investissement de l'action 11 s'élèvent à 1,4 M€ en AE et 7,1 M€ en CP.

Moyens d'intervention en matériels et équipements spécialisés dans la lutte contre la menace NRBC-E (1,43 M€ en AE et 1,13 M€ en CP)

Ces crédits sont destinés à augmenter les capacités de décontamination sur le territoire (chaînes de décontamination mobiles ...), dans le cadre des orientations opérationnelles retenues au titre du contrat général interministériel, élaboré conformément au Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013. En cas d'attentat terroriste mettant en œuvre des substances radioactives, toxiques ou infectieuses, ces moyens sont essentiels pour une gestion efficace de la crise.

Le solde des CP (6 M€) est destiné à garantir la poursuite du déploiement du système d'alerte et d'information des populations (SAIP) en 2015 (présentation plus détaillée dans la rubrique « grands projets transversaux »).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention de l'action 11 s'élèvent à 3,1 M€ en AE=CP.

Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques (0,32 M€ en AE=CP)

Afin de répondre rapidement aux dommages occasionnés par des calamités publiques, et plus précisément à la situation des sinistrés concernés, l'État dispose, au titre de la solidarité nationale, de crédits d'extrême urgence pour aider financièrement les sinistrés à faire face à leurs besoins immédiats.

Colonnes de renfort (1,99 M€ en AE=CP)

En cas d'engagement opérationnel, l'État prend en charge la mobilisation de ses propres moyens, ainsi que l'engagement des moyens publics ou privés extérieurs au département, dès lors qu'ils ont été mobilisés par le préfet, tels que les colonnes de renforts. En période de risque soutenu (inondations, feux de forêt, neige ...), ces colonnes peuvent être mobilisées et acheminées à titre préventif, lorsque les moyens locaux sont fortement sollicités.

Dans ce cadre, les dépenses prises en compte sont les dépenses de personnel (sur la base, s'agissant des sapeurs-pompiers, des indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires en application de l'arrêté du 21 juin 2004), et les dépenses liées aux trajets effectués par les détachements de renforts (carburant, péages, repas, pneumatiques, titres de transport).

Ces crédits sont également mobilisés pour le financement des interventions effectuées à l'étranger, lorsqu'elles sont décidées par le gouvernement.

Le montant des crédits mobilisés est directement tributaire du niveau de l'activité opérationnelle, et en particulier de l'importance de la saison feux de forêt et des crises nécessitant l'engagement de moyens (inondations majeures notamment). Il est donc susceptible de variations considérables.

Subvention aux organismes de recherche et acteurs de la gestion de crise (0,16 M€ en AE=CP)

Ces subventions sont versées à des organismes qui participent, du fait de leur expertise scientifique et de leur savoir-faire, à la prévention et la gestion des crises en France et à l'étranger. La DGSCGC participe ainsi aux travaux du centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE) ou du centre européen de prévention du risque d'inondation (CEPRI) qui constitue un pôle d'expertise sur la prévention du risque d'inondation, à vocation nationale et européenne, à destination prioritaire des collectivités territoriales et des pouvoirs publics.

Ces crédits sont également mobilisés pour le fonctionnement des partenariats indispensables avec d'autres organismes, comme Météo-France (analyse de la vigilance), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, permettant l'analyse et l'anticipation des situations en cas d'incident ou d'accident industriel (INERIS), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), ou encore l'Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et l'association française du génie parasismique.

Actions de prévention des feux de forêt (0,63 M€ en AE=CP)

En complément de son action opérationnelle, l'État participe financièrement à diverses actions de prévention des feux de forêt :

- un concours aux départements dotés d'unités de forestiers-sapeurs. Ces unités, composées de 24 agents chacune, sont constituées par des départements méditerranéens pour participer à l'aménagement des massifs forestiers (réalisation de voies d'accès, de zones pare-feu, de réserves d'eau, etc.) et au dispositif de surveillance et de première intervention en période estivale, en application des conventions conclues entre les préfets et les présidents de conseils généraux concernés. Les départements de l'Ardèche, des Bouches du Rhône, de Haute-Corse, de Corse du Sud, de l'Hérault, qui ont constitué au total une vingtaine d'unités, bénéficient de ce concours (0,17 M€) ;

- une subvention à l'Entente pour la forêt méditerranéenne (0,21 M€) pour les actions suivantes :

- * soutien à l'état-major de la zone. Cette subvention rembourse les indemnités de sapeurs-pompiers volontaires que le SDIS met à disposition de l'état-major de zone pour effectuer les permanences opérationnelles ;

- * soutien à la formation : le centre interrégional de formation de la sécurité civile de Valabre, service de l'Entente pour la forêt méditerranéenne, est le seul centre habilité par la DGSCGC pour organiser la formation « feux de forêt » des responsables d'intervention (chef de site, chef de colonne, chef de groupe). Elle lui alloue une subvention au titre de la modernisation des programmes et des aides pédagogiques (réalisation de dispositifs de simulation) afin de limiter l'impact de ces actions sur les coûts de formation facturés lors des stages (en moyenne, 2 300 stagiaires sont formés annuellement à l'occasion de 13 000 journées-stagiaires) ;

- * la réalisation d'actions de prévention concernant le risque « feux de forêt ».

- le développement des systèmes d'information géographiques (SIG) (0,25 M€) : un SIG « défense de la forêt contre l'incendie » a été réalisé en zone Sud grâce à une démarche fédératrice associant les principaux utilisateurs. Le ministère de l'intérieur contribue à hauteur de 25 % au financement de ce service, qui apporte une plus-value déterminante à l'appréciation des risques et à la capitalisation des données sur le risque « feux de forêt ». Il contribue également au financement du service de même nature, mis en place dans la zone Sud-Ouest par le GIP ATEGERI (groupement d'intérêt public aménagement du territoire et gestion des risques)

ACTION n° 12

59,4 %

Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	154 862 740	83 350 909	238 213 649	250 000
Crédits de paiement	154 862 740	103 372 005	258 234 745	250 000

L'action 12 « Préparation et Interventions spécialisées des moyens nationaux » regroupe les moyens nationaux que l'État met à la disposition de la population, au quotidien ou lors de catastrophes majeures tant naturelles que technologiques. Elle recouvre les crédits nécessaires à leur préparation opérationnelle et à leur emploi. Pour 2015, les priorités s'inscrivent dans la continuité de 2014 et portent sur la mise en œuvre de trois leviers d'action : le développement des synergies entre moyens nationaux, l'adaptation de la carte des moyens nationaux et le développement des partenariats.

L'action 12 est structurée en cinq sous-actions « métiers » représentatives des différentes catégories d'interventions opérationnelles, qui concourent à la politique interministérielle de sécurité civile :

- La sous-action 1 « Préparation et intervention des moyens nationaux aériens - Avions » recouvre le périmètre des avions de la base aérienne de la sécurité civile située à Marignane (12 bombardiers d'eau amphibies Canadair CL 415, 11 bombardiers d'eau ravitaillés au sol dont 9 Tracker et 2 avions polyvalents bombardiers d'eau Dash 8 Q 400, et 3 avions d'investigation, de coordination et de liaison Beechcraft King 200). L'État, à travers la DGSCGC, pourvoit au maintien en condition opérationnelle des équipages et des aéronefs. Les moyens aériens nationaux de lutte contre les feux de forêts sont ensuite mis, pour emploi, à la disposition des préfets de zone ;

- La sous-action 2 « Préparation et intervention des moyens nationaux terrestres » englobe l'ensemble du spectre des missions des formations militaires de la sécurité civile (ForMiSC). Les trois unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) constituent les renforts nationaux et maintiennent chaque jour 325 militaires en astreinte immédiate, prêts à intervenir sur toute catastrophe (feux de forêt, catastrophes naturelles et technologiques, crises sanitaires, assistance aux populations et participation à la gestion de crise) en France ou à l'étranger ;

- La sous-action 3 « Préparation et intervention des moyens nationaux aériens – Hélicoptères » présente l'activité de secours à la personne par hélicoptère en milieux difficiles (littoral, montagne). Sa mise en œuvre s'appuie sur le groupement d'hélicoptères (GHSC, situé à Nîmes) chargé de pourvoir au soutien, à la préparation et à la formation des équipages, à la maintenance de premier et deuxième niveaux des appareils et, sur les 24 bases opérationnelles dont la Guyane ouverte en 2014, à la mise à disposition permanente des moyens de secours héliportés.

- La sous-action n°4 « Préparation et intervention des moyens nationaux du déminage » englobe les missions de neutralisation et de destruction des munitions de guerre, les interventions sur objets suspects, la sécurisation des voyages officiels ainsi que des missions d'expertise au bénéfice des autorités judiciaires ou la réalisation de missions de formation de services spécialisés français ou étrangers. Les 29 implantations du déminage s'attachent à remplir deux objectifs : réduire les stocks de munitions et intervenir dans les meilleurs délais sur les objets suspects ;

- La sous-action 5 « Préparation et intervention des moyens nationaux de soutien » regroupe l'ensemble des personnels et des moyens mis en œuvre, soit en intervention, soit dans le cadre de la préparation opérationnelle et logistique, par les établissements de soutien opérationnel et logistique (ESOL). Cette composante essentielle de l'intervention opérationnelle permet ainsi, en sus des autres moyens nationaux, d'apporter une réponse adaptée lors du déroulement de crises, tout en maximisant le recours aux synergies internes aux moyens nationaux.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	56 788 061	85 873 503
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	56 788 061	85 873 503
Dépenses d'investissement	26 562 848	17 498 502
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	26 562 848	17 498 502
Total	83 350 909	103 372 005

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits de fonctionnement de l'action 12 relative à la préparation et aux interventions spécialisées des moyens nationaux s'élèvent à 56,8 M€ en AE et à 85,9 M€ en CP.

Maintenance des aéronefs (36,5 M€ en AE et 65,6 M€ en CP)

Les marchés de maintenance des avions de la sécurité civile entrés en vigueur le 1^{er} octobre 2008 qui couvraient l'intégralité de la flotte n'ont été affermis en 2014 que pour le lot correspondant à l'entretien des DASH 8 Q 400. 6,6 M€ en AE sont prévus au titre de 2015 pour l'engagement d'un marché subséquent annuel pour ce lot, ainsi que pour le soutien des moteurs de ces deux aéronefs.

Un nouveau marché est en cours de passation en vue d'une attribution au troisième trimestre pour 2014 pour le soutien à l'heure de vol et les visites d'entretien des Canadair CL415, des Tracker et des Beech 200. 36,8 M€ en CP sont prévus pour couvrir les AE engagées en 2014 au titre du nouveau marché MCO ainsi que les AE 2015 (6,6 M€) qui seront engagées pour la maintenance des Dash et de leurs moteurs.

Le groupement d'hélicoptères possède la capacité technique pour assurer l'essentiel de la maintenance de niveaux 1 et 2 des 35 appareils de sa flotte. Le site de Nîmes permet en outre d'accueillir la maintenance d'EC145 de la gendarmerie nationale, dans une logique de mutualisation. Dans un souci de rationalisation, la DGSCGC s'est associée, pour la majeure partie de la couverture de ses besoins de réparation et de rechange d'équipements aéronautiques, aux marchés négociés de maintenance aéronautique des hélicoptères du ministère de la défense similaires aux siens, au travers de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense (SIMMAD). Ces dépenses observent une double rigidité, de par la hausse économique constatée sur les composantes aéronautiques et de par les contraintes opérationnelles inhérentes à l'activité (29,9 M€ en AE et 28,8 M€ en CP).

MCO et carburant des véhicules et matériels majeurs (3,91 M€ en AE = CP)

Ces crédits sont consacrés à l'entretien et au maintien opérationnel des véhicules et matériels majeurs des moyens nationaux. Cette dotation comprend également les dépenses de soutien aux services délocalisés telles que les équipements HSCT et NRBC, l'outillage des ateliers automobiles, les équipements de neutralisation des engins explosifs et le carburant des véhicules.

Fonctionnement courant des sites délocalisés des moyens nationaux (9,6 M€ en AE = CP)

Ces crédits couvrent les dépenses d'énergie et de fluides, l'achat de fournitures courantes, les besoins informatiques, les frais de mission et diverses prestations nécessaires à l'exploitation des moyens aériens. Ces crédits sont également destinés au paiement des frais de fonctionnement des trois UIISC, incluant les dépenses courantes (dont la fourniture d'énergie et des fluides), l'alimentation, les frais de déplacement, les changements de résidence, les garanties des loyers, les commandes auprès du service du commissariat des armées (habillement militaire) et les remboursements des soins auprès du service de santé des armées. Ces crédits correspondent enfin aux dépenses au profit des 29 centres et antennes de déminage et des 3 ESOL, dans le périmètre suivant : fluides, téléphonie, contrats obligatoires, petit outillage et consommables courants, frais de déplacements et les dépenses de soutien des services délocalisés.

Habillement (3,79 M€ en AE = CP)

Cette dotation s'inscrit dans la continuité des travaux d'uniformisation des tenues du personnel des moyens nationaux entrepris en 2013, afin d'optimiser les marchés d'habillement et diminuer les coûts globaux sur cette activité.

Ce budget regroupe également l'ensemble des matériels HCCA (habillement, campement, couchage, ameublement) indispensables à la réalisation des missions.

Travaux d'aménagement et travaux d'entretien (TATE) (1,16 M€ en AE = CP)

Pour les moyens nationaux aériens, ces crédits viendront financer des travaux de remise aux normes des bâtiments de la BASC et sont réduits au strict minimum en prévision de son déménagement vers Nîmes. Ils permettront également de financer les travaux d'entretien et de mise aux normes des bâtiments de l'ensemble des bases et du GHSC (24 sites au total). Pour le déminage, outre la priorité accordée aux travaux relatifs à la mise aux normes des installations (dépôts et soutes notamment), ces crédits seront dédiés au financement de travaux relatifs à la sécurité au travail des agents des centres et antennes de déminage. Pour les UIISC, ces crédits permettent d'assurer l'entretien courant des 3 sites de Nogent-Le Rotrou (UIISC 1), de Brignoles (UIISC 7) et de Corte (UIISC 5).

Formation et sécurité du personnel (1,21 M€ en AE=CP)

Ces crédits couvrent le paiement des formations de maintien des compétences ainsi que les contrôles médicaux obligatoires au profit des pilotes, des démineurs et des agents des ESOL afin de permettre l'exécution des missions en toute sécurité.

Réserve nationale fonctionnement (0,1 M€ en AE = CP)

La réserve nationale est constituée de matériels et équipements destinés à être déployés lors d'événements nationaux tels que des inondations, des opérations de dépollution, etc. Ces crédits ont vocation à entretenir les matériels des différentes familles de la réserve nationale au travers de la réparation des matériels, le nettoyage du matériel de couchage, le maintien en condition opérationnelle des matériels majeurs et le renouvellement des différents consommables.

Loyers budgétaires (0,33 M€ en AE = CP)

Ces crédits sont consacrés aux loyers versés au titre des immeubles domaniaux hébergeant majoritairement des bureaux. Sont ainsi concernés pour la sécurité civile les locaux de l'ESOL Sud à Marseille, de l'ESOL Nord à Méry-sur-Oise et de l'ESOL Ouest à Jarnac, ou encore des emprises associées au bureau du déminage ou aux unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile. Ils sont calculés par France Domaine, et constituent de fait un socle incompressible reconduit annuellement.

Taxes aéronautiques (0,19 M€ en AE = CP)

Ce budget couvre le paiement des taxes d'atterrissage des aéronefs.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits d'investissement de l'action 12 s'élèvent à 26,5 M€ en AE et à 17,4 M€ en CP.

Immobilier des sites délocalisés des moyens nationaux (8,9 M€ en AE et 8,5 M€ en CP)

Les crédits inscrits (1,1 M€ en CP) correspondent aux crédits fléchés pour l'opération immobilière du déménagement de la BASC vers Nîmes. Le reste des crédits sera utilisé en priorité pour les travaux de mise aux normes des cuves à carburants pour les bases d'hélicoptères, ainsi que pour les travaux de mise en conformité de certains centres de déminage et la poursuite des études en vue de la création de l'école du déminage.

Modernisation et équipement terrestre des moyens nationaux (5,8 M€ en AE = CP)

La DGSCGC poursuit le renouvellement de sa flotte d'engins d'attaque et de ravitailleurs mais également d'engins de travaux publics dédiés à la lutte contre les feux de forêts. Il prévoit également de se doter d'une capacité de reconnaissance en profondeur, absente aujourd'hui au sein de la sécurité civile et de poursuivre les travaux sur le module d'appui à la gestion de crise (MAGEC).

S'agissant du déminage, ces crédits sont destinés à l'acquisition de nouveaux matériels pour la lutte contre le terrorisme et le renouvellement de certains véhicules d'intervention.

Modernisation et équipement des aéronefs (10,7 M€ en AE et 2,1 M€ en CP)

Ces crédits d'investissement, essentiellement gérés au travers de marchés mis en place par la direction générale de l'aviation au profit de la sécurité civile, s'élèvent à 10,72 M€ en AE et 2,07 M€ en CP. Outre le solde des programmes d'équipement et de mise aux standards aéronautiques des aéronefs engagés depuis plusieurs années (modification des avions DASH permettant de combiner les configurations bombardier d'eau et transport, enregistreur de vols CVFDR pour les hélicoptères), ils sont destinés à financer de nouveaux programmes de modernisation prioritaires. L'équipement de la flotte avions avec des radios ANTARES est en passe de devenir indispensable pour assurer les liaisons radio avec les équipes de secours au sol dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts (2,55 M€ en AE et 1 M€ en CP). La rénovation de l'avionique des hélicoptères EC 145 est incontournable pour maintenir la capacité IFR (vol aux instruments) des appareils (7,2 M€ en AE et 0,6 M€ en CP). Enfin, les équipements radios des EC 145 doivent être mis à niveau pour respecter les nouvelles normes en vigueur (0,2 M€ en AE=CP). Le remplacement du système actuel de gestion de base de données de la flotte hélicoptère s'élèvera quant à lui à 0,4 M€ en AE et 0,2 M€ en CP.

Mise en œuvre du protocole interministériel d'emploi des hélicoptères en Polynésie Française (0,7 M€ en AE = CP)

Le protocole interministériel d'emploi des deux hélicoptères de service public Dauphin basés en Polynésie Française prévoit que leur fonctionnement est financé à hauteur de 30% par le ministère de l'intérieur, intégralement assumé par la DGSCGC pour l'ensemble du périmètre de ministère de l'intérieur. Ce protocole est en cours de renégociation.

Réserve nationale Investissement (0,41 M€ en AE=CP)

Consacrés au remplacement et au perfectionnement du matériel de la réserve nationale, les crédits seront dédiés en 2015 à l'acquisition de tentes pour l'hébergement d'urgence, de CELTE U-F (traitement de l'eau), de barrages anti-inondation ou encore au complément de dotation de la réserve nationale mise en place dans les Antilles.

ACTION n° 13
Soutien aux acteurs de la sécurité civile

32,7 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	2 475 037	128 529 031	131 004 068	12 900 000
Crédits de paiement	2 475 037	141 879 176	144 354 213	12 900 000

L'action 3 « Soutien aux acteurs de la sécurité civile » correspond aux activités de coordination et de formation des autres acteurs de sécurité civile (services départementaux d'incendie et de secours -SDIS- et associations de sécurité civile).

La coordination des autres acteurs de la sécurité civile comprend :

- la définition des compétences et des niveaux de formation, notamment les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels, ainsi que les préconisations techniques relatives aux engins et matériels d'intervention ;
- la gestion des carrières des officiers de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;

Sécurité civile

Programme n° 161 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

- l'harmonisation nationale de l'organisation et du fonctionnement des SDIS ;
- l'animation de la politique nationale en faveur du volontariat des sapeurs-pompiers ;
- l'agrément des associations qui concourent à la sécurité civile ;
- la promotion des réserves communales de sécurité civile ;
- le soutien de l'État aux collectivités territoriales pour le financement des SDIS, à travers le paiement des subventions accordées avant 2013 au titre du fonds d'aide à l'investissement (FAI) des SDIS ;
- la participation de l'État aux dépenses des services d'incendie de la ville de Paris (brigade de sapeurs-pompiers de Paris, BSPP) ;
- la participation de l'État au fonctionnement du centre national relais (CNR 114) ;
- la réglementation de construction relative à la prévention des incendies dans les bâtiments.

La veille sur les causes d'accident de la vie courante continue de constituer une préoccupation importante pour la DGSCGC qui multiplie les actions en la matière : recherche des causes et circonstances d'incendie, études statistiques sur les causes d'accidents de la vie courante, etc.

Le ministère de l'intérieur contribue également au financement de l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) aux côtés du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et des SDIS.

Le programme ANTARES, enfin, est l'un des leviers de la mission de coordination de l'activité des services de secours dévolue à la DGSCGC. Son déploiement progressif permet d'accroître la confidentialité, l'efficacité et la coordination des communications opérationnelles de l'ensemble des services publics concourant aux missions de secours, en substituant aux réseaux actuels une infrastructure nationale moderne et mutualisée.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	18 865 583	18 224 828
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18 865 583	18 224 828
Dépenses d'investissement	7 650 000	17 840 900
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	7 650 000	17 840 900
Dépenses d'intervention	98 299 895	102 099 895
Transferts aux ménages	12 485 721	12 485 721
Transferts aux collectivités territoriales	80 880 700	84 680 700
Transferts aux autres collectivités	4 933 474	4 933 474
Dépenses d'opérations financières	3 713 553	3 713 553
Dotations en fonds propres	3 713 553	3 713 553
Total	128 529 031	141 879 176

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits de fonctionnement de l'action 3 relative à la coordination des acteurs de la sécurité civile s'élèvent à 18,86 M€ en AE, et 18,22 M€ en CP.

Ces crédits permettent le financement du projet ANTARES à hauteur de 9,41 M€ en AE et 8,74 M€ en CP (qui est présenté dans la partie relative aux grands projets). Les autres contributeurs du projet ANTARES sont les SDIS, la BSPP, le bataillon de marins-pompiers de Marseille et les SAMU pour un montant total de 12,9 M€ en AE = CP.

0,139 M€ en AE et 0,168 M€ en CP permettent de financer l'activité de la direction des sapeurs-pompiers, dont la logistique des concours de sapeurs-pompiers professionnels (frais de convocation et de réservations de salles ...).

L'action 3 comprend depuis la LFI 2014 le coût des personnels mis à disposition par les SDIS et la BSPP (8,87 M€ en AE = CP). En 2015, 59 sapeurs-pompiers professionnels seront mis à la disposition de l'État à la DGSCGC, à titre onéreux, sous couvert de conventions individuelles avec leur SDIS et 1 praticien hospitalier de l'assistance publique des hôpitaux de Paris. Par ailleurs, 56 sapeurs-pompiers de la BSPP seront mis à disposition du ministère de l'intérieur, dont 23 pour assurer la sécurité des différents sites ministériels (Beauvau, Levallois-Perret) et 33 au sein des services de la DGSCGC et des états-majors de zone. Ces mises à disposition donnent lieu à remboursement sur la base de conventions passées entre la DGSCGC et les SDIS, ainsi qu'entre la DGSCGC et la préfecture de police, agissant pour le compte de la ville de Paris.

L'action 3 comprend également la participation de la DGSCGC au financement du fonctionnement du centre national relais (CNR 114), chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgences des personnes déficientes auditives, créé par le décret n° 2008-346 du 14 avril 2008, codifié à l'article D.98 du code des postes et communications électroniques, pris pour l'application de l'article 78 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Le coût de cette mesure est, en application de l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif au financement du CNR 114, fonction du nombre d'appels à destination du 18/112. Elle est estimée pour la DGSCGC, à 0,45 M€ en AE=CP pour l'exercice 2015.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits d'investissement de l'action 3 sont entièrement consacrés au projet ANTARES, présenté dans la partie relative aux grands projets. Ils s'élèvent à 7,65 M€ en AE et à 17,84 M€ en CP.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention de l'action 3, qui s'élèvent à 98,30 M€ en AE et à 102,10 M€ en CP, concernent les dépenses suivantes :

Pensions, prestations rattachées et indemnités aux victimes d'accidents (sapeurs-pompiers volontaires et anciens agents de la défense passive) (12,49 M€ en AE = CP)

Un régime d'indemnisation spécifique aux sapeurs-pompiers volontaires (RISP) a été instauré par la loi n° 75-1358 du 27 décembre 1975, qui a rapproché les indemnités des sapeurs-pompiers volontaires de celles perçues par les sapeurs-pompiers professionnels et permis aux titulaires des diverses pensions d'opter ou non pour le changement de régime. A ce jour, le RISP gère donc des pensions d'invalidité et de réversion (loi de 1962), des allocations et des rentes d'invalidité, des rentes de réversion et des pensions temporaires d'orphelins (loi de 1975).

Par ailleurs, le préjudice fonctionnel empêche parfois la reprise de l'activité professionnelle. La loi du 3 mai 1996 et ses décrets d'application (n° 99-697 et n° 99-698 du 3 août 1999) prévoient une compensation financière en instaurant une nouvelle base de calcul.

Enfin, l'article 131 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 accorde une majoration de 40 % sur les prestations versées aux ayants droit de sapeurs-pompiers volontaires décédés avant le 1^{er} janvier 1983. Cette mesure a été prise afin de rétablir la justice entre les rentes de réversion majorées par des citations à l'ordre de la Nation à compter du 1^{er} janvier 1983 et celles attribuées avant cette date.

Fonds d'aide à l'investissement des SDIS (3,8 M€ en CP)

Le fonds d'aide à l'investissement des SDIS est destiné à soutenir ces établissements publics dans leurs efforts d'investissement en équipements et matériels. En 2014, ce fonds sera doté de 3,8 M€ de CP correspondant au financement d'opérations d'investissements déjà lancées par les SDIS.

Participation de l'État au budget spécial de la ville de Paris – Brigade de sapeurs-pompiers (80,06 M€ en AE = CP)

La brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) est une unité militaire de l'armée de terre. Le décret n°2000-1162 du 28 novembre 2000 fixe ses missions et son organisation. Sa gestion est assurée dans le cadre du budget spécial de la ville de Paris et son financement est prévu par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2512-19, L. 2522-2 et L. 3421-2). Le ministère de l'intérieur participe à hauteur de 25 % au budget de la brigade. En 2015, la participation de l'État au budget spécial s'élèvera à 80,06 M€.

Participation de l'État au budget spécial de la ville de Paris - Protection civile (0,83 M€ en AE = CP)

Les frais de fonctionnement du service interdépartemental de la protection civile (SIPC) de la préfecture de police sont remboursés par l'État à la ville de Paris sur la base de 40 % de la charge nette du service, les rémunérations des personnels d'État du SIPC étant remboursées à 100 %. Ce montant s'élève, pour l'année 2014, à 0,83 M€.

Subvention de l'État au budget de fonctionnement de l'ENSOSP (4,68 M€ en AE = CP)

Le montant de la subvention de fonctionnement de l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers s'élève, pour 2015, à 4,682 M€. Depuis 2011, l'ENSOSP n'étant plus considérée comme un opérateur de l'État, la subvention apparaît sous la forme d'une dépense d'intervention.

Par ailleurs, 3,71 M€ en AE et en CP sont destinés au remboursement par l'ENSOSP de son emprunt contracté pour la construction de ses nouveaux locaux à Aix-en-Provence.

Subvention à des associations et organismes concourant à la mission de sécurité civile (0,25 M€ en AE = CP)

Des subventions sont versées notamment à la Société nationale de sauvetage en mer, à la Fédération nationale de protection civile et à la Fédération nationale des radioamateurs au service de la sécurité civile. Leur montant total s'établit 0,25 M€ en 2015.

ACTION n° 14
Fonctionnement, soutien et logistique

0,8 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2015
Autorisations d'engagement	1 489 214	1 784 603	3 273 817	
Crédits de paiement	1 489 214	1 784 603	3 273 817	

L'action 14 "Soutien à la politique de sécurité civile" comprend les fonctions de soutien général du programme :

- les services d'état-major (bureau du cabinet, mission des relations internationales, pôle communication et pôle santé) ;
- l'inspection de la défense et de la sécurité civiles (IDSC) ;

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	1 764 807	1 764 807
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 764 807	1 764 807
Dépenses d'intervention	19 796	19 796
Transferts aux autres collectivités	19 796	19 796
Total	1 784 603	1 784 603

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits de fonctionnement de l'action 14 relative au soutien à la politique de sécurité civile s'élèvent, pour 2015, à 1,76 M€ en AE et en CP.

Dépenses de fonctionnement courant (1,25 M€ en AE = CP)

Les dépenses de fonctionnement courant des services centraux, qui s'élèvent en 2015 à 1,25 M€ en AE et en CP, recouvrent notamment l'entretien immobilier, la maintenance des matériels, l'achat de fournitures et de mobilier, le téléphone, la formation et les déplacements.

Soutien logistique SIC (0,34 M€ en AE = CP)**Informatique - radio (0,17 M€ en AE = CP)**

Ce poste correspond aux dépenses de fonctionnement liées à la maintenance et au support des réseaux locaux de la DGSCGC (câblage et éléments actifs). Le coût de ces prestations est estimé en 2015 à 0,17 M€, soit 118 € par poste avec un parc de 1 435 postes.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Par ailleurs, en 2015, 0,02 M€ en AE et en CP seront versés, sous forme de subventions, aux sapeurs-pompiers professionnels et volontaires (Amicales de sapeurs-pompiers) et aux services opérationnels de la DGSCGC (amicale des démineurs de France), traduisant ainsi la reconnaissance de la Nation.

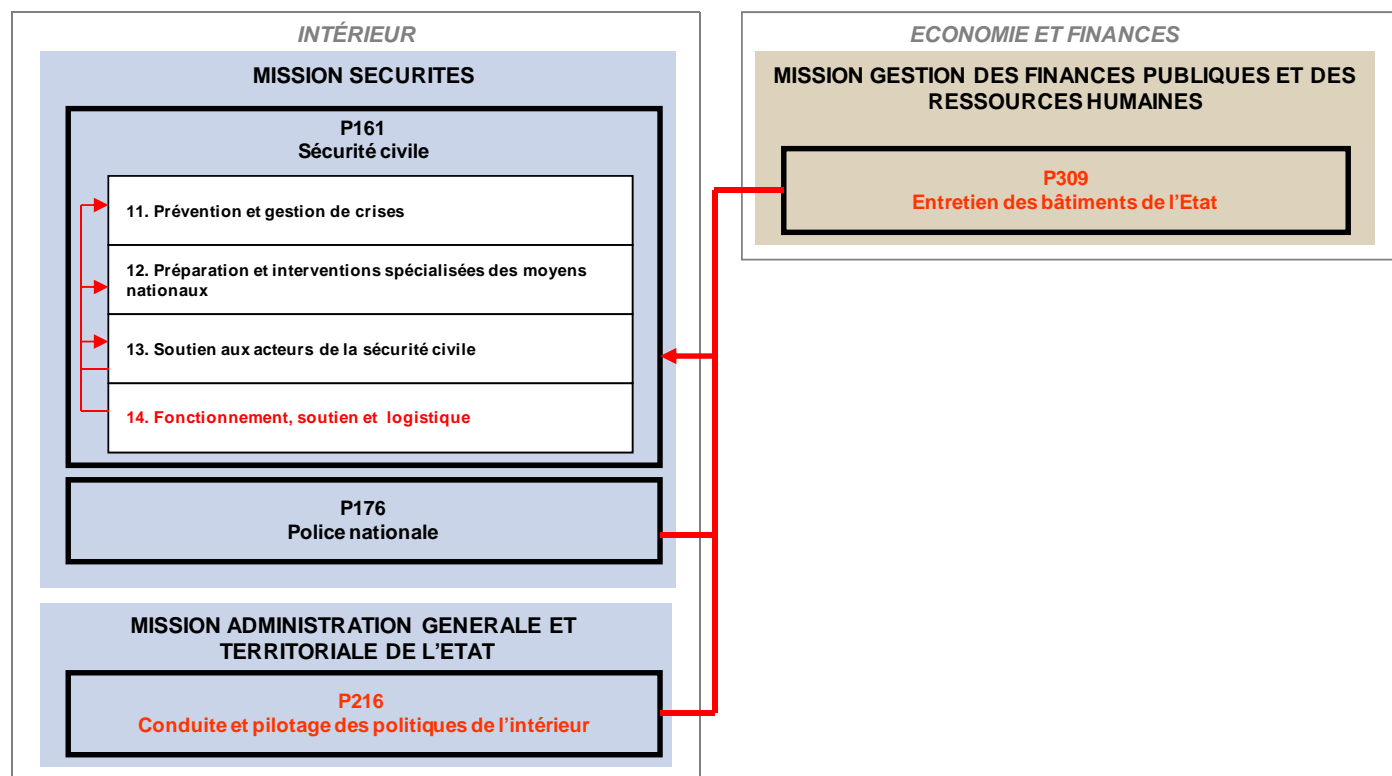
ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

Sont reconstitués en comptabilité d'analyse des coûts (CAC) les crédits prévisionnels complets des actions du programme, obtenus après ventilation des crédits de pilotage, de soutien ou de services polyvalents, vers les actions de politique publique.

L'introduction de l'outil CHORUS, comme application de tenue de la CAC depuis le PLF 2014, permet de valoriser dans les PAP, les choix de modélisation analytique préalablement opérés par les ministères pour chacun des programmes dont ils ont la charge.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME



LECTURE DU SCHÉMA

Le schéma ci-dessus présente les déversements du programme 161 « Sécurité civile »

A l'intérieur du programme, les déversements internes sont matérialisés par un trait fin.

Les déversements externes (impliquant deux programmes différents au sein du ministère de l'intérieur) et les déversements extérieurs (impliquant d'autres ministères) sont matérialisés par un trait épais.

L'inscription en rouge des programmes et actions indique qu'ils sont émetteurs d'un déversement.

La flèche rouge épaisse « entrante » formalise ici les déversements dont bénéficie le programme 161.

En effet, l'activité des programmes 176 « Police nationale » de la mission Sécurités et 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission AGTE, ainsi que celle du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » du ministère de l'économie et des finances, concourent à l'action de la Sécurité civile.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2015 crédits directs (1) (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits indirects *		PLF 2015 crédits complets (2) (y.c. FDC et ADP)	Variation entre (2) et (1)
		au sein du programme	entre programmes		
11 - Prévention et gestion de crises	33 688	+5 343	+766	39 796	+18,1 %
12 - Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux	258 485	+1 170	+13 305	272 960	+5,6 %
13 - Soutien aux acteurs de la sécurité civile	157 254	-6 207	+227	151 273	-3,8 %
14 - Fonctionnement, soutien et logistique	3 274	-305	+8	2 977	-9,1 %
Total	452 701	0	+14 306	467 007	+3,2 %

* Les données de ventilation sont alimentées par CHORUS.

(en milliers d'euros)

Ventilation des crédits indirects vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-14 306
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-13 674
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-13 674
Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »	-70
309 / Entretien des bâtiments de l'État	-70
Mission « Sécurités »	-561
176 / Police nationale	-561

OBSERVATIONS

INTERDÉPENDANCES DU PROGRAMME DE POLITIQUE PUBLIQUE

Nombre de programmes partenaires (ou liés)	3
Programmes partenaires hors mission	OUI
Programmes partenaires d'autres ministères	OUI

OBJETS ET RÈGLES STRUCTURANT LA VENTILATION

Objet	Nombre	Observation
Clés de ventilation utilisées	6	(correspond aux ratios statistiques)
Unités de répartition retenues	2	ETPT, %
Familles de soutien ventilé	5	Personnel, Communication, Informatique, Immobilier, Logistique

ÉVOLUTION DU MODÈLE

D'un point de vue méthodologique, les règles et conventions adoptées lors de la préparation du PAP 2015 du programme « Sécurité civile » se caractérisent par leur stabilité par rapport à l'exercice 2014.

ANALYSE DES ÉCARTS

Les actions de politique publique du programme font l'objet de plusieurs déversements de crédits :

Des déversements internes :

- Issus de l'action « Soutien aux acteurs de la sécurité civile » :
 - o des crédits relatifs au remboursement des sapeurs-pompiers de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) mis à disposition de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) sur les actions « Prévention et gestion des crises » (60 %), « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux » (11,24 %) et « Fonctionnement, soutien et logistique » (16%) ; ces crédits sont répartis en fonction de l'affectation de ces sapeurs-pompiers dans les différentes actions.
 - o des crédits relatifs au remboursement des sapeurs-pompiers des services d'incendie et de secours (SDIS) mis à disposition de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) sur les actions « Prévention et gestion des crises » (72 %), et « Fonctionnement, soutien et logistique » (28 %) ; ces crédits sont répartis en fonction de l'affectation de ces sapeurs-pompiers dans les différentes actions.
- Issus de l'action « Fonctionnement, soutien et logistique » regroupant les fonctions de soutien de la mission « Sécurités » : les services d'état-major (cabinet, mission des relations internationales) ; l'Inspection de la défense et de la sécurité civiles (IDSC) ; les fonctions de gestion des ressources humaines, d'optimisation financière, d'analyse juridique, de soutien logistique et informatique, conduites par le cabinet de la DGSCGC.
- Des crédits relatifs au versement de la subvention à l'amicale des démineurs qui est rattaché à l'action « Fonctionnement, soutien et logistique » regroupant les fonctions de soutien du programme dont le versement de la subvention à l'amicale des démineurs se répartit comme suit : 100 % sur l'action « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux », sous-action 24 « Préparation et intervention des moyens nationaux de déminage » du programme 161 « Sécurité civile ».
 - o Des crédits de soutien qui se répartissent selon les pourcentages suivants :
 - 8 % sur l'action « Prévention et gestion de crises » ;
 - 89 % sur l'action « Préparation et interventions spécialisées des moyens nationaux » répartis comme suit : (23 % sur la sous-action « Préparation et intervention des moyens aériens – Avions » ; 40 % sur la sous-action « Préparation et intervention des moyens nationaux terrestres » ; 13 % sur la sous-action « Préparation et intervention des moyens nationaux aériens - Hélicoptères » ; 13 % sur la sous-action « Préparation et intervention des moyens nationaux de déminage ») ;
 - 3% sur l'action « Soutien aux acteurs de la sécurité civile ».

Un déversement externe provenant du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » (CPPI) ventilé au prorata du nombre d'ETPT par action ;

Un déversement externe émanant du programme 176 « Police nationale » relevant de la mission « Sécurités ». Il s'agit notamment des crédits d'action sociale (logement) respectivement de titre 2 et hors titre 2, répartis au prorata du nombre d'ETPT par action en fonction des effectifs du périmètre ministériel hors gendarmerie ;

Un déversement extérieur en provenance du ministère des finances, programme 309 « Entretien immobilier de l'État » ventilé au prorata du nombre d'ETPT par action.

Programme de politique publique, le programme « Sécurité civile » n'est à l'origine d'aucun déversement de crédits vers d'autres programmes.

Ainsi, le montant total des crédits du programme « Sécurité civile », après déversements, s'établit à **467 M€** en coût complet, contre un coût direct de 452,7 M€, soit en légère augmentation par rapport au PLF 2014 (variation de 3,2 % au lieu de 2,5 %) due à l'augmentation du déversement en provenance du programme 216.